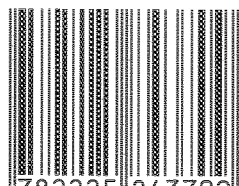


On a longtemps considéré que le Tiers Monde avait une réelle unité et que cette unité tenait à un sous-développement généralisé, induit notamment par son passé colonial et par un échange inégal avec le monde développé. Depuis quelques années, l'idée de la diversité du Tiers Monde a fait son chemin, mais on a tendance, avec la Banque mondiale, à ne considérer cette diversité qu'au niveau des États et à ne la mesurer qu'à l'aide du PNB par habitant.

L'auteur montre, en utilisant des critères diversifiés, que le Tiers Monde peut être divisé en quatre mondes, situés à des niveaux de développement socio-économiques extrêmement différents. L'Amérique latine pose déjà un pied dans le développement. Le Monde arabo-musulman n'est pas très loin, mais se trouve fragilisé par une forte dépendance au pétrole, par sa rapide croissance démographique et par ses problèmes internes. L'Asie méridionale est apparemment bien loin, mais sa relative maîtrise démographique et sa fulgurante croissance économique en font un Tiers Monde « bien parti ». Par contre, l'Afrique sud-saharienne montre tous les symptômes d'un Tiers Monde « mal parti ».

L'auteur, Robert CHAPUIS, est professeur à l'université de Bourgogne (Dijon).



9 782225 843709

ISBN : 2-225-84370-8

Les quatre mondes du Tiers Monde

Robert Chapuis

Les quatre mondes du Tiers Monde

Robert Chapuis

1994



MASSON  géographie

Collection Géographie

Les quatre mondes du Tiers Monde

Première édition

par

Robert CHAPUIS

Professeur à l'université de Bourgogne, Dijon

avec la collaboration de

Th. BROSSARD

Directeur de recherches (UA 908), Besançon

MASSON

Paris Milan Barcelone

1994

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	1
<i>Introduction.</i> Du Tiers Monde aux Tiers Mondes : les tribulations d'un concept	3
I. L'apparition du concept	3
II. L'évolution du concept	3
III. Unité ou diversité du Tiers Monde?	4
IV. La mort du concept de Tiers Monde?	5

Partie 1 : Un Tiers Monde éclaté

<i>Chapitre 1.</i> La diversité des territoires et des populations	11
I. La diversité des espaces	11
A. Des climats maudits?	11
B. Des sols infertiles?	13
C. L'inégalité des ressources énergétiques et minières	14
II. La diversité démographique	15
A. États nains et États géants	15
B. D'un extrême à l'autre de la transition démographique	18
III. La diversité des niveaux de vie	20
A. Job et Crésus	21
B. L'inégalité devant l'école	23
C. Ventres creux et ventres pleins	25
D. L'inégalité devant la maladie et la mort	27
IV. La diversité culturelle	30
A. De Krishna à Allah	30
B. De Castro à Hassan II	32
C. Du très urbanisé au très rural	33
Conclusion	34
<i>Chapitre 2.</i> La diversité économique	37
I. Les modèles de développement	37

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays.

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).

Des photocopies payantes peuvent être réalisées avec l'accord de l'éditeur. S'adresser au : Centre français d'exploitation du droit de copie, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris. Tél : 43 26 95 35.

© Masson, Paris, 1993

ISBN : 2-225-84370-8

ISSN : 0338-2664

MASSON S.A.
MASSON S.p.A.
MASSON S.A.

120, bd Saint-Germain, 75280 Paris Cedex 06

Via Statuto, 2, 20121, Milano

Avenida Principe de Asturias 20, 08012 Barcelona

A. Le modèle socialiste	37
B. La voie intermédiaire	39
C. Le modèle libéral	40
D. Libéralisme économique et unité du Tiers Monde	41
II. Un développement économique inégal	42
A. Du tout agricole au peu agricole	43
B. Des NPI aux oubliés de l'industrialisation	44
C. Services et commerce : un éventail très ouvert	52
D. Des structures économiques contrastées	53
III. Des Tiers Mondes?	54
A. Combien de Tiers Mondes?	55
B. Pourquoi quatre Tiers Mondes?	55
Conclusion	60

Partie 2 : Les quatre Tiers Mondes

<i>Chapitre 3.</i> L'Amérique latine : un pied dans le développement	67
I. L'économie la plus développée des Tiers Mondes	67
A. Un secteur agricole économiquement marginal, mais puissant et compétitif	67
B. Une industrie qui compte	69
C. Un secteur tertiaire désormais prépondérant	72
D. Heurts et malheurs de l'économie	75
II. Le niveau de vie le plus élevé des Tiers Mondes	77
A. Un revenu supérieur à celui de la Russie	77
B. Une situation alimentaire globalement correcte	78
C. Un état sanitaire proche de celui des pays développés	78
D. Un niveau scolaire voisin de celui des pays développés	79
III. Vers des normes démographiques occidentales?	80
A. Une natalité en forte baisse	80
B. Une mortalité générale faible	81
C. Une croissance démographique qui reste cependant tendue	81
IV. Une tête de pont de la civilisation occidentale	82
A. Une colonisation précoce et profonde	82
B. L'urbanisation triomphante	83
C. Éclatement et recomposition	85
V. Des ensembles régionaux peu contrastés	87

A. Le Cône Sud : espoirs déçus, espoir retrouvé?	87
B. Brésil et Mexique : deux géants tard-venus	91
C. Les pays andins : l'Amérique latine et indienne... ..	92
D. Caraïbes pleines et Guyanes vides	93
E. Une Amérique centrale à la traîne	94
Conclusion	94
<i>Chapitre 4.</i> Le Monde arabo-musulman : islam et pétrole	97
I. Des pays en voie d'industrialisation	98
A. Le roi-pétrole	98
B. Une industrie manufacturière récente, mais qui commence à compter	99
C. Un secteur agricole prépondérant dans l'emploi mais peu productif	102
D. Un secteur tertiaire en rapide développement	104
II. Un niveau de vie inférieur à celui de l'Amérique latine	108
A. Un revenu un peu plus faible	108
B. Une alimentation globalement suffisante	109
C. Un environnement sanitaire et scolaire en gros progrès	110
III. Une croissance démographique non maîtrisée	111
A. Un cas très particulier	111
B. Une évolution timide	112
IV. Unité culturelle et divisions politiques	113
A. L'unité par l'islam	114
B. L'unité par l'arabe	119
C. Un espace convoité et divisé	120
V. Les ensembles régionaux	122
A. Les petits pays pétroliers	122
B. Le Moyen-Orient	124
C. L'Afrique septentrionale	124
Conclusion	125
<i>Chapitre 5.</i> L'Asie : un Tiers Monde bien parti	127
I. Un niveau de vie encore faible	128
A. Un revenu encore bas, mais en rapide progrès	128
B. Une alimentation encore tout juste suffisante	130
C. Un état sanitaire qui s'améliore mais encore médiocre	131
D. Un assez bon niveau d'instruction	132

II. Une transition démographique assez avancée	133
A. Une mortalité faible	133
B. Un fléchissement sensible, mais inégal de la fécondité	133
C. Une croissance démographique ralentie	135
III. Une croissance économique accélérée	136
A. Un secteur agricole encore considérable et peu productif, mais en rapide progrès	136
B. Un espace encore peu industrialisé, mais en croissance accélérée	140
C. Un secteur tertiaire très déficient	148
D. Solidité structurelle et croissance économique	150
IV. De vieilles civilisations évolutives	152
A. Des structures d'encadrement solides	152
B. Le dynamisme de certains groupes	155
C. Une sphère de coprosperité	156
V. La Chine, l'Inde et les autres... ..	158
A. Aire indienne et aire chinoise : nuances économiques et contrastes sociaux	158
B. Le Sud-Est asiatique	161
C. Péninsule indochinoise et Birmanie	162
Conclusion	162
 <i>Chapitre 6.</i> L'Afrique : un Tiers Monde « mal parti »	165
I. La croissance démographique la plus forte des Tiers Mondes	165
A. Une fécondité quasi naturelle	165
B. Une mortalité en baisse mais encore relativement forte	166
C. Une bombe démographique	167
II. L'économie la plus attardée des Tiers Mondes	167
A. Un poids record de l'agriculture	168
B. Une industrie dans l'enfance	172
C. Un secteur tertiaire extrêmement déficient	177
D. Fragilité et dépendances économiques	180
III. Le niveau de vie le plus faible des Tiers Mondes	183
A. Un revenu désastreux	183
B. Une sous-nutrition généralisée	184
C. Un état sanitaire calamiteux	184
D. La scolarisation : des progrès, mais encore beaucoup à faire	185

IV. Un continent disloqué	186
A. Les legs de l'histoire précoloniale	186
B. Les legs de la colonisation	188
C. L'indépendance : une balkanisation acceptée	189
D. Le « printemps de l'Afrique » ?	191
V. Les espaces régionaux : l'Afrique australe et le reste... ..	192
A. L'Afrique australe : le « centre » sud-africain et sa « périphérie »	192
B. Le reste de l'Afrique : l'uniformité dans la pauvreté	197
Conclusion	198
 <i>Conclusion générale</i>	<i>199</i>
 <i>Bibliographie</i>	<i>201</i>
 <i>Index</i>	<i>203</i>
 <i>Cartes</i>	<i>207</i>

Liste des tableaux

1 — La superficie des États	16
2 — La population des États	16
3 — Pourcentage du revenu des ménages par tranches de revenu	22
4 — Quelques indicateurs relatifs aux Tiers Mondes	56
5 — Les quatre mondes du Tiers Mondes : indicateurs	64
6 — Pourcentage du revenu des ménages par tranches de revenu en Amérique latine	77
7 — Les espaces régionaux d'Amérique latine : indicateurs	89
8 — Les espaces régionaux dans le Monde arabo-musulman : indicateurs	123
9 — Les espaces régionaux en Asie : indicateurs	159
10 — Les espaces régionaux en Afrique : indicateurs	193

Liste des figures

1 — Population (1990)	17
2 — La transition démographique (1990)	19
3 — Fécondité (1990)	20
4 — PNB par habitant (1990)	21
5 — Motorisation (1990)	24
6 — Scolarisation (1990)	25
7 — Alphabétisation (1990)	26
8 — Situation alimentaire (1990)	27
9 — Espérance de vie (1990)	28
10 — Mortalité infantile (1990)	29
11 — Encadrement médical (1990)	30
12 — Fécondité et mortalité infantile (1990)	31
13 — Indicateur du développement humain (1987)	32
14 — Population urbaine (1990)	33
15 — PNB total (1990)	42
16 — Répartition des actifs par secteurs économiques (1990)	44

Table des cartes

1 — Les limites traditionnelles du Tiers Monde	207
2 — Actifs travaillant dans l'agriculture en 1990	208
3 — L'agriculture dans le PNB en 1990	209
4 — Consommation d'engrais à l'hectare en 1990	210
5 — Actifs travaillant dans l'industrie manufacturière en 1990	211
6 — L'industrie manufacturière dans le PNB en 1990	212
7 — Consommation d'énergie par habitant en 1990	213
8 — Actifs travaillant dans le secteur tertiaire en 1990	214
9 — Le secteur tertiaire dans le PNB en 1990	215
10 — Densité routière à la fin des années 1980	216
11 — Motorisation à la fin des années 1980	217
12 — L'endettement en 1990	218
13 — PIB réel par habitant en 1987	219
14 — Situation alimentaire en 1990	220
15 — Taux de mortalité infantile en 1990	221
16 — Espérance de vie en 1990	222
17 — Encadrement médical en 1990	223
18 — Alphabétisation en 1990	224
19 — Scolarisation dans l'enseignement primaire en 1990	225
20 — Scolarisation dans l'enseignement secondaire en 1990	226
21 — Scolarisation dans l'enseignement supérieur en 1990	227

Avant-propos

Ce livre est né d'une insatisfaction. Dans le milieu des années 1980, l'unité du Tiers Monde était une idée généralement admise aussi bien par les chercheurs, que par les politiques et par l'opinion. La lecture des manuels de l'enseignement secondaire, où l'on opposait complètement pays développés et pays sous-développés (ou en voie de développement), ou Nord et Sud, le confirmerait sans ambiguïté.

Or, en parcourant le monde de l'Indonésie au Brésil, de la Chine au Mexique, de l'Inde au Maghreb et au Kenya, nous constatons, en géographe formé à reconnaître aussi bien les régularités que les différenciations spatiales, que ces dernières l'emportaient singulièrement sur les premières. Et l'hétérogénéité ne nous paraissait pas seulement culturelle, ce qui était évident, mais également économique et sociale. Nous avons pu parcourir le Mexique du nord au sud en voiture, sur des routes généralement goudronnées et dans des conditions de confort (sans descendre dans des hôtels internationaux !) assez semblables à celles qu'offrait le Portugal. Envisager de tels circuits en Chine, en Inde ou en Indonésie relevait ou de l'impossibilité pure et simple ou de l'exploit... La pauvreté de Mexico, si poignante fût-elle, nous semblait n'avoir rien de comparable avec l'horrible misère de Calcutta. L'idée que tous ces pays trouvaient leur unité dans les séquelles de la colonisation, ou dans leur assujettissement économique à un Nord développé ne nous semblait pas pleinement convaincante.

Il est vrai que, depuis, les idées ont évolué. On a commencé à admettre, en particulier à la suite de l'ouvrage dirigé par S. Brunel [7], que l'expression « Tiers Monde » pouvait accepter un pluriel. Les manuels de l'enseignement secondaire abordent maintenant la question, tout en continuant souvent à employer l'expression au singulier et à opposer un Nord et un Sud.

Le problème s'est donc déplacé puisqu'il s'agit maintenant de savoir combien de Tiers Mondes dénombrer. Mais, cette fois encore, les solutions proposées ne sont pas convaincantes. La Banque mondiale propose un classement en fonction du PNB par habitant. Mais le géographe, qui sait que l'espace, donné et/ou produit par les sociétés humaines, n'est pas indifférent au devenir de celles-ci, ne se reconnaît guère dans ce saucissonnage simplificateur. On distingue parfois aussi les pays pétroliers, les NPI (Nouveaux Pays Industriels), les PMA (Pays les Moins Avancés) et les autres. Le géographe accepterait plus volontiers cette proposition, sans être complètement satisfait de ce découpage encore très économiciste.

En ce qui nous concerne, nous analyserons, dans une première partie, ce qui fait la diversité des territoires, des populations et des économies du Tiers Monde. Mais nous montrerons dans une deuxième partie que cette diversité n'est pas infinie et que les pays habituellement inclus dans le Tiers Monde peuvent se regrouper en quatre espaces géographiques, façonnés par des cultures et des natures différentes, qui les ont amenés à des niveaux de développement économique et social dissimilaires. Une sorte de revanche, en somme, de l'histoire et de la géographie, du temps et de l'espace, sur le politique et le conjoncturel.

Cependant, affirmer qu'il existe quatre Tiers Mondes ne suffit pas à le prouver, pas plus qu'il ne suffit de prendre des exemples, même « démonstratifs ». Nous allons donc tenter d'appuyer notre démonstration sur des chiffres, beaucoup de chiffres, parfois simplement mis en tableaux, le plus souvent traités par le graphique, la carte ou l'analyse des données.

Nous en resterons le plus souvent à un état des lieux ou, au mieux, à la mise en évidence de structures simples, découlant directement des données utilisées. Celles-ci, surtout dans les pays qui nous intéressent ici, sont sujettes à caution, on le sait. On ne les prendra pas toujours au pied de la lettre, ou plutôt du chiffre..., mais elles fourniront des ordres de grandeur et, lorsqu'elles seront cohérentes entre elles ou avec ce que l'on sait par ailleurs, elles donneront sinon des certitudes, du moins des éléments de preuve.

Le choix de l'État, comme unité de base, ne va pas sans inconvénients. Il aurait fallu pouvoir découper les grands États en unités plus fines, la Chine en provinces, par exemple, ou le Brésil en États. Faute de données pour certains des critères pris en compte, il n'a pas été possible d'aller plus loin dans la partition de l'espace. Cette contrainte amènera, surtout pour les États les plus vastes et les plus peuplés, à d'inévitables simplifications et schématisations.

Pour limiter ces inconvénients et pour éviter la facilité, et donc le danger, de l'exemple « démonstratif » soigneusement sélectionné, nous raisonnerons au niveau de grands ensembles ou, lorsque nous descendrons au niveau des États, nous nous en tiendrons généralement aux États moyens (plus de 10 millions d'habitants), ou même aux grands (plus de 50 millions) ou aux très grands États (plus de 100 millions). Les graphiques en barres, par exemple, ne prennent en compte que les États de plus de 50 millions d'habitants, dont on verra que, à eux seuls, ils abritent 77 % de la population du Tiers Monde.

En ce qui concerne les limites du Tiers Monde, nous nous en sommes tenu, au moins au départ, à celles qui lui sont traditionnellement attribuées, c'est-à-dire l'ensemble du monde moins l'Europe, l'ex-URSS, l'Amérique anglo-saxonne, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (carte 1). Ces limites seront discutées et critiquées en cours de route. Nous avons exclu également de l'analyse le Tiers Monde océanien, dont le faible poids démographique global et l'éclatement en micro-États posaient des problèmes statistiques et cartographiques. Enfin, les données utilisées dans le texte datent généralement de 1990, parfois de la fin des années 1980.

Tel qu'il est, ce panorama des Tiers Mondes pourra apparaître à la fois bien réducteur et bien optimiste. Réducteur sans doute, comme l'est toute tentative de classification. Optimiste peut-être, surtout si on le compare aux descriptions catastrophistes qui nous sont généralement offertes.

Quoi qu'il en soit, la responsabilité du texte et le choix des données m'incombent entièrement. Th. Brossard s'est chargé du traitement statistique ainsi que de la réalisation des graphiques et des cartes de départ. J. Maillardet (Laboratoire de cartographie de l'IRADES à Besançon) a donné aux graphiques et aux cartes leur allure définitive. Cl. Francart s'est chargée de la tâche, combien ingrate, de relecture du texte : que tous trouvent ici l'expression de mes remerciements.

R. CHAPUIS

INTRODUCTION

Du Tiers Monde aux Tiers Mondes : les tribulations d'un concept

I. L'apparition du concept

L'expression « Tiers Monde » est apparue sous la plume du démographe A. Sauvy qui écrivait en 1952 : « l'ensemble de ceux que l'on appelle, en style des Nations Unies, les pays sous-développés, ce Tiers Monde ignoré, exploité, méprisé, comme le Tiers État, veut lui aussi être quelque chose » [26].

Mais, si le mot date de 1952, le concept est né plus tôt, dans l'après-guerre, et s'est concrétisé dès 1949 lorsque le Président Truman annonce son plan d'aide aux « pays sous-développés ». L'expression est reprise par l'ONU qui, la même année, met sur pied un programme d'assistance à ces mêmes pays.

Le « jeu de mots » d'Alfred Sauvy [26] fit fortune dans les années 1960. Selon Y. Lacoste, une sorte de consensus s'établit pour reconnaître à ces pays un certain nombre de caractères communs : « insuffisance alimentaire, analphabétisme, maladies de masse, mortalité infantile, ressources négligées, voire gaspillées, forte proportion d'agriculteurs à basse productivité, faible proportion de citadins, faiblesse importante des classes moyennes, industrialisation restreinte ou incomplète, hypertrophie et parasitisme du secteur tertiaire, faiblesse du produit national par habitant, ampleur du chômage et du sous-emploi, travail des enfants, situation de subordination économique, très violentes inégalités sociales, structures traditionnelles disloquées, ampleur de la croissance démographique, (...) prise de conscience de la misère » [25].

II. L'évolution du concept

Cependant, même si, dans un premier temps, le concept est généralement admis, on essaie de lui trouver une étiquette moins marquée politiquement. L'OCDE crée, en 1957, l'expression plus optimiste de « pays en voie de développement », puis on parle tout simplement de « pays en développement » [26].

Les faits semblent, dans les années 1950, justifier l'idée d'un Tiers Monde unifié par sa pauvreté, sa dépendance à l'Occident et son opposition à celui-ci. En effet, à Bandung en 1955, puis à Belgrade en 1961, les pays du Tiers Monde semblent aller vers un front uni en prônant le « non-engagement », appelé bientôt le « non-

alignement», et en revendiquant «l'émancipation politique, l'indépendance économique avec juste partage des richesses nationales et la paix» [33]. La vague d'indépendance des pays africains, au début des années 1960, conforte cette idée.

Cependant, dès les années 1950, certains faits montrent que le front du Tiers Monde est moins uni qu'il n'y paraît. Outre les relations que les États d'Amérique latine maintiennent, bon gré mal gré, avec les États-Unis, on constate que, dès 1952, la Turquie adhère à l'OTAN et que, en 1954, la Thaïlande, les Philippines et le Pakistan entrent à l'OTASE (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est). Au contraire, la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam, Cuba, etc., penchent à l'Est. Les autres, comme l'Inde (mais qui a passé des accords avec l'URSS) et la Yougoslavie, veulent s'en tenir à un véritable non-alignement. C'est ainsi qu'en 1979 s'affrontent, à la Havane, Castro, pro-soviétique, et Tito, véritable non-aligné [33].

On est loin également d'être d'accord sur la façon de sortir du sous-développement. Certains copient le modèle soviétique et visent à un développement auto-centré, basé sur la planification, l'industrialisation et la collectivisation. D'autres optent pour un développement extraverti, basé sur le libéralisme économique, l'ouverture sur le marché mondial et l'appel aux capitaux extérieurs. D'autres enfin se positionnent entre ces deux modèles durs, avec plus ou moins de planification, de socialisation et d'ouverture.

Enfin on constate bientôt que les divergences d'intérêts de divers pays du Tiers Monde se traduisent dans les faits. Des combats opposent par trois fois l'Inde et le Pakistan, entre 1947 et 1971. L'Inde lutte avec la Chine en 1959-1960 et 1962. Le Maroc et l'Algérie s'affrontent directement ou indirectement à propos de l'ancien Sahara espagnol. Même des États communistes s'entredéchirent, comme la Chine et le Vietnam en 1979. Plus récemment Iran et Irak se lancent, pendant neuf ans, dans une guerre atroce.

Les deux chocs pétroliers de 1973-1974 et 1979-1980 révèlent une coupure profonde entre les pays producteurs de pétrole, qui s'enrichissent, et les autres qui voient leur facture pétrolière grimper d'une façon dramatique. La montée en puissance, depuis les années 1960, des quatre dragons de l'Asie du Sud-Est montre également que des pays du Tiers Monde, soumis aux mêmes contraintes mondiales que les autres, et de surcroît sans ressources naturelles, sont capables de sortir rapidement du sous-développement et de venir tailler des croupières aux pays développés sur leur propre terrain. Se pose donc la question de l'unité du Tiers Monde.

III. Unité ou diversité du Tiers Monde?

A la fin des années 1970, on commence à prendre acte de la diversité du Tiers Monde, sans pour autant contester la validité du concept... Par exemple, on emploie plus souvent le terme de «développement inégal» qui, certes, est généralement employé pour opposer le Nord développé et le Sud sous-développé, mais qui peut l'être aussi pour souligner les inégalités de développement à l'intérieur du Tiers Monde.

En 1978, la Banque mondiale classe les 120 pays qui constituent alors le Tiers Monde en trois catégories. La première n'en comporte que sept, qualifiés de «pays pétroliers à capital excédentaire», c'est-à-dire à faible population mais à forte

production pétrolière, comme le Koweït, les Émirats Arabes Unis, etc. Sous-développés à certains égards, mais avec un PNB de 2 500 à 15 000 \$, on estime qu'ils ont les moyens de rattraper leur retard, tout en investissant à l'étranger.

La seconde catégorie, qualifiée de «pays en développement à revenu moyen» (entre 400 et 2 500 \$), comprend à la fois des pays dépourvus de pétrole (Brésil, Côte-d'Ivoire, dragons asiatiques) et des pays exportateurs de pétrole, mais à population importante (Mexique, Algérie). Cette quarantaine d'États possèdent tous une infrastructure industrielle non négligeable et en voie de rapide développement, grâce au faible coût de la main-d'œuvre. On peut, estime la Banque mondiale, espérer pour eux un certain développement, malgré une croissance démographique rapide.

Les autres pays sont alors considérés comme «des pays en développement à faible revenu» (moins de 400 \$). Pour des raisons diverses, et parfois bien qu'exportateurs de pétrole comme le Nigeria et l'Indonésie, ils n'ont pas encore pu sortir de la pauvreté. Les 25 derniers de la liste vont être qualifiés par l'ONU, de «Pays les Moins Avancés». Ces PMA, pauvres parmi les pauvres, disposent alors de moins de 200 \$ par habitant, leur industrie pèse moins de 10 % du PNB et leur taux d'alphabétisation est inférieur à 20 %.

Le contre-choc pétrolier des années 1980 et la baisse du prix du dollar, qui amputent de 60 % les revenus des pays pétroliers, ont modifié la situation, sans la bouleverser complètement. Des reclassements se sont produits, mais les écarts restent considérables, même s'ils se sont un peu réduits. La question se pose donc alors de la validité du concept de Tiers Monde.

IV. La mort du concept de Tiers Monde?

En schématisant beaucoup, trois conceptions s'affrontent. Les tiers-mondistes continuent de croire qu'il existe une coupure fondamentale entre pays riches dominants et pays pauvres dominés. Selon eux, c'est la domination économique et politique du Nord développé sur le Sud sous-développé qui, pour l'essentiel, a provoqué (par le colonialisme) et continue de provoquer (par le néo-colonialisme et la détérioration des termes de l'échange) le sous-développement du Sud, ceci avec la collaboration plus ou moins consciente des pouvoirs en place dans les pays sous-développés. En somme, les riches du centre (c'est-à-dire du Nord) s'enrichissent aux dépens d'une périphérie (le Sud) qui s'appauvrit, avec la complicité des profiteurs du Sud.

En position intermédiaire, d'autres admettent que le Tiers Monde n'est pas aussi unitaire qu'on l'a dit, mais qu'il garde certains caractères d'unité. C'est la position de Y. Lacoste qui, après avoir admis la «très grande diversité du Tiers Monde» écrit : «la gravité des conflits au sein du Tiers Monde (...) ruine une certaine conception de son unité (...). Ce qui s'effondre, c'est seulement (et c'est déjà beaucoup) la croyance à l'unité politique du Tiers Monde; ce qui disparaît, c'est l'idée qu'il existe une solidarité fondamentale, naturelle entre les nombreux États dont les populations ont subi la domination coloniale et continuent d'en subir les séquelles (...). Mais je ne crois pas qu'il faille pour autant considérer que le Tiers Monde n'est qu'un mythe à jeter aux «poubelles de l'Histoire» (...). Aujourd'hui, la situation dans laquelle se trouvent les peuples du Tiers Monde peut être définie

par l'accentuation de la distorsion entre une très rapide croissance des besoins et la croissance des moyens et des ressources dont les populations disposent effectivement pour les satisfaire » [22].

En février 1989, le journal *le Monde* publie un « dossiers et documents » intitulé « les Tiers Mondes ». Dans l'éditorial, on peut lire : « Plus de trois décennies de tâtonnements, d'espoirs et d'échecs ont transformé la vision monolithique d'un Tiers Monde dont le sous-développement constituerait le lien profond. Il y a sans doute plus de différence aujourd'hui entre le Brésil et le Mali qu'entre la Corée du Sud et le Japon ». Mais le journal poursuit : « Inégalement répartis, les progrès, voire le réel décollage de certains, ne retirent cependant rien au concept (...). Ils sont encore quatre cents millions d'êtres humains condamnés à la survie dans une mosaïque d'États. La diversité des évolutions mérite simplement un pluriel, pour mieux comprendre et peut-être combattre des handicaps majeurs ».

Les anti-tiers-mondistes, quant à eux, estiment non seulement qu'il existe plusieurs Tiers Mondes, mais que le concept lui-même n'a plus vraiment de pertinence, ou du moins d'utilité aujourd'hui. Ils pensent également que les explications par des facteurs essentiellement exogènes (colonialisme, néo-colonialisme, dégradation des termes de l'échange) sont insuffisantes. Selon eux, jouent aussi, et peut-être surtout, des facteurs endogènes tels que : « instabilité et imperfection des régimes politiques, corruption des dirigeants, rigidité des structures sociales, inadaptation des programmes de développement » [9].

En 1989, par exemple, paraît sous la direction de S. Brunel un ouvrage intitulé « Tiers Mondes » (au pluriel), au sous-titre évocateur (« controverses et réalités »), qui conteste un certain nombre d'arguments des tiers-mondistes [7]. Dans « l'État du Tiers Monde », S. Cordelier écrit : « de ce panorama général (le Tiers Monde tel qu'il est), il ressort une image très contrastée de cet univers que l'on continue à nommer Tiers Monde par commodité mais qui est pluriel et qui comporte bien des hiérarchies » [25]. Dans le même ouvrage, S. Bessis estime que : « la nouvelle structure des échanges mondiaux (...) rend donc définitivement obsolète la notion de Tiers Monde telle qu'elle s'est imposée pendant 30 ans ».

Certains intellectuels du Tiers Monde emboîtent eux-mêmes le pas. D. Etounga-Manguelle, cadre camerounais (d'un cabinet américain, il est vrai...) écrit « la cause unique (de la non-rencontre entre démocratie et développement en Afrique), celle qui est à l'origine de toutes les déviations, c'est la culture africaine, caractérisée par son autosuffisance, sa passivité, son manque d'ardeur à aller à la rencontre des autres cultures, avant que ces dernières ne s'imposent à elle ». Selon ce même auteur « le blocage culturel essentiel (est constitué par) l'incompatibilité entre la culture africaine et les buts que s'assignent les dirigeants du continent noir » (*le Monde* 10.11.91).

Dans les faits, la Banque mondiale montre, à travers ses classements statistiques, qu'il est de plus en plus difficile de distinguer les pays du Tiers Monde des autres. On y constate que, si dans les pays à faible revenu, il n'y a effectivement que des États considérés traditionnellement comme étant du Tiers Monde, dès ce qu'elle appelle « la tranche inférieure des revenus intermédiaires » figurent des pays d'Europe considérés jusqu'ici comme développés (Roumanie, Pologne, Bulgarie). Dans la tranche supérieure de ces revenus intermédiaires, se mêlent pays du Tiers Monde (7) et États européens (Hongrie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Portugal, Grèce). Parmi les pays à revenu élevé apparaissent non seulement

deux petits pays producteurs de pétrole (Émirats, Koweït), mais aussi Singapour et Hong Kong.

Enfin, pendant les négociations du GATT, les pays du Tiers Monde n'ont pas présenté un front uni, car leurs intérêts sont souvent divergents. Certains, comme le Brésil, se sentent plus proches des grands pays exportateurs de produits agricoles occidentaux que de ceux du Tiers Monde. Une âpre lutte est engagée entre fournisseurs de produits tropicaux asiatiques et africains. Enfin, on connaît les problèmes rencontrés par l'OPEP pour fixer des quotas de production qui lui permettraient de maintenir le prix du pétrole.

C'est donc d'abord cette diversité du Tiers Monde que nous allons analyser, avant de montrer que cette diversité n'est pas éclatement total, mais qu'il existe quatre Tiers Mondes dont espace et temps ont contribué à définir les contours.

1

Un Tiers Monde éclaté



▲ Des foules de l'Inde (Puri, Orissa) (photo R. Chapuis)...

▼ ... au désert du Sahara (Sud du Maroc) (photo G. Dacier).



1. La diversité des territoires et des populations

Sur 136 millions de km² que compte l'ensemble des continents (Antarctique exclu), le Tiers Monde en occupe 98 millions, soit 72 %. Cette immensité indique, à elle seule, que l'on ne peut avoir à faire, bien évidemment, ni à un territoire, ni à une population homogènes.

I. La diversité des espaces

Avant de porter au passif des sociétés (occidentales ou locales) l'existence du sous-développement, on a longtemps admis plus ou moins implicitement que le Tiers Monde coïncidait avec des territoires défavorisés par la nature, qu'il y avait une sorte de malédiction qui pesait sur des terres trop chaudes, trop humides ou trop sèches, trop peu fertiles ou trop mal dotées. Cette idée ne peut être écartée *a priori*, aussi bien flotte-t-elle encore dans l'inconscient collectif et apparaît-elle encore dans certains manuels. Il n'est donc pas inutile d'y revenir.

A. Des climats maudits ?

On a remarqué depuis longtemps que le Tiers Monde coïncide, au moins approximativement, avec l'ensemble des terres équatoriales, tropicales et arides. Et il est vrai qu'il inclut l'immense majorité des espaces équatoriaux et tropicaux, quoique ceux-ci débordent sur le Nord et le Nord-Est de l'Australie, qui ne fait pas partie du Tiers Monde. Il est vrai également que la grande diagonale aride, qui balafre l'Afrique et l'Asie du Sahara au désert de Thar, s'inscrit tout entière dans le Tiers Monde, et que d'autres espaces arides ou semi-arides se trouvent également dans d'autres parties du Tiers Monde, par exemple en Amérique latine (Nordeste brésilien, Nord du Mexique, diagonale aride allant du Nord du Pérou au détroit de Magellan), en Afrique (Kalahari) et en Asie (désert de Gobi).

Mais que de nuances, et parfois plus, à apporter à cette vision schématique ! Tout d'abord, le Tiers Monde est loin de n'être doté que de climats désertiques, tropicaux ou équatoriaux. Y échappent le Sud de l'Amérique latine (Sud du Brésil, Uruguay, une partie du Chili et de l'Argentine), l'Afrique du Sud, le littoral du Maghreb et de la Turquie, le Nord de la Chine et de la Corée du Nord, qui jouissent de climats plus ou moins tempérés.

A ces exceptions plutôt zonales, on doit ajouter l'exception des reliefs montagneux qui tempèrent les conditions zonales. L'arc montagneux qui va des Sierras

Madre mexicaines aux Andes méridionales apporte à ces régions des climats beaucoup plus tempérés que ceux des plaines voisines. On peut en dire autant des montagnes d'Afrique orientale (et plus localement d'Afrique occidentale et de Madagascar), du Moyen-Orient (Turquie, Iran), d'Asie centrale (Afghanistan, Nord de l'Inde, Népal, Tibet), ainsi que des arcs montagneux qui s'allongent dans les péninsules birmane, malaise et indochinoise, ainsi qu'en Indonésie et aux Philippines. On n'est pas peu étonné lorsque, après avoir quitté les plages surchauffées de Bali, on se retrouve vers 1 000 m d'altitude dans un brouillard humide et froid...

En sens contraire, les espaces désertiques, semi-désertiques et tropicaux humides débordent sur les pays développés, aussi bien en Amérique (semi-désert du Sud-Est des États-Unis) qu'en Australie. On pourra cependant arguer facilement ici que, rattachés à des pays développés, ces espaces peuvent bénéficier des investissements humains et financiers de leur partie tempérée. Il n'en est pas moins vrai que le problème se pose. Les contraintes du climat sont-elles un des facteurs du sous-développement?

Y. Trotignon, dans « Les pays en développement face au XX^e siècle » illustre bien l'opinion générale. « Les catastrophes naturelles et le climat sont, plus souvent encore, responsables du sous-développement. Pour les régions tropicales, la sécheresse est excessive dans les déserts ou les zones qui les ceignent (...). L'irrégularité du climat est peut-être encore plus grave que ses excès (...). Le climat équatorial, par son humidité constante plonge l'homme dans un bain d'humidité; tout moisit (...). Tous les climats chauds sont générateurs de maladies débilitantes, telles le paludisme. Ils multiplient les parasites, les insectes dangereux (...), ravageurs (...), destructeurs » [33].

Il serait difficile de nier en bloc les contraintes que font peser certains des climats sur les activités humaines. L'aridité peut certes être vaincue par l'irrigation, mais à quel coût? L'Arabie Saoudite fait pousser du blé en plein désert, mais à des prix de revient beaucoup plus élevés que la moyenne mondiale. Les déserts des pays développés eux-mêmes sont généralement peu peuplés: on peut rouler pendant des centaines de kilomètres en Arizona et au Nouveau-Mexique en ne rencontrant guère que quelques pompes à essence... Plus controversée est l'idée qu'une forte chaleur abaisse la productivité humaine. Selon Y. Trotignon si l'on donne à la productivité humaine « l'indice 100 à 22°, (celle-ci) n'est plus qu'à 68 pour 32° et 22 à 40° » [33]. En somme, elle diminuerait de trois quarts entre 22 et 40°. Même si cette affirmation est sujette à caution, on ne peut tout de même pas écarter complètement l'idée.

Cependant, P. Gourou met en garde contre une certaine sorte de « déterminisme physique » souvent inavoué. Il affirme, par exemple, que si les climats tropicaux sont considérés comme insalubres, ce n'est pas que ces climats soient en eux-mêmes plus insalubres que d'autres, mais plutôt que la recherche sur les maladies tropicales est en retard (parce qu'elle a démarré plus tard) et que l'on manque de moyens techniques et financiers pour appliquer le résultat de ces recherches sur les populations locales. Lorsque ces moyens sont mis en œuvre, des maladies considérées comme tropicales ont pu être complètement éradiquées dans certains pays. Par exemple, le paludisme n'existe plus à la Guadeloupe et à la Martinique, alors qu'il sévit à Tahiti [19]. En Europe, même, le paludisme a régné sur certaines plaines marécageuses méditerranéennes jusque dans les années 50.

On remarquera également que, si la chaleur peut être un handicap, elle est aussi un énorme atout pour l'agriculture lorsqu'elle est conjuguée avec l'eau, que ce soit par irri-

gation dans les régions désertiques ou grâce aux pluies dans les régions tropicales humides et équatoriales. En effet, avec la chaleur, la saison végétative s'allonge et la pousse des plantes, qui devient plus régulière et plus rapide, permet des cultures de primeurs ou de contre-saison. L'éventail des productions s'élargit: aux basses latitudes, les espèces végétales sont six à sept fois plus nombreuses qu'aux latitudes moyennes.

Enfin, il faut souligner que les climats sont très variés dans le détail avec des nuances infinies. Dans les zones arides, par exemple, on doit distinguer entre l'aridité vraie, qui empêche toute activité agricole sans irrigation, et toutes les nuances de la semi-aridité qui tolère une gamme plus ou moins variée et plus ou moins intensive de cultures. On sait aussi que certains déserts, parcourus par des fleuves exogènes (Nil, Tigre, Euphrate, Indus, etc.) sont devenus des rubans animés d'une intense vie agricole. Par ailleurs, la zonation des climats, qu'ils soient arides, tropicaux ou équatoriaux, est modifiée par des perturbations dues aux continents (relief, exposition, continentalité), ainsi qu'aux flux atmosphériques et marins (opposition entre façades occidentales et orientales des continents) [15].

Finalement, au-delà d'une certaine apparence d'uniformité, ce qui frappe au contraire, c'est la variété des climats des pays du Tiers Monde. Si l'on ajoute aux climats équatoriaux, tropicaux et arides, ceux des climats tempérés qui intéressent le Tiers Monde, on ne compte pas moins, selon G. Viers, de 23 types de climats allant du « norvégien » de Patagonie au saharien, en passant par le guinéen, le cantonais, etc. On comprend, dans ces conditions, que les contraintes climatiques sont loin d'être uniformes sur l'ensemble du Tiers Monde. On peut en dire autant des sols.

B. Des sols infertiles?

« Le sol est souvent très pauvre. Dans les pays intertropicaux la latérite présente l'aspect, la couleur... et la fertilité de la brique. Elle résulte en général de l'abus des feux de brousse qui ont dégarni la terre de sa couverture végétale protectrice. Beaucoup d'autres sols sont par nature infertiles » écrit Y. Trotignon qui exprime, une fois encore, l'opinion habituelle [33]. Comme pour les climats, le diagnostic est évidemment beaucoup plus nuancé.

Les sols désertiques non évolués ou peu évolués n'ont pas, ou peu d'humus; la remontée de l'eau l'emporte sur la percolation et favorise la formation de croûtes affleurantes ou enfouies. Les sols sont évidemment infertiles. Par contre, si l'eau douce est abondante (cas de fleuves ou rivières exogènes ou de sources), on trouve des sols modérément fertiles, les gleys, et des sols noirs très fertiles, les « tirs ». L'existence des oasis prouve que les déserts ne sont pas forcément infertiles. Lorsque l'aridité s'atténue, la végétation s'étoffe et « la biomasse étant de quintuple à décuple, l'humus est moins rare et la croûte reste en profondeur, d'où encore des sols bruns de steppe mais aussi des sols châtaîns à humus doux où la croûte est profondément enfouie » [15].

Quant aux sols tropicaux, il est vrai qu'ils sont généralement médiocres. Dans les régions les plus humides (climat équatorial ou tropical humide), qui correspondent aux forêts denses, la biomasse est très abondante, mais rapidement minéralisée par des décomposeurs très actifs et, de ce fait, la couche d'humus est faible. Par ailleurs, l'eau tiède et abondante provoque une rapide altération des minéraux qui entrent en solution et sont lessivés par le drainage souterrain. « Sous le sol végétal,

une grosse couche d'altérite, épaisse parfois de plusieurs dizaines de mètres, encombrée de boules rocheuses en voie de digestion, matelasse la roche » [15]. Les sols, qui comportent d'épaisses couches d'argile, sont toutefois cultivables et surtout améliorables, à condition d'être protégés par une végétation suffisante.

Il faudrait d'ailleurs distinguer, parmi ces sols tropicaux, les sols ferralitiques, les plus pauvres et les plus fragiles, formés sous forêt dense, des sols ferrugineux, formés sous forêt sèche, généralement plus riches parce que le lessivage est moins intense et d'autres types de sols dus à des conditions locales particulières : « sols gris de mangrove, sols noirs de bas-fonds, sols bruns de versants, tous meilleurs que les précédents » [15]. Beaucoup de diversité donc, beaucoup plus qu'on ne le dit habituellement.

Dans les régions moins humides, où s'opposent fortement une saison humide et une saison sèche plus ou moins longue, et qui correspondent en simplifiant à la zone des savanes, les sols sont moins épais que les sols forestiers et retiennent moins bien l'eau. Ils sont donc généralement pauvres, mais non pas stériles, comme on l'affirme parfois en confondant latérite (ou altérite) et cuirasse latéritique, celle qui a l'aspect, la couleur et la fertilité de la brique. Les sols cuirassés ne se développent que dans des conditions locales particulières, qui sont loin de se trouver partout. Selon P. Gourou, en Afrique tropicale, seuls 1 à 2 % des sols sont stériles. Les autres sols sont soit fertiles (1 à 2 %), soit pauvres, mais suffisamment meubles pour être cultivés. « Du moment que les sols restent meubles, ils sont cultivables » [18].

Ajoutons que, à côté de ces sols très schématiquement zonaux, la topographie, la nature de la roche mère, les apports extérieurs créent localement une infinie variété de sols tropicaux dont certains très fertiles : regur indien, terra roxa brésilienne, sols alluviaux, polders, sans compter, hors de la zone tropicale ou aride, les sols méditerranéens, les sols lessiques ou bruns de la Chine du Nord, etc. La diversité est donc la règle, diversité accrue par la variété des capacités techniques, financières, culturelles des sociétés qui cultivent ces sols et par l'ancienneté de la mise en valeur de ceux-ci.

Selon P. Gourou, le monde tropical pluvieux ne cultive que 4 000 000 km², soit 11 % de sa superficie. Comme « la plupart des sols tropicaux sont cultivables et améliorables », il pourrait en cultiver au moins trois fois plus si sa partie non asiatique utilisait le même type de techniques (surtout l'irrigation) que l'Asie, puisque celle-ci, dans des conditions naturelles à peu près semblables, met en valeur 35 % de sa surface. « Le monde tropical pluvieux est pour le genre humain la plus vaste réserve de terres cultivables (...). Il est aujourd'hui démontré que les contrées chaudes et pluvieuses peuvent porter des civilisations denses et saines (...) si leur sont appliquées de bonnes techniques de production et de bonnes techniques d'encadrement » [18]. Le Tiers Monde détient également dans son sous-sol, des potentialités importantes, mais assez mal partagées.

C. L'inégalité des ressources énergétiques et minières

Les ressources énergétiques et minières sont très inégalement réparties entre les États du Tiers Monde. Certains disposent de ressources considérables, d'autres en sont quasiment privés. Prenons seulement quelques exemples, car nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur le sujet.

Le plus connu est celui du pétrole. Sur les 140 milliards de tonnes de réserves reconnues dans le monde, les deux tiers sont détenus par le Moyen-Orient, dont plus de la moitié par quatre pays (Arabie Saoudite, Irak, Émirats Arabes Unis, Koweït) et le quart par la seule Arabie Saoudite. Deux États d'Amérique latine (Mexique et Vénézuëla) disposent d'environ 10 % des réserves mondiales. Si l'on ajoute à ces six pays, trois autres qui disposent de 2 à 3 milliards de tonnes de réserves (Chine, Libye, Nigeria) et une vingtaine d'autres qui ont quelques réserves, seuls une trentaine de pays du Tiers Monde possèdent du pétrole. L'Afrique tout entière, y compris l'Afrique du Nord, en détient moins de 6 % et l'Asie (Moyen-Orient exclu) moins de 5 %. Pour la grande majorité des pays du Tiers Monde, la manne pétrolière se transforme donc en facture pétrolière.

Le gaz naturel est un peu mieux réparti. Une vingtaine de pays possèdent des réserves de plus de 100 milliards de m³, mais l'Iran à lui seul détient le quart du total de ces réserves, et huit autres pays (Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Qatar, Algérie, Mexique, Venezuela, Nigeria, Indonésie) 70 %. C'est dire que, pour tous les autres, la portion est congrue ou nulle.

Les réserves de minerai de fer du Tiers Monde sont détenues en bonne partie par le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et, dans une moindre mesure, par le Venezuela, le Chili, le Liberia et la Mauritanie. Il en est de même pour la bauxite, dont la Guinée, la Jamaïque, le Brésil, l'Inde, la Chine, le Surinam et la Guyane détiennent l'essentiel, pour le cuivre avec le Chili, le Zaïre, la Zambie, la Chine, le Pérou, le Mexique et l'Indonésie, pour l'étain avec le Brésil, la Chine, l'Indonésie, la Bolivie, le Zaïre, etc.

On aura remarqué que, en dehors du Moyen-Orient pour le pétrole, reviennent le plus souvent les mêmes noms : Chine, Inde, Indonésie, Brésil, Mexique, Venezuela, Afrique du Sud, Zaïre, c'est-à-dire de vastes États aux ressources variées, alors que beaucoup d'autres n'apparaissent jamais.

Mais, on le sait bien, on ne peut pas parler de ressources en soi, de contraintes naturelles dans l'absolu. Contraintes et ressources sont relatives aux sociétés qui en disposent et elles dépendent en bonne partie des moyens d'action et d'information, ainsi que des représentations de ces mêmes sociétés. L'utilisation des ressources dépend donc, en partie, de la taille et de la population des États qui en disposent. Or celles-ci sont d'une extraordinaire variété.

II. La diversité démographique

A. États nains et États géants

1. Un puzzle insensé

Le Tiers Monde est éclaté entre 134 États souverains, sans compter une soixantaine de pays non indépendants, comme les départements et territoires d'outre-mer français ou les territoires rattachés d'une façon ou d'une autre à une métropole, dont les plus célèbres, pour diverses raisons, sont les Bermudes, les Malouines, Sainte-Hélène (Royaume-Uni), Porto Rico et Hawaï (États-Unis), Macao (Portugal). Les superficies se répartissent de la façon suivante (tableau 1).

TABLEAU 1. — La superficie des États

Surface en km ²	% des États
Moins de 5 000	20
5 000 à 50 000	18
50 000 à 500 000	31
500 000 à 1 000 000	14
1 000 000 à 2 000 000	11
Plus de 2 000 000	6
	100 %

Un État sur cinq s'étend sur moins de 5 000 km², c'est-à-dire qu'il n'atteint pas la taille moyenne d'un département français. Le cas du petit pays pétrolier de Bahrein (692 km²) est bien connu, d'autres sont plus extraordinaires encore. Tuvalu, archipel de neuf îles du centre du Pacifique, indépendant depuis 1978, couvre 26 km². La république de Nauru, une île située à 5 000 km au Nord-Est de l'Australie, n'a que 21 km²!

Un État sur cinq, ou presque, a une surface qui oscille entre celle d'un département et celle de deux régions françaises (environ 50 000 km²). Deux États sur cinq sont donc minuscules ou très petits. Un autre tiers ne dépasse pas la taille de la France.

Seuls un petit tiers des États du Tiers Monde dépassent 500 000 km² : 15 ont entre 1 et 2 000 000 de km², 7 se tiennent approximativement entre 2 et 2 800 000 km² (Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Indonésie, Mexique, Soudan, Zaïre). L'Inde (3,2 millions de km²) et surtout le Brésil (8,5) et la Chine (9,6), troisième pays du monde par sa superficie après la Russie et le Canada, sont nettement au-delà. Chine et Brésil couvrent, à eux seuls, un cinquième de l'espace du Tiers Monde.

2. De David à Goliath

Le Tiers Monde compte aujourd'hui environ 4 milliards d'habitants, mais cette population est divisée en États dont l'éventail démographique est extraordinairement ouvert (tableau 2).

TABLEAU 2. — La population des États

Population	% des États	% de la population
Moins de 1 000 000	25	1
De 1 à 5 000 000	24	2
De 5 à 10 000 000	16	4
De 10 à 50 000 000	24	16
De 50 à 100 000 000	6	12
Plus de 100 000 000	5	65
Total	100 %	100 %

Un État du Tiers Monde sur quatre abrite une population inférieure à celle de l'agglomération lyonnaise! Pour reprendre les exemples cités plus haut, Tuvalu a 8 000 habitants seulement et Nauru la surpasse de peu avec 9 000! Un autre quart des États ne dépassent pas la population du Danemark. La moitié des États du Tiers Monde ne comptent, au total, que pour 3 % de sa population et, en y ajoutant ceux qui se situent entre 5 et 10 millions d'habitants, on arrive à plus de deux tiers des États pour 7 % de la population.

A l'opposé, la Chine (1 160 millions d'hab.) et l'Inde (850) sont les super-poids lourds (fig. 1). La Chine pèse plus du quart de la population du Tiers Monde (28 %), c'est-à-dire plus que l'Amérique latine et l'Afrique réunies, et l'Inde un peu plus du cinquième (21 %). Ces deux Goliath représentent à eux seuls environ la moitié de la population du Tiers Monde!

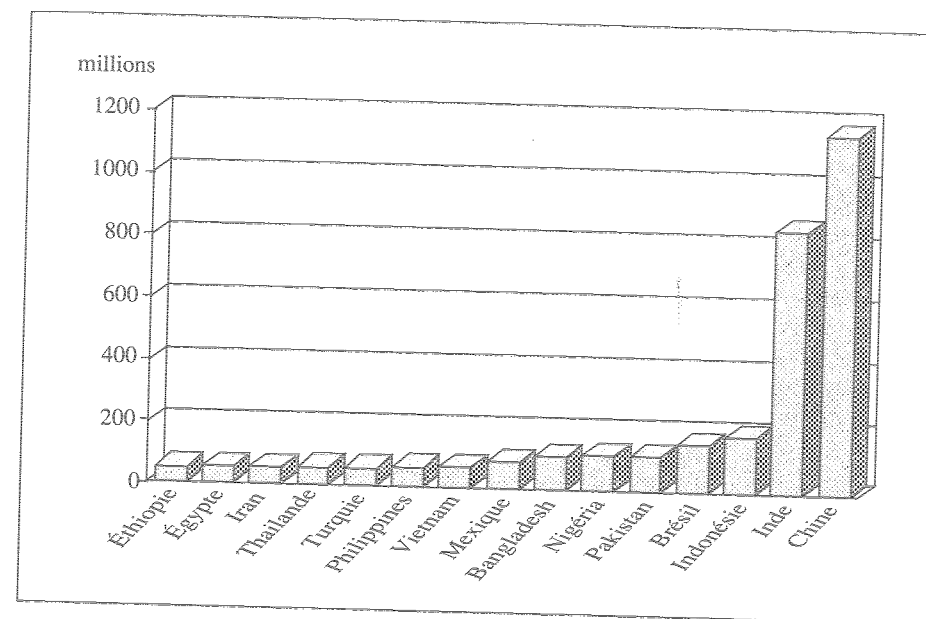


FIGURE 1. — Population (1990).

Dans l'intervalle se situent une trentaine de pays peuplés de 10 à 50 millions de personnes, 7 entre 50 et 70 millions (Éthiopie, Égypte, Iran, Turquie, Thaïlande, Philippines, Vietnam), 4 entre 90 et 115 millions (Mexique, Nigéria, Pakistan, Bangladesh), l'Indonésie dépassant quant à elle 180 millions d'habitants.

Il ne faut donc jamais perdre de vue ces rapports de taille : lorsque l'on écrit par exemple « à l'exception de la Chine », n'oublions pas que cette exception intéresse près de 30 % de la population du Tiers Monde! Il faut se souvenir également de ce que les 15 pays de plus de 50 millions d'habitants englobent à eux seuls environ les trois quarts des habitants du Tiers Monde et ceux de plus de 10 millions en représentent plus de 90 %.

Même en s'en tenant au niveau des États de plus de 10 millions d'habitants, on constate que les contrastes entre les densités de population sont considérables : on passe de 7 hab./km² en Arabie Saoudite à 755 au Bangladesh et, même parmi les États de plus de 50 millions d'habitants, l'éventail s'étend encore des 17 hab./km² du Brésil aux 755 du Bangladesh. Mais ce constat étonne moins, finalement, que celui de l'extrême diversité des évolutions démographiques, trop rarement soulignée.

B. D'un extrême à l'autre de la transition démographique

Une opinion généralement admise veut que l'ensemble des pays du Tiers Monde soit affligé d'une croissance démographique rapide. Y. Lacoste écrit à propos de ces pays que « c'est leur forte croissance démographique qui apparaît désormais comme leur principale caractéristique commune » [22]. Or c'est loin d'être le cas général, ne serait-ce que par « l'exception » chinoise.

La figure 2, qui ne prend en compte que les États de plus de 10 millions d'habitants, fait bien apparaître les écarts qui séparent tous ces pays. La natalité oscille entre 54 ‰ au Kenya et 17 à Cuba, soit ici un chiffre équivalent à celui des États-Unis. Même parmi les États de plus de 100 millions d'habitants, on passe de 47 ‰ au Nigeria, à 22 en Chine et entre ce dernier pays et l'autre poids lourd du Tiers Monde, l'Inde (33 ‰), l'écart n'est pas mince.

Les écarts sont plus nets encore si l'on compare les indices de fécondité, qui éliminent l'effet de la structure par âge (fig. 3). Les femmes du Kenya ont en moyenne environ deux fois plus d'enfants que les Indiennes, trois fois plus que les Chinoises et quatre fois plus que les Cubaines ! En ne retenant que les pays de plus de 100 millions d'habitants, l'écart est encore de un à trois, entre le Nigeria et la Chine.

Les différences entre les taux de mortalité générale sont plus réduites, ne serait-ce que parce que la population de tous ces pays reste jeune, malgré un début de vieillissement en Amérique du Sud et en Chine. Même si l'on met à part les pays touchés par la guerre (Afghanistan, Éthiopie, Mozambique), les écarts vont du simple au quadruple entre le Nigeria (où la mortalité est la plus élevée) et le Venezuela (où elle est la plus faible), et à plus du double entre ce même Nigeria et la Chine.

Les pays du Tiers Monde en sont donc à des stades bien différents de leur transition démographique (fig. 2). Un premier groupe se situe en début de transition : mortalité en baisse (15 à 20 ‰), natalité presque naturelle (au-delà de 40 et jusqu'à 54 ‰ au Kenya). La croissance est donc forte (entre 2,5 et 3,5 % par an). On trouve là surtout des pays d'Afrique sud-saharienne. Dans un deuxième groupe, la mortalité a plus fortement baissé (elle se tient entre 5 et 15 ‰), alors que la natalité reste à peu près aussi élevée que dans le groupe précédent. La croissance est donc maximale et dépasse 3 % par an. Les États du Monde arabo-musulman sont ici les plus nombreux.

Dans un troisième groupe, la mortalité est en moyenne un peu plus faible que dans le groupe précédent (entre 4 et 11 ‰) et surtout la natalité y a nettement diminué (entre 25 et 35 ‰ généralement). L'accroissement, relativement aux

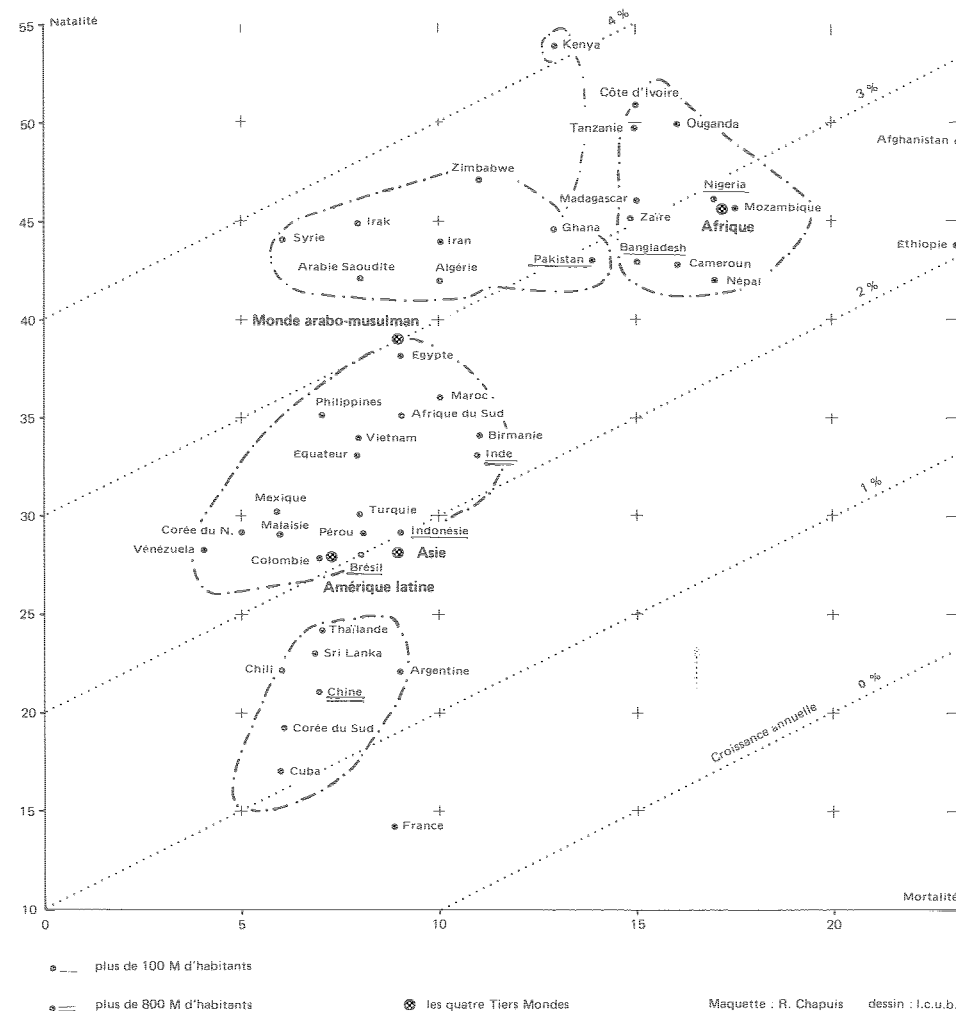


FIGURE 2. — La transition démographique (1990).

groupes précédents, y est moyen (entre 2 et 3 % par an); il concerne des pays d'Amérique latine et d'Asie. Enfin, dans le quatrième groupe, la mortalité est en moyenne plus faible que dans le précédent (entre 5 et 10 ‰), mais c'est surtout la natalité qui est nettement plus basse (entre 15 et 25 ‰). La croissance y est donc faible (1 à 2 % par an) : elle se rapproche de celle des pays développés et, pour Cuba, elle est du même ordre (vers 1 %). Ce groupe inclut à la fois certains pays d'Asie, dont le mastodonte chinois, et ceux du « Cône Sud » de l'Amérique latine, les plus européanisés. Dans ce dernier groupe, la transition démographique est en train de se terminer.

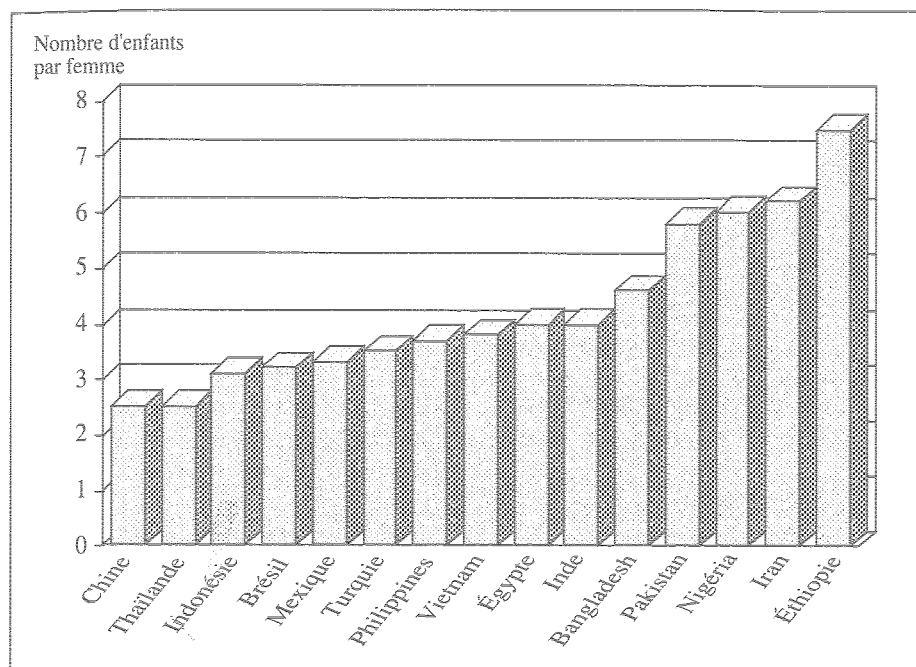


FIGURE 3. — Fécondité (1990)

Ces évolutions induisent, et sont en même temps induites, par des structures par âge sensiblement différentes d'un pays à l'autre. Le pourcentage des jeunes de moins de 15 ans est deux fois plus élevé au Kenya (50 %) qu'à Cuba (25 %), ce qui signifie que la structure par âge cubaine est semblable à celle de la Russie et de l'Europe de l'Est. La Chine elle-même (soit près de 30 % de la population du Tiers Monde) a moins de 30 % de jeunes de moins de 15 ans.

Ces comportements démographiques ne se comprennent que replacés dans leur contexte social, au sens large du terme. Ils sont le reflet de sociétés, elles aussi diverses par leurs niveaux de vie et leurs cultures.

III. La diversité des niveaux de vie

On ne peut plus admettre aujourd'hui que l'unité du Tiers Monde tienne à une pauvreté généralisée. Même si l'on ne considère plus les dragons asiatiques comme des pays du Tiers Monde (c'est le point de vue que l'on défendra plus loin) et même si l'on élimine le cas spécial des petits producteurs de pétrole, il existe plus de différence de revenu entre les plus riches des pays du Tiers Monde et les plus pauvres, qu'entre les plus pauvres des pays développés et les plus riches des pays du Tiers Monde.

A. Job et Cresus

Traditionnellement, pour mesurer le revenu par habitant d'un pays, on utilise le produit national brut (PNB). Avec ce critère, les écarts paraissent énormes entre les pays du Tiers Monde. Quoi de commun entre les 19 000 \$ par habitant des Émirats Arabes Unis et les 100 \$ du Mozambique? Même si l'on élimine les petits pays pétroliers et, plus généralement, les pays de moins de 10 millions d'habitants (ainsi que, rappelons-le, les dragons asiatiques), quel écart entre l'Arabie Saoudite (6 900 \$) et le même Mozambique (100 \$)! La première se situe au niveau de la Grèce et assez nettement au-dessus du Portugal, quand l'autre apparaît au dernier rang mondial. En ne comparant même que les pays de plus de 50 millions d'habitants, les différences restent fortes (fig. 4). Le PNB/habitant est 13 fois supérieur au Brésil à ce qu'il est au Bangladesh. Il y a moins d'écart entre le Brésilien et le Portugais (2 000 \$ de plus pour celui-ci), qu'il n'y en a entre le Brésilien et le Bangladesh (2 500 \$ de moins pour ce dernier).

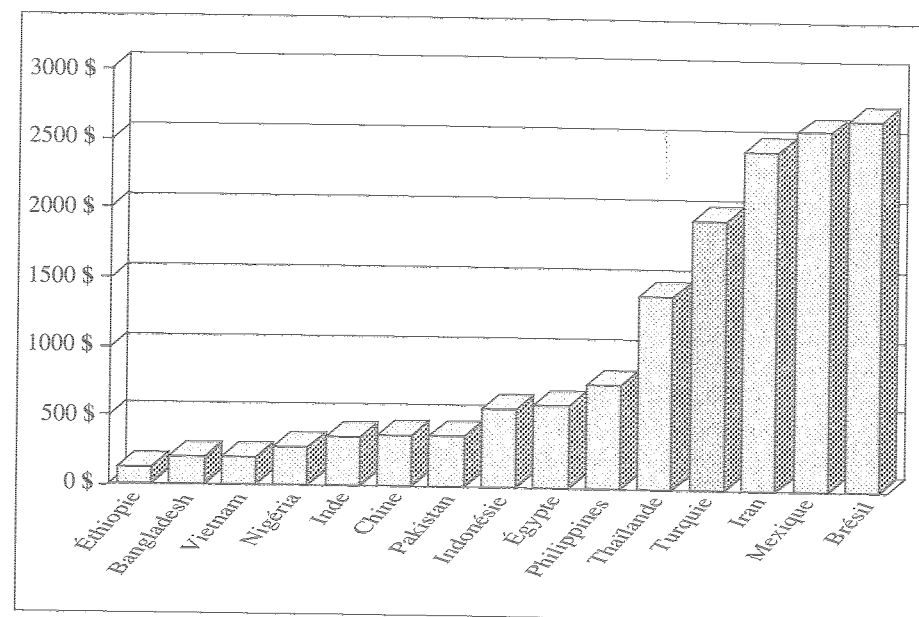


FIGURE 4. — PNB par habitant (1990).

On notera également que l'éventail des revenus diffère d'un pays à l'autre, car tous les pays du Tiers Monde ne sont pas aussi inégalitaires qu'on le dit souvent (tableau 3).

TABLEAU 3. — Pourcentage du revenu des ménages par tranches de revenu

	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches
Bangladesh	9	39
Maroc	10	39
Inde	8	41
Indonésie	9	41
Pakistan	8	46
Philippines	5	48
Venezuela	5	51
Malaisie	5	51
Pérou	5	52
Côte-d'Ivoire	5	53
Colombie	5	53
Brésil	2	63
France	6	41

Dans la mesure, il est vrai, où l'on peut faire confiance aux statistiques sur un tel sujet, on constate qu'au Bangladesh, en Inde, en Indonésie et au Maroc, les écarts de revenus sont inférieurs à ceux de la France ou du même ordre. En effet, les 20 % des ménages les plus pauvres se partagent 8 à 10 % du revenu national (France 6 %) et les 20 % les plus riches environ 40 %, comme en France. Par contre, en Amérique latine (surtout au Brésil), ainsi qu'en Malaisie et en Côte-d'Ivoire, les écarts sont particulièrement élevés : les 20 % des ménages les plus riches se partagent plus de 50 % du revenu national.

Cependant, le PNB/habitant représente une mesure du revenu ambiguë. En effet, « l'utilisation des taux de change officiels, pour convertir en dollars les chiffres exprimés en monnaie nationale, ne permet pas de mesurer le pouvoir d'achat intérieur des monnaies » [5]. La valeur réelle du dollar n'est donc pas la même partout : avec 4 000 dollars, on est pauvre à New York, mais à Bombay on peut se payer cinq domestiques... Cette valeur peut également varier fortement d'une période à l'autre, en fonction de la politique monétaire américaine et de la conjoncture internationale. Dans le cadre du Projet de Comparaison International, l'ONU a donc mis au point « des mesures du PIB réel sur une échelle comparable au niveau international en utilisant les parités de pouvoir d'achat, au lieu des taux de change, comme facteurs de conversion, et les a exprimées en dollars internationaux » [5].

Ce PIB réel donne une meilleure idée du pouvoir d'achat des habitants. En général, par rapport au PNB/habitant, il réduit l'écart avec les pays développés (puisque le coût de la vie est ici plus élevé) et permet de reclasser les pays du Tiers Monde d'une façon plus judicieuse. La Chine et l'Inde, par exemple, disposent d'un PNB/habitant assez semblable (entre 350 et 400 \$); or le PIB/habitant réel de la Chine atteint 2 100 \$, alors que celui de l'Inde dépasse de peu 1 000 \$. Nous verrons plus tard, à travers un certain nombre de critères, que le niveau de vie est effectivement plus élevé en Chine qu'en Inde.

En terme de PIB réel, l'éventail entre pays du Tiers Monde se rétrécit quelque peu (pas toujours cependant), mais reste très large. Si nous reprenons les pays dont on a comparé plus haut le PNB/habitant, l'écart est encore considérable entre les Émirats (12 000 \$ de PIB réel par habitant), l'Arabie Saoudite (8 300) et le Mozambique (évalué à 500 \$), de même qu'entre le Brésil (4 300 \$) et le Bangladesh (900). Le fossé s'élargit même entre le Brésilien et le Bangladeshi qui dispose de 3 400 \$ de moins que le Brésilien (contre 2 500 \$ de moins en terme de PNB). Par contre, entre le Brésilien et le Portugais l'écart se réduit : il n'est plus que de 1 300 \$ en faveur du Portugais, contre 2 000 avec le PNB.

Cependant PNB et PIB ne prennent en compte ni l'économie informelle, ni l'autoconsommation, pourtant essentielles dans les pays du Tiers Monde. Ils ne disent rien sur « les buts et les utilisations finales d'un produit donné » [5]. En somme, ces deux indicateurs, et surtout le PNB, ne donnent pas une idée suffisamment précise des conditions de vie d'un pays, c'est-à-dire de certaines composantes du cadre de vie des individus, telles que l'éducation, la santé, l'accès à certains équipements collectifs (l'eau potable par exemple) et à certains services (transports, loisirs, etc.).

Nous ne disposons, pour le Tiers Monde, que d'une panoplie restreinte d'indicateurs des conditions de vie. Certains ne font que confirmer les enseignements du PNB ou du PIB réel, avec quelques nuances parfois. Par exemple, le taux de motorisation (nombre d'habitants par voiture), est généralement d'autant plus faible que le PNB est plus médiocre (fig. 5). Cependant, les pays communistes, anciens ou actuels, sont moins motorisés que ne le laisse attendre leur PNB (choix politique en faveur du transport en commun) et les pays pétroliers le sont un peu plus, en raison du prix modique du pétrole. Plus étonnante est la relative surmotorisation de l'Afrique sud-saharienne par rapport à son faible PNB.

Par contre d'autres indicateurs relatifs à l'éducation, à l'alimentation, à la santé, sont plus qu'un simple reflet du PNB; ils apportent des indications complémentaires sur l'intensité et la durée des efforts faits localement pour améliorer les conditions de vie des populations.

B. L'inégalité devant l'école

Les taux de scolarisation, c'est-à-dire le pourcentage d'inscrits dans les enseignements primaire, secondaire et supérieur par rapport aux classes d'âge correspondantes, sont très hétérogènes dans les pays du Tiers Monde.

Ces taux sont certes à manier avec précaution. En effet, les âges correspondant à l'enseignement primaire (généralement 6 à 11 ans), au secondaire (12 à 17 ans) peuvent varier d'un pays à l'autre et donc se répercuter sur les taux de certains pays. Par ailleurs, le nombre hebdomadaire d'heures d'enseignement peut également varier puisque, dans certains pays, les enfants vont à l'école à mi-temps, faute de locaux ou d'enseignants. Enfin, il est bien évident que les conditions matérielles et intellectuelles de cet enseignement peuvent être bien dissemblables. Tels qu'ils apparaissent, ces taux donnent cependant un ordre de grandeur et permettent des comparaisons au moins approximatives.

C'est dans l'enseignement primaire que les écarts sont les plus faibles (fig. 6). De gros efforts ont été accomplis dans la plupart des États pour scolariser les

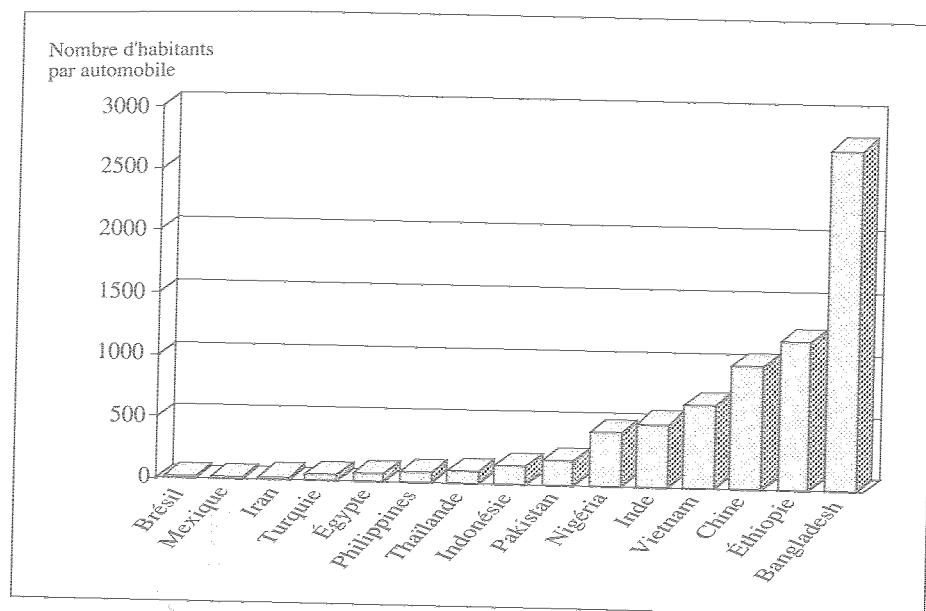


FIGURE 5. — Motorisation (1990).

enfants. Les résultats restent cependant encore inégaux. Dans sept pays de plus de 10 millions d'habitants (dont le Pakistan), moins de la moitié des enfants sont scolarisés, le record étant détenu conjointement par le Mali et l'Afghanistan, où le quart des enfants seulement vont à l'école primaire. Dans une quinzaine encore, moins des trois quarts des enfants sont scolarisés; parmi les plus peuplés se trouvent le Bangladesh, le Nigeria et le Maroc. Par contre, dans la plupart des États d'Amérique latine et du Monde arabo-musulman, ainsi qu'en Chine et en Indonésie, le taux dépasse 90 ou 95 %.

La scolarisation au niveau secondaire, qui est le signe d'un effort plus prolongé en matière d'enseignement, révèle des contrastes plus prononcés (fig. 6). Sans qu'il y ait toujours une corrélation très forte entre les enseignements primaire et secondaire, on remarque toutefois que la plupart des pays qui scolarisent moins de 80 % de leurs enfants dans le primaire en recensent généralement moins de 20 % dans le secondaire. Plus précisément, dans une quinzaine de pays, généralement petits, un seul jeune sur dix va dans ce qui est, chez nous, collèges ou lycées. Dans une dizaine d'autres, dont quelques-uns très peuplés comme le Bangladesh et l'Éthiopie, deux jeunes sur dix seulement suivent un enseignement secondaire. À l'inverse, dans une dizaine d'États, dont plusieurs en Amérique latine, le taux de scolarisation secondaire atteint ou dépasse 60 %, parfois 75 % (Égypte, Philippines, Cuba, Argentine). En somme, des pays sans véritable enseignement secondaire s'opposent à d'autres dont les taux de scolarisation dépassent ceux du Portugal ou équivalent ceux de certains pays développés.

La situation est assez analogue dans l'enseignement supérieur, puisqu'il existe une assez bonne corrélation entre les deux types d'enseignement (fig. 6). En effet la quin-

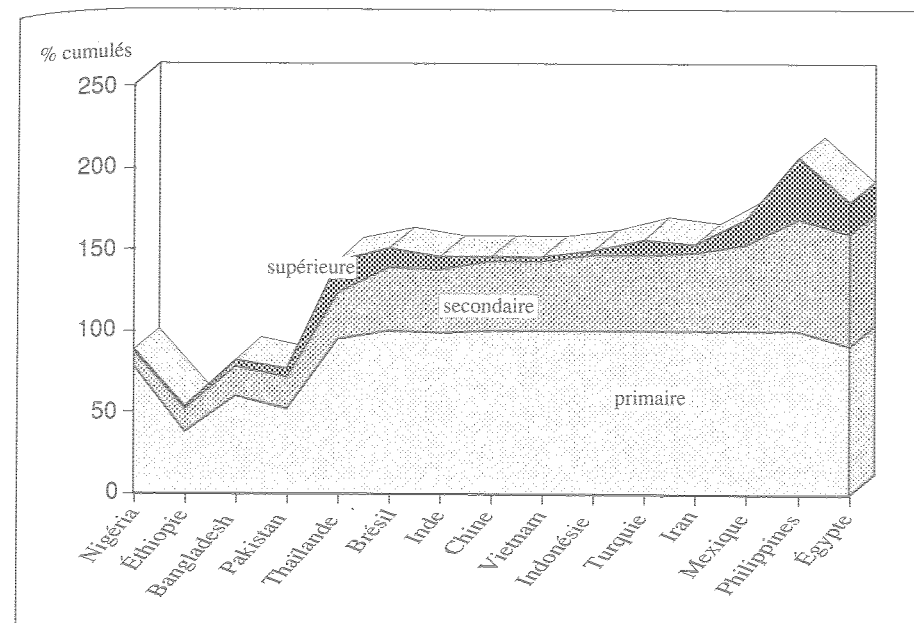


FIGURE 6. — Scolarisation (1990).

zaine de pays de plus de 10 millions d'habitants qui scolarisent mal dans le primaire et médiocrement dans le secondaire, envoient également peu de jeunes à l'université. Au total, une quarantaine de pays comptent moins de 5 % d'étudiants dans les classes en âge d'aller à l'Université : Chine, Bangladesh, Pakistan, Indonésie sont dans ce cas, le Mozambique et la Tanzanie ne recensant, quant à eux, aucun étudiant. À l'opposé, dans une douzaine de pays, situés surtout en Amérique latine, le taux dépasse 20 %, soit plus qu'au Portugal et autant qu'au Royaume-Uni. L'Argentine, l'Uruguay, avec plus de 40 % d'étudiants, réalisent un meilleur score que la France.

Enfin, le taux d'alphabétisation de la population adulte, reflet de l'ancienneté et de la profondeur de la scolarisation, témoigne des mêmes contrastes (fig. 7). En face d'une quinzaine de pays (dont le Bangladesh, l'Éthiopie et le Pakistan) où moins du tiers de la population sait lire et écrire, se posent une vingtaine d'autres où huit personnes sur dix sont alphabétisées. La plupart de ceux-ci sont localisés en Amérique latine, les autres en Asie (Philippines, Vietnam); leurs résultats sont comparables à ceux de pays développés un peu attardés comme le Portugal.

Les nourritures intellectuelles sont donc très mal partagées dans le Tiers Monde. Les nourritures terrestres le sont tout autant.

C. Ventres creux et ventres pleins

Le Tiers Monde n'est pas uniformément le monde de la disette et de la famine, comme le répètent souvent les médias. Les situations sont en réalité extrêmement

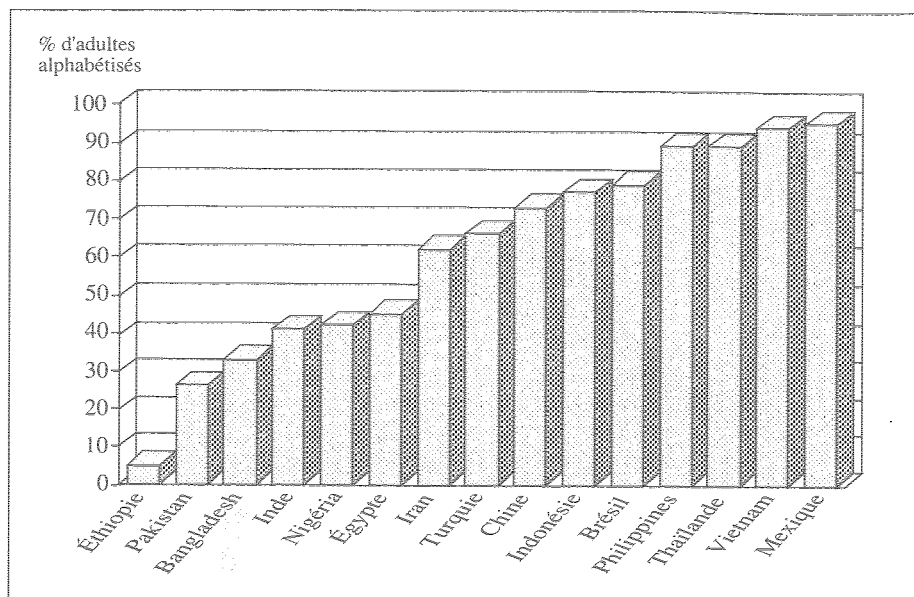


FIGURE 7. — Alphabétisation (1990).

différenciées, même s'il faut se méfier des moyennes nationales qui peuvent cacher des situations régionales et sociales contrastées.

On estime habituellement que chaque individu a besoin pour vivre de 2 200 à 2 500 calories par jour, selon son âge, son activité et le climat sous lequel il vit. Si l'on se tient à la limite basse des 2 200 calories, puisque le climat est en moyenne plutôt chaud et la population plutôt jeune, on constate qu'un quart des pays du Tiers Monde, mais qui ne représentent que 10 % de sa population, se situent en dessous de cette limite. A quelques exceptions près (Afghanistan, Népal, Bangladesh, Bolivie, Pérou), tous ces pays sous-alimentés appartiennent à l'Afrique sud-saharienne. La plupart approchent la barre des 2 200 calories, mais quatre restent en dessous de 2 000 : Somalie, Zaïre, Mozambique et Éthiopie (moins de 1 700 pour ces deux derniers). Dans ces pays sous-alimentés, la part de l'alimentation absorbe tout de même 50 % à 60 % du budget des ménages.

A l'opposé, un autre quart des pays du Tiers Monde, soit encore environ 10 % de ses habitants, disposent d'une alimentation de pays développé, puisque leur consommation dépasse 3 000 calories par jour. Si l'on n'est pas surpris de trouver ici les petits pays producteurs de pétrole (Libye, Émirats, Koweït) et quelques États d'Amérique latine, on l'est plus d'y voir figurer l'Égypte qui, il est vrai grâce à une forte aide alimentaire internationale, réussit à nourrir correctement sa population. Dans ces pays, hors l'Égypte, l'alimentation ne représente plus que le tiers du budget des ménages, c'est-à-dire une part équivalente à celle des ménages portugais.

La majeure partie du Tiers Monde se situe entre ces deux extrêmes. Un peu plus de la moitié des habitants disposent de 2 500 à 3 000 calories par jour. Figurent

dans cette catégorie les États arabo-musulmans, pétroliers ou non, et la plus grande partie des pays asiatiques (Inde, Pakistan, Philippines, Indonésie, Chine) qui arrivent donc, au moins globalement, à nourrir convenablement leur population. Dans le reste du Tiers Monde (soit un bon tiers de ses habitants), la ration alimentaire est à peine suffisante (entre 2 500 et 2 200 calories). La situation alimentaire est donc en réalité extrêmement contrastée, même dans les pays de plus de 50 millions d'habitants (fig. 8). De larges poches de sous-alimentation, et parfois localement de famine, subsistent, mais tous les pays sont loin d'être logés à la même enseigne. La même remarque peut être faite à propos de l'état sanitaire.

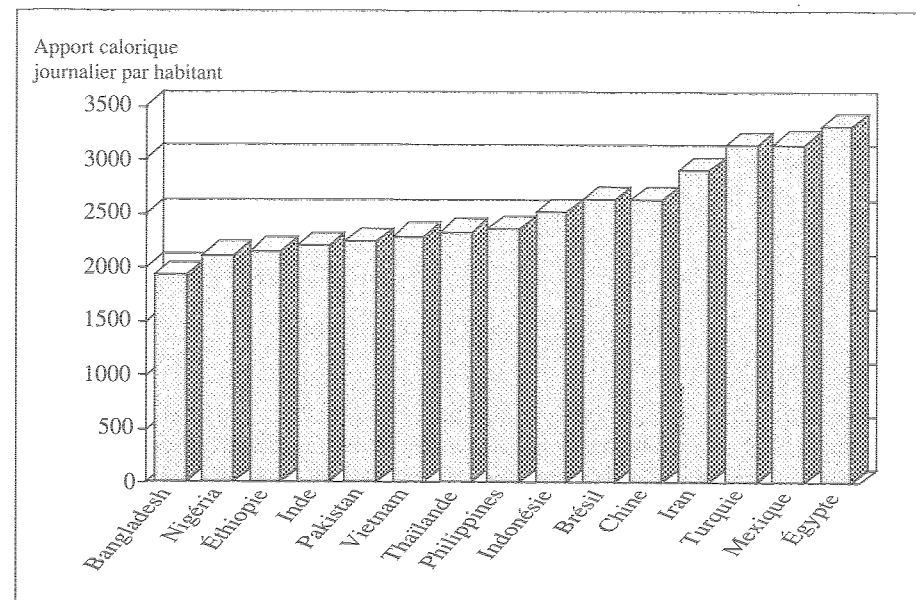
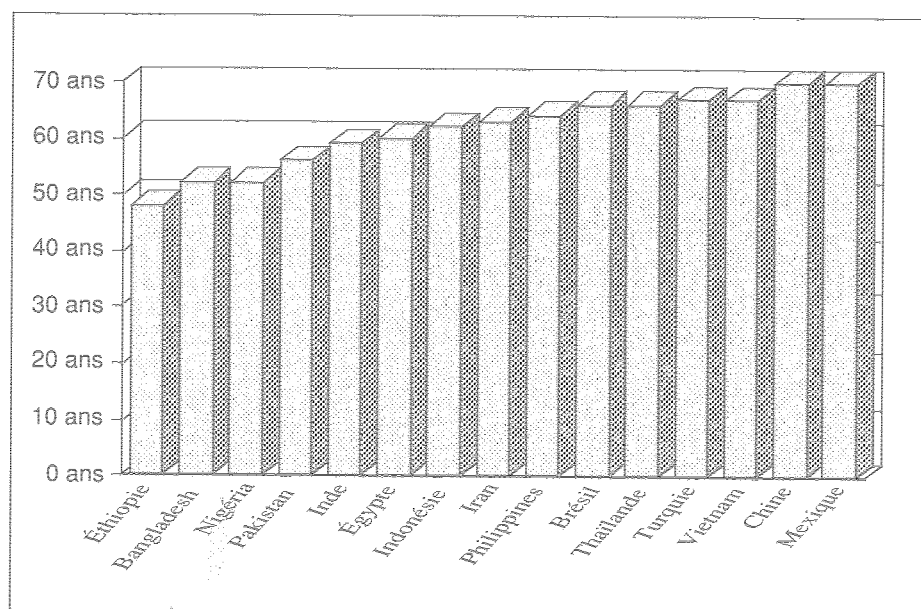


FIGURE 8. — Situation alimentaire (1990).

D. L'inégalité devant la maladie et la mort

L'espérance de vie à la naissance va presque du simple au double entre les 42 ans des habitants de la Sierra Leone et les 73 ans des Uruguayens. Même entre les grands pays, les écarts sont considérables : le Chinois vit en moyenne 18 ans de plus que le Bangladeshien et encore 11 ans de plus que l'Indien (fig. 9).

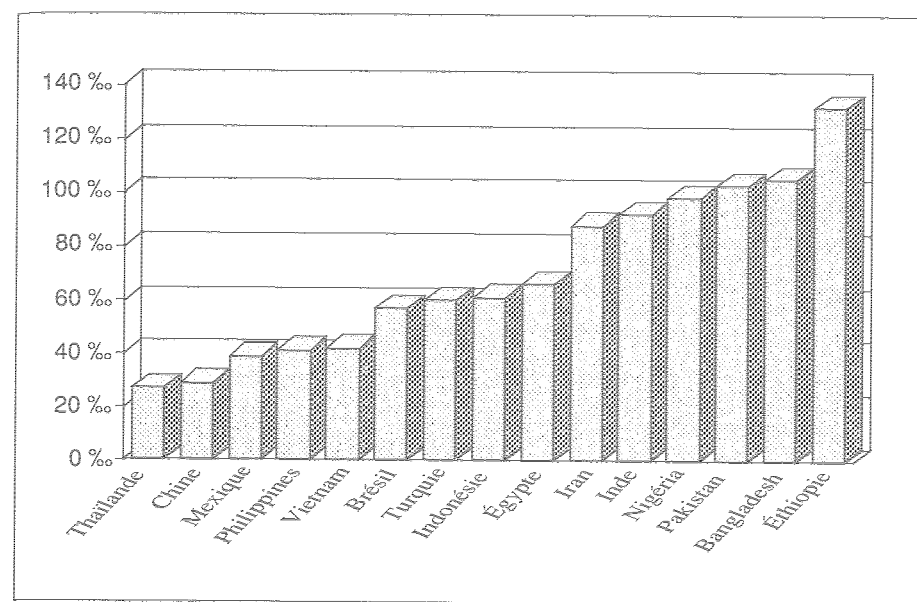
Le taux de mortalité infantile (enfants de moins d'un an) laisse également apparaître d'énormes écarts. Même en mettant de côté les pays touchés par la guerre, où le taux dépasse 150 ‰, l'éventail va de 140 au Bangladesh à 12 à Cuba, un véritable taux de pays développé. Parmi les pays de plus de 50 millions d'habitants, la Chine se distingue une fois de plus : son taux d'environ 30 ‰, bien qu'encore élevé, est cependant sans commune mesure avec celui du Bangladesh (plus de

FIGURE 9. — *Espérance de vie (1990).*

100 %) (fig. 10). La structure par âge n'ayant ici aucune influence (alors que c'est le contraire pour le taux de mortalité générale), ce sont bien les conditions d'hygiène, d'alimentation, de scolarisation des mères ainsi que l'encadrement médical qui jouent le plus grand rôle.

L'encadrement médical est, en effet, extrêmement disparate à l'intérieur du Tiers Monde. Certes, il faut ici accorder aux chiffres une confiance limitée, car le niveau professionnel des médecins et la définition qui en est donnée sont hétérogènes. Ainsi le bon encadrement médical de la Chine est-il dû en partie à ce que l'on y comptabilise les praticiens de la médecine traditionnelle. Cependant, les écarts sont tels que les biais statistiques ne peuvent tout expliquer.

Dans une douzaine de pays, chaque médecin soigne, en moyenne, au moins 20 000 patients et, dans une dizaine d'autres, ce chiffre dépasse encore 10 000; le record est détenu par l'Éthiopie, avec près de 35 000 personnes par médecin (fig. 11). Cette situation ne concerne cependant que 5 % de la population du Tiers Monde. À l'opposé, plus du tiers des États (mais 40 % de la population) ont un encadrement équivalent à celui des pays développés (entre 300 et 700 habitants par médecin) ou presque équivalent (700 à 1 000). Dans l'intervalle, la Turquie et l'Algérie par exemple ont encore un encadrement correct, avec 1 000 à 2 000 personnes par médecin; par contre Maroc, Nigeria, Bangladesh, Indonésie ne comptent que 1 médecin pour 4 000 à 10 000 personnes. Un large fossé sépare donc les mieux pourvus des pays du Tiers Monde, des plus démunis.

FIGURE 10. — *Mortalité infantile (1990).*

On conclura cette analyse de la diversité démographique et de l'hétérogénéité des niveaux de vie par deux graphiques. L'un met en rapport l'indice de fécondité, qui est un bon indicateur de l'attitude d'une population devant la procréation, et la mortalité infantile, qui donne une certaine idée de ses conditions de vie (fig. 12). On constate que le nuage de points formé sur le graphique s'allonge démesurément entre, d'un côté l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Mozambique, où la mortalité infantile et la fécondité sont extrêmement élevées et, de l'autre, le Chili, le Sri Lanka et Cuba où elles sont extrêmement basses. Même dans les pays de plus de 100 millions d'habitants, l'écart est considérable entre la Chine, au taux de fécondité faible et à la mortalité infantile modérée, et le Bangladesh où chaque femme met au monde en moyenne 6 enfants et où la mortalité infantile reste terrible.

Le deuxième graphique est celui de l'Indicateur du Développement Humain. Cet IDH, mis au point par les chercheurs de la Banque mondiale, prend en compte le PIB réel, l'espérance de vie et l'alphabétisation et donne donc, cette fois, une bonne idée des conditions de vie réelles d'un pays (fig. 13). Pour un maximum théorique de 1 000 points, le Mexique, parmi les pays de plus de 50 millions d'habitants, approche des 900 points, le Brésil et la Thaïlande des 800, alors que l'Éthiopie tombe au-dessous de 300 points et que le Bangladesh et le Nigeria se situent juste au-dessus de ce seuil. Le niveau de vie du Mexicain est trois fois plus élevé que celui de ces trois derniers pays et les écarts sont évidemment encore plus sévères entre les pays de moindre taille.

Ces écarts tiennent évidemment au niveau de revenu mais aussi au contexte culturel, au sens le plus large du terme, dans lequel vivent les populations. Or il est

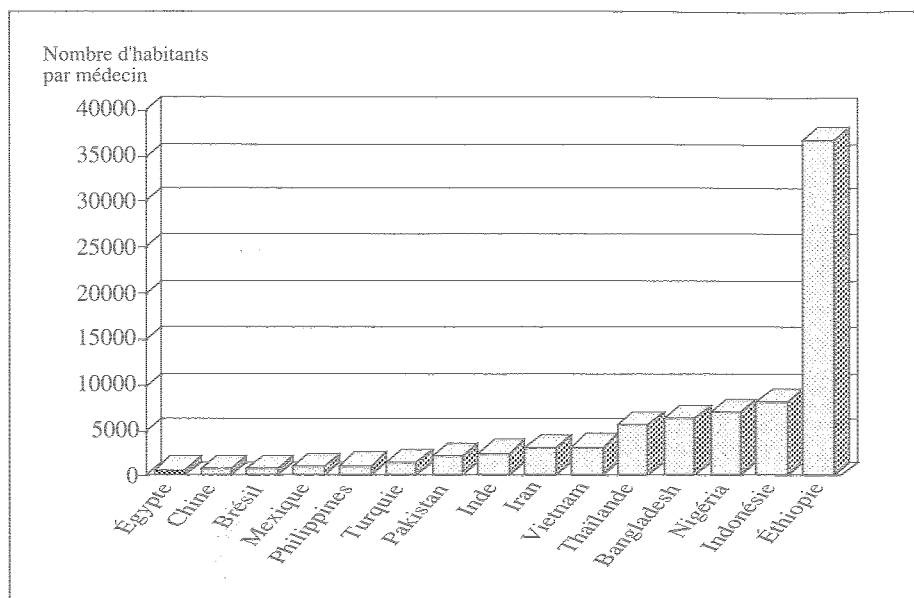


FIGURE 11. — Encadrement médical (1990).

patent que ce contexte est extraordinairement varié à l'intérieur du Tiers Monde. On en donnera une idée à travers trois exemples : la religion, le système politique et l'urbanisation.

IV. La diversité culturelle

A. De Krishna à Allah

La rapide déchristianisation des pays occidentaux nous avait laissé penser, un peu vite, que la religion était devenue un élément secondaire dans la société moderne. La poussée des intégrismes (musulman, hindouiste, catholique, orthodoxe), les conflits religieux et la multiplication des sectes nous montrent que le religieux est de retour et qu'il reste une pièce essentielle des structures sociales, mentales, comportementales et même économiques d'un pays. « Les religions façonnent les mentalités, les traditions, les genres de vie et contribuent à la formation des cultures » [28].

Nous reviendrons plus loin sur les modalités de cette emprise du religieux sur certaines cultures. On se contentera, pour le moment, de montrer les poids respectifs des grandes religions dans ce Tiers Monde qui, justement, les a vu naître, et dans lequel elles sont plus présentes et plus prégnantes qu'ailleurs.

Quatre grandes religions se partagent le Tiers Monde. La première est l'islam, avec 800 millions de fidèles. Elle est presque tout entière incluse dans le Tiers

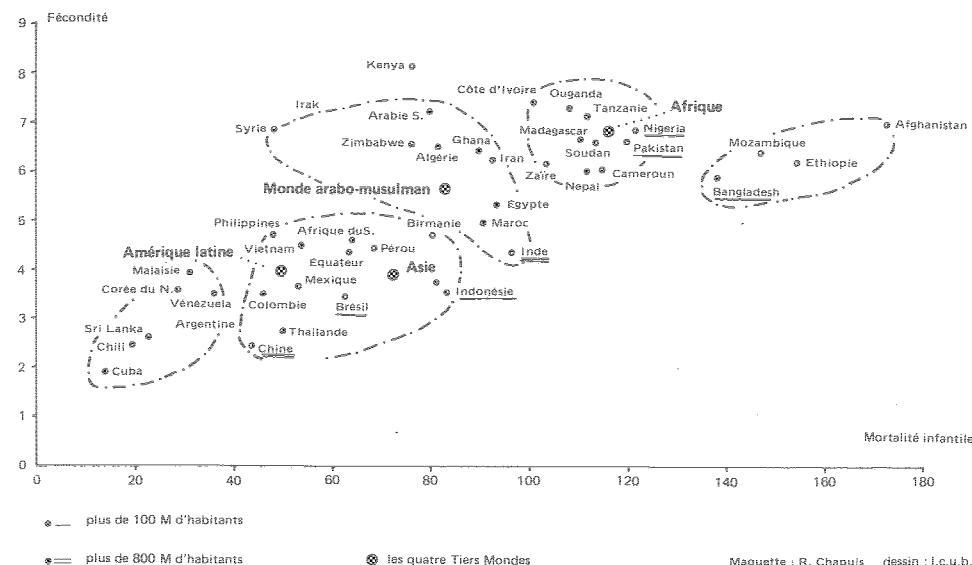


FIGURE 12 — Fécondité et mortalité infantile (1990).

Monde, à l'exception de l'Asie centrale ex-soviétique, mais qui pourrait à bon droit y être rattachée. L'islam occupe un vaste espace qui va, du Sénégal et de la Mauritanie, au Pakistan, à l'Afghanistan, au Bangladesh, à l'Inde et à l'Indonésie, l'État musulman le plus peuplé de la planète.

Vient ensuite l'hindouisme, avec 600 à 700 millions de fidèles, localisés essentiellement en Inde, mais aussi à Bali par exemple. Le catholicisme se place en retrait avec environ 400 millions de croyants, concentrés essentiellement en Amérique latine, aux Philippines et sur des espaces africains vastes, mais peu peuplés, s'étendant du Zaïre et du Congo à la Namibie. Le bouddhisme compte entre 300 et 400 millions de fidèles en Asie du Sud-Est, au Tibet et en Chine, mais ce chiffre reste imprécis et certainement sous-estimé, car il est difficile d'évaluer l'importance en Chine. L'animisme garde des adeptes dans certaines régions isolées d'Amérique latine et d'Afrique, mais sa diversité est grande et le nombre de ses adeptes faible.

Deux de ces religions sont conquérantes, l'islam et le catholicisme, mais la première plus que la seconde qui progresse surtout par l'augmentation de la population latino-américaine. L'hindouisme, longtemps peu mobilisateur, se réveille en Inde face à l'islam, comme en témoignent les graves conflits qui opposent les fidèles de ces deux religions dans le Nord-Ouest du pays. Le bouddhisme, par contre, qui insiste plus sur la libération intérieure de l'homme que sur la nécessité du prosélytisme, fait moins parler de lui, sauf au Tibet où les Chinois tentent de l'étouffer. Variété donc, et parfois opposition des religions, mais diversité plus grande encore des systèmes politiques.

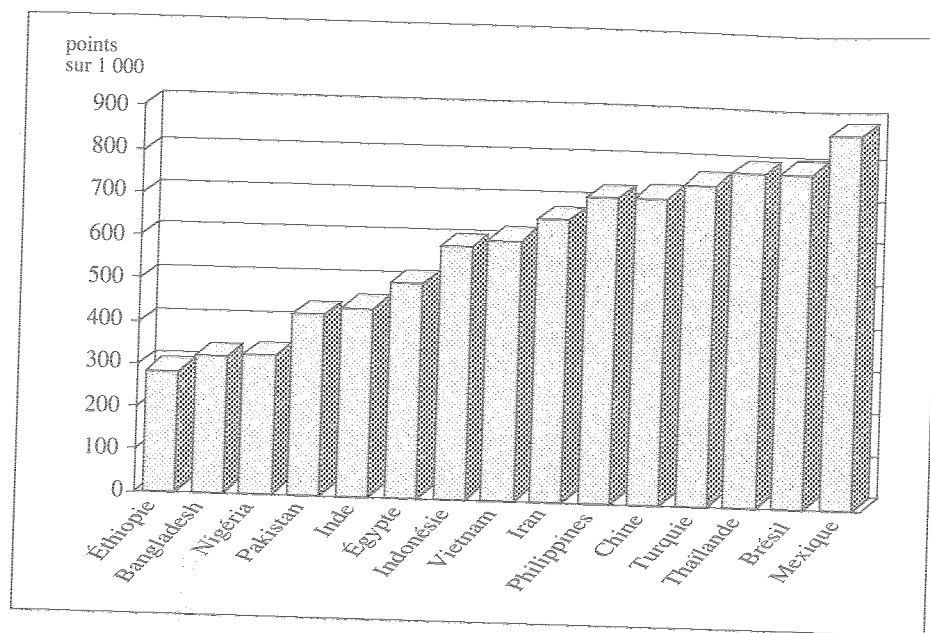


FIGURE 13. — Indicateur du développement humain (1987).

B. De Castro à Hassan II

La carte politique du Tiers Monde semble dominée par des « régimes autoritaires aux multiples visages » [7]. On a même pensé souvent que c'était un passage obligé pour les nations sortant d'une dépendance coloniale.

En réalité, si l'on raisonne en nombre d'habitants concernés et non pas en nombre de pays, les régimes autoritaires n'intéressent, si l'on ose dire, qu'environ la moitié de la population du Tiers Monde, ce qui reste évidemment encore énorme. Ils se localisent essentiellement en Chine, en Indonésie, au Vietnam, ainsi que dans la majorité des pays arabo-musulmans et africains. Encore faut-il remarquer que ces régimes autoritaires diffèrent en réalité beaucoup les uns des autres : monarchie absolue en Arabie Saoudite ou plus tempérée au Maroc, pouvoir autoritaire en Irak, dictature d'un parti unique (Chine) parfois incarnée par un homme (Castro), omnipotence de l'armée (Nigeria, Birmanie) parfois mâtinée d'élections présidentielles (Indonésie), pouvoir théocratique (Iran), etc. Par ailleurs, certains pouvoirs sont en train de se fissurer. La démocratie gagne du terrain, bien qu'avec beaucoup de peine, en Afrique sud-saharienne. Les régimes socialistes lâchent partout du lest, au moins dans le domaine économique, quand ils ne s'écroulent pas, comme en Afrique.

Ailleurs, tous les systèmes plus ou moins démocratiques sont représentés, surtout depuis que les régimes dictatoriaux ont déserté presque complètement l'Amérique latine. L'Inde reste la plus grande démocratie parlementaire du monde, malgré les inquiétudes que l'on peut avoir sur sa solidité actuelle. Des régimes

plus ou moins présidentiels ont fleuri en Amérique latine, même si l'on peut s'interroger sur le degré de démocratie de certains, le Mexique par exemple. Restent encore des monarchies parlementaires, comme la Thaïlande ou la Malaisie et tout l'éventail possible entre vraie démocratie et pouvoir autoritaire à façade démocratique...

Diversité enfin dans les niveaux d'urbanisation, même si l'on affirme encore trop souvent que l'une des caractéristiques essentielles du Tiers Monde réside dans sa sous-urbanisation.

C. Du très urbanisé au très rural

Considérés globalement, les pays du Tiers Monde sont encore en moyenne nettement moins urbanisés que les pays développés (40 % de citadins contre 65 %). Mais cette moyenne n'a pas beaucoup de sens. Trois pays de plus de 10 millions d'habitants, tous latino-américains (Argentine, Venezuela, Chili) sont urbanisés à plus de 80 %, et six le sont encore à plus de 70 %, alors qu'à l'autre extrémité, une dizaine sont urbanisés à moins de 20 %, et parfois à moins de 15 %, comme le Mozambique, l'Éthiopie, l'Ouganda, le Népal. Dans les pays de plus de 50 millions d'habitants, les écarts restent encore considérables entre l'Éthiopie et le Brésil (fig. 14). L'urbanisation galopante des quarante dernières années, au cours desquelles les pays du Tiers Monde ont vu la population de leurs villes quadrupler, n'a pas sensiblement réduit les écarts, car un certain nombre d'États d'Asie et d'Afrique n'en sont qu'au début de leur phase d'urbanisation.

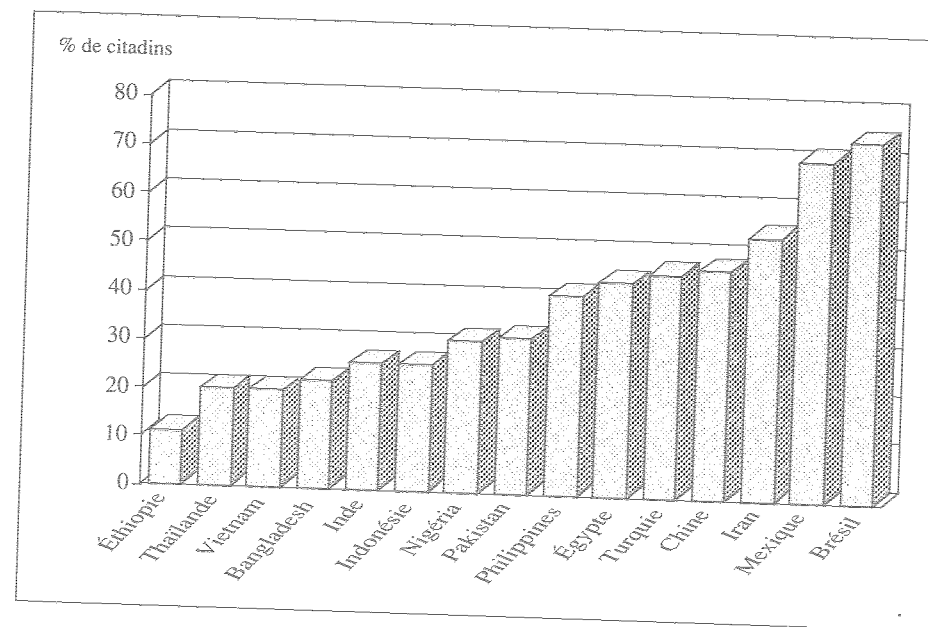


FIGURE 14. — Population urbaine (1990).

R. Chapuis
Les quatre mondes du
Tiers Monde

La comparaison entre deux pays de taille comparable, le Brésil et le Bangladesh, montre bien l'extrême diversité de la situation. Le premier, aux trois quarts urbanisé, dispose de deux agglomérations de plus de 10 millions d'habitants, dont l'une, Sao Paulo, a des allures de ville américaine, et d'une dizaine de plus de 1 million. Au Bangladesh, au contraire, aucune ville ne dépasse 10 millions d'habitants : Dacca atteint 5 millions, Chittagong est juste millionnaire et toutes deux ne sont guère que des entassements de bidonvilles, en dehors de quelques immeubles modernes du centre ville. Même chez les colosses asiatiques les écarts ne sont pas négligeables puisqu'en Chine la moitié de la population vit en ville, contre le quart en Inde.

Conclusion

Le Tiers Monde apparaît donc bien jusqu'ici comme une mosaïque : un environnement contrasté et pas systématiquement contraignant, des États de taille inégale, des comportements démographiques hétérogènes, des revenus et des conditions de vie disparates, des cultures multifformes, des niveaux d'urbanisation dissemblables.

La diversité de l'environnement physique, socio-culturel et historique local, ainsi que la multiplicité des formes régionales de relation au système-monde ont induit une mosaïque économique apparemment tout aussi bigarrée.

2. La diversité économique

Pour tenter de sortir de ce que l'on appelait alors le sous-développement, la plupart des pays du Tiers Monde ont mis en œuvre, dans les années 1950-1960, des politiques de développement, c'est-à-dire un ensemble de moyens destinés à accroître d'une façon harmonieuse leur production et à élever le niveau de vie de l'ensemble de leur population. En simplifiant beaucoup, trois modèles leur étaient proposés : l'un socialiste, un autre libéral, un troisième intermédiaire.

I. Les modèles de développement

A. Le modèle socialiste

Dans les années 1950-1960, la plupart des leaders africains et asiatiques se méfiaient du système libéral, assimilé à l'impérialisme et au colonialisme. Ils sont sensibles aux arguments de l'URSS qui « se présente à la fois comme champion des pays colonisés et comme ex-pays sous-développé devenu grande puissance économique, notamment par l'industrie lourde » [7]. D'autant que la mode est alors, même dans les pays de tradition libérale, au renforcement du rôle de l'État (nationalisations en France, au Royaume-Uni, en Italie).

C'est donc un modèle soviétique que la plupart des pays attirés par le modèle socialiste vont choisir. Ce modèle est autocentré, puisqu'il vise à développer les capacités de production d'un État en utilisant prioritairement les ressources locales, en privilégiant les liaisons économiques internes et les marchés intérieurs, aux dépens des liaisons économiques externes et des marchés extérieurs. Il prône donc la priorité aux industries de base, susceptibles d'être « industrialisantes » en entraînant dans leur sillage, grâce aux échanges inter-entreprises, les industries d'aval (biens d'équipement puis biens de consommation). Il implique de limiter fortement les investissements étrangers et de réduire les échanges extérieurs, sauf avec les « pays frères ». Il donne une place centrale à l'État qui contrôle et impulse l'économie par une planification centralisée, par la nationalisation ou la collectivisation de la plupart des secteurs économiques et par la fixation autoritaire des prix.

On aurait pu penser qu'à terme, la mise en place de structures socio-économiques semblables, et par ailleurs très contraignantes, aurait donné à cette partie au moins du Tiers Monde une certaine unité. Il n'en a rien été. En effet, si le modèle soviétique a intéressé une quarantaine de pays, il a été suivi de plus ou moins près, adapté plus ou moins bien, a duré plus ou moins longtemps.

Les auteurs du « Tiers Monde ou la fortune d'un jeu de mots » [26] divisent les pays qui avaient choisi à un moment ou à un autre le socialisme, en quatre groupes,

▲ De la plus grande agglomération du monde : Mexico, noyée dans une brume de pollution (photo R. Chapuis)...

▼ ... au village toradja (Sulawesi, Indonésie) (photo R. Chapuis).

allant de ceux où l'économie est la plus autocentrée et l'emprise de l'État la plus forte, à ceux où l'économie est la plus ouverte et l'emprise de l'État la moins pesante. Ils distinguent donc les pays socialistes à part entière (Chine, Corée du Nord, Cambodge, Laos, Mongolie, Vietnam, Cuba), les pays à orientation socialiste confirmée (Angola, Éthiopie, Mozambique, Afghanistan, Yémen du Sud, Nicaragua), les pays à orientation socialiste déclarée (Algérie, Bénin, Congo, Guinée, Madagascar, Somalie, Tanzanie, Birmanie, Irak, Syrie), enfin les pays à orientation socialisante (Cap Vert, Égypte, Ghana, Guinée-Bissau, Libye, Mali, Sao Tome, Seychelles, Zambie, Zimbabwe, Grenade). Dans la réalité, en fonction des conditions locales, toutes les nuances existent entre le socialisme pur et dur, et la simple orientation socialisante.

La diversité a donc toujours été grande entre ces pays plus ou moins socialistes et leur point commun serait plutôt aujourd'hui les graves difficultés économiques dans lesquelles le modèle les a jetés. En effet, on sait ce qu'il est advenu du modèle soviétique. Avant même qu'il ne soit contesté puis qu'il s'effondre en URSS, il avait connu bien des déboires dans le Tiers Monde. La Chine s'en était détachée une première fois lors de sa rupture avec l'URSS, en 1960. Elle s'en est éloignée plus encore avec les réformes entreprises depuis 1976 par Deng Xiaoping, qui ont ouvert le pays sur l'extérieur, décollectivisé et privatisé une large partie de l'économie et instauré un « socialisme de marché », au point que la Chine apparaît aujourd'hui plutôt comme un modèle économique intermédiaire.

La plupart des pays du Tiers Monde qui ont suivi cette voie socialiste l'ont aujourd'hui abandonnée, totalement ou très largement, pour aller vers une certaine forme de libéralisme économique. En Asie, même chez les meilleurs élèves, ceux qui ont été qualifiés de « pays socialistes à part entière », les défections, partielles ou totales, sont nombreuses. La Corée du Nord, la Mongolie, le Vietnam, le Cambodge laissent une part de plus en plus large à l'économie de marché. Seul Cuba, tout en s'ouvrant au tourisme international, résiste, mais pour combien de temps, maintenant que lui manque le soutien massif de l'ex-URSS qui représentait 40 % de son PNB, ainsi que 70 % de son énergie et de son alimentation.

Parmi les autres tenants du modèle, la quasi-totalité ont maintenant dérivé, plus ou moins nettement, vers l'économie de marché, même ceux qui y paraissaient le plus attachés. En Tanzanie, longtemps considérée comme un modèle de développement socialiste africain, les élections de 1985 ont vu la défaite des candidats marxistes et J. Nyerere n'est plus au pouvoir : on a privatisé certains domaines nationalisés et on donne la priorité aux cultures d'exportation. L'Algérie, qui avait suivi de près le modèle soviétique (planification, nationalisation ou collectivisation d'une grande partie de l'économie, appui sur la sidérurgie et les hydrocarbures comme industries industrialisantes), s'est orientée vers une voie réformiste depuis 1977 : privatisations surtout dans l'agriculture et le tourisme, développement et diversification des exportations. Au Nicaragua, les Sandinistes ont été écartés du pouvoir. A Madagascar, un virage vers le libéralisme a été pris en 1986 avec la privatisation d'entreprises nationales, l'ouverture du secteur bancaire au secteur privé et la libéralisation du commerce extérieur.

Tous les pays qui avaient suivi de plus ou moins près le modèle soviétique en sont donc à différents stades d'évolution vers la libéralisation et l'ouverture de leur économie. Les voilà donc plus proches des pays qui avaient choisi une voie intermédiaire entre socialisme et libéralisme économique.

B. La voie intermédiaire

Comme son nom l'indique, cette voie intermédiaire emprunte aux deux modèles durs que sont le modèle soviétique et le modèle libéral. Au premier, elle emprunte certains éléments de la politique autocentrée, tels que l'appui prioritaire sur les ressources locales et le marché national, la création d'industries de base industrialisantes, la limitation des investissements étrangers et des importations. Elle laisse une place encore importante à l'État grâce à la planification, à la nationalisation d'une partie de l'économie (énergie, industries de base, transports, banques) et parfois à la réforme agraire.

Cependant, lorsque c'est possible, on cherche à exporter au maximum certains produits sur le marché international. On vise également à diversifier les industries, en commençant par celles qui sont susceptibles de substituer des produits nationaux aux produits importés; cette diversification est parfois obtenue en laissant le capital étranger s'implanter dans certains créneaux prioritaires. La planification ne porte que sur une partie de l'économie et elle reste souple. De larges secteurs, généralement les plus dispersés, échappent au contrôle de l'État (petite industrie, artisanat, commerce, agriculture) et, hors quelques produits de base, les prix se fixent librement sur le marché. Les réformes agraires, lorsqu'elles ont eu lieu, n'ont pas abouti à la collectivisation des terres, mais plutôt à leur redistribution au profit de petits agriculteurs.

Cette voie intermédiaire a été surtout suivie par des États-continentaux, dotés de ressources naturelles de premier ordre, d'un marché intérieur de grande dimension et d'un poids international indiscutable pour pouvoir s'opposer aux pressions extérieures visant à l'ouverture du marché national. L'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Brésil, et dans une certaine mesure l'Argentine, ont été jusque vers le milieu des années 1980 les représentants les plus éminents de cette voie intermédiaire. Relativement peu nombreux, ils comptent cependant environ 1 300 millions d'habitants, soit environ le tiers de la population du Tiers Monde.

Le cas de l'Inde est particulièrement démonstratif. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Rajiv Gandhi, en 1984, l'État joue un rôle pesant. Les plans quinquennaux s'appliquent à la fois, au moins théoriquement, au secteur privé et au secteur public. Ce dernier est particulièrement envahissant puisqu'il touche l'énergie (gaz, électricité, énergie nucléaire), les mines, les industries de base (sidérurgie, industrie pétrolière), les industries plus ou moins stratégiques (équipement militaire, constructions navale et aéronautique) et même des industries légères comme l'électronique et la machine-outil. L'Inde développe alors à la fois une politique de création d'industries lourdes industrialisantes et de substitution aux importations. Cependant si, dans les années 50, une réforme agraire tente de répartir la terre des grands propriétaires entre les petits exploitants, elle n'est appliquée que lentement et elle abolit plus certains droits féodaux qu'elle ne procède à une véritable redistribution des terres [7]. Par ailleurs, le poids de l'État n'empêche pas l'existence, en dehors de l'agriculture, d'un secteur privé souvent dynamique où voisinent les multinationales indiennes et les PME de l'industrie, du commerce et des services.

Le Brésil se rapproche de l'Inde par le poids de l'État qui réalise la moitié des investissements, détient environ le tiers des capacités de production et contrôle une part équivalente du système bancaire. Mais ici le capital national est nettement dominé par les multinationales étrangères qui contrôlent une large part de l'industrie

brésilienne, en dehors de l'énergie, des mines et des transports. En outre, aucune réforme agraire ne voit véritablement le jour. Le cas du Mexique est encore un peu différent. Si le poids du secteur public est à peu près équivalent et si les multinationales y jouent un rôle prépondérant, la pression des États-Unis contribue à y changer les données du problème, puisque les deux tiers du commerce se font avec le puissant voisin.

En somme, chacun ici aussi a géré sa voie à sa manière, en fonction des données économiques, sociales et spatiales locales. Mais cette voie est aujourd'hui critiquée dans les pays mêmes qui l'ont adoptée. On dénonce la lourdeur du secteur public, la faiblesse de sa productivité, la rigidité de sa gestion, le coût de ses surcapacités, les ravages provoqués par ses déficits, le mauvais ajustement des prix, l'étranglement de l'initiative privée, le caractère excessif de son protectionnisme...

Une vague de privatisations touche donc, depuis le milieu des années 80, les grands pays d'Amérique latine. « L'initiative pour les Amériques », annoncée en juin 1990 par le Président Bush, qui vise à créer à terme un « grand marché » continental de l'Alaska à la Terre de Feu, va entraîner, si elle se concrétise, une marche générale de l'Amérique latine vers le libéralisme économique. Dès à présent, les États-Unis ont signé avec tous les pays, Cuba excepté, des accords-cadres destinés à supprimer les obstacles aux échanges de produits et aux mouvements de capitaux. Au Mexique, en particulier, l'intégration prochaine du pays dans le « Grand Marché commun Nord-américain » avec les États-Unis et le Canada pose, plus que jamais, la question du devenir du modèle mexicain.

En Inde, dès son arrivée au pouvoir, R. Gandhi encourage le secteur privé par des réformes fiscales, allège le contrôle étatique sur l'économie, libère en partie les importations, autorise et encourage l'investissement étranger. Ses successeurs sont allés dans la même direction : dévaluation de la monnaie pour favoriser les exportations, réduction ou suppression de certaines subventions, possibilité pour les multinationales de détenir plus de 50 % du capital d'une entreprise, privatisations, etc. L'Indonésie laisse également de plus en plus de place au secteur privé et aux investissements étrangers. En Argentine, C. Menem vend des entreprises publiques comme *Aerolíneas Argentinas* au secteur privé, supprime des subventions, libère le marché des changes, etc.

Cette voie intermédiaire, pourtant économiquement plus souple que la voie soviétique et surtout humainement moins coûteuse, semble donc virer plus ou moins rapidement vers le libéralisme économique.

C. Le modèle libéral

Ce modèle est fondé sur l'économie de marché, c'est-à-dire un système dans lequel, au moins en théorie, la production et la distribution des produits et des services sont assurées par des entreprises en concurrence et dans lequel également la confrontation de l'offre et de la demande détermine le prix. L'industrialisation peut se faire par des industries non considérées, dans le modèle précédent, comme industrialisantes. Il s'agit d'industries de biens de consommation, même traditionnelles comme le textile, dont les produits sont en majeure partie exportés et qui doivent donc trouver un marché international. On compte sur le différentiel de

salaires entre pays développés et pays en développement pour attirer les investissements étrangers et pour conquérir des parts du marché mondial dans quelques créneaux bien ciblés.

Dans les années 50, ce modèle, au moins dans son profil pur et dur, a connu relativement peu de succès. Même chez les futurs dragons asiatiques, dont on vante souvent l'esprit libéral, l'État est largement intervenu, au moins au départ. Il pratique alors ce que l'on a appelé un « interventionnisme libéral », c'est-à-dire de larges interventions, mais dans le cadre de l'économie de marché. L'État agit par une planification souple, indicative et incitative, ainsi que par des prêts aux entreprises, des incitations fiscales, des mesures de protection des produits nationaux, etc. Il pousse à une politique de substitution aux importations et à des « remontées de filières » qui visent à fabriquer d'abord des produits simples, puis de plus en plus sophistiqués. La Corée du Sud, par exemple, a d'abord développé le textile, puis la pétrochimie et la sidérurgie, avant d'en arriver à la construction automobile et à l'électronique. L'ouverture sur les marchés extérieurs, et aux produits venus de l'extérieur, ne s'est effectuée que lentement. Le modèle, à ses débuts, diffère assez peu du modèle intermédiaire étudié plus haut.

C'est donc après un départ très timide, que le modèle libéral a fait tache d'huile. Il s'est élargi d'abord avec la libéralisation des échanges internationaux, entamée en 1947 dans le cadre du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), poursuivie par le Kennedy Round, le Tokyo Round et actuellement l'Uruguay Round. Un certain nombre de pays du Tiers Monde ont été peu à peu intégrés, de gré ou de force, sous la pression des États-Unis, du FMI et de la Banque mondiale, dans un système mondial d'échanges et ont peu à peu libéralisé leur économie. La désagrégation du modèle socialiste en Asie et en Afrique, la démocratisation en cours dans cette même Afrique ont fait passer un bon nombre de pays du Tiers Monde à un modèle intermédiaire ou même directement à un modèle franchement libéral. Les États qui avaient opté pour la voie intermédiaire virent, eux aussi au libéralisme économique. La question est donc de savoir si cette évolution va donner une nouvelle unité au Tiers Monde ou si, au contraire, elle va les différencier plus que jamais.

D. Libéralisme économique et unité du Tiers Monde

Les tenants de la thèse de la dépendance, pour qui « le sous-développement des uns est une nécessité pour le développement des autres » (Destanne de Bernis) estimeront sans doute qu'une nouvelle unité du Tiers Monde est en train de se créer puisque, grâce au libéralisme économique généralisé, les pays développés (le Nord) pourront plus que jamais dominer les pays en développement (le Sud).

En réalité, la situation est autrement plus complexe. Tout d'abord, si les pays développés sont en position de force, puisqu'ils détiennent puissance économique, financière et technologique, ils ne forment pas un front uni face au Tiers Monde. La lenteur des négociations du GATT et la guerre économique menée entre États-Unis, Japon et Europe en témoignent, et cette situation risque de durer.

Par ailleurs, dans le processus de mondialisation des échanges qui est en train de se réaliser (multiplication par trois des échanges de marchandises et par dix du commerce des produits manufacturés depuis 1960), l'éventail des situations économiques va s'élargir dans les pays du Tiers Monde. Chacun va devoir

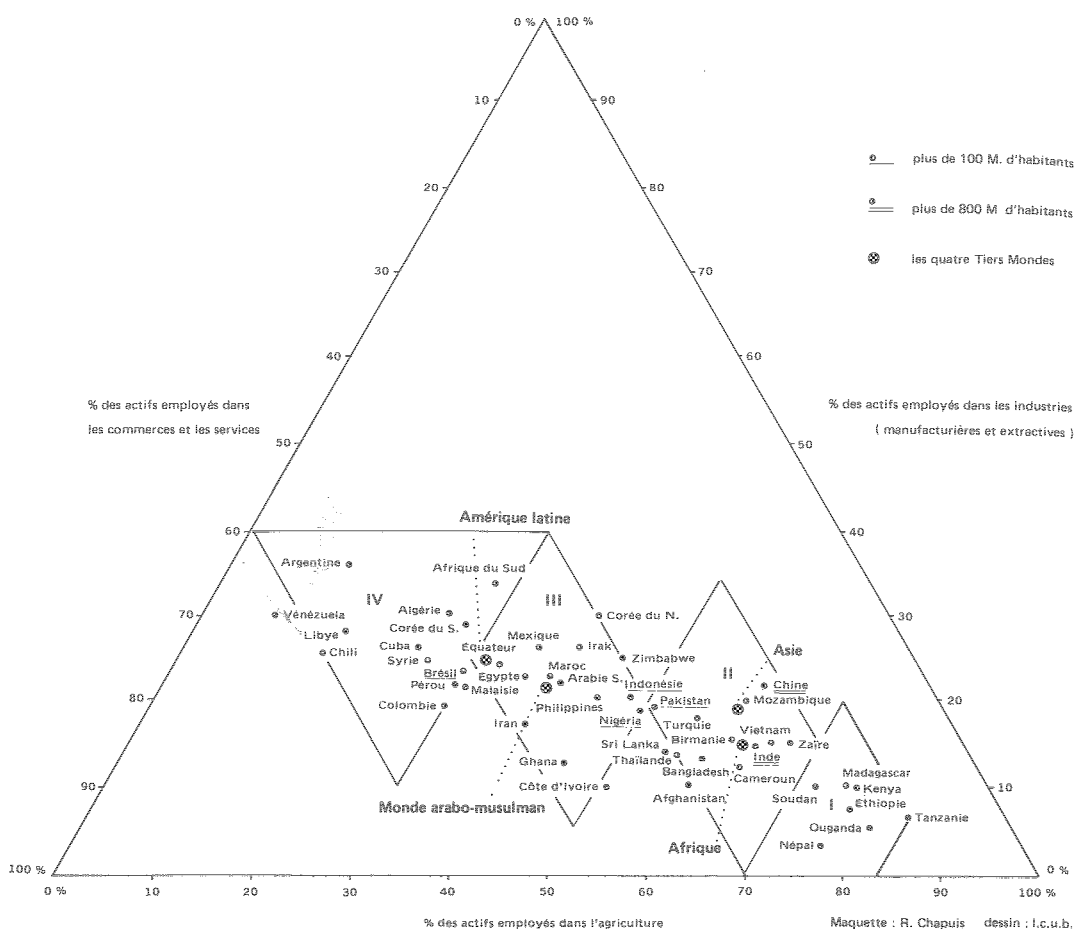


FIGURE 16. — Répartition des actifs par secteurs économiques (1990).

milliards de dollars en 1990, alors qu'elle atteint rarement un milliard dans les pays d'Afrique sud-saharienne.

Ces faits sont généralement bien connus. Par contre, on n'insiste pas toujours assez sur les énormes écarts de potentiel industriel entre les pays du Tiers Monde.

B. Des NPI aux oubliés de l'industrialisation

Même si une agriculture solide peut être la base d'un développement, et si le pétrole ou le tourisme ont pu participer au décollage économique de certains pays, c'est tout de même généralement l'industrie manufacturière qui reste le moteur du développement. C'est elle qui entraîne l'économie en soutenant les progrès de l'agriculture et des services et qui reste donc la clé du développement. C'est par

elle que se distinguent les pays développés. C'est par elle que les quatre dragons ont rejoint ces derniers. C'est certainement par elle que les autres NPI suivront leurs traces. En simplifiant encore une fois, on peut dire que, pays pétroliers mis à part, plus l'industrie pèse lourd dans l'emploi et le PNB d'un pays du Tiers Monde, plus son niveau de développement est élevé. Or, à l'intérieur du Tiers Monde, les décalages sont considérables.

Dans les pays de plus de 10 millions d'habitants, la proportion des actifs employés dans l'industrie s'échelonne de 5 % (Ouganda, Tanzanie) à 30-35 % en Argentine, en Algérie, en Afrique du Sud, en Corée du Nord (fig. 16), c'est-à-dire des chiffres qui dépassent ceux de la Grèce et qui sont proches du Portugal et de l'Espagne. Dans la plupart des pays d'Afrique sud-saharienne, l'industrie occupe moins de 10 % de la main-d'œuvre, alors qu'elle dépasse souvent 20 % en Amérique latine.

Les écarts apparaissent encore plus amples si l'on retient le poids de l'industrie (secteur énergétique compris) dans le PNB. Dans une douzaine de pays de plus de 10 millions d'habitants, l'industrie concourt pour moins de 20 % au PNB, et cette proportion tombe à moins de 10 % en Ouganda et en Tanzanie. Au contraire, dans une dizaine d'autres États, 40 à 50 % du PNB proviennent du secteur industriel et si, pour quelques-uns, c'est le secteur énergétique qui gonfle un peu artificiellement le PNB, pour d'autres, comme la Chine, c'est bien le secteur manufacturier qui crée l'essentiel du PNB. Dans une douzaine d'autres pays enfin, nombreux en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, c'est encore entre 30 et 40 % de la richesse nationale qui sont générés par l'industrie.

Les différences deviennent énormes si l'on compare maintenant la puissance industrielle globale des États du Tiers Monde. Sur la soixantaine de pays dont on connaît assez précisément la valeur ajoutée par l'industrie manufacturière, une quinzaine se situent à moins 200 millions de dollars. Le secteur industriel y est nul ou quasi-nul et, lorsqu'il existe, il reste circonscrit à l'agro-alimentaire ou, au mieux, au textile. Chez les dix «grands» du Tiers Monde, au contraire, elle dépasse 10 milliards \$. Six d'entre eux se situent entre 10 et 20 milliards (Indonésie, Philippines, Thaïlande, Turquie, Iran, Afrique du Sud), les autres se détachent nettement : l'Inde et le Brésil vers 50 milliards \$, le Brésil vers 120 milliards \$ et la Chine à près de 150 milliards \$. Ces quatre derniers pays se classent à des rangs fort honorables dans le monde, puisqu'ils sont respectivement 7^e, 8^e, 10^e et 12^e puissances industrielles mondiales. La valeur ajoutée par l'industrie chinoise est proche de celle du Royaume-Uni, celle du Brésil est supérieure à celle de l'Espagne. En profitant d'un fort différentiel de salaires par rapport aux pays développés, en attirant technologies et investissements étrangers et en utilisant au mieux les atouts locaux (ressources naturelles et humaines, position par rapport aux grands centres économiques mondiaux, etc.), certains de ces pays, commencent à compter sur le marché international et peuvent être considérés comme des NPI.

Cette expression de «Nouveaux Pays Industriels» a été créée pour les quatre dragons asiatiques. Ceux-ci sont désormais, on l'a dit, des pays développés. Mais d'autres méritent maintenant ce nom ou sont en train de le mériter. C'est le cas des États-continentaux qui, dotés d'un vaste marché intérieur et de moyens suffisants pour mener une politique relativement indépendante ont pu, bien qu'avec des réussites et des itinéraires divers, se donner une certaine envergure industrielle.

1. *Brésil et Mexique*

Les deux États-continentaux latino-américains correspondent assez bien à la définition des NPI, encore que leur industrie, qui a des antécédents dès l'époque coloniale, ait démarré vraiment entre 1930 et 1950, c'est-à-dire relativement tôt. Mais le grand départ date, il est vrai, surtout des années 1950.

a) Le palmarès industriel du Brésil est particulièrement impressionnant puisque le pays se place dans les cinq à douze premiers dans le monde pour la production d'acier (mieux que la France), de filés de coton, de navires (trois fois le tonnage français), de ciment, d'électricité, de voitures. En vingt ans, la production industrielle a été multipliée par quatre et depuis 1988, les exportations de produits manufacturés l'emportent sur les exportations agricoles.

L'industrie agro-alimentaire y est une des plus puissantes et des plus performantes du monde. Sucreries et distilleries, associées à la première production mondiale de canne à sucre, fournissent non seulement sucre et alcool, mais également 15 milliards de litres d'éthanol, destinés aux trois millions de véhicules qui utilisent ce carburant; de ce point de vue, les Brésiliens ont au moins vingt ans d'avance sur la France. Depuis 1970, le pays s'est équipé en usines qui transforment le soja en fourreaux et en huile. Le café n'est plus simplement torréfié sur place, on en fait de plus en plus du café soluble dans une des usines les plus modernes du monde, à Londrina, dans le Parana. Le cacao est utilisé dans la fabrication de produits chocolatés. Le Brésil est devenu un des premiers producteurs mondiaux de jus de fruits. Il produit encore des pâtes alimentaires, du tabac, de la bière, des conserves, des surgelés.

Le textile lui-même, traditionnellement dispersé en établissements de petite taille et doté d'un matériel vieilli, est en train de se concentrer et de se moderniser rapidement. Mais malgré leur puissance, agro-alimentaire et textile, secteurs traditionnels des pays du Tiers Monde ne comptent plus que pour le quart de la valeur ajoutée par l'industrie car celle-ci s'est diversifiée et renforcée.

Le Brésil est devenu le sixième marchand d'armes du monde et il vend non seulement aux pays du Tiers Monde mais aussi aux pays développés. Embraer, par exemple, a vendu des avions à la Royal Air Force [7] et son modèle «bandeirantes», à la fois civil et militaire, a été vendu dans le monde entier; Avibras produit des missiles [26]. L'industrie monte chaque année 700 000 véhicules et exporte des appareils de précision, des montres et divers équipements mécaniques. Le Brésil a lancé, en 1985, son premier satellite de télécommunication (Brasilstat), mis au point avec les Canadiens. Enfin, l'informatique nationale réussit à couvrir 95 % des besoins du pays, au grand dam des Américains qui voudraient ouvrir ce marché trop protégé et qui se heurtent à la concurrence du Brésil sur les marchés du Tiers Monde.

b) L'industrie du Mexique est globalement deux fois moins puissante que celle du Brésil et elle est aussi moins autonome. Par exemple, 100 % de la construction automobile et de la pharmacie, 70 à 80 % du textile et de l'électronique sont contrôlés par le capital étranger, essentiellement américain. Les 1 800 maquiladoras, entreprises concentrées dans les zones franches collées à la frontière des États-Unis, disent assez la dépendance du Mexique envers son puissant voisin, avec lequel il réalise les deux-tiers de son commerce. En outre, contrairement à celle du Brésil,

l'industrie mexicaine a et aura de plus en plus de difficultés à développer sa propre technologie.

Cependant, l'industrie mexicaine n'en est pas moins la onzième du monde. Les industries agro-alimentaires et textile sont moins puissantes qu'au Brésil, mais elles sont loin de n'être, elles aussi, que des activités traditionnelles. Boissons gazeuses et bière se fabriquent dans des unités très modernes et le textile, quoique moins modernisé, exporte ses produits aux États-Unis. Sans être aussi variée que l'industrie brésilienne, celle du Mexique apparaît tout de même vers le dixième rang dans le monde pour la production d'automobiles, de textile synthétique et de pétrole raffiné. Elle fabrique également de l'acier, du matériel électronique, des jouets, etc. Cependant, c'est en Asie que se trouvent les NPI les plus nombreux et les plus dynamiques.

2. *La Chine et l'Inde*

a) La Chine est un cas, à la fois par sa structure industrielle, dont il sera question plus loin, et par sa puissance. Premier pays industriel du Tiers Monde par la valeur de sa production, septième de l'ensemble du monde, la Chine est une puissance avec laquelle il faudra désormais compter. L'industrie chinoise, qui progresse d'environ 10 % par an, est devenue le fer de lance de l'économie. Elle fournit déjà environ 45 % des exportations du pays.

L'industrie lourde conserve une place de choix. La production d'acier a triplé entre 1974 et 1980, puis doublé encore entre 1980 et 1990, et le pays est actuellement au quatrième rang mondial. La Chine est aujourd'hui le cinquième constructeur de navires. La traditionnelle industrie textile se modernise; elle se place au premier rang dans le monde et fait une dure concurrence aux produits occidentaux.

Certaines industries, développées pour des raisons stratégiques, tiennent un rang éminent. Dès 1964, la Chine est devenue une puissance nucléaire. Elle est aujourd'hui le cinquième producteur d'armes du monde. Certaines technologies, militaires au départ, sont passées dans le secteur civil. Grâce à sa fusée «longue marche», le pays est devenu un concurrent aérospatial des États-Unis et de l'Europe: paradoxe, six satellites américains de communication devaient être mis en orbite par des fusées chinoises en 1992. Quatre centrales nucléaires sont actuellement en construction et une dizaine devraient fonctionner à la fin de ce siècle. Elles sont entièrement conçues par des ingénieurs nationaux et Pékin vend même sa technologie aux étrangers: un accord de coopération nucléaire, en principe civile, a été signé avec l'Iran, et un réacteur va être livré à ce pays malgré les pressions américaines.

Mais les industries de biens de consommation sont également en grand progrès. De niveaux de production presque nuls, on est passé en une bonne dizaine d'années à des records: environ 10 millions de machines à laver (1^{er} du monde), 7 millions de téléviseurs couleur (3^e), 7 millions de réfrigérateurs, 25 millions de magnétoscopes, des radios, des montres, des jouets qui alimentent à 50 % les firmes de Hong Kong. La production d'ordinateurs a démarré en 1983 et si la production de voitures particulières est encore négligeable, celle des véhicules utilitaires est égale à celle de la France. Toute cette production est loin d'être totalement sous dépendance étrangère puisque les *Zones Économiques Spéciales*, où

s'investit l'essentiel du capital étranger, ne représentent que 1 % de la production industrielle et 4 % des exportations.

b) L'Inde ne peut certes pas comparer ses performances industrielles à celles du Brésil, ni même à celles de la Chine puisque dans un seul secteur, le textile, elle se place en bonne position au palmarès mondial. Par ailleurs l'industrie indienne, longtemps très protégée, est encore faiblement productive : ses produits sont donc d'un prix élevé et d'une qualité médiocre.

Cependant, ses usines sont capables de fabriquer la quasi-totalité des produits de consommation courante. Dans certains secteurs de pointe, l'Inde a réussi des percées sérieuses. Depuis 1974, elle est devenue une puissance nucléaire militaire et elle dispose aujourd'hui, après la Chine, du potentiel électrique nucléaire le plus puissant du Tiers Monde. Après s'être fait une certaine place dans l'aéronautique (avions, hélicoptères), elle s'est positionnée également comme puissance aérospatiale avec le lancement, en 1980, d'une fusée et de satellites de fabrication nationale.

L'industrie indienne est présente aussi dans la fabrication de machines-outils, de montres, de voitures, de camions, de scooters, soit avec des capitaux étrangers (Suzuki déguisé en Maruti), soit avec des capitaux locaux. D'autres créneaux se sont ouverts. Longtemps retardée par le désir de ne faire appel qu'à des technologies nationales, l'informatique a redémarré depuis qu'en 1985 le gouvernement a accepté, par le système des « joints ventures » (association d'une entreprise locale avec une entreprise étrangère en vue d'une activité commune), de transférer des technologies occidentales. Sinclair, Commodore, Olivetti construisent désormais des ordinateurs en association avec des firmes indiennes [26]. Certaines firmes sont devenues de véritables multinationales qui se sont implantées en Asie du Sud-Est et en Afrique. Aujourd'hui, les capitaux indiens investis à l'étranger sont supérieurs aux capitaux étrangers qui le sont en Inde. Enfin, même si le pays reste peu exportateur (5 % de son PNB), les produits manufacturés tiennent de plus en plus de place dans ses exportations et atteignent aujourd'hui environ 40 % du total.

Derrière ces grands dragons montent de petits dragons (appelés parfois « bébés tigres... ») aux dents longues, souvent plus dynamiques que les États-continentaux eux-mêmes et dont l'industrie dégage déjà entre 10 et 20 milliards \$ chaque année. Tous appartiennent à l'Asie du Sud-Est.

3. Les petits dragons d'Asie du Sud-Est

a) L'Indonésie, par sa population (185 millions d'habitants), se situe à mi-chemin entre l'État-continent (mais l'expression ne convient guère à cet archipel aux mille îles) et le petit dragon. On la considère souvent comme un grand dragon en puissance, car son activité manufacturière progresse au rythme moyen de 8 % l'an.

Elle dispose d'atouts non négligeables. Elle est bien dotée en ressources naturelles telles que bauxite, nickel, cuivre et surtout pétrole (12^e producteur mondial avec 70 millions de tonnes) et gaz naturel (7^e), qui lui donnent à la fois l'indépendance énergétique et des capacités d'exportations. Elle est située au centre d'une zone économique prospère. Sa main-d'œuvre à bas salaires, mais en rapide scolarisation, attire les capitaux étrangers, tandis que la stabilité de son gouvernement les rassure. D'autant que ce dernier joue, depuis 1967, le jeu de l'ouverture aux investissements étrangers et, plus récemment, celui du libéralisme économique : en 1989, plus du tiers des entreprises publiques ont été privatisées. L'Indonésie voit

donc s'investir massivement des capitaux venus du Japon surtout, mais aussi de Hong Kong, de Taïwan, de Corée du Sud, pays qui, gênés par la hausse du coût de leur main-d'œuvre, cherchent à l'extérieur des salaires encore bas. Les occidentaux, et particulièrement les Américains et les Allemands, cherchent aussi à profiter de cette situation intéressante.

En une vingtaine d'années, les étrangers ont investi une trentaine de milliards \$, dont les trois quarts sont allés à l'industrie, et la seule année 1989 a vu s'investir 5 milliards \$. Déjà 15 % de la population active travaillent dans l'industrie manufacturière (plus 5 % dans les mines) et créent le quart du PNB (plus 15 % dans les mines). Depuis 1988, les produits manufacturés représentent l'équivalent de plus de la moitié des exportations.

Jusqu'ici les investissements, nationaux ou étrangers, ont plutôt porté sur des industries plus ou moins liées aux ressources nationales telles que le raffinage du pétrole, la sidérurgie, la fabrication de l'aluminium (200 000 t), de l'étain (3^e producteur mondial), du caoutchouc ou de certains produits de base comme le ciment, les engrais, le papier, les textiles, etc. Mais un début de diversification est en cours. Par exemple, l'entreprise nationalisée Nurtiano coopère avec Boeing pour la fabrication de petits avions civils et une industrie de l'électronique se met en place. En somme, l'Indonésie est en train de connaître une évolution que les quatre dragons ont connue il y a une vingtaine d'années, mais sur des bases un peu différentes. Par contre, pour des pays comme la Malaisie ou la Thaïlande, les processus sont assez semblables à ceux qui ont permis aux dragons de décoller économiquement.

b) La Malaisie est l'un des pays du monde où la production industrielle augmente le plus rapidement (environ 15 % par an) et où les investissements étrangers sont proportionnellement les plus importants (deux tiers du total). Ces capitaux sont attirés à la fois par les richesses minières (pétrole, gaz, étain), par le bon niveau scolaire de la population (qui a aussi l'avantage de parler anglais), par la stabilité politique, par une politique systématique de création de zones franches et par la libéralisation de l'économie : la quasi-totalité des agences gouvernementales sont maintenant privatisées. En outre, de fortes minorités chinoise (30 % de la population) et indienne (10 %) contribuent à dynamiser l'économie locale, malgré une politique favorable à l'ethnie malaise.

Les capitaux étrangers se sont plutôt intéressés au raffinage du pétrole, aux industries agro-alimentaires, à la construction automobile (150 000 véhicules), à la fabrication d'appareils à air conditionné et de semi-conducteurs, pour lesquels la Malaisie est aux premiers rangs mondiaux, et aux articles en caoutchouc. Le pays a bénéficié, par exemple, de la délocalisation massive de la fabrication du gant en caoutchouc. Tous les grands de la profession s'y sont installés, dont Mapa, filiale d'Hutchinson; la moitié de la production mondiale est réalisée ici, et ce sera bientôt les trois quarts.

Une politique d'incitation à la multiplication des petites entreprises (création de « nurseries » par exemple) encourage l'investissement local dans des industries comme le textile ou la transformation du caoutchouc, mais aussi dans des créneaux moins traditionnels comme l'électronique.

Désormais, l'industrie manufacturière, en créant le quart du PNB (plus 12 % pour les mines), dépasse l'agriculture (18 %). Alors qu'en 1985, les produits industriels formaient le tiers des exportations, ils en représentent aujourd'hui plus

de la moitié. La Malaisie est donc indiscutablement un NPI. C'est également le cas de la Thaïlande.

c) La Thaïlande, à l'issue de la guerre, ne possédait en tout et pour tout qu'une centaine d'entreprises de plus de 50 salariés et l'industrie n'occupait que 2 % des actifs. Après un démarrage lent, la croissance s'est accélérée; depuis les années 70, celle-ci a été en moyenne de 7 %, avec une accélération en fin de période (plus de 10 %). Profitant elle aussi d'une main-d'œuvre bon marché mais bien scolarisée (10 % seulement d'analphabètes) et animée également par une colonie chinoise dynamique, la Thaïlande s'est trouvée bien placée pour recevoir les investissements du Japon, puis ceux des quatre dragons : dans la seule année 1991, 6 milliards \$ ont ainsi été injectés.

L'industrie s'est naturellement d'abord tournée vers l'agro-alimentaire (conserves d'ananas, de tomates, de crevettes, de langoustes, etc.), vers des secteurs à forte utilisation de main-d'œuvre comme le textile et l'habillement ou vers des produits valorisant les ressources locales, comme l'étain dont la Thaïlande est le sixième producteur mondial. Elle s'est ensuite diversifiée rapidement dans d'autres secteurs (chaussures, articles de sport) et dans quelques créneaux technologiquement plus avancés : assemblage des automobiles (200 000 véhicules actuellement), fabrication de circuits électroniques et électriques, de montres, de jouets, etc.

L'industrie n'occupe officiellement encore que 10 % de la population, en réalité certainement le double, et elle participe pour 30 % au PNB. Elle représente aujourd'hui 75 % des exportations, alors qu'elle ne comptait que pour 5 % vers 1970. C'est d'ailleurs maintenant au tour des Thaïlandais d'investir dans des pays voisins moins développés que le leur, comme la Birmanie et le Vietnam : depuis que l'exploitation du bois est interdite chez eux, ils mettent en coupe réglée les forêts birmanes...

En dehors de ces pays qui ont déjà des potentiels industriels non négligeables, quelques autres commencent à percer, ou auraient déjà dû percer si diverses circonstances intérieures ne les en avaient empêchés. On pense à l'Argentine et au Venezuela, en Amérique latine, aux Philippines, à l'Afrique du Sud, à la Turquie et à quelques pays du monde arabo-musulman. Examinons trois cas.

4. Les prétendants

a) L'Argentine, qui avait commencé un véritable décollage industriel dans l'avant-guerre, puis dans la période péroniste et post-péroniste, a vu son essor retomber du fait de son instabilité politique et de la dictature militaire entre 1976 et 1983, couronnée par la défaite des Malouines. L'industrie est aujourd'hui loin d'être négligeable puisqu'elle occupe près de 30 % de la population (avec les mines) et qu'elle participe pour plus du tiers au PNB. Mais, en dehors de quelques équipements industriels et de transport, ainsi que d'un peu d'acier qui sont vendus à l'extérieur, elle se contente à peu près uniquement du marché national. Ouverture et privatisations pourraient faire reprendre rapidement la marche en avant puisque la croissance semble repartir au début des années 1990.

b) Aux Philippines, l'industrie manufacturière fournit déjà 30 % du PNB, soit plus que l'agriculture. À côté des industries agro-alimentaires, du textile et du ciment, quelques autres secteurs comme l'automobile, l'électronique, la pharmacie

commencent à tenir une certaine place. Mais l'instabilité politique du pays, la guérilla communiste, les changements d'orientation économique soumettent le pays à une succession de « stop and go » qui ne sont guère favorables à l'investissement local ou étranger. Après avoir atteint un rythme d'environ 12 % par an vers le milieu des années 1980, la croissance industrielle est aujourd'hui proche de zéro.

c) En Turquie, 37 % du PNB proviennent de l'industrie manufacturière. Celle-ci s'appuie encore essentiellement sur quelques activités de base comme le travail des métaux (acier, aluminium), le ciment, les engrais et surtout le textile qui fournit à lui seul le tiers des exportations, mais elle se diversifie peu à peu (automobile, chimie). Cependant des problèmes intérieurs (minorités kurde et arménienne, dures grèves ouvrières, inflation de plus de 60 %), l'empêchent de profiter pleinement de ses potentialités, en particulier d'un niveau de scolarisation élevé pour un pays du Tiers Monde. La preuve en est que son entrée dans la CEE a été une nouvelle fois repoussée en 1989.

Cependant, à côté de cette quinzaine de pays qui comptent ou par leur poids industriel ou par leur dynamisme ou par leurs potentialités, combien d'autres sont à peu près dépourvus d'industries, si ce n'est dans la transformation de quelques produits locaux.

5. Les oubliés de l'industrialisation

La majeure partie de ces oubliés de l'industrialisation se localisent en Afrique sud-saharienne. En effet, les trois quarts des pays qui créent moins de 200 millions de valeur ajoutée industrielle y sont situés. La valeur ajoutée de l'Afrique sud-saharienne (Afrique du Sud exclue) est à peu près équivalente à celle de la Belgique.

Les autres nains industriels (moins de 500 millions \$) sont des pays d'Asie comme le Bhoutan, le Népal, le Laos. Une quinzaine d'autres États ne dégagent encore que moins de 1 milliard de valeur ajoutée industrielle. Ce sont le plus souvent des pays de petite taille, ici plutôt d'Amérique latine (Honduras, République dominicaine, Jamaïque, Paraguay, Bolivie), mais aussi quelques autres beaucoup plus peuplés.

C'est le cas de l'Éthiopie, pays de plus de 50 millions d'habitants qui, avec 600 millions \$ de valeur ajoutée industrielle, se trouve à peu près au niveau du Honduras, pourtant dix fois moins peuplé. Ce pays, où seulement 7 % de la population active travaille dans le secteur secondaire, ne s'est jamais vraiment industrialisé, en dehors de quelques activités dans l'agro-alimentaire, la tannerie et le textile. Une trentaine d'années de guerre civile à peu près ininterrompue, pendant lesquelles le budget militaire a absorbé 60 % du budget national, ainsi que la nationalisation de l'ensemble du secteur ont empêché tout développement industriel.

L'exemple du Bangladesh est presque aussi extrême. Dans ce pays de 110 millions d'habitants, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière (environ 1,7 milliard \$) est à peu près équivalente à celle de la Tunisie (pourtant près de 15 fois moins peuplée) et largement inférieure à celle de l'Uruguay (2,2 milliards \$) qui ne compte que 3 millions d'habitants. Seulement 13 % des actifs ont un emploi dans l'industrie manufacturière. Bien qu'une certaine industrialisation ait démarré sous le régime britannique et que le pouvoir pakistanais ait

favorisé l'industrialisation de ce qui était alors le Pakistan occidental, aujourd'hui l'industrie nationale se contente souvent de pratiquer une première transformation des matières premières nationales (coton), à l'exception toutefois des produits manufacturés à base de jute et du prêt à porter.

D'autres cas ne manquent pas d'étonner, comme celui du Zaïre. Malgré un sous-sol qui est une véritable tirelire (cuivre, diamants, or, cobalt) et un potentiel électrique considéré comme un des tout premiers du monde, son industrie manufacturière crée moins de 1 milliard \$ de valeur ajoutée, n'emploie que 10 % des actifs et ne représente que 8 % du PNB. Mais la fortune du Président Mobutu est estimée à 20 ou 30 milliards de francs... Nous reviendrons sur les problèmes de l'industrialisation de l'Afrique sud-saharienne.

On constate une fois encore la diversité du Tiers Monde. A côté de puissances industrielles qui peuvent parfois tenir tête aux pays occidentaux, on y rencontre des nains (pas seulement dans les petits États) et, dans l'intervalle, des pays qui avec des potentialités et des stratégies diverses tentent de se faire une place au soleil. La même remarque pourra être faite à propos des activités tertiaires et de l'ouverture économique sur le monde.

C. Services et commerce : un éventail très ouvert

On considère habituellement que les pays du Tiers Monde sont encore peu tertiariés. Globalement ce point de vue reste valable, puisque la part de main-d'œuvre occupée dans ce secteur est d'environ 25 % dans les pays du Tiers Monde contre près de 60 % dans les pays développés.

Cependant cette moyenne a peu de signification si l'on considère les larges écarts qui séparent les pays du Tiers Monde entre eux, même en ne retenant une fois encore que ceux qui dépassent 10 millions d'habitants (fig. 16). En effet, parmi ceux-ci, environ quatre sur dix occupent moins de 30 % de leurs actifs dans le commerce et les services. Parmi les plus peuplés, il s'agit de la Chine (17 %), de l'Inde (22 %), du Bangladesh et du Pakistan (30 %). Par contre, d'autres ont déjà passé la barre des 50 %, en particulier en Amérique latine. Au total environ 4 pays sur 10 emploient dans le tertiaire une proportion d'actifs supérieure à celle du Portugal, de la Grèce ou de la Russie, et plus encore de la Pologne, pays pourtant considérés traditionnellement comme développés. Si l'on va vers les extrêmes, que de marge entre les 60 % de l'Argentine et les 11 % de la Tanzanie !

Comme le tertiaire est généralement plus productif que la moyenne, sa part dans le PNB est relativement gonflée par rapport à celle des actifs et les écarts entre les différents pays sont donc plus faibles. Ils restent cependant sensibles. Dans huit pays, la part du secteur tertiaire dans le PNB n'atteint pas ou à peine 30 % ; c'est le cas dans les pays communistes (ou dans ceux qui l'ont été) comme la Chine, le Vietnam, le Mozambique et Cuba où les fonctions de distribution sont structurellement réduites, mais aussi au Nigeria et en Ouganda. Dans huit autres, au contraire, la proportion du tertiaire dans le PNB atteint ou dépasse un peu 50 % et le Mexique est proche de 60 %. Parmi les petits pays, le seuil de 70 % est dépassé à Panama.

L'analyse des échanges extérieurs donne une nouvelle mesure de la diversité des pays du Tiers Monde. Environ un tiers des États de plus de 10 millions d'habi-

tants restent relativement peu impliqués dans les échanges internationaux, puisque ceux-ci représentent moins de 10 % de leur PNB. On y reconnaît l'Inde, qui a longtemps recherché un développement autocentré, et surtout des États qui n'ont structurellement que peu à exporter ou bien que des problèmes actuels empêchent d'exporter (Bangladesh, Éthiopie, Tanzanie, Vietnam, Pérou). Un autre tiers des États exportent l'équivalent de 10 à 20 % de leur PNB. Il s'agit de la Chine, du Pakistan, des Philippines, du Mexique, du Maroc par exemple.

Par contre, un dernier tiers est plus encore impliqué dans le commerce international. Certains exportateurs de pétrole, comme l'Irak, l'Indonésie, le Nigeria, ou de produits miniers divers comme l'Afrique du Sud, le Zimbabwe exportent pour l'équivalent de 20 à 30 % de leur PNB. D'autres sont plus ouverts encore sur le marché mondial (entre 30 et 70 % de leur PNB), tels les exportateurs de pétrole, comme l'Arabie, ou de matières premières agricoles ou minières comme le Zaïre, le Chili, la Malaisie ou Cuba.

La valeur globale des exportations discrimine encore beaucoup plus nettement les pays du Tiers Monde. En effet, seul un petit tiers d'entre eux exporte pour plus de 10 milliards de \$. La Chine dépasse de loin tous les autres avec une soixantaine de milliards de \$ puis, avec 20 à 30 milliards arrivent à la fois des pays producteurs de pétrole (Mexique, Indonésie, Arabie Saoudite) et des NPI exportateurs de produits fabriqués, comme la Thaïlande, la Malaisie, le Brésil.

Entre 10 et 20 milliards \$ viennent essentiellement des producteurs de pétrole, ainsi que de la Turquie et de l'Inde, qui ne tient pas le rang que l'on attendrait de sa population, ou même de son poids économique. Parmi les autres pays, hors quelques cas comme les Philippines, la Colombie, le Pakistan, les exportations portent sur moins de 5 milliards \$: l'énorme Bangladesh vend pour moins de 2 milliards \$ de marchandises à l'étranger et l'Éthiopie pour moins de 300 millions. Chine et Brésil exportent à eux seuls autant que la trentaine de pays les plus mal placés.

Enfin, les exportations de services, indicateur d'un certain degré de sophistication économique, sont elles aussi bien révélatrices des disparités du Tiers Monde. Tout d'abord un tiers des États n'exporte aucun service et un autre tiers exporte pour moins de 1 milliard de \$. Dans le dernier tiers, seuls quelques-uns dépassent 5 milliards \$ (Chine, Thaïlande, Turquie, Égypte) et trois d'entre eux plus de 10 milliards (Brésil, Mexique, Arabie Saoudite).

On remarquera au passage que le classement diffère selon qu'il porte sur les exportations de marchandises ou de services. L'Arabie Saoudite, en 5^e position par ses exportations de marchandises, arrive en tête pour les services, grâce à son puissant réseau bancaire ; le Mexique passe de la 8^e position à la 4^e, la Turquie de la 12^e à la 8^e place. C'est la marque d'une structure économique plus équilibrée, alors que c'est l'inverse, pour la Chine, la Malaisie et l'Inde, moins bien placées pour leurs exportations de services que pour leurs exportations de produits.

D. Des structures économiques contrastées

L'hétérogénéité globale des structures économiques des pays du Tiers Monde apparaît clairement à travers la répartition des actifs entre les différents secteurs (fig. 16). En effet, cinq types se dégagent.

Un premier type inclut les pays les plus attardés. L'agriculture y occupe de 70 à 85 % de la population, contre 10 % ou moins dans l'industrie et 10 à 20 % dans les services. L'économie est donc ici restée structurellement agricole et, qui plus est, avec une agriculture peu performante. Sept pays entrent dans cette catégorie (Éthiopie, Kenya, Madagascar, Népal, Ouganda, Soudan, Tanzanie). On remarquera que tous, sauf un, sont africains.

Le deuxième type est moins agricole, mais voit encore plus de la moitié de ses actifs travailler dans l'agriculture, sans que la proportion dépasse 70 %. L'emploi industriel reste faible (entre 10 et 20 %), mais il commence à compter, surtout en Chine où il dépasse un peu la barre des 20 %. On peut en dire autant des services qui s'étalent entre 15 et 30 %. En dehors de trois pays africains (Cameroun, Mozambique, Zaïre), tous appartiennent au continent asiatique, dont les deux géants (Chine et Inde) et deux autres États peuplés de plus de 100 millions d'habitants (Pakistan, Bangladesh). A lui seul, ce groupe inclut environ 60 % de la population du Tiers Monde.

Dans le troisième type, les agriculteurs forment désormais moins de la moitié de la population active, mais dépassent encore le seuil des 30 %. La proportion des actifs du secteur tertiaire dépasse celle du type précédent puisqu'elle se situe entre 30 et 45 %. Par contre, la place de l'industrie permet d'y reconnaître deux sous-types. Dans l'un, l'emploi secondaire dépasse 20 %; se classent ici de véritables nouveaux pays industriels comme le Mexique, et surtout les candidats à ce titre qui se recrutent en Asie (Indonésie, Malaisie, Philippines, Corée du Nord) ou dans le Monde arabo-musulman (Irak, Arabie Saoudite, Égypte, Maroc). Dans l'autre sous-type, le secteur industriel est beaucoup plus déficient puisqu'il ne dépasse pas 20 % des actifs. On y retrouve à nouveau trois pays africains sur quatre.

Dans le quatrième type, l'agriculture commence à devenir marginale dans l'emploi, sans toutefois être négligeable (entre 10 et 30 % des actifs). Le poids de la main-d'œuvre industrielle rappelle le premier sous-type précédent (entre 20 et 30 % des actifs), à l'exception de l'Argentine et de l'Afrique du Sud. C'est généralement le tertiaire qui profite le plus de la marginalisation du secteur agricole. En effet partout, à l'exception de l'Afrique du Sud, services et commerces occupent plus de 40 % de la main-d'œuvre, et souvent plus de 50 %. La structure économique de ces pays commence donc à se rapprocher sensiblement de celle des pays développés; on peut même la comparer à celle de l'Espagne, du Portugal, ou de la Russie. En dehors de l'Afrique du Sud, de l'Algérie et de la Syrie, tous sont latino-américains.

III. Des Tiers Mondes?

Il n'y a donc pas un seul Tiers Monde. On emploiera désormais l'expression au pluriel pour désigner cet ensemble de pays dont certains sont sans aucun doute économiquement et socialement attardés (si du moins on les compare aux normes occidentales), alors que d'autres ont déjà atteint un développement qui est du même ordre, ou même parfois supérieur à celui de certains pays considérés traditionnellement comme développés (pays de l'Est, Portugal, Grèce). Une question se pose cependant: s'il existe plusieurs Tiers Mondes, combien peut-on en dénombrer?

A. Combien de Tiers Mondes?

Chaque pays est-il complètement différent de son voisin, et donc existe-t-il autant de Tiers Mondes que de pays classés habituellement sous cette étiquette? Ne peut-on les classer, comme le fait la Banque mondiale, qu'en fonction de leur PNB par habitant et distinguer, comme celle-ci: les économies à faible revenu (moins de 600 \$), les économies à revenu intermédiaire, divisées entre une tranche inférieure (600 à 2 500 \$) et une tranche supérieure (2 500 à 9 000 \$), enfin les économies à revenu élevé (plus de 9 000 \$)?

Qui a parcouru bon nombre de ces pays et qui a donc pu les comparer ressent, même très intuitivement, que le niveau et la nature même du développement diffèrent du Mexique à la Chine, et du Maroc au Kenya, par exemple. On se rend compte alors que l'appartenance à telle ou telle grande aire culturelle doit bien avoir son importance. Ces aires culturelles, façonnées par une histoire et/ou une langue et/ou une religion et/ou une idéologie et/ou un milieu communs, ont contribué à façonner des modes de penser, de sentir et d'agir, et donc des attitudes ou peut-être des aptitudes propres à intégrer plus ou moins bien la culture technique qui mène au développement, du moins tel que l'entend l'Occident.

Notre thèse est donc que les Tiers Mondes peuvent être regroupés en quatre ensembles: l'Amérique latine, le Monde arabo-musulman, l'Afrique sud-saharienne et l'Asie. En effet, chacune de ces aires a réagi, et réagit encore différemment aux modèles économiques, politiques, sociaux et culturels proposés ou imposés par les pays occidentaux (Japon compris) soit directement, par la colonisation par exemple, soit indirectement par la mondialisation des échanges de produits, de services, de capitaux, d'informations et d'hommes. Chacun de ces Tiers Mondes a donc atteint un niveau de développement différent et présente des caractéristiques de développement originales, même si chacun, comme on le verra, dévoile des facettes régionales nuancées. Apportons-en quelques preuves, avant de pousser plus loin l'analyse avec la présentation de chacun des Tiers Mondes.

B. Pourquoi quatre Tiers Mondes?

1. Trois constats

A plusieurs reprises déjà, on a pu remarquer que ces quatre Tiers Mondes présentent des différences sensibles. On avait pu constater notamment que leur transition démographique était plus ou moins avancée (fig. 2) et que leur structures économiques étaient loin d'être comparables (fig. 16). Quelques indicateurs simples, puis une analyse statistique vont permettre de le confirmer (tableau 4).

Une premier constat s'impose. Pour chacun des critères l'éventail s'ouvre largement entre les extrêmes: deux fois plus d'actifs agricoles en Afrique qu'en Amérique latine, quatre fois moins d'énergie consommée, PIB/habitant quatre fois inférieur, deux fois moins d'adultes alphabétisés, mortalité infantile plus de deux fois inférieure, fécondité deux fois plus faible. Il y a bien un monde entre ces deux Tiers Mondes!

Deuxième constat. Pour ce qui ressort de l'économique (les trois premiers critères), le classement reste identique: l'Amérique latine en tête, puis le Monde

TABLEAU 4. — Quelques indicateurs relatifs aux Tiers Mondes

	Amérique latine	Monde arabo-musulman	Asie	Afrique sud-saharienne
Actifs agricoles (en %)	30	39	60	62
Consom. d'énergie/hab (en kg-équivalent pétrole)	1 248	911	384	291
PIB réel/habitant (\$)	3 909	3 138	1 626	964
Consom. de calories/hab/jour	2 698	3 018	2 403	2 148
Alphabétisation (en %)	83	57	61	43
Mortalité infantile (en ‰)	53	84	72	117
Enfants par femme	3,6	5,5	3,6	6,5

arabo-musulman et l'Asie, enfin l'Afrique toujours en queue; le Monde arabo-musulman n'arrive en tête que pour la consommation alimentaire.

Troisième constat, pour ce qui touche aux aspects démographiques et sociaux, l'Amérique latine vient toujours en tête mais, derrière, l'ordre s'inverse puisque l'Asie devance le Monde arabo-musulman : alphabétisation un peu meilleure en Asie, mortalité infantile plus faible, fécondité presque deux fois plus basse. En somme, ici l'Asie ressemble plus à l'Amérique latine qu'à l'Afrique.

Mais une question se pose : ces moyennes n'occultent-elles pas, en réalité, des situations très contrastées, d'un État à l'autre, à l'intérieur de chacun des Tiers Mondes ? Pour y répondre, nous avons réalisé plusieurs analyses factorielles des correspondances, suivies de classifications hiérarchiques ascendantes, sur l'ensemble des pays d'abord puis, pour simplifier, uniquement sur les pays de plus 10 millions d'habitants qui sont seuls représentés sur les graphiques.

2. Trois analyses factorielles et autant de classifications

Classés d'abord en fonction de leur niveau de développement économique, estimé lui-même à partir de 13 variables¹, les 46 États s'échelonnent le long d'une parabole qui va des pays les plus avancés, en haut à gauche, aux pays les moins avancés, en haut à droite (fig. 17). Ces derniers se caractérisent à la fois par la place prépondérante prise dans l'économie par l'agriculture (aussi bien dans l'emploi que dans le PNB) aux dépens de l'industrie et du secteur tertiaire, par une faible consommation d'énergie et d'engrais, par une densité routière très basse, enfin par une dette considérable.

On constate que les pays africains sont les plus mal classés : sept font partie du groupe 1, le moins avancé, et deux encore sont dans le groupe 2, mal placé lui

1. % des actifs travaillant dans l'agriculture, les mines, l'industrie et le secteur tertiaire, % du PNB produit par ces quatre secteurs économiques, énergie consommée par habitant, engrais consommés par hectare, km de routes par centaine de km², PNB/habitant, dette en % du PNB.

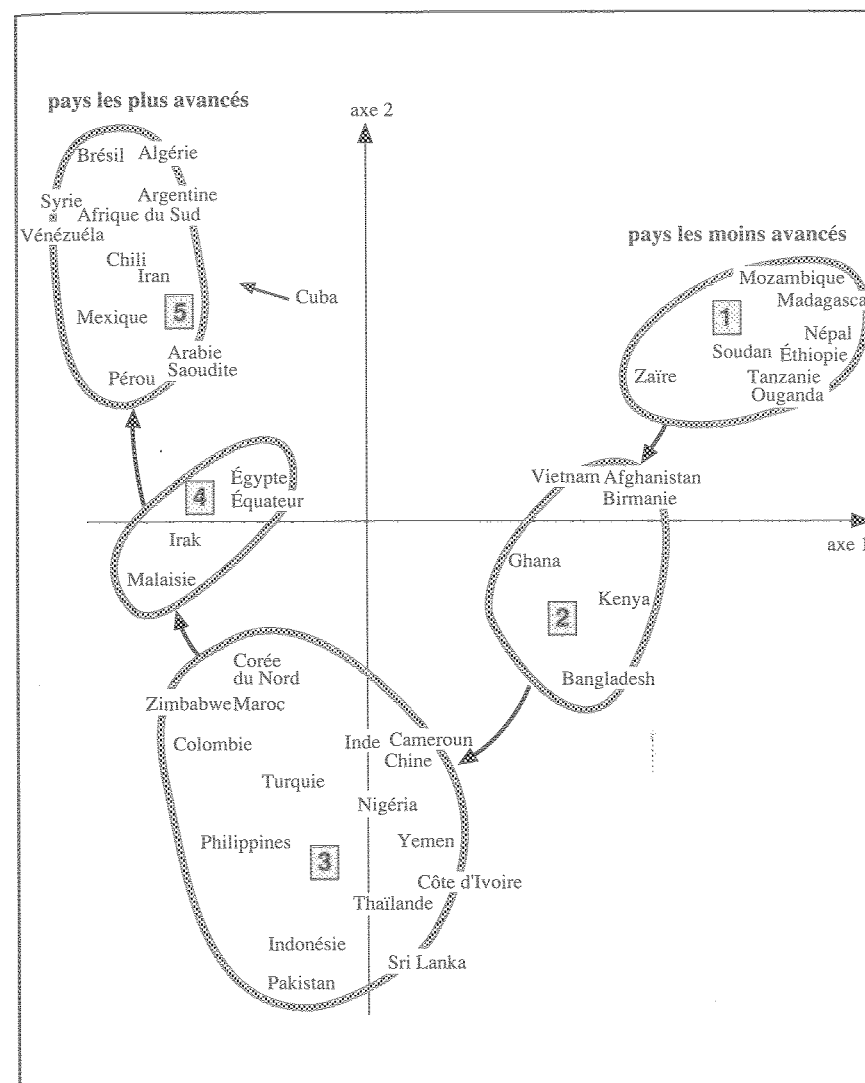


FIGURE 17. — AFC : niveau de développement économique

aussi. Au total, les trois quarts des États africains se positionnent dans ces deux groupes économiquement à la traîne. Les moins avancés des pays asiatiques (Afghanistan, Bangladesh, Birmanie, Vietnam,...) se situent dans le groupe 2, mais les plus nombreux occupent le groupe 3 et, parmi eux, les trois plus peuplés : Chine, Inde, Pakistan. Parmi les États asiatiques, 85 % font donc partie des groupes 2 et surtout 3.

Les groupes 4 et 5, les plus avancés, sont essentiellement formés d'États arabo-musulmans ou latino-américains; ces derniers sont cependant majoritaires dans le

groupe 5 et, en général, un peu plus avancés que les premiers. D'ailleurs, un seul pays latino-américain (la Colombie) se trouve attardé dans le groupe 3, pour trois arabo-musulmans (Yemen, Turquie, Maroc).

On retrouve donc, avec quelques décalages pour certains pays, l'ordre constaté plus haut en fonction du degré de développement économique : Amérique latine d'abord, puis Monde arabo-musulman, Asie et Afrique, les deux premiers se serrant de près, les deux derniers étant assez décalés l'un par rapport à l'autre.

La synthèse relative au niveau de vie, réalisée avec 10 descripteurs², donne des résultats assez comparables. Les pays s'organisent sur le graphique selon une parabole qui va des pays dont le niveau de vie est le moins élevé, en haut à gauche, vers ceux où il est le meilleur, en haut à droite (fig. 18). Les premiers se distinguent par leurs mauvais résultats aussi bien pour la scolarisation (dans tous les niveaux d'enseignement) et l'alphabétisation que pour leur encadrement médical, leur alimentation, leur taux de motorisation et naturellement leur indicateur du développement humain et leur PIB réel.

Le groupe 1 ne comprend, une fois encore, que des pays africains, à l'exception de trois États asiatiques pénalisés notamment par une croissance démographique très rapide (Bangladesh, Népal, Afghanistan). Le groupe 2 n'inclut également que des pays africains. Les groupes 3 et 4 sont préférentiellement asiatiques, surtout si l'on tient compte de la population puisque les trois pays les plus peuplés (Chine, Inde et Indonésie) en font partie. Le groupe 5, légèrement mieux placé que le 4 fait majoritairement partie du Monde arabo-musulman. Enfin, les groupes 6 et 7 sont à 80 % latino-américains. On retrouve donc bien ici l'ordre habituel qui met l'Amérique latine en tête, puis le Monde arabo-musulman, l'Asie, et enfin l'Afrique.

Par contre, la synthèse démographique, pratiquée à partir de huit descripteurs³ présente un ordre modifié puisque, comme on va le constater, l'Asie suit l'Amérique latine de près, alors que le Monde arabo-musulman apparaît ici plus proche de l'Afrique.

Les 46 États de plus de 10 millions d'habitants s'échelonnent à nouveau sur une parabole qui va des pays où la transition démographique est à peine amorcée (en haut à gauche), vers ceux où elle est quasi achevée (fig. 19). Les premiers se caractérisent surtout par des niveaux très élevés de natalité, de fécondité, de mortalité générale et infantile, débouchant sur un bilan naturel vigoureux, et par un fort pourcentage de jeunes, un faible pourcentage de personnes âgées, lié notamment à une espérance de vie très réduite. Les pays les plus avancés se distinguent évidemment par des performances inverses.

On constate que les groupes 5 et 6, ceux où la transition est la plus avancée, appartiennent aux deux tiers à l'Amérique latine, même si la Chine, le Sri Lanka et

2. Indicateur du développement humain, PIB réel/hab., pourcentage de jeunes dans les enseignements primaire, secondaire et supérieur, pourcentage d'adultes alphabétisés, consommation de calories/hab., nombre d'habitants pour un médecin et pour une voiture, pourcentage de citadins.

3. Natalité, mortalité générale, mortalité infantile, fécondité, solde naturel, espérance de vie, jeunes, personnes âgées.

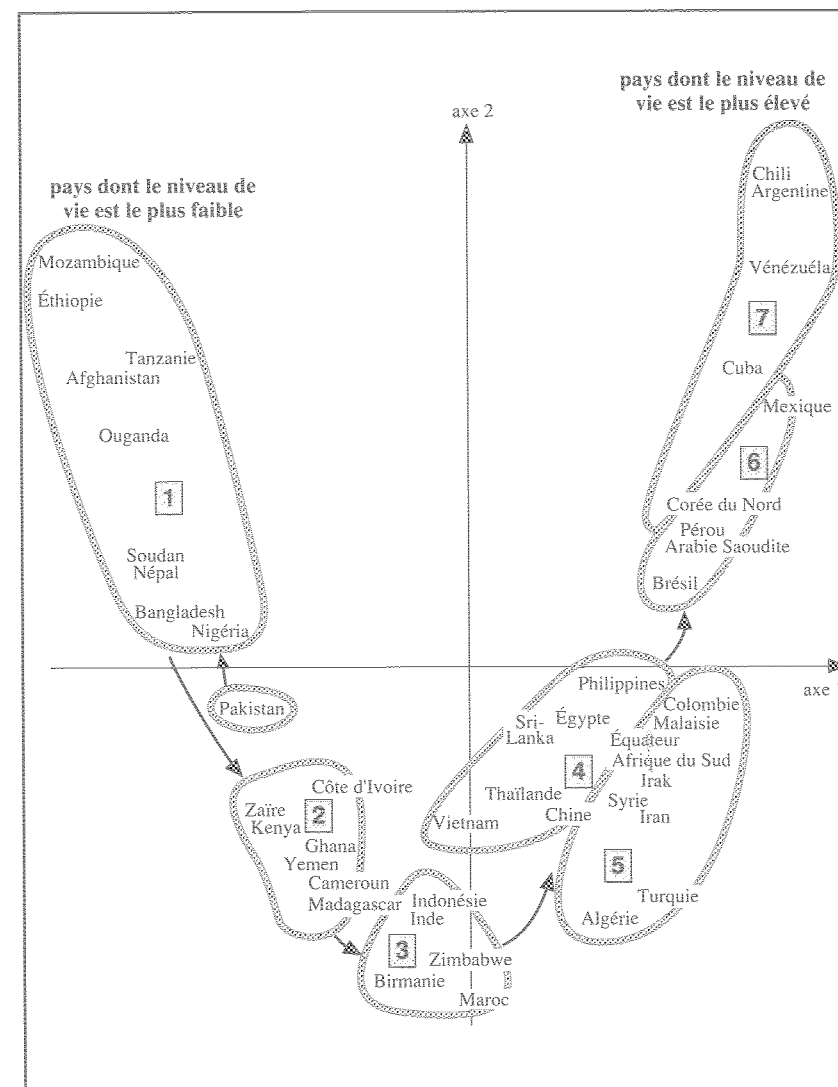


FIGURE 18. — AFC : niveau de vie.

la Thaïlande réussissent à s'y placer. Dans le groupe 4, Asie et Amérique latine sont à égalité mais, dans le groupe 3, moins avancé dans la transition démographique, on remarque l'absence des États latino-américains alors qu'y restent encore quatre asiatiques, dont l'Inde.

Les États arabo-musulmans sont prioritairement installés dans le groupe 2, là où la transition est commencée mais quelques-uns, plus avancés (Égypte, Maroc, Turquie) se localisaient déjà dans le groupe 3, à côté des pays asiatiques. Les pays africains sont tous, à une exception près (le Ghana) dans le groupe 1 où la baisse du taux de mortalité générale apparaît comme le seul indice d'un début de transition

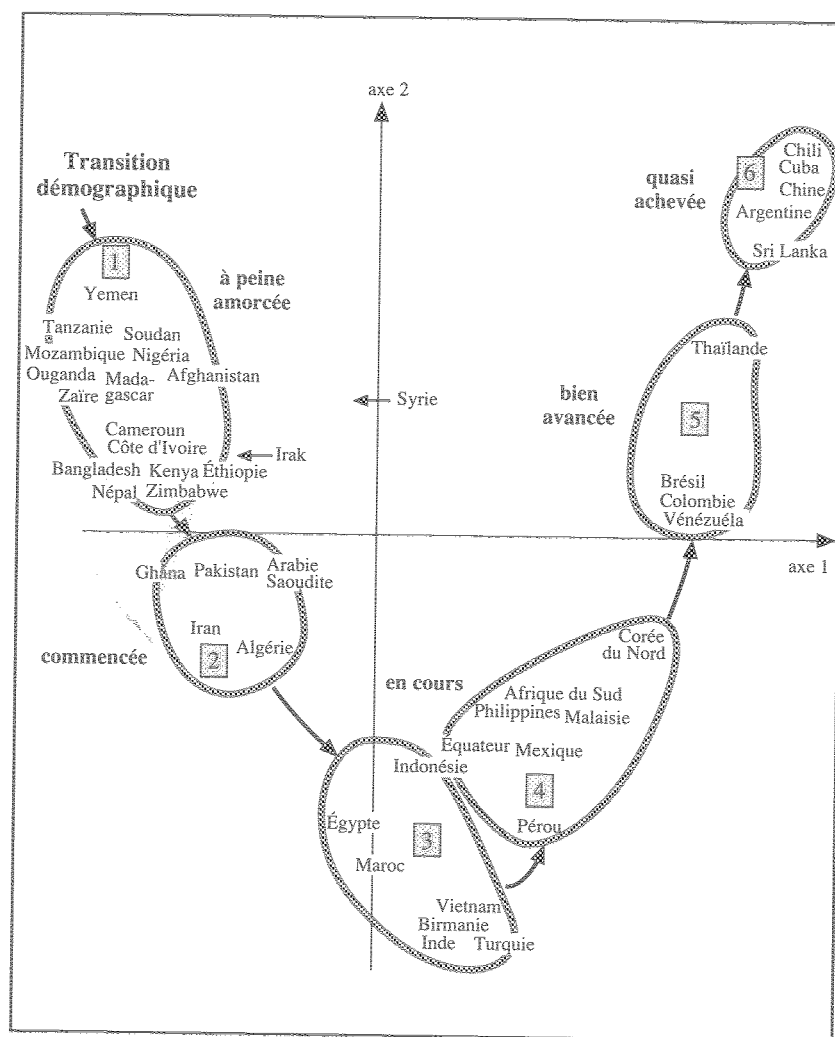


FIGURE 19. — AFC : démographie.

démographique. Ils sont accompagnés toutefois dans ce groupe par des pays asiatiques qui, comme le Bangladesh et l'Afghanistan, cumulent faible niveau de vie et tradition musulmane.

Conclusion

Ce que l'on appelle Tiers Monde est donc bien un ensemble de pays dont le niveau de développement économique, le niveau de vie et l'évolution démographique forment un éventail extraordinairement ouvert. Quoi de commun entre

l'Éthiopie, le Mozambique et la Tanzanie d'une part, et l'Argentine, le Mexique, le Brésil d'autre part ?

Mais, par ailleurs, les analyses précédentes indiquent que se dégagent, globalement au moins, quatre Tiers Mondes à l'intérieur de chacun desquels les performances économiques, les conditions de vie, l'évolution démographique apparaissent comme relativement semblables, malgré certaines nuances régionales ou même quelques exceptions notoires. Ce sont ces quatre Tiers Mondes que nous allons maintenant analyser, dans l'ordre de leur niveau de développement économique. Amérique latine et Monde arabo-musulman se suivent d'assez près, mais la première a déjà un pied dans le développement alors que la situation du second est économiquement plus fragile, malgré le pétrole, démographiquement plus inquiétante, politiquement plus incertaine. L'Asie et l'Afrique Sud-saharienne sont nettement en retrait, mais le dynamisme économique de la première et sa relative sagesse démographique en font un Tiers Monde bien parti, alors que l'Afrique Sud-saharienne n'en finit pas de « mal partir ».

2

Les quatre Tiers Mondes

TABLEAU 5. — Les quatre mondes du Tiers Monde : indicateurs

	Amérique latine	Monde arabo-musulman	Asie	Afrique sud-saharienne
Économie				
Actifs agricoles (%)	30	39	60	62
Actifs dans les mines (%)	5	4	4	4
Actifs dans l'ind. manif. (%)	20	18	14	11
Actifs dans le tertiaire (%)	45	39	22	23
Agriculture dans le PNB (%)	12	14	29	22
Mines dans le PNB (%)	9	17	7	12
Industrie manufact. dans le PNB (%)	27	17	30	23
Tertiaire dans le PNB (%)	52	52	34	43
PNB/habitants (en \$)	2 091	2 158	467	493
Dettes/PNB (%)	37	51	32	65
Consommation d'engrais/ha (1)	465	605	1 708	112
Consommation d'énergie/hab. (2)	1 248	905	416	291
Km routes/100 km ² (en km)	13	7	17	6
Démographie				
Densité de population au km ²	21	23	126	21
Solde naturel (% par an)	2,1	3,0	1,9	2,9
Nombre d'enfants/femme	3,6	5,5	3,6	6,5
Mortalité infantile (en ‰)	53	84	72	117
Espérance de vie (en ans)	66	62	61	49
Jeunes (%)	38	42	35	45
Population (en millions)	453	310	2 805	547
Niveau de vie				
Alphabétisés (%)	83	57	61	43
Élèves dans le primaire (%) (3)	99	93	95	65
Élèves dans le secondaire (%) (3)	50	51	40	14
Étudiants à l'université (%) (3)	17	12	6	2
Nombre d'habitants/médecin	773	1 286	1 186	6 181
Calories par jour et par hab.	2 698	3 018	2 403	2 148
Nombre d'habitants/voiture	16	14	342	100
Citadins (% de la pop. totale)	70	51	35	28
PIB réel (en \$)	3 909	3 138	1 626	964
Indicateur du Dévelop. Humain	804	632	583	353
(1) Centaines de g. nutritifs/ha.				
(2) En kg d'équivalent pétrole.				
(3) % du groupe d'âge.				



▲ L'Amérique latine, « un clone de la civilisation occidentale » : église N.S. do Carmo sur fond de tours de verre à Rio de Janeiro, Brésil (photo R. Chapuis).

3. L'Amérique latine : un pied dans le développement

L'Amérique latine a mauvaise presse dans les médias : coups d'État, dictatures, endettement, favelles, drogue, pollution urbaine, environnement menacé, etc. Par ailleurs, la croissance économique prometteuse des années soixante et du début des années soixante-dix a été fortement ralentie ou même stoppée pendant une quinzaine d'années.

Tout n'est pas faux dans ces constats, même si les médias ont tendance à généraliser à partir de cas parfois très particuliers. Mais ces coups de projecteurs brutaux font oublier que l'Amérique latine, au moins prise globalement, a déjà un pied dans le développement à la fois par son économie, par son niveau de vie et par son évolution démographique.

I. L'économie la plus développée des Tiers Mondes

L'économie de l'Amérique latine est aujourd'hui beaucoup plus proche de celle des pays développés que de celle de l'Asie et *a fortiori* de l'Afrique.

A. Un secteur agricole économiquement marginal, mais puissant et compétitif

L'agriculture autarcique existe encore en Amérique latine, mais de façon désormais marginale. Elle subsiste dans des régions éloignées des centres ou enclavées (une partie de l'Amazonie et des Andes par exemple) et n'est pratiquée que par des populations peu nombreuses. Même parmi les petits agriculteurs, rares sont ceux qui vivent aujourd'hui uniquement de leur propre production. Presque tous participent, certes à des degrés divers, à des échanges marchands, régionaux pour beaucoup, nationaux pour certains, internationaux pour quelques-uns.

Étant devenue un secteur concurrentiel, où les moins productifs abandonnent le travail de la terre pour chercher un travail dans un autre secteur économique, l'agriculture n'emploie plus que 30 % des actifs, contre 60 % ou plus en Asie et en Afrique et rares sont les États où cette proportion dépasse 40 % (carte 2). Ce pourcentage peut se comparer à celui de la Pologne, de la Roumanie, de l'ex-Yougoslavie ou même de la Grèce, pays où l'agriculture occupe encore entre 25 et 30 % des actifs. On est donc loin de l'image habituelle d'un Tiers Monde à forte dominante agricole. Image d'autant plus fautive que l'agriculture ne crée plus que 12 % du PNB global de l'Amérique latine et qu'elle ne participe pour plus de 20 % au

PNB que dans cinq petits pays seulement et en Colombie (carte 3). L'agriculture est donc devenue économiquement, sinon socialement, marginale.

Mais marginal ne signifie pas attardé. La valeur ajoutée par agriculteur est quatre fois plus élevée qu'en Asie et en Afrique. L'agriculture argentine, avec un peu plus de un million de travailleurs, dégage une valeur ajoutée égale à celle du Nigeria, forte de plus de 20 millions de paysans. Sans s'attarder à un exemple aussi extrême, on constate cependant que la quinzaine de millions d'agriculteurs brésiliens crée une valeur ajoutée égale à celle de la quarantaine de millions de paysans indonésiens. La productivité de l'agriculteur brésilien est quatre fois supérieure à celle de son homologue indien et encore six fois à celle du paysan chinois. On pourrait multiplier les exemples. La consommation d'engrais à l'hectare, sans être aussi élevée qu'en Asie, se situe au-dessus de la moyenne, hors exception, parmi les grands pays, comme l'Argentine à l'agriculture extensive (carte 4).

L'agriculture latino-américaine est, pour certains produits, extrêmement compétitive puisqu'elle détient des parts de marché significatives. Elle assure près de 60 % de la production mondiale de café, avec un triplé de tête formé du Brésil (26 %), de la Colombie (12 %), du Mexique (5 %), le quart de celle du cacao et l'Argentine tient le 5^e rang parmi les producteurs de blé mondiaux.

En dehors de ces produits traditionnels, l'agriculture latino-américaine s'est placée sur des créneaux plus nouveaux. Elle cultive 30 % du soja mondial, grâce à l'Argentine (6 %) et surtout au Brésil qui en est le second producteur (22 %); ce dernier a multiplié sa production par 45 en une vingtaine d'années; il détient 12 % du marché mondial et fait une vive concurrence aux États-Unis, premier producteur. C'est encore le Brésil qui se place au premier rang dans le monde à la fois pour la production des agrumes (25 %) et leur commercialisation, le Mexique se plaçant au 6^e rang et l'Argentine au 9^e; au total l'Amérique latine fournit près de la moitié des agrumes mondiaux. Enfin, le Brésil caracole encore en tête des producteurs mondiaux pour la canne à sucre (26 %), loin devant Cuba (7 %) et la Colombie (3 %), et s'approche des premiers pour les exportations de viande (2^e) et pour la production de coton. Les exportations agro-alimentaires mettent désormais le Brésil au 2^e ou 3^e rang dans le monde (5 à 6 % du total), derrière les États-Unis et à peu près au même niveau que la France.

Osera-t-on enfin parler d'une culture hautement compétitive et rentable, celle de la feuille de coca, fournie à 90 % par la Bolivie et le Pérou, le reste provenant essentiellement de Colombie et d'Équateur. Elle est passée d'une soixantaine de milliers d'hectares en 1980, à plus de 150 000 ha en 1988, et le tonnage récolté a été multiplié par dix, selon G. Bataillon (He n° 57). On estime que 230 000 Péruviens (soit 7 à 8 % des actifs) et 375 000 Colombiens (soit un quart des actifs) cultivent la coca. On comprend d'autant mieux ces agriculteurs qu'un hectare de coca rapporte sept fois plus qu'un hectare de bananes et 30 fois plus qu'un hectare de maïs. Au total, la coca rapporterait 10 à 12 milliards de dollars aux quatre pays andins qui la cultivent, auxquels il faudrait ajouter 1 milliard rapporté par le chanvre au Mexique. G. Bataillon estime qu'au total, 25 millions de personnes dépendraient plus ou moins directement de la drogue, mais les agriculteurs ne touchent qu'une petite partie de ce pactole, l'essentiel allant comme toujours aux intermédiaires.

Nonobstant ce cas particulier, qui relève de l'agriculture traditionnelle..., l'agriculture latino-américaine, malgré bien des zones d'ombre, se révèle puissante,

productive et compétitive, non seulement par rapport à celle des autres Tiers Mondes mais aussi parfois par rapport à celle des pays développés. Elle apparaît donc indiscutablement comme un des secteurs économiques qui la différencie le mieux des autres Tiers Mondes. Peut-on en dire autant de l'industrie?

B. Une industrie qui compte

L'Amérique latine apparaît à l'évidence comme le plus structurellement et le plus profondément industrialisé des Tiers Mondes.

1. Des potentialités naturelles plutôt moyennes

On ne peut pas dire cependant que l'Amérique latine soit particulièrement dotée en ressources naturelles, à l'exclusion toutefois des minerais. Elle ne dispose que de 12 % des réserves mondiales de pétrole, dont 6 % au Venezuela et 5 % au Mexique. Sa production, qui représente à peu près la même proportion, est assurée essentiellement par le Mexique (150 millions de t), le Venezuela (115 millions de t), le Brésil (30 millions de t) et l'Argentine (25 millions de t). Près de la moitié de cette production est d'ailleurs exportée, pour l'essentiel vers les États-Unis. Les réserves de gaz naturel sont plus réduites encore (environ 5 % du total mondial) et, à eux trois, Mexique, Argentine et Venezuela en fournissent moins de 60 milliards de m³.

Les réserves de charbon semblent, pour le moment, extrêmement faibles et la production demeure négligeable : moins de 40 millions t, c'est-à-dire cinq fois moins que la seule Afrique du Sud. Le potentiel hydroélectrique par contre est considérable, mais encore peu utilisé en dehors du Brésil, dont le barrage géant d'Itaipu a suscité beaucoup de polémiques. La production totale est équivalente à celle du seul Canada : environ 300 milliards de kWh, dont les deux tiers au Brésil. Les réserves d'uranium (10 % du total mondial) appartiennent presque entièrement au Brésil, mais la production demeure pour le moment négligeable.

L'Amérique latine apparaît, par contre, beaucoup mieux dotée en ressources minières. Elle détient un quart des réserves de minerai de fer et en extrait chaque année le cinquième du tonnage mondial, pour l'essentiel au Brésil (100 millions de t). Le Chili, le Pérou et le Mexique lui permettent de fournir le quart du cuivre mondial, le Brésil et la Bolivie la même proportion de l'étain. Le Brésil et le Mexique extraient 8 % de la bauxite mondiale.

Cependant, en dehors du pétrole, dont l'extraction est ancienne, la plupart de ces ressources n'ont été utilisées que récemment et, hors quelques cas bien particuliers et bien localisés (sidérurgie par exemple), elles n'ont pas vraiment servi de base de départ à l'industrie de transformation. Ce sont d'autres facteurs, que nous analyserons plus loin, qui ont donné naissance à une industrie manufacturière puissante.

2. La plus puissante industrie manufacturière des Tiers Mondes

L'industrie manufacturière occupe, en effet, 20 % des actifs, soit environ deux fois plus que celle de l'Afrique et encore beaucoup plus que celle de l'Asie. Avec les travailleurs employés dans les mines et l'énergie, c'est un quart des latino-américains qui sont occupés dans l'industrie au sens large du terme.

Ces chiffres pourraient n'être que des moyennes recouvrant une réalité contrastée. Il n'en est rien. Dans tous les pays de plus de 10 millions d'habitants, qui représentent 85 % de la population totale, l'industrie (au sens large) occupe toujours au moins le quart des actifs, à l'exception du Pérou (22 %) et de la Colombie (19 %). Dans ces mêmes pays, le secteur manufacturier emploie toujours plus de 17 % de la main-d'œuvre et jusqu'au tiers en Argentine, une proportion équivalente à celle de la France (carte 5).

Dans les petits pays, d'ailleurs, la situation n'est pas différente. Seuls le Belize, le Honduras et Panama n'occupent que 15 % de leurs actifs dans l'industrie, sans compter Haïti qui, avec 7 %, est de ce point de vue comme de bien d'autres, plus africain que latino-américain. A l'opposé, en Uruguay, à la Jamaïque, à la Trinité, 30 à 40 % des emplois sont fournis par l'industrie.

Bien entendu, la place tenue par l'industrie dans la création de richesses nationales est bien supérieure encore. Plus du tiers du PNB provient de l'industrie au sens large, chiffre apparemment comparable à celui du Monde arabo-musulman, mais structurellement bien différent : dans ce dernier, l'industrie manufacturière n'entre que pour moitié (le reste est fourni par l'extraction pétrolière) alors qu'elle représente les trois quarts en Amérique latine. Celle-ci est donc plus fondamentalement industrialisée que le Monde arabo-musulman qui, lui, compte plus sur ses ressources naturelles. Partout, l'industrie manufacturière entre pour 15 % au moins dans le PNB, et souvent beaucoup plus (carte 6).

La valeur ajoutée par l'industrie manufacturière latino-américaine (38 % de l'ensemble des Tiers Mondes) est équivalente à celle de l'Asie sans les quatre dragons (40 %), mais on n'oubliera pas que l'Amérique latine compte environ 450 millions d'habitants, contre 2 800 en Asie... Le Monde arabo-musulman et l'Afrique ne créent respectivement que 15 % et 7 % de la valeur ajoutée totale des Tiers Mondes. Les cartes dressées par D.W. Curran font ressortir nettement que l'Amérique latine est championne pour la valeur ajoutée des industries transformatrices par habitant [14]. Partout cette valeur se situe entre 400 et 1 000 \$, sauf dans les pays andins et en Amérique centrale (qui se placent entre 200 et 400 \$), alors qu'ailleurs, seule l'Arabie Saoudite atteint ce score et que seuls six autres pays (essentiellement arabo-musulmans) se positionnent entre 200 et 400 \$ par habitant.

D'autres indices confirment la puissance, au moins relative, de cette industrie. Sur les quelque 600 firmes importantes que comptent les Tiers Mondes, environ 30 % sont latino-américaines, dont les deux tiers brésiliennes. La consommation d'énergie, très corrélée à la consommation industrielle, est largement supérieure à celle du Monde arabo-musulman et trois à quatre fois plus forte que celle de l'Asie ou de l'Afrique. A l'exception de certains petits pays, ainsi que de l'Équateur et du Pérou, la consommation dépasse partout 750 kg d'équivalent-pétrole par habitant (carte 7).

Il a déjà été question, plus haut, des industries brésiliennes et mexicaines, pour en souligner notamment la variété; nous n'y reviendrons pas ici. Ailleurs, l'industrie est certes moins variée et moins performante mais elle est loin d'être inexistante. Au Venezuela, outre le raffinage du pétrole (15^e capacité mondiale) et la pétrochimie, une politique de substitution aux importations a diversifié l'industrie vers des secteurs comme l'agro-alimentaire (sucre, lait, tabac), le papier, le textile, l'aluminium, le matériel électrique et de transport (chantiers navals). En Colombie, à la mise en œuvre des ressources naturelles (pétrole, gaz naturel, charbon, or) s'est

ajoutée une industrie compétitive dans l'agro-alimentaire (sucre, café, bière, tabac), le textile, la chimie, l'acier, l'automobile (Renault), les appareils ménagers, etc. L'Argentine, malgré son décollage économique manqué, reste le sixième pays industriel des Tiers Mondes.

Des foyers de moindre envergure existent ailleurs, au Chili, en Uruguay, en Amérique centrale où, à côté des secteurs agro-alimentaire et textile traditionnels, se développent, en partie grâce à des investisseurs étrangers, de nouvelles industries chimiques, métallurgiques, mécaniques plus dynamiques : 80 % des échanges pratiqués dans le cadre du Marché commun centraméricain portent sur des produits manufacturés. Dans les Caraïbes, pendant longtemps seules émergeaient Porto Rico, où les États-Unis avaient massivement investi dans la pétrochimie, la pharmacie, l'électronique, ainsi que la Trinité, dont l'activité reposait traditionnellement sur le pétrole. Depuis quelques années, les zones franches se multiplient un peu partout, à la faveur des faibles coûts de main-d'œuvre (de 0,3 à 0,7 \$ de l'heure). Elles procurent actuellement 300 000 emplois dans la zone caraïbe, dont 100 000 en République dominicaine.

Il est vrai que cette industrialisation ne va pas sans problèmes. On verra qu'elle a lourdement contribué à endetter l'Amérique latine. Les problèmes environnementaux, générés par une utilisation sauvage de certaines ressources, telles le minerai de fer en Amazonie, commencent à inquiéter l'opinion internationale. L'industrie est également très dépendante de l'étranger, surtout des États-Unis. L'Amérique latine reçoit à elle seule la moitié des investissements étrangers directs effectués dans les Tiers Mondes. Le cas brésilien est bien connu puisque, selon A. Dubresson et A. Vannep « sur les 318 premières entreprises du pays, 133 sont des filiales de multinationales qui accumulent 51 % de l'emploi et 55 % de la valeur ajoutée industrielle » (IG 1991.5). Le cas mexicain est un peu différent, puisqu'une bonne partie de l'investissement concerne les célèbres maquiladoras qui, concentrées aux trois quarts sur la frontière américaine, représentent 15 % de l'emploi mexicain et ont créé un emploi sur quatre entre 1982 et 1990.

Cependant, si une partie des sommes empruntées a été gaspillée, l'essentiel a servi tout de même à améliorer les infrastructures indispensables à la production et à la commercialisation des produits industriels (voies de communications notamment), ainsi qu'à investir directement dans les mines, l'énergie et l'industrie manufacturière.

Par ailleurs, les investisseurs étrangers, qui ont longtemps suscité presque partout tant de méfiance, sont aujourd'hui courtisés : les sorcières multinationales se sont transformées en fées bienfaitrices...[7]. Selon A. Dubresson et A. Vannep, les bénéfices des maquiladoras elles-mêmes sont loin d'être négligeables. En effet, le Mexique en tire une taxe sur la valeur ajoutée, vend l'énergie ainsi que certains services et perçoit des salaires. En outre, après une première génération d'entreprises qui ne s'intéressent qu'à la main-d'œuvre féminine « jeune, disponible, bon marché, sans revendications ou grèves », une seconde génération s'installe qui, plus sophistiquée (électronique, automobile), nécessite une meilleure qualification de la main-d'œuvre (donc des salaires plus élevés), occasionne des transferts technologiques utilisables ailleurs et permet donc la naissance d'une « culture industrielle ».

C. Un secteur tertiaire désormais prépondérant

Les commerces et services occupent désormais près de la moitié des actifs (45 %), soit une proportion équivalente à celle du Portugal et de la Grèce, et supérieure à celle des pays de l'Europe de l'Est les plus avancés (Tchécoslovaquie : 30 %). De ce point de vue, l'Amérique latine devance de très loin l'Asie et l'Afrique, où le poids du tertiaire est deux fois moindre, et même le Monde arabo-musulman. En dehors de quelques petits pays, la proportion d'actifs employés dans ce secteur dépasse toujours 35 % (carte 8).

Le secteur tertiaire assure plus de la moitié du PNB et l'Amérique latine dépasse à nouveau largement les autres Tiers Mondes, à l'exception du Monde arabo-musulman. Il est partout dominant puisque, dans tous les pays, il génère plus de 40 % du PNB (carte 9). Enfin, la comparaison avec les pays développés amènerait aux mêmes conclusions que plus haut, c'est-à-dire à une situation assez semblable à celle des moins développés d'entre eux. On objectera qu'une partie de ce secteur est souvent considérée comme parasitaire, mais qu'en est-il exactement?

1. Du petit métier au cartel de la drogue

Une partie du secteur tertiaire est effectivement formée de petits métiers très peu productifs, tels que la revente de produits en petite quantité, la réparation d'objets usuels, la prestation de services divers comme le cirage des chaussures, sans compter les services domestiques. Cette partie informelle du secteur tertiaire ferait vivre, en y ajoutant la partie informelle du secteur industriel qui n'est pas négligeable, 100 millions de personnes. Mais ce secteur informel est-il vraiment parasitaire?

En réalité, même s'il est peu productif, ce secteur est loin d'être inutile. Selon M. Penouil, il constitue un véritable circuit économique qui a l'avantage d'adapter « la production et les prix au niveau des revenus des acteurs du (secteur) informel et des petits salariés du (secteur) moderne » (PE, n° 2196). Il joue un rôle stabilisateur, régulateur en cas de crise et sa dynamique est « l'une des composantes du développement ». Il est enfin étroitement lié au secteur formel, pour lequel il fait office de déversoir et sert, en somme, à « ajuster » le marché du travail. Les chômeurs, en effet, se « recyclent » dans le secteur informel, ce qui permet à l'Amérique latine d'être créditée d'un des plus bas taux de chômage du monde (environ 7 %) (H.L. Castano, PAL, 1989).

La Banque mondiale elle-même, longtemps très réservée, a montré que le secteur financier informel joue un rôle important dans le système économique des pays en voie de développement. Formé de prêteurs sur gages, de prêteurs professionnels, de commerçants et d'associations populaires, il a cet intérêt, malgré le coût usuraire des prêts, de mettre d'une façon souple et rapide de l'argent à disposition des petits agriculteurs, des artisans, des revendeurs, pour « le financement à court terme des stocks journaliers, la régularisation des revenus à caractère fluctuant et le financement à long terme d'investissements plus importants » (PE n° 2158).

Dans ce secteur informel, et cette fois franchement illicite, on retrouve tout ce qui tourne autour de la drogue. Selon les auteurs de la *Géographie Universelle*,

elle rapporterait entre 10 et 12 milliards \$ à quatre pays andins : 5 à la Colombie (soit l'équivalent du septième du PNB officiel), 2,5 à la Bolivie (soit les deux tiers du PNB), 1,5 au Pérou (4 % du PNB) et autant à l'Équateur (15 % du PNB), enfin 1 au Mexique [8]. Les sommes rapatriées se seraient montées à 1 milliard \$ en Colombie (environ 20 % des exportations légales), et à l'équivalent en Bolivie (environ deux fois les exportations légales) ainsi qu'au Pérou (40 % des exportations légales).

Cet argent est en partie réinvesti sur place; en Colombie, dans les industries agro-alimentaires ou pharmaceutiques, dans l'élevage extensif, la banque, les grands magasins, les lignes aériennes, le tourisme, le football et parfois dans les habitations populaires; au Pérou, dans l'immobilier, la construction de camions, le rachat d'entreprises en difficulté; en Bolivie dans les IAA, le bois précieux. Paradoxalement, les narco-dollars auraient donné les moyens, à la Bolivie et à la Colombie, d'adopter les politiques monétaires libérales prônées par le FMI et les États-Unis, et d'éviter un endettement aussi lourd que celui du Mexique et du Brésil. On a même vu en 1984, le cartel de la drogue de Medellin proposer de payer la dette de l'État en échange de l'impunité (ibid.)!

Cependant, le secteur tertiaire est loin de se réduire à ces faces cachées ou sous-productives.

2. Des banques aux pavillons de complaisance

Une large partie du secteur tertiaire est en réalité constitué d'entreprises tout à fait semblables à celles des pays développés : banques, organismes financiers, entreprises de publicité, commerces, services médicaux, administratifs, scolaires, transports, etc. Nous prendrons ici deux exemples, celui de la banque et celui des transports, mais nous en retrouverons d'autres plus loin, comme ceux des secteurs médicaux et scolaires.

Sur les douze premières banques des pays en voie de développement, quatre sont localisées en Amérique latine : la Banco do Brasil, la Banco National de Comercio Exterior du Mexique, la Banco Central de Chile et la Banco Central de Venezuela. Au Brésil, par exemple, une loi de 1964 « a doté le pays d'un système financier complet et cohérent » où coexistent la Banco do Brasil, contrôlée à 75 % par l'État, qui joue le rôle de banque de dépôt et de banque d'affaires, des banques commerciales des États de l'Union, des banques publiques de développement et des caisses économiques, l'équivalent de nos caisses d'épargne. Le secteur privé est composé de banques commerciales, de banques d'investissement qui financent les entreprises privées et de banques « financières » spécialisées dans le crédit à la consommation¹.

Au Mexique, où les services bancaires sont assez récents, la banque tient une place considérable dans l'économie. La preuve en est que l'État l'a nationalisée en 1982. Nacional Financiera, Banco Nacional de Obras y Servicios et Banco Nacional de Comercio Exterior financent le secteur industriel. Les principaux établissements bancaires ont ouvert des succursales dans toutes les petites villes.

1. Gautier, Domingo J., *Le Brésil*

Comme ailleurs, elles jouent le rôle de banques de dépôt ou d'investissement et elles pratiquent le crédit à la consommation². On trouverait des exemples semblables pour d'autres grands pays tels que l'Argentine, la Colombie, le Venezuela, le Chili.

Dans les États de petite taille, la banque tient généralement moins de place, à l'exception toutefois des nombreux paradis fiscaux qui font le bonheur des détenteurs d'argent plus ou moins sale, en mal de placements discrets. Les Antilles sont, de ce point de vue, le paradis des paradis. A Georgetown (8 000 hab.), dans les îles Caïmans (ex-îles de la Tortue) peuplées elles-mêmes de 18 000 habitants et situées à 640 km au Sud de Miami, sont installés 18 000 sièges sociaux de sociétés (parfois de simples boîtes aux lettres), et plus de 500 banques, dont 43 des 50 premières banques mondiales; 40 % du PNB proviennent des activités financières.

Nassau, aux Bahamas, où sont installées 370 banques et compagnies financières, est devenue la deuxième place sur le marché des eurodollars, après Londres. Dans les îles Turks et Caïques (13 000 hab.), situées au Sud des Bahamas, où 10 000 entreprises ont leur siège social, 12 % du PNB proviennent de la banque « offshore » [2]. On trouverait d'autres exemples, toutefois moins spectaculaires, aux îles Vierges, à Curacao, devenu comme les Bahamas un centre international de transactions en eurodollars, à Anguila, mise sous le feu des médias par l'affaire de la vente d'American Can à Péchiney. Sur le continent, quelques États profitent également de cette manne, comme Panama qui trouve 14 % de son PNB dans la banque et l'assurance.

Cependant Panama est plus connu pour être l'asile des pavillons de complaisance qui lui donnent, au moins théoriquement, la deuxième flotte du monde (90 Mtpl) et lui rapportent 1 % de son PNB. De la même façon, les Bahamas se voient ainsi dotées de la 10^e flotte mondiale, l'équivalent de trois fois la flotte française.

L'Amérique latine présente heureusement, pour les autres types de transports, une situation moins artificielle. Elle dispose de 125 000 km de voies ferrées, certes bien disparates et qui ne forment pas un réseau, mais dont la densité dépasse celle des autres Tiers Mondes. La densité du réseau routier, un peu inférieure à celle de l'Asie, est le double de celle du Monde arabo-musulman ou de l'Afrique. Elle ne descend à moins de 5 km de route par 100 km² dans aucun des pays de plus de 10 millions d'habitants (carte 10).

La motorisation atteint elle aussi désormais un assez bon niveau : en moyenne une voiture pour 16 personnes, soit une pour trois ménages environ; chiffre comparable à celui du monde arabo-musulman, supérieur à celui des ex-pays de l'Est (1 voiture pour 35 personnes dans l'ex-URSS) et sans commune mesure avec ceux de l'Afrique et plus encore de l'Asie. Dans tous les pays de plus de 10 millions d'habitants, Pérou excepté, le nombre d'habitants par voiture ne dépasse jamais 50 (carte 11). La cohérence du réseau routier et son entretien relativement correct sont un argument de poids pour le tourisme.

2. Musset A., *Le Mexique*, Paris, Masson, 1990.

3. Un tourisme en rapide croissance

Dès l'avant-guerre, certaines îles caraïbes, Acapulco, Mexico, Rio de Janeiro reçoivent quelques touristes privilégiés, venus principalement des États-Unis. Mais c'est depuis la dernière guerre que le tourisme a pris une ampleur sans précédent. Aujourd'hui, l'Amérique latine reçoit 24 millions de visiteurs pour 17 milliards \$ de recettes.

Les Caraïbes, dont l'image médiatisée est bien connue (quoique bien surfaite!) arrivent en tête, avec 10 millions de touristes et 8 milliards \$ de recettes [34]. C'est ici aussi que le tourisme joue le rôle le plus important dans les économies nationales. Porto Rico, État libre associé aux États-Unis, reçoit 2,5 millions de touristes, essentiellement américains. Les Bahamas et leurs 14 000 habitants attirent à eux seuls 1,5 millions de visiteurs qui procurent 40 % du PNB. Saint-Domingue reçoit elle aussi plus de 1 million de visiteurs. A Antigua, aux îles Vierges, le tourisme assure la moitié du PNB. Dans beaucoup d'autres îles, cette proportion oscille entre 20 et 40 %, comme à la Barbade, aux Caïmans, à Grenade, à la Jamaïque, à Montserrat, Saint-Kitts et Nevis, Sainte-Lucie, etc. Par contre Cuba, et plus encore Haïti, restent pour des raisons diverses des nains touristiques, malgré leur taille.

Sur le continent, Amérique centrale et Mexique accueillent 7 millions de visiteurs pour 5 milliards de recettes mais le Mexique, voisin des États-Unis et qui offre à la fois plages et sites historiques, touche à lui seul plus de 3 milliards \$. L'Amérique du Sud reçoit autant de touristes, mais ses recettes sont un peu plus faibles (4 milliards \$). En Argentine, au Pérou, en Colombie, au Venezuela, les recettes du tourisme s'échelonnent entre 400 et 600 millions \$, mais au Brésil, malgré le carnaval de Rio, elles ne dépassent pas 100 millions.

L'économie latino-américaine est donc diversifiée et, par bien des côtés, elle n'a rien à envier à celle de plusieurs pays européens considérés généralement comme développés. Mais ce sont certains de ses aspects paradoxaux ou extrêmes, notamment des aléas récents, qui la font voir sous un jour souvent pessimiste.

D. Heurts et malheurs de l'économie

Partie d'un niveau de développement économique plus élevé qu'ailleurs, grâce à une industrialisation commencée avant la guerre et continuée pendant celle-ci, l'Amérique latine a connu une forte croissance jusqu'au début des années 80. Entre 1965 et 1980, le PIB s'est accru en moyenne de 6 % par an et, hors quelques cas isolés (Chili), la croissance a dépassé partout 3 %, pour monter jusqu'à 9 % au Brésil. En une trentaine d'années, le PNB du Brésil est multiplié par six, celui du Mexique par quatre, celui de l'Argentine par trois, et ces trois pays représentent à eux seuls les deux tiers de la population totale. Signe d'une compétitivité accrue, dans le même moment l'Amérique latine s'ouvre sur les marchés mondiaux, puisque son commerce extérieur a été multiplié par huit depuis 1960.

C'est au cours de cette période surtout que l'Amérique latine rattrape une partie de son retard sur les pays développés. D.W. Curran a en effet montré que, entre 1968 et 1987, dans tous les grands pays, à l'exception de l'Argentine et du Venezuela, la croissance a été supérieure de 10 à 70 % à celle d'un groupe de référence formé de

13 pays industrialisés [14]. Au Mexique, au Brésil, en Colombie, en Équateur et au Pérou, les 70 % ont été dépassés.

Mais cette croissance s'est fortement ralentie dans les années 80. Entre 1980 et 1990, elle tombe à 1,6 % par an et elle est même négative dans plusieurs pays (Bolivie, Pérou, Argentine). Ce ralentissement de la croissance s'accompagne d'un endettement qui apparaît alors phénoménal car plusieurs pays, qui ont beaucoup emprunté, ne peuvent plus rembourser ou même payer les intérêts lorsque la croissance ralentit et que les producteurs de pétrole voient s'effondrer les prix de l'or noir. La dette devient considérable (environ 430 milliards \$ en 1990, dont plus de 100 pour le Brésil et le Mexique), quoiqu'on n'ait pas assez remarqué que, par rapport au PNB, elle est comparable à celle de l'Europe (environ 40 % du PNB), plus faible que celle du Monde arabo-musulman (plus de 50 %) et surtout que celle de l'Afrique (110 %); seule l'Asie fait mieux avec une dette d'environ 30 % de son PNB.

L'inflation, mal habituel de l'Amérique latine, enfla avec l'endettement. Entre 1970 et 1987, son taux est multiplié par 13 en Argentine, 19 au Brésil, 30 au Mexique; entre 1980 et 1987, il atteint respectivement dans ces trois pays : 300 %, 170 % et 70 %.

Cependant, selon les experts de la Banque mondiale, la croissance devrait repartir au cours des années 90, à condition de restaurer les grands équilibres macro-économiques, d'effacer les arriérés des dettes, d'assurer enfin un développement moins anarchique et plus égalitaire, ce qui n'est pas un mince programme, il est vrai. Selon ces mêmes experts, la croissance du revenu par tête pourrait atteindre près de 4 % par an, contre 0,5 % en Afrique.

L'évolution récente semble leur donner raison. La fin de la décennie 80 et le début de la décennie 90 ont déjà amorcé cette amélioration. En Colombie, en Argentine, au Chili, au Venezuela, au Mexique, pour ne citer que les États les plus importants, la croissance est redevenue positive; seuls le Pérou et le Brésil sont encore dans le rouge. Souvent, sous la pression de la Banque mondiale, l'inflation tend à baisser. Entre 1989 et 1991, en Argentine elle a chuté de 3 000 % à 80 %. Dans beaucoup de pays, elle est descendue en dessous de la barre des 20 % mais, outre l'Argentine, elle dépasse encore ce chiffre au Brésil, au Venezuela, en Colombie, au Pérou et en Équateur. L'endettement lui-même a tendance à se réduire. La dette du Mexique est passée de l'équivalent des trois quarts de son PNB à un tiers, les capitaux nationaux reviennent et les étrangers reprennent leurs investissements. Comme le Chili et le Venezuela, ce pays a retrouvé un accès normal au marché des capitaux. Par ailleurs, grâce à des remises de dettes, des délais et des rééchelonnements pratiqués dans le cadre du plan Brady, plusieurs pays d'Amérique centrale, ainsi que le Pérou et l'Uruguay ont renoué avec des situations moins dramatiques, sinon normales. Parmi les grands pays, en dehors du Chili, partout la dette représente moins de 60 % du PNB (carte 12).

Selon le journal *le Monde* « l'Amérique latine fait désormais figure de modèle, aux yeux des organismes monétaires internationaux. La majorité des États ont mis en œuvre des politiques d'assainissement économique, se sortant peu à peu du piège de l'endettement et attirant des investissements étrangers massifs. Du Mexique à l'Argentine, en passant par la Bolivie ou le Chili, tous les gouvernements placent le redressement économique au sommet de leurs préoccupations. A une exception près, le Brésil » (3.03.93).

L'Amérique latine devrait donc à la fois se remettre à rattraper son retard sur les pays développés et conserver son avance sur les autres Tiers Monde, en attendant le jour, encore lointain, où elle sera rattrapée par l'Asie. En attendant, grâce à son avance économique, son niveau de vie reste le plus élevé des Tiers Monde.

II. Le niveau de vie le plus élevé des Tiers Mondes

A. Un revenu supérieur à celui de la Russie

Avec un PNB de 2 100 \$ par habitant le Latino-américain disposerait aujourd'hui d'un revenu supérieur à celui du Russe, estimé à 1 700 \$ environ. De toute façon, son revenu se compare à celui du Portugais au début des années 80. Par rapport aux autres Tiers Mondes, le PNB/hab. est au même niveau que celui du Monde arabo-musulman, mais quatre fois plus élevé au moins que celui de l'Asie et de l'Afrique.

En utilisant le PIB réel qui, rappelons-le, tient compte du pouvoir d'achat, la comparaison est plus flatteuse encore. Avec 3 900 \$ par habitant, le revenu de l'Amérique latine équivaut à plus de deux fois le revenu asiatique, quatre fois celui de l'Afrique et surpasse nettement celui du Monde arabo-musulman; il la met à peu près au niveau de la Pologne. En dehors de certains petits États d'Amérique centrale et des Caraïbes, ce revenu dépasse toujours 1 800 \$ (carte 13).

Ce revenu est moins mal partagé qu'on ne le pense entre les diverses catégories sociales, du moins si l'on en croit les chiffres officiels.

TABLEAU 6 — Pourcentage du revenu des ménages par tranches de revenu en Amérique latine

	premier quintile (le plus pauvre)	deuxième quintile	troisième quintile	quatrième quintile	cinquième quintile (le plus riche)
Brésil	2	6	11	19	62
Colombie	4	9	13	21	53
Pérou	4	9	14	21	52
Venezuela	5	9	14	21	51
France	6	12	17	24	41

On choisit généralement le cas du Brésil pour montrer les fortes inégalités de richesses en Amérique latine qui, indéniablement, sont particulièrement accusées dans ce pays. Cependant, le Brésil semble justement être un cas. En Colombie, au Pérou, au Venezuela, la situation est sensiblement différente et se rapproche de celle de la France. Une classe moyenne, qui manque tant aux autres Tiers Mondes, est en train de s'étoffer. Les auteurs de la *Géographie Universelle* estiment qu'elle comprend le tiers de la population dans le Cône Sud, ainsi qu'au Venezuela et au Panama, le quart au Mexique, et qu'elle est importante au cœur du Brésil, du Pérou et l'Équateur [8].

Mais il est vrai que les inégalités régionales sont particulièrement accusées. Inégalités entre régions, singulièrement au Brésil, entre villes et campagnes, et à l'intérieur des villes elles-mêmes : plus de 30 % des habitants de Mexico et de

Lima logeraient dans des bidonvilles et, en 1984, la moitié des salariés du Grand Buenos Aires «gagnaient au plus l'équivalent de 1,2 fois le salaire minimum vital» [8]. Ainsi que le remarque Cl. Albagli, l'Amérique latine sait augmenter sa production de biens et de services, mais ne sait pas distribuer équitablement les fruits de la croissance [1]. Les mêmes remarques pourraient être faites à propos des autres éléments du niveau de vie.

B. Une situation alimentaire globalement correcte

Chaque latino-américain dispose en moyenne d'environ 2 700 calories par jour, ration un peu inférieure à celle des habitants du Monde arabo-musulman, mais supérieure à celle de l'Asie et surtout de l'Afrique. Le niveau minimal des 2 200 à 2 500 calories par habitant et par jour est nettement dépassé. Ici encore la moyenne n'est pas basée sur une somme de situations complètement disparates d'un pays à l'autre. Parmi les grands pays, seuls les habitants du Pérou et de l'Équateur disposent de moins de 2 200 calories par jour (carte 14). La part de l'alimentation ne représente que le quart du budget des ménages, alors qu'ailleurs, Monde arabo-musulman excepté, elle en occupe la moitié. La malnutrition infantile, enfin, est trois fois inférieure à la moyenne des Tiers Mondes.

Cela dit, ce panorama général nécessite des nuances. Si la situation est globalement correcte, elle peut être localement difficile. C'est le cas dans les Andes, avec le Pérou et l'Équateur, la Bolivie (2 130 calories) et certaines régions colombiennes. La situation est plus médiocre également dans les Caraïbes, et particulièrement à Haïti (1 900 calories), ainsi que dans certains petits États d'Amérique centrale, spécialement ceux qui ont été traumatisés par la guerre (Nicaragua, Salvador). Bien évidemment, la malnutrition touche également les bidonvilles des cités géantes (Rio de Janeiro, Sao Paulo, Lima, Mexico, etc.) : il faut avoir vu les gosses se précipiter sur les restes laissés aux terrasses des restaurants de Rio pour s'en convaincre. Cependant, si trop de gens vivent pauvres, relativement peu ont faim, et les morts par famine sont désormais rarissimes : les émeutes dites « de la faim » sont plutôt des émeutes de la pauvreté.

Plus courantes, par contre, apparaissent certaines carences en vitamines et en protides, dues à une alimentation trop peu variée et, peut-être (mais tout le monde ne sera pas d'accord), trop végétarienne. La consommation d'origine animale oscille dans tous les grands pays (à l'exception encore du Pérou) entre 15 et 20 % de la ration alimentaire, contre 30 % dans les pays développés. Ailleurs toutefois, à l'exception du Monde arabo-musulman, le pourcentage tombe à moins de 15, et souvent à moins de 10 % comme en Asie.

Le bilan alimentaire est donc nuancé mais globalement meilleur que dans les autres Tiers Mondes. Il n'est pas sans rapport avec le bilan sanitaire de la population qui est, lui aussi, plus positif qu'ailleurs.

C. Un état sanitaire proche de celui des pays développés

On peut le juger à travers deux critères : la mortalité infantile et l'espérance de vie. La première est descendue aujourd'hui à 50 ‰ environ, contre 70 en Asie,

plus de 80 dans le Monde arabo-musulman et près de 120 en Afrique. L'Amérique latine est donc plus proche de l'Europe (30 ‰) que des autres Tiers Mondes, à l'exception de l'Asie. Dans tous les pays de plus de 10 millions d'habitants, la mortalité infantile est inférieure à 75 ‰ (carte 15). Avec une espérance de vie à la naissance de 66 ans, l'Amérique latine dépasse une fois encore l'Asie et le Monde arabo-musulman (de 4 à 5 ans) et elle surpasse l'Afrique de 17 ans ! Ses habitants vivent seulement quatre ans de moins que les Européens. Dans tous les grands pays, Colombie et Pérou exceptés, l'espérance de vie dépasse 60 ans (carte 16).

L'alimentation, globalement correcte on l'a vu, est certainement en partie responsable de cette situation. Mais jouent aussi d'autres facteurs. L'accès à l'eau potable, tout en restant insuffisant, est généralement très supérieur à ce qu'il est ailleurs. D'après la Banque mondiale, les trois quarts des Latino-américains ont un « accès raisonnable » à l'eau potable, contre la moitié des Asiatiques et un gros tiers des Africains. D'après la même source, alors que six personnes sur dix ont « accès à des moyens sanitaires d'évacuation » en Amérique latine, ce n'est le cas que pour un quart des Asiatiques [29].

Des efforts ont également été réalisés pour améliorer l'environnement médical. La part du PNB consacrée aux dépenses de santé est passée de 1,2 % dans les années 60 à 1,6 % aujourd'hui, ce qui, vu l'augmentation du PNB au cours de la même période, correspond à une croissance appréciable en valeur absolue. L'encadrement médical s'est considérablement amélioré : le nombre de médecins a doublé entre 1965 et 1984, celui des infirmiers a triplé. Avec moins de 800 personnes pour un médecin, l'Amérique latine est presque deux fois mieux encadrée que l'Asie et le Monde arabo-musulman, et 15 fois mieux que l'Afrique. Elle se situe ici quasiment au niveau de l'Europe (700 habitants par médecin) et l'Argentine, avec 400, à celui de la France. Les écarts d'un pays à l'autre sont relativement faibles : aucun grand pays ne dispose de moins d'un médecin pour 1 500 habitants (carte 17).

La santé d'un pays dépend également de son niveau d'éducation. En schématisant, mieux on est scolarisé, plus facilement on fait appel au médecin et mieux on se soigne. Or le niveau scolaire de l'Amérique latine se rapproche de celui des pays développés.

D. Un niveau scolaire voisin de celui des pays développés

Près de 85 % des adultes sont alphabétisés, exactement le même chiffre qu'en Europe. Tous les autres Tiers Mondes sont cette fois nettement dépassés puisque les mieux placés plafonnent vers 60 % et l'Afrique vers 45 %. Quasiment partout les deux tiers au moins des adultes sont alphabétisés (carte 18). Les écarts d'alphabétisation entre hommes et femmes sont infimes (2 %), alors qu'ils sont de 8 % en Asie, 10 en Afrique et 17 dans le Monde arabo-musulman.

En principe, la quasi-totalité des enfants est scolarisée et ce, dans tous les pays (carte 19). En réalité il reste des poches de scolarisation incomplète, principalement dans les Andes, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, ainsi que dans les bidonvilles urbains. Mais la scolarisation primaire en Amérique latine ne tranche pas fondamentalement avec celle que l'on trouve ailleurs, Afrique exceptée.

Plus significative, par contre, apparaît la scolarisation dans les autres types d'enseignement. Le secondaire est suivi par la moitié des jeunes en âge de le faire, c'est autant que dans le Monde arabo-musulman mais plus qu'en Asie et trois fois plus qu'en Afrique. Environ un jeune sur six est inscrit à l'Université (proportion de la France en 1965), mais le Monde arabo-musulman est, cette fois, nettement devancé et plus encore l'Asie et l'Afrique. Dans les deux types d'enseignement, l'homogénéité est assez remarquable d'un pays à l'autre, à l'exception des faiblesses habituelles de certains petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes : presque toujours plus de 45 % de jeunes suivent l'enseignement secondaire (carte 20) et plus de 10 % vont à l'Université (carte 21).

Dans ces conditions, on se doute que l'IDH (Indicateur du Développement Humain qui, rappelons-le, prend en compte le PIB réel, l'espérance de vie et l'alphabétisation) est élevé. Il atteint 800 points (sur les 1 000 possibles), score très supérieur à celui du Monde arabo-musulman et de l'Asie (aux environ de 600 points), et bien évidemment celui de l'Afrique (350 points). La carte 22 indique assez les énormes écarts qui séparent l'Amérique latine des autres Tiers Mondes et sa relative homogénéité, aux exceptions habituelles près, puisque dans tous les grands pays l'indice 750 est dépassé, et qu'il atteint 910 en Argentine.

Les conditions de vie du Latino-américain moyen sont donc, par bien des côtés, plus proches des nôtres que de celles des Africains ou des Asiatiques. Or, comme on le sait, les conditions de vie influencent profondément le comportement démographique d'une société. On peut donc s'attendre à ce que la transition démographique y soit plus avancée qu'ailleurs.

III. Vers des normes démographiques occidentales ?

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer à plusieurs reprises que la transition démographique est, dans la plupart des pays d'Amérique latine, assez avancée ou parfois même très avancée. L'Amérique latine est-elle en train d'adopter des normes démographiques occidentales ?

A. Une natalité en forte baisse

En 1965, la natalité de l'Amérique du Sud, qui avait pourtant déjà baissé, était encore voisine de 40 ‰. Elle est tombée maintenant à 28 ‰, ce qui signifie qu'elle est plus proche de celle de l'Amérique du Nord (16) que de celle de l'Afrique (46) ; seule l'Asie peut lui être comparée. Cependant si, en Amérique du Sud, la natalité ne dépasse pas 30 ‰, le Mexique et l'Amérique centrale restent plus prolifiques (carte 23).

La fécondité diminue plus rapidement encore que la natalité, influencée quant à elle par la jeunesse de la population : en moins de 30 ans, elle a presque été divisée par deux puisque, au début des années 60, chaque femme mettait au monde en moyenne 6 enfants, contre 3,6 (si l'on peut dire...) aujourd'hui. C'est encore plus qu'en Amérique du Nord (1,9), mais beaucoup moins que dans le Monde arabo-musulman (5,5) et surtout qu'en Afrique (6,5). Dans tous les grands pays, à

l'exception du Pérou et de l'Équateur, l'indice de fécondité est tombé en dessous de 4 (carte 24).

L'Amérique latine semble donc aller vers le modèle occidental de la famille à deux enfants. Ici, comme ailleurs, ont joué plusieurs facteurs. L'élévation du niveau de vie, surtout dans les classes urbaines, constitue l'un des éléments essentiels de cette évolution. L'urbanisation également, puisqu'elle généralise le travail des femmes, restreint l'extension de la famille du fait de l'étroitesse du logement et favorise l'accès à l'information, donc à la contraception. Dans le même ordre d'idée, les progrès de la scolarisation, et spécialement celle des filles, ont contribué à cette évolution. Malgré l'opposition d'une Église pourtant très fortement implantée, un certain planning familial, individuel ou collectif, a réussi à faire son chemin : le nombre des utilisateurs de préservatifs aurait été multiplié par 10 dans les trente dernières années et certains pays pratiquent des politiques officielles de planning familial, à Cuba depuis longtemps, au Mexique et au Pérou depuis les années 1970.

La fécondité reste cependant beaucoup plus forte dans les campagnes qu'en ville (deux fois plus au Pérou, par exemple), car la hiérarchie catholique y garde plus d'emprise sur les esprits, le travail de la femme hors de la famille y est plus rare et l'accès à l'information plus difficile ; l'enfant y reste également à la fois une force de travail et une « sécurité sociale » pour les vieux jours des parents.

B. Une mortalité générale faible

La mortalité générale (7 ‰) est inférieure à celle de l'Asie et du Monde arabo-musulman (9) et se situe très en deçà de celle de l'Afrique (17). Dans tous les grands pays latino-américains, elle est passée à moins de 10 ‰ (carte 25). Elle est inférieure également à celle de l'Europe, mais on sait que cette comparaison n'a guère de sens : en effet, la mortalité dépend beaucoup de la structure par âge, et celle de l'Europe est très vieillie.

Par contre, si la mortalité est plus basse que dans les autres Tiers Mondes, cela ne tient pas à ce que la population latino-américaine est plus jeune. Bien au contraire, la baisse de la fécondité a commencé à vieillir légèrement une population désormais composée à 38 % de jeunes de moins de 15 ans, contre 42 % dans le Monde arabo-musulman et 45 % en Afrique ; seule l'Asie lui est, de ce point de vue comparable, puisque touchée elle aussi par une baisse de la fécondité. Localement, les jeunes ne forment plus de 45 % de la population que dans quelques petits pays d'Amérique centrale (carte 26).

Si le taux de mortalité est plus bas que dans les autres Tiers Mondes, c'est donc bien parce que les conditions de vie y sont meilleures qu'ailleurs. La mortalité infantile, qui ne se trouve pas influencée par la structure par âge, l'a également démontré, puisque nous avons constaté plus haut qu'elle est plus faible que partout ailleurs. Ceci n'est évidemment pas sans influence sur l'évolution globale de la population.

C. Une croissance démographique qui reste cependant tendue

En effet, la croissance finale reste plus forte qu'on ne s'y attendrait, car la mortalité a décliné au même rythme que la natalité. Le solde naturel a certes

diminué. Entre 1950 et 1960, l'Amérique latine a connu le plus fort taux d'accroissement de la planète; en 1965 il atteignait encore 2,8 % par an; il est descendu à 2,1 % actuellement, ce qui certes ne se compare pas à l'Afrique (2,9 %) et au Monde arabo-musulman (3 %) mais qui dépasse tout de même l'Asie (1,9 %). La croissance reste particulièrement vive en Amérique centrale, ainsi qu'en Équateur, en Bolivie et au Paraguay (carte 27).

Il faudra donc que la fécondité diminue encore et que la population vieillisse pour que la croissance de la population passe à moins de 2 % par an, limite à partir de laquelle on peut estimer que la dernière phase de la transition démographique est abordée et donc que les normes occidentales sont en vue. Nul ne doute que cette évolution se fasse assez rapidement car, par bien des côtés, l'Amérique latine apparaît comme une sorte de prolongement de l'Occident.

IV. Une tête de pont de la civilisation occidentale

Cl. Albagli qualifie l'Amérique latine « d'Extrême Occident du monde industrialisé » [1] et les auteurs de la *Géographie Universelle*, à propos cette fois des Caraïbes, emploient l'expression de « clonage de la civilisation occidentale » [8]. De fait, sauf exceptions (les Andes indiennes, l'Amazonie) l'Amérique latine dépayse généralement moins l'Européen, surtout celui du Sud, que ne le font l'Asie ou l'Afrique ou même le Monde arabo-musulman. Il y retrouve tout de suite ses marques : le vêtement, la ville, la place, l'église, la langue parlée aux consonances latines, la langue écrite facilement décryptée, etc. L'Amérique latine apparaît donc, sur bien des points, comme une tête de pont de la civilisation occidentale.

A. Une colonisation précoce et profonde

L'Amérique latine a été le continent le plus précocement et le plus profondément colonisé par les Européens. L'année 1992 nous a rappelé que tout a commencé il y a cinq siècles. Entamée dès la fin du XV^e siècle, la colonisation va « s'épanouir » surtout entre 1530 et 1820. Les conquérants portugais au Brésil, espagnols ailleurs, ont pu pendant trois siècles imposer sans partage leur civilisation.

Ils ont réalisé cette greffe d'autant plus facilement que les autochtones ont été massivement décimés par la conquête elle-même et plus encore par ses conséquences dramatiques : effondrement des systèmes politiques, sociaux et culturels traditionnels, ravages causés par la variole, la rougeole, le typhus sur des populations non immunisées, déportations, travail forcé, etc., malgré les efforts de certains Jésuites pour épargner ces drames aux indigènes en les regroupant dans des missions. Il y aurait eu à la veille de la conquête 40 à 50 millions d'indigènes, un siècle après il n'en restait plus qu'une dizaine de millions [8].

Les immigrations successives n'ont pas modifié profondément la situation. Il est bien arrivé au total 6,5 millions d'Africains (dont 3,5 au Brésil) qui ont apporté des éléments de leur culture; mais leurs langues trop diverses ont, ou bien disparu, ou

bien contribué, aux Caraïbes, à l'émergence du créole, langue restée marginale. L'apport européen, au contraire, s'est renforcé au cours du XIX^e et du premier tiers du XX^e siècle, à une époque où la transition démographique fournit à l'Europe un large surplus « exportable »; on l'estime à une douzaine de millions de personnes, dont 6 en Argentine et 4 au Brésil. Et il n'a guère posé de problèmes, car plus du tiers des nouveaux arrivants venaient d'Espagne et du Portugal et les autres se sont assimilés rapidement, hors quelques groupes restreints, tels les Allemands du Sud brésilien qui mirent du temps à abandonner leur langue.

La culture espagnole et portugaise, en fait « deux variantes d'une même culture » [8], a donc pu pénétrer en profondeur par la langue, dont on sait qu'elle ne véhicule pas seulement des mots mais aussi des façons de concevoir le monde, de se le représenter, de le rêver et de le transformer, notamment par la technique. Aujourd'hui, la langue des conquérants est parlée par plus de 90 % de la population. Malgré un réveil indien dans les années 70, qui a permis un certain développement des émissions radiophoniques et de la scolarisation dans les langues indigènes, celles-ci ne sont parlées que par 20 à 30 millions de personnes : 10 à 15 millions pour le quichua, la langue des Incas utilisée dans les Andes, les autres étant surtout concentrées au Nord du Guatemala et au Sud du Mexique (inahuatl). Ces langues ne sont prédominantes (environ 60 %) que dans de petits pays (Guatemala, Bolivie). Dans des pays andins comme le Pérou et l'Équateur, elles ne concernent qu'un petit tiers de la population et, au Mexique, un dixième [8].

Les conquérants ont également apporté une religion. Même si le catholicisme est parfois dévoyé par les traditions indigènes (africaines dans les Caraïbes, précolombiennes dans les Andes), même si fleurissent de multiples confessions, musulmane, hindouiste, juive ou chrétienne, (l'élection du protestant Jorge Serrano à la tête du Guatemala en est une preuve), et même si la déchristianisation est rapide, le catholicisme reste de très loin la religion dominante. C'est lui qui a formé les élites locales dans ses séminaires jusqu'au milieu du XX^e siècle. Par ses liens anciens (par les Jésuites spécialement) et actuels avec Rome, le catholicisme contribue à conserver l'Amérique latine dans la mouvance de l'Occident, en attendant peut-être que Rome ne tombe dans la mouvance de l'Amérique latine puisque, vers l'an 2000, la majorité des catholiques dans le monde sera latino-américaine...

Les conquérants ont enfin implanté des villes. Elles n'étaient pas absentes avant les Espagnols et les Portugais, à preuve la fabuleuse Mexico des Aztèques, mais les conquérants vont les multiplier.

B. L'urbanisation triomphante

L'Amérique latine va voir, en effet, se réaliser « la plus grande entreprise d'urbanisation de l'histoire (puisque) en trois siècles près d'un millier de cités ont été fondées (...) A la fin du XVIII^e siècle, l'Amérique latine est la région la plus urbanisée de la planète » [8].

Après un certain tassement, l'urbanisation va reprendre de plus belle à partir du milieu du XX^e siècle. Entre 1950 et 1980, la population citadine augmente de 4,1 % par an, quand celle des campagnes ne progresse que de 0,8 %. Dès 1960, le nombre des citadins dépasse celui des ruraux et aujourd'hui, avec 70 % de sa population dans les villes, l'Amérique latine devance de très loin le Monde arabo-

musulman (50 % environ) et plus encore l'Asie (35 %) et l'Afrique (moins de 30 %). Elle compte quelques-unes des plus grandes agglomérations urbaines du monde : Mexico (19 millions d'habitants et 30 pour la région urbaine), Sao Paulo (16), Rio de Janeiro et Buenos Aires (10), Lima (8), Santiago (5) et souvent plus de 40 % des citoyens résident dans la capitale. Une personne sur quatre demeure dans une ville de plus de 500 000 habitants. Dans tous les grands pays, à l'exception de l'Équateur, au moins les deux tiers des habitants vivent en ville. Seuls quelques petits États d'Amérique centrale, ainsi que la Bolivie et le Paraguay, sont moins urbanisés (carte 28).

Entre 1980 et 2000, la croissance devrait se poursuivre, tout en se tassant quelque peu : 2,9 % par an, contre 0,4 % dans les campagnes. A la fin de la période, 200 millions de Latino-américains vivraient dans des agglomérations de plus de 500 000 habitants et Mexico pourrait atteindre la trentaine de millions, Sao Paulo 26, Rio de Janeiro 19 et Buenos Aires 12.

Cette urbanisation rapide ou même sauvage est généralement déplorée. Sans doute elle ne se fait pas sans traumatismes : « bidonvillisation », mendicité, prostitution, délinquance, etc., l'accompagnent bien souvent. Cependant, elle ne présente pas que des aspects négatifs. Historiquement, c'est la ville qui a été facteur de progrès économique, social, culturel, et rarement la campagne, même si son coût social s'est avéré parfois très élevé, comme dans l'Angleterre du XIX^e siècle. Il serait étonnant qu'il n'en fût pas de même aujourd'hui.

En effet, d'un point de vue économique, le passage de la campagne à la ville, c'est-à-dire généralement de l'agriculture au secteur secondaire ou tertiaire se traduit, on l'a dit, par un gain de productivité, donc par une contribution au développement économique. Une fois à la ville, trois migrants sur quatre voient leurs gains s'améliorer. Par exemple, un ouvrier non spécialisé du Nordeste brésilien triple son salaire à Rio et un manœuvre de Sao Paulo gagne cinq fois plus qu'un ouvrier agricole du Nordeste. Le migrant se révèle souvent comme un élément positif pour la ville : on a remarqué qu'en Colombie et au Brésil les migrants résidant depuis longtemps en ville avaient souvent des revenus plus élevés que les citoyens de naissance.

Enfin, la croissance urbaine donne lieu à des économies d'échelle dans la production et la fourniture d'eau, d'électricité, de soins, etc. On oublie souvent que les conditions de vie moyennes sont bien meilleures en ville qu'à la campagne. Par exemple, le pourcentage des citoyens ayant accès aux services de santé et à l'eau potable est deux fois plus élevé que celui des ruraux (environ 80 % contre 40) ; pour l'assainissement, c'est cinq fois plus. Le pourcentage de population en dessous du seuil de pauvreté est presque deux fois plus fort à la campagne qu'en ville. En somme, la pauvreté urbaine est voyante et provocatrice, mais pas majoritaire ; la pauvreté rurale est discrète, mais plus généralisée.

Chaque départ vers la ville est également bénéfique pour la campagne. Celle-ci, parfois déjà surpeuplée, continue de voir sa population s'accroître malgré l'exode rural. Celui-ci contribue donc à limiter, dans les régions les plus pauvres, la misère rurale ; il joue le rôle d'une soupape de sécurité.

De plus en plus de voix s'élèvent pour soutenir cette thèse. P. Mauroy, au cours d'un congrès tenu à Lille, en 1991, sur le thème « Les villes, atouts ou freins du développement du Tiers Monde » affirmait : « la ville des pays du Tiers Monde apparaît comme un lieu d'accumulation de toutes les frustrations, de toutes les

misères, de tous les risques sociaux, de toutes les atteintes à la dignité humaine, à l'environnement. (Cependant), je suis persuadé que la ville est le moteur du développement économique, social et culturel des pays du Tiers Monde » (*le Monde* 10.12.91).

Ce discours, tenu par le maire d'une grande ville française, pourra peut-être paraître peu objectif. Il est cependant repris par des personnalités venues de l'un ou l'autre Tiers Monde. Pendant le même congrès, M. Arcot Ramachandran, directeur du Centre des Nations Unies pour l'habitat déclarait : « il est temps d'abandonner l'idée que l'urbanisation dans les pays en voie de développement est une chose indésirable, évitable, ou même réversible » et M. Diagne, maire de Longa au Sénégal, confirmait : « nous avons besoin de développer des marchés pour notre agriculture, une micro-économie pour réanimer notre secteur privé. Où pourrions-nous le faire, sinon dans les agglomérations urbaines, et malgré les maux dont elles souffrent ? ».

Il suffit d'ailleurs de constater la corrélation positive entre le degré d'urbanisation des Tiers Mondes et l'indicateur de développement humain pour se convaincre de ce que l'urbanisation est actuellement un atout pour l'Amérique latine et un gage de développement pour l'avenir.

C. Éclatement et recomposition

A une colonisation ancienne a succédé une décolonisation précoce. A quelques exceptions près (Guyanes, certaines îles caraïbes), l'indépendance est acquise entre 1816 et 1825 ou, au pire dans le deuxième quart du XIX^e siècle. L'Empire portugais maintient son unité, pour donner le Brésil, tandis que l'Empire espagnol éclate en une vingtaine de morceaux.

Les généraux qui avaient mené les guerres d'indépendance s'emparent souvent du pouvoir (« caudillisme »). Aussi bien, la structure sociale se prête-t-elle à la mise en place d'un clientélisme favorable au pouvoir personnel : une oligarchie de propriétaires de grands domaines (fazendas, haciendas, estancias) domine une masse de peones (ouvriers agricoles sans terres) et de minuscules propriétaires. Ce sont donc souvent les créoles qui prennent le pouvoir et qui maintiennent les structures coloniales et culturelles (langue, religion).

Mais cette structure ne garantit pas pour autant la stabilité. L'Amérique latine va devenir bientôt terre de pronunciamientos et de caudillos, de coups d'État et de dictatures, d'un populisme oscillant entre démocratie et autorité, de principes démocratiques mitigés de pouvoir personnel, de partis faussement démocratiques (comme le PRI mexicain au pouvoir depuis un demi-siècle), de généraux d'opérettes et de tyrans sanguinaires. Elle avait donc, jusqu'ici, médiocre réputation malgré l'image d'un « libéralisme démocratique idéalisé » [8] que voulaient se donner ses élites. L'Équateur n'avait-il pas eu 30 présidents entre 1952 et 1962, et la Bolivie autant de présidents que d'années depuis son indépendance ? Les années 70 n'avaient-elles pas été particulièrement noires, qui avaient vu la consolidation et la résurgence de dictatures militaires dans tous les grands pays à l'exception de la Colombie, du Venezuela et du Mexique ?

Or voilà que la décennie 80 transforme complètement le paysage politique. Dès 1979, la démocratie s'instaure en Équateur, puis au Pérou (1980), en Bolivie

(1982), en Argentine (1983), au Brésil (1984), en Uruguay (1985) et à Haïti en 1990. Certaines de ces démocraties restent fragiles. On s'en est aperçu à Haïti, d'où le président Aristide a été chassé dès 1991 et on s'en apercevra peut-être encore. A moins que la démocratie ne soit renforcée par le resserrement, actuellement en cours, des liens inter-États et des liens avec les États-Unis.

Depuis l'indépendance, en effet les relations entre États étaient restreintes et les coopérations plus encore. Chacun d'entre eux s'était au contraire plus ou moins consolidé en nation, à la faveur de la stabilité des frontières qui avait suivi une période d'indécision. Sur les trente-trois États-nations souverains « deux sur trois ont une existence institutionnelle antérieure à celle de la plupart des États-nations de la vieille Europe » [8] et on a même pu dire que les pays d'Amérique latine avaient été le champ d'expérimentation de l'État-nation.

Depuis l'après-guerre, et surtout depuis les années 60, une volonté de coopération est apparue. Dès 1948, à l'initiative des Nations unies, la Commission Économique pour l'Amérique latine (CEPAL) se réunit à Santiago, malgré les réticences des États-Unis. Elle se donne pour but « l'élévation du niveau de vie, l'industrialisation et la diversification de l'économie américaine et la meilleure distribution de son commerce international » [8]. S'y ajouteront, à partir de 1954, la planification du développement, la réforme fiscale et agraire, la coopération technique et de nouvelles approches dans l'investissement étranger.

Certaines de ces idées sont mises en œuvre, notamment avec la réalisation de la Banque Interaméricaine de Développement. En 1960 est instituée l'Association Latino-Américaine de Libre Échange (ALALE), transformée plus tard en Association Latino-Américaine d'Intégration, qui rassemble tous les grands pays et quelques petits. A Punta del Este, on se donne pour objectif « l'intégration des économies nationales dans le cadre d'un marché commun à l'horizon 1985 » [8]. En 1969, le Pacte andin lance la Colombie, le Chili, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie et le Venezuela dans une politique coordonnée d'industrialisation dans les secteurs de la mécanique, de la pétrochimie et de l'automobile. Voient également le jour le MCCA (Marché commun d'Amérique centrale) et le CARICOM (Marché commun des pays anglophones des Caraïbes) [23].

Tous les objectifs sont loin d'avoir été réalisés, du fait des concurrences entre producteurs de mêmes produits, des inégalités de développement puis de la crise financière, mais ils indiquent un certain sentiment d'appartenance, dû à une communauté de langue et de culture. La preuve en est que, après une période de mise en veilleuse de ces projets dans les années 70, suite à la crise chilienne, aux guerres civiles en Amérique centrale et à la multiplication des dictatures, l'idée d'une relance de ces institutions a refait surface dans les années 80.

Ce retour à l'esprit communautaire se traduit par de multiples manifestations. Des réseaux de coopération sont mis sur pied dans des secteurs de pointe (Relabiotec pour les biotechnologies, Remlac pour la micro-électronique) [8]. En 1987, un accord d'intégration et de coopération économique intervient entre les deux rivaux traditionnels que sont l'Argentine et le Brésil. En 1990, les pays du Pacte andin décident de donner un nouvel élan à leur coopération. En 1991, cinq pays d'Amérique centrale et le Mexique décident de former, avant 1997, une zone de libre-échange. Cette même année, le Brésil et l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay projettent de mettre sur pied un Marché commun du Cône Sud (MERCOSUR) à partir de 1995.

Une certaine intégration est également en train de se réaliser par l'intermédiaire des États-Unis. Ceux-ci, dont la domination économique et stratégique, symbolisée par le célèbre « l'Amérique aux Américains » de Monroe (1823), avait peu à peu remplacé celle des colonisateurs européens, tentent de faire redémarrer l'économie de l'Amérique latine à la fois en allégeant la dette (plan Brady de 1989) et en poussant au regroupement. « L'initiative pour les Amériques » du Président Bush, annoncée en juin 1990, vise à constituer une vaste zone de libre-échange du « pôle Nord à la Terre de Feu ».

Dès à présent, les États-Unis ont signé avec tous les pays, Cuba excepté, des accords-cadres destinés à supprimer les obstacles aux échanges de produits et aux mouvements de capitaux. La décision prise par le Mexique, malgré sa méfiance traditionnelle envers les Yankees, de former un « grand marché commun Nord-américain » avec les États-Unis et le Canada à partir de 1992, pourrait être le premier élément d'un marché commun de l'ensemble du continent américain.

Nouvelle forme de colonisation économique des États-Unis qui voient là une façon de surmonter leur manque de compétitivité en utilisant les potentialités naturelles et humaines de l'Amérique latine ? Moyen pour celle-ci de quitter plus rapidement le Tiers Monde ? Quoi qu'il en soit, c'est un gage d'ouverture accrue sur le marché mondial, ouverture déjà large puisque la valeur des exportations a été multipliée par dix depuis les années 50 et que l'Amérique latine fait en moyenne deux fois plus de commerce par habitant que l'Afrique ou l'Asie. C'est également un gage d'arrimage plus étroit aux économies développées et d'occidentalisation en général. L'Amérique latine devrait donc devenir plus que jamais une tête de pont du monde occidental.

Cependant, dans un ensemble aussi vaste, les cultures locales, l'environnement régional, la position géographique, la taille des territoires nationaux, les traditions politiques, les hasards de l'histoire ont introduit certaines différenciations spatiales qui ont déjà pu apparaître plus haut. Hors exceptions, qui portent généralement sur de petits États (Haïti par exemple), et hétérogénéités internes mises à part comme toujours, il s'agit généralement de nuances plus que de disparités fondamentales.

V. Des ensembles régionaux peu contrastés

A la suite des auteurs de la *Géographie Universelle*, nous distinguerons, en Amérique latine, cinq grandes aires qui seront étudiées dans l'ordre de leur niveau de vie : le Cône Sud, les deux États-continentaux (Brésil et Mexique), l'Amérique andine, les Caraïbes et les Guyanes, l'Amérique centrale.

A. Le Cône Sud : espoirs déçus, espoir retrouvé ?

Trois des quatre pays du Cône Sud (Argentine, Chili, Uruguay) sont structurellement les plus proches des pays développés. Le cas du quatrième est différent. Le Paraguay est, en effet, en retrait par rapport aux trois autres et, par bien des côtés, ressemble plus au Brésil qu'à ses autres voisins. Nous l'agrègerons cependant au Cône Sud, dont il se rapproche par la langue et parce qu'il forme, comme

l'Uruguay, une sorte d'État-tampon entre Argentine et Brésil. Quoi qu'il en soit, sa population (8 % du Cône Sud) est telle qu'il pèse peu dans les moyennes.

A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle « les États-Unis restent la référence et le rival » pour l'Argentine [8]. Les manuels des années 50 faisaient encore de cette dernière la cinquième ou la sixième puissance mondiale. A la même époque, et même jusque dans les années 60, les pays du Cône Sud étaient considérés comme devant rejoindre rapidement le club des pays développés. Or l'Australie et la Nouvelle-Zélande, dont les structures économiques n'apparaissent pas alors fondamentalement différentes, ont dépassé l'Argentine et ont rejoint le groupe des pays développés. L'Uruguay elle-même, longtemps considérée comme la Suisse de l'Amérique latine et comme un des pays du monde les plus socialement avancés, à l'image du Danemark et de la Nouvelle-Zélande, n'a pas pu s'accrocher au peloton des pays les plus avancés.

Diverses péripéties historiques ont, en effet, ralenti ou fait régresser la marche économique de ces pays. Pour l'Argentine, par exemple, les auteurs de la *Géographie Universelle* incriminent d'abord les occasions manquées : pampa accaparée plutôt que colonisée, révolution péroniste qui ne change rien aux structures, acceptation par la démocratie, en 1983, de « l'héritage économique catastrophique laissé par la dictature ». Ils mettent en cause également les changements de politique et de conjoncture qui ont retardé la modernisation, ainsi qu'une absence permanente de pacte social.

Plus généralement, l'instabilité politique, avec ses alternances de démocratie plus ou moins populiste et de dictatures (Argentine 1976-1983, Chili 1973-1989, Paraguay 1954-1989, Uruguay 1973-1984) et l'insécurité qui en résulte (guérilla urbaine des Tupamaros en Uruguay), n'ont pas favorisé la croissance. Ces pays sont donc l'illustration du fait que le sous-développement est loin d'être toujours causé par des événements extérieurs (colonisation, dépendance économique). En effet, dans des conditions assez semblables, et par certains côtés même plus difficiles du fait de leur éloignement, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont aujourd'hui considérées comme développées, alors que le Cône Sud s'est laissé distancer.

Cependant, bien que distancé économiquement, le Cône Sud a su conserver du temps de sa « belle époque » des structures socio-économiques qui le maintiennent en tête parmi les ensembles régionaux d'Amérique latine. En somme, malgré une mauvaise passe économique et politique, il a pu préserver, au moins en partie, certaines des bases de sa prospérité passée, comme un noble appauvri qui a su conserver un certain standing.

En effet, la répartition des secteurs économiques est de type quasiment développé (tableau 7). Le secteur tertiaire emploie plus de la moitié des actifs et crée un peu moins de la moitié du PNB. C'est à peu près ce qui se trouve au Portugal et en Grèce, la productivité en moins cependant.

Le secteur agricole est résolument marginal : une personne sur sept seulement y trouve un emploi et sa part dans le PNB l'est tout autant (14 %). Ce qui ne signifie pas qu'il soit médiocre, car on a là des pays où l'activité agricole est généralement performante et qui vendent sur le marché mondial blé, maïs, riz, tournesol, soja, coton, viande bovine et ovine ou même vin, dont l'Argentine est le quatrième producteur mondial : le Paraguay n'est-il pas le premier producteur mondial de soja et de coton par habitant ?

Sans pouvoir se comparer, par son poids à celui des « grands » de l'Amérique latine (Mexique et Brésil), le Cône Sud dispose d'une industrie manufacturière qui

TABLEAU 7. — Les espaces régionaux d'Amérique latine : indicateurs

	Cône Sud	États-Continent	Amérique andine	Caraïbes et Guyanes	Amérique centrale
Économie					
Actifs agricoles (%)	15	32	29	34	48
Actifs dans les mines (%)	5	6	5	3	1
Actifs dans l'ind. manif. (%)	27	19	17	19	17
Actifs dans le tertiaire (%)	53	43	49	44	34
Agriculture dans le PNB (%)	14	10	14	22	19
Mines dans le PNB (%)	10	8	15	4	1
Industrie manufact. dans le PNB (%)	31	28	22	26	22
Tertiaire dans le PNB (%)	45	54	49	48	58
PNB/habitants (en \$)	2 281	2 404	1 727	1 439	1 039
PIB réel/habitant (\$)	4 560	4 424	3 328	1 960	2 168
Dettes/PNB (%)	75	42	56	57	89
Consommation d'engrais/ha (1)	125	552	745	470	632
Consommation d'énergie/hab. (2)	1 202	1 508	969	952	962
Km routes/100 km ² (en km)	8	17	7	16	21
Démographie					
Densité de population au km ²	12	22	18	53	53
Solde naturel (% par an)	1,5	2,1	2,3	1,7	2,9
Nombre d'enfants/femme	3,0	3,5	3,9	3,1	4,9
Mortalité infantile (en ‰)	28	58	56	47	55
Espérance de vie (en ans)	70	66	64	68	65
Jeunes (%)	32	38	39	33	45
Population (en millions)	53	234	89	33	28
Niveau de vie					
Alphabétisés (%)	94	85	78	79	68
Élèves dans le primaire (%) (3)	100	100	99	98	88
Élèves dans le secondaire (%) (3)	69	44	56	59	33
Étudiants à l'université (%) (3)	31	13	21	17	14
Nombre d'habitants/médecin	478	771	959	771	1 746
Calories par jour et par hab.	2 978	2 821	2 369	2 611	2 285
Nombre d'habitants/voiture	10	15	23	18	39
Citadins (% de la pop. totale)	81	73	68	55	48
Indicateur du Dévelop. Humain	905	818	777	707	676
(1) Centaines de g. nutritifs/ha. (2) En kg d'équivalent pétrole. (3) % du groupe d'âge.					

compte dans l'économie nationale. Elle emploie le quart des actifs (presque deux fois plus que l'agriculture) et entre pour près de 30 % dans le PNB. Son éventail inclut à la fois la transformation des produits locaux (IAA, raffinage du pétrole, métallurgie du cuivre) et la fabrication de produits divers, tels que l'acier en Argentine depuis 1970 et au Chili, les textiles traditionnels et synthétiques, les automobiles et camions.

Cependant, à la différence du Mexique et du Brésil, et bien évidemment des pays développés, la gamme des produits est relativement limitée (il manque surtout les secteurs de haute technologie) et leur compétitivité réduite. Trop longtemps protégée par une politique de substitution aux importations, puis ouverte trop brusquement, l'industrie se place difficilement sur les marchés mondiaux et se cantonne aux marchés intérieurs.

Le Cône Sud compte donc encore trop sur les ressources de son agriculture et de son sous-sol et garde, en cela, des aspects que l'on reconnaît traditionnellement aux Tiers Mondes, encore que son cas ne soit pas fondamentalement différent de celui de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande. En conséquence, ces ressources comptent beaucoup dans la balance commerciale de ces pays qui, par ailleurs, sont très ouverts sur l'extérieur : les exportations y représentent l'équivalent de 35 % du PNB, contre 17 % en France. L'Argentine se classe au cinquième rang parmi les exportateurs mondiaux de produits agricoles.

Le sous-sol du Cône Sud étant assez bien doté, avec le pétrole et le gaz naturel argentins, le fer et surtout le cuivre chiliens, ces produits tiennent une large place dans les échanges extérieurs. Au Chili, redevenu le premier producteur mondial devant les États-Unis, le cuivre couvre à lui seul la moitié des exportations du pays. Et cette proportion se trouvera peut-être confortée avec la découverte, en 1988, du plus important gisement de cuivre du monde à Copiaco, au Nord de Santiago.

La structure et l'évolution de la population constituent, comme on l'a déjà souligné, une des principales originalités du Cône Sud. La population est constituée par une population d'origine essentiellement européenne, surtout espagnole, mais aussi italienne en Argentine, parfois française ou allemande. Cette situation tient d'abord à ce que les Indiens, déjà peu nombreux lors de la colonisation, ont été massacrés ou refoulés vers le Sud, à l'exception des Guaranis du Paraguay, dont l'ethnie et la culture ont été miraculeusement conservés par les Jésuites, et de 130 000 Indiens qui ont survécu au Chili. Elle tient également à ce que les caractéristiques tempérées du climat et la richesse des terres (par ailleurs peu occupées) ont attiré les Européens de l'Ouest et du Sud. On a donc affaire ici à une Amérique latine blanche ou peu métissée.

Le comportement démographique est de type quasiment européen : natalité et fécondité égales à celles de la France des années 50 (3 enfants par femme), mortalité réduite (8 ‰), et donc un accroissement relativement lent (1,5 % par an). La population vieillit, à la fois par diminution du nombre des jeunes (moins du tiers de la population a moins de 15 ans) et par augmentation de celui des personnes âgées (à peu près le double de la moyenne des Tiers Mondes).

Par contre, contrairement à celle de l'Europe, la population, arrivée tardivement dans un pays presque vide, n'a pas encore eu le temps de se densifier. Globalement, le Cône Sud est un cône vide. Une population équivalente à celle de la

France dispose d'un territoire huit fois grand comme notre pays. Vue d'Europe, on ne se rend pas toujours compte que l'Argentine équivaut à cinq fois la France et que le « petit » Paraguay est presque aussi vaste que notre pays.

Ce vide apparaît encore plus impressionnant si l'on considère que quatre habitants sur cinq sont concentrés dans les villes, donc sur des territoires très exigus, et même plus précisément dans d'immenses agglomérations qui rassemblent à elles seules toujours plus du quart, et parfois plus de la moitié de la population totale. En Argentine, 85 % de la population réside en ville et « de l'agglomération métropolitaine à Santa Fe, sur les 500 km du littoral, s'entassent la moitié des 31 millions d'Argentins » [8]. La région métropolitaine de Buenos Aires concentre à elle seule 10 millions de personnes sur 3 800 km², soit un demi-département français. Le Chili est urbanisé aux quatre cinquièmes et un Chilien sur trois habite le grand Santiago. Six Uruguayens sur sept habitent en ville, et plus de la moitié à Montevideo ou sa banlieue. Même le Paraguay, où les citadins sont pourtant minoritaires, est touché par la macrocéphalie : le grand Asuncion dépasse le million d'habitants dans un pays qui n'en compte au total que quatre.

Malgré le déclassement économique qu'il a connu dans les décennies 70 et 80, le Cône Sud garde le meilleur niveau de vie d'Amérique latine. Avec un PIB réel de plus de 4 500 \$ par habitant (contre 3 900 en moyenne), une ration calorique par habitant supérieure à celle du Japon (3 000 contre 2 860), un encadrement sanitaire analogue à celui de la France, une alphabétisation presque complète, une scolarisation de bon niveau (environ 70 % des jeunes dans l'enseignement secondaire, 30 % à l'Université), un IDH qui dépasse 900 points, le Cône Sud n'a rien à envier, au moins globalement, au Portugal, à la Grèce et aux pays d'Europe de l'Est.

Cependant, les disparités spatiales et sociales, traditionnellement moins criantes qu'ailleurs, se sont accrues depuis deux décennies. En Argentine, selon les auteurs de la *Géographie Universelle*, 22 % de la population étaient, en 1980, en dessous du seuil de pauvreté et, en 1984, la moitié des salariés du grand Buenos Aires « gagnaient au plus l'équivalent de 1,2 fois le salaire minimum vital », situation qui a amené des émeutes en 1989. La reprise actuelle de la croissance (environ 5 % par an au début des années 90) devrait ramener le Cône Sud à une situation plus en rapport avec un passé plus brillant.

B. Brésil et Mexique : deux géants tard-venus

On associera les deux États-continentaux que sont le Brésil et le Mexique pour les comparer aux pays du Cône Sud. Si l'on se réfère au simple PIB réel par habitant, les deux géants ne se distinguent guère : une bonne centaine de dollars d'écart seulement en faveur du Cône. Une analyse plus fine fait apparaître quelques différences, mais qui ne sont jamais fondamentales.

C'est d'abord par leur masse que Brésil et Mexique se distinguent. A eux deux, ils couvrent plus de 10 millions de km², soit plus de la moitié de l'Amérique latine, et abritent une part équivalente de la population. Par leur puissance économique, ils tranchent également sur les autres États. Neuvième et dix-septième pays du monde par leur PNB, ils pèsent au total 670 milliards \$, plus que le Canada ou l'Espagne. On a vu plus haut que leur poids industriel peut les faire considérer, de ce point de vue, comme des puissances moyennes à l'échelle mondiale.

Cette puissance économique leur donne un rôle international, et surtout régional, sans équivalent en Amérique latine, à l'exception peut-être de l'Argentine, mais qui n'est que la trentième puissance mondiale. Elle leur permet également de jouir d'une relative indépendance, grâce à un marché intérieur relativement vaste et qui se dilate sans cesse par le gonflement des classes moyennes.

Les structures économiques laissent apparaître quelques divergences (tableau 6). L'agriculture tient plus de place au Brésil et au Mexique que dans le Cône Sud, surtout dans l'emploi (32 % contre 12 %), signe de la persistance de poches agricoles attardées (Yucatan mexicain, Amazonie et Nordeste brésiliens). L'industrie manufacturière y tient une place un peu moindre, aussi bien dans l'emploi que dans le PNB. Par contre, c'est par la diversité, la compétitivité et la technicité de leur production que Brésil et Mexique, véritables NPI comme on l'a montré plus haut, prennent le pas sur le Cône Sud. La lourdeur du secteur agricole laisse au secteur tertiaire une part plus réduite que dans le Cône Sud, au moins pour les emplois.

Plus tard venus au développement économique, ayant grandi rapidement sans connaître les mêmes replis que les pays du Cône Sud, Brésil et Mexique ont rattrapé leur retard en terme de revenu, mais n'ont pas encore réussi à le faire en terme de conditions de vie. Le niveau alimentaire est plus faible (200 calories de moins), l'environnement sanitaire plus médiocre, la scolarisation moins poussée, particulièrement à l'Université, l'alphabetisation moins généralisée, l'urbanisation moins extrême.

Tout cela concourt à une transition démographique moins avancée : fécondité un peu plus élevée et donc natalité plus forte, population plus jeune, croissance plus rapide. Tout cela induit aussi un IDH plus faible (80 points de moins), mais qui dépasse tout de même les 800 points. En somme, Brésil et Mexique apparaissent, à côté des pays du Cône Sud (Paraguay excepté), comme de nouveaux riches.

C. Les pays andins : l'Amérique latine et indienne...

Les pays andins s'étendent du Venezuela à la Bolivie, en passant par la Colombie, l'Équateur et le Pérou. Ils forment un ensemble de 90 millions d'habitants, soit 20 % du total latino-américain et une densité proche de la moyenne. Leur originalité tient d'une part à leur position sur la chaîne des Andes et, d'autre part, à « leur situation au cœur de l'un des deux grands foyers amérindiens des hautes terres du Nouveau Monde (...), là où sur les structures de l'État précolombien se sont greffées celles de la culture espagnole » [8]. Trop montagneux, ils n'ont pas intéressé, en dehors des mines, les populations européennes qui sont venues blanchir le Cône Sud. Il s'agit donc de l'espace le plus indien d'Amérique latine.

La situation et l'évolution démographiques de l'Amérique andine sont proches de celles du Brésil et du Mexique, à cela près que la fécondité est légèrement plus forte, ainsi que la croissance annuelle. Mais c'est plutôt du côté de l'économie et du niveau de vie qu'il faut chercher un certain décalage entre les deux ensembles, et encore pas dans tous les domaines. L'Amérique andine apparaît comme un peu plus agricole et un peu moins industrielle, non pas tant par la proportion de main-d'œuvre occupée dans chacun de ces secteurs (somme toute assez proche) que par leur poids dans le PNB. Son industrie est également moins diversifiée et technologiquement moins avancée. La structure des exportations dénote également un

certain retard économique, puisque les produits primaires (combustibles, minéraux et métaux, produits agricoles non transformés) entrent pour 85 %, contre 50 % au Brésil et au Mexique. La croissance économique a été plus lente entre 1960 et 1980 (5 % contre 8 %) et elle continue de l'être, même si les chiffres se sont rapprochés ensuite du fait d'un ralentissement généralisé.

Le même décalage transparaît dans les revenus et les niveaux de vie. Le PIB réel dépasse 3 000 \$, mais se trouve inférieur du quart à celui des deux États-continents. L'alimentation se situe à la limite du suffisant, l'alphabetisation des adultes est plus faible, l'encadrement médical plus modeste, l'indicateur du développement humain un peu inférieur, la motorisation plus médiocre, le réseau routier moins dense, l'urbanisation moins intense.

Dans cette Amérique andine, Colombie, Équateur et Pérou se situent sensiblement au même niveau de développement. La Bolivie, par contre, comme le Paraguay dans le Cône Sud, est généralement à la traîne, avec un IDH de moins de 550 points et un PIB réel de 1 400 \$, mais elle ne représente que 8 % de la population totale. Le Venezuela, où l'effet-pétrole joue comme ailleurs, se trouve au contraire le plus souvent en tête.

D. Caraïbes pleines et Guyanes vides

Dans ce classement par ordre décroissant de développement socio-économique viennent, derrière l'Amérique andine, les Caraïbes. A ces îles du golfe du Mexique, dont six ont plus de un million d'habitants (Cuba, République Dominicaine, Haïti, Jamaïque, Porto Rico et Trinidad), nous avons joint les Guyanes. Cet ensemble est densément peuplé (170 hab/km²), en dehors des Guyanes presque vides (environ un million d'habitants et moins de 5 hab/km²), mais n'est habité que par une trentaine de millions d'habitants, soit 8 % de la population totale de l'Amérique latine ; l'État le plus peuplé (Cuba) dépasse à peine le seuil des 10 millions d'habitants.

Et pourtant cette Amérique caraïbe est très médiatisée. Elle évoque à la fois des paysages de rêve et des images de cauchemar : des mouvements révolutionnaires et contre-révolutionnaires s'y sont affrontés, des dictatures de droite et de gauche y ont tenu et y tiennent encore parfois la une des journaux (les Duvallier à Haïti, Castro à Cuba, etc.), le père fouettard américain tente avec plus ou moins de bonheur d'y faire régner un ordre qui lui convienne : échec à Cuba en 1961, réussite à la Grenade en 1983, réussite puis échec à Haïti, avec l'élection du père Aristide suivie de son éviction par un coup d'état, etc.

Malgré cette histoire chaotique, la comparaison avec l'Amérique andine n'est pas systématiquement favorable à cette dernière (tableau 7). Par exemple, la transition démographique est plus avancée dans les Caraïbes, puisque la fécondité est tombée à trois enfants par femme (presque quatre en Amérique andine) et l'accroissement annuel à 1,7 %. L'Amérique andine est un peu moins agricole que les Caraïbes, mais l'industrie manufacturière y tient moins de place et les produits primaires (agro-alimentaires ou miniers) représentent dans l'un et l'autre cas la quasi-totalité des exportations (85 %).

Le niveau de vie des Caraïbes se situe globalement au-dessous de celui de l'Amérique andine, qu'on le mesure par le PIB réel (1 400 \$ de moins) ou par

l'IDH (70 points de moins). Cependant la situation apparaît bien nuancée dans le détail puisque l'alphabétisation, la scolarisation sont tout à fait comparables, et que l'encadrement médical, l'alimentation et la motorisation sont meilleurs dans les îles. Tout se passe, en somme comme si, avec des revenus plus faibles, les Caraïbes offraient des conditions de vie assez comparables à celles de l'Amérique andine.

Il faut souligner cependant l'exception que représente Haïti, mais où vivent moins de 2 % des Latino-américains. Ce pays est à la fois le plus prolifique des Caraïbes (près de 5 enfants par femme), le plus agricole (70 % des actifs), le plus pauvre (800 \$ de PIB réel /hab.) et celui où les conditions de vie sont les plus mauvaises (IDH de 360 points). Haïti est un morceau d'Afrique égaré dans les Caraïbes.

E. Une Amérique centrale à la traîne

Si la comparaison entre Amérique andine et Caraïbes peut prêter à commentaires nuancés, la comparaison des Caraïbes avec l'Amérique centrale tourne constamment au désavantage de cette dernière. L'Amérique centrale apparaît, en effet, comme le maillon le plus faible de l'Amérique latine. Elle l'est par sa population (28 millions d'habitants, soit moins que la seule Colombie par exemple) et par son éclatement politique. Sept états se partagent l'équivalent de la surface de la France, pour une population moitié moindre; le plus peuplé (le Guatemala) ne dépasse pas 10 millions d'habitants. C'est, outre la proximité des États-Unis, ce qui explique une domination américaine à peu près sans partage, à l'exception de la décennie sandiniste au Nicaragua qui s'est terminée en 1990.

Sur presque tous les fronts, l'Amérique centrale est en retrait (tableau 7). C'est vrai au plan économique : une agriculture forte pourvoyeuse d'emplois (presque la moitié du total des actifs) pour une part faible dans le PNB (environ 20 %), signe d'une faible productivité, un secteur industriel moyen, du moins comme employeur, une consommation d'énergie modeste.

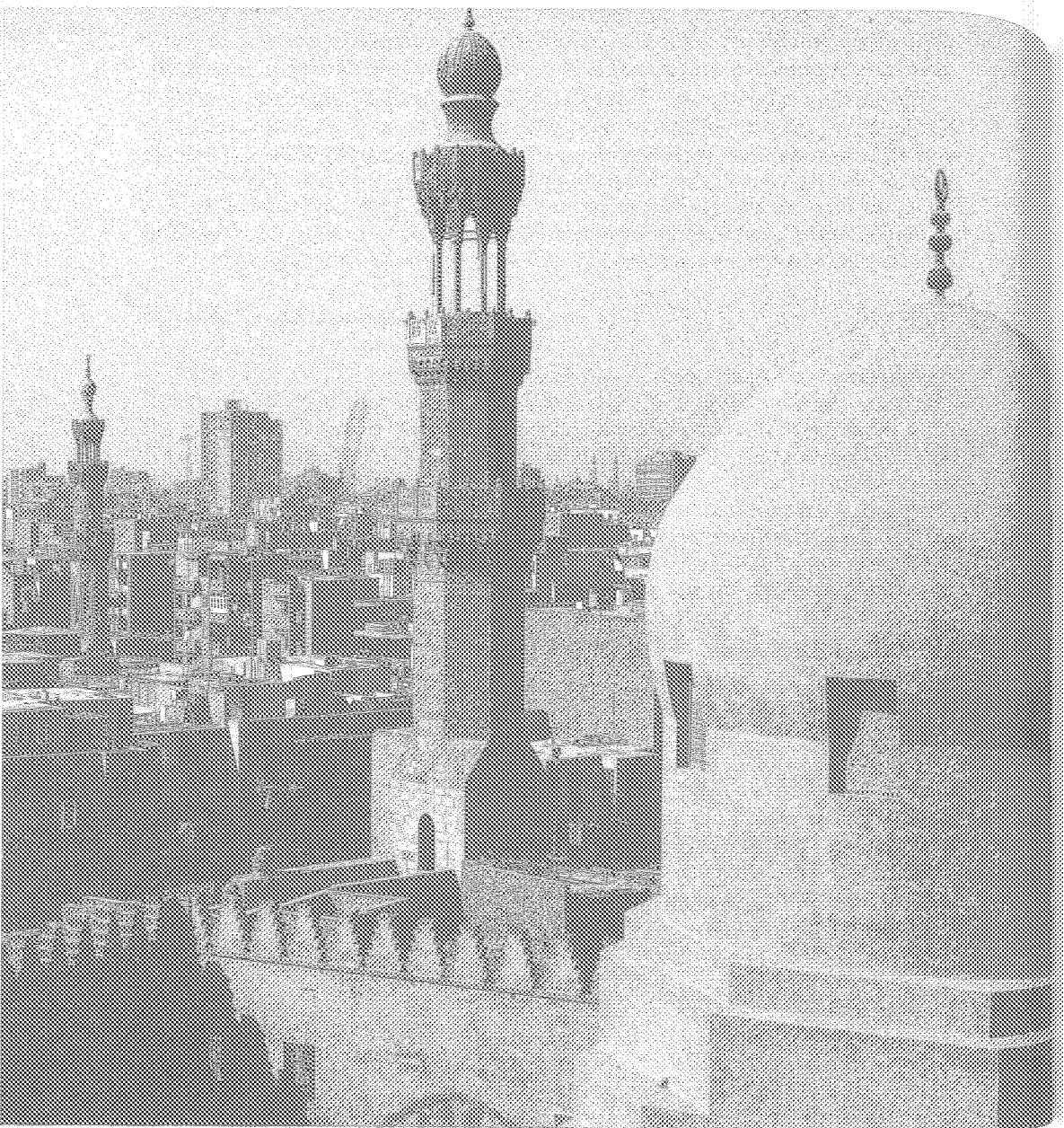
Cela reste vrai pour le niveau de vie. Le PIB réel est certes légèrement plus élevé que celui des Caraïbes, mais l'alphabétisation est plus faible, la scolarisation plus médiocre surtout dans l'enseignement secondaire, l'alimentation plus proche du minimum vital, l'encadrement médical deux fois moins dense et l'IDH y descend un peu en dessous de 700. La transition démographique s'y trouve donc moins avancée, puisque la fécondité y frôle les cinq enfants par femme, la croissance les 3 % par an et que la population y reste plus jeune.

Conclusion

Il existe donc bien, du Cône Sud à l'Amérique centrale, un certain éventail des niveaux de développement. Cependant, les performances du plus mal placé des ensembles régionaux d'Amérique latine, c'est-à-dire l'Amérique centrale, surpassent sans conteste celles de l'Asie et de l'Afrique. En dehors de la croissance démographique, inférieure en Asie et du même ordre en Afrique, l'Amérique centrale fait toujours beaucoup mieux que l'Afrique et mieux que l'Asie. Les

écarts sont particulièrement sensibles avec l'Afrique sur tout ce qui touche au niveau de vie : mortalité infantile deux fois moins forte, PIB réel deux fois inférieur, etc. On peut comparer l'Amérique centrale au mieux placé des ensembles régionaux d'Asie, c'est-à-dire l'Asie du Sud-Est, encore que cette dernière soit le plus souvent en retrait, avec notamment un PIB réel et un IDH un peu inférieurs.

Au total, non seulement l'Amérique latine devance largement l'Asie et l'Afrique par son développement économique et social, mais ses régions les plus avancées font jeu égal avec bien des pays considérés comme développés et ses régions les plus attardées se comparent ou même dépassent les meilleures parmi les autres Tiers Mondes, le Monde arabo-musulman excepté. La comparaison avec ce dernier amène, en effet, des commentaires plus nuancés puisque ces deux Tiers Mondes sont relativement proches l'un de l'autre, au moins sur certains points.



4. Le Monde arabo-musulman : islam et pétrole

Les limites de l'Amérique latine ne posaient pas de problèmes, celles du Monde arabo-musulman méritent quelques explications. Celui-ci ne recouvre évidemment pas tout l'espace islamisé. S'il en était ainsi, il faudrait y inclure un immense espace courant du Sénégal et de la Mauritanie au Pakistan et à l'Indonésie. Le Monde arabo-musulman tel qu'on l'entend ici est un espace à la fois islamisé et arabisé (à quelques exceptions près) qui va du Maghreb à l'Iran et de la péninsule Arabique à la Turquie.

Si le Maghreb, la Libye, l'Égypte, la péninsule Arabique (Arabie Saoudite, Koweït, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen), les États du croissant fertile (Irak, Liban, Syrie, Jordanie) ne font pas problème, des hésitations surgissent à propos d'autres États. Elles sont facilement surmontées pour l'Iran, non arabisée, mais islamisée et traditionnellement incluse dans le Moyen-Orient. Elles apparaissent plus fortes pour la Turquie, rattachée à l'Europe méditerranéenne par la Banque mondiale, à l'Asie par la FAO, mais que l'islam et son niveau de développement rapprochent du Monde arabo-musulman dans lequel nous l'incluons donc. Par contre, nous excluons l'Afghanistan, malgré ses attaches culturelles évidentes, mais que son niveau de vie et de développement nous pousse à joindre plutôt au Pakistan. Ce dernier sera lui-même intégré au Monde indien, car son appartenance à l'ancien Empire des Indes britanniques semble plus compter, au moins jusqu'à présent, que ses pesanteurs ethno-linguistiques.

Les dernières hésitations ont porté sur les limites africaines. La Mauritanie, bien que faisant partie du Grand Maghreb arabe, a plus sa place, par son climat et son niveau de vie, dans l'Afrique sud-saharienne que dans l'aire arabo-musulmane. Il en est de même pour le Soudan qui, malgré ses liens historiques avec l'Égypte, se rattache mieux par son niveau de vie et de développement à l'Afrique sud-saharienne.

Israël et Chypre ont été écartés de l'étude. Le premier, par sa culture et sa religion, ne fait évidemment pas partie du Monde arabo-musulman... Mais nous l'excluons également des pays du Tiers Monde. Véritable greffe du monde occidental en pays arabisé et islamisé, Israël est aujourd'hui un pays développé. Il l'est par son économie (plus du tiers des actifs dans l'industrie, 60 % dans le secteur tertiaire), par sa transition démographique presque achevée, par un encadrement médical parmi les meilleurs du monde et par un IDH égal à celui des États-Unis.

On peut en dire autant, ou presque, de Chypre. Avec une industrie qui occupe le quart de la population, un secteur tertiaire qui tient la même place qu'en Israël, Chypre est désormais doté de structures économiques de pays développé. La natalité y est plus basse qu'en Israël (19 ‰) et tous les critères de niveau de vie indiquent le développement : l'espérance de vie, par exemple, équivaut à celle de la France.

▲ Le Monde arabo-musulman : le poids de l'islam (minarets du Caire, Égypte)
(photo R. Chapuis).

Ainsi défini, le Monde arabo-musulman comprend 17 états de plus de un million d'habitants, peuplés d'environ 300 millions d'habitants, soit sensiblement moins que les 435 millions de l'Amérique latine. Mais, alors que l'on peut déjà considérer celle-ci comme industrialisée, au moins par rapport aux autres Tiers Mondes, le Monde arabo-musulman est, quant à lui, plutôt en voie d'industrialisation.

I. Des pays en voie d'industrialisation

Au regard de l'emploi, le Monde arabo-musulman reste fondamentalement agricole puisque l'agriculture occupe près de 40 % des actifs. Mais au vu de la richesse produite, il ne l'est plus, puisque l'agriculture ne fournit guère qu'environ 15 % du PNB. Par contre, les quelque 22 % des emplois assurés par l'industrie (au sens large) créent environ le tiers du PNB. Rien de comparable cependant avec l'Amérique latine, car la moitié de ces richesses proviennent de l'énergie et des mines, c'est-à-dire pour l'essentiel du pétrole, alors qu'en Amérique latine ce n'est que le quart.

A. Le roi-pétrole

Les hydrocarbures, et plus précisément le pétrole, forment la base de la richesse du Monde arabo-musulman, à la fois par les ventes directes qu'ils permettent, par les industries qu'ils induisent plus ou moins directement et, nous le verrons plus tard, par les placements qu'ils soutiennent.

Le Monde arabo-musulman extrait chaque année environ un milliard de tonnes de pétrole, soit le tiers de la production mondiale. Comme il est faible consommateur, il vend à lui seul les deux tiers du pétrole mondial. Il détient également les deux tiers des réserves mondiales et plus même si l'on tient compte des découvertes de ces dernières années. En 1989, l'Arabie Saoudite a, d'un seul coup, réévalué les siennes de moitié ! Les découvertes réalisées en Irak en 1988 et 1989 ont permis à ce pays de doubler dans le même temps ses réserves. Au siècle prochain, les pays du Golfe, à eux seuls, devraient disposer de 85 % des réserves de la planète.

Mais il est vrai que l'on doit distinguer les pays rentiers et les autres. À côté de quelques gros producteurs (Arabie Saoudite 270 millions t, Iran, Irak, Émirats Arabes Unis, Koweït avant la guerre du Golfe, entre 100 et 150 millions t) se positionnent quelques moyens (environ 50 millions t pour l'Algérie, l'Égypte, la Libye) et des petits (Bahreïn, Qatar, Oman, Syrie, Tunisie : moins de 20 millions t). Quelques-uns, rares tout de même, ne possèdent rien, comme le Maroc, la Turquie et le Yémen.

Les réserves sont également mal réparties. L'Arabie Saoudite accapare à elle seule le quart des réserves mondiales ; l'Irak, les Émirats, le Koweït et l'Iran en détiennent chacun 10 %, la Libye, l'Algérie 1 %. Les autres possèdent moins encore et certains rien du tout, du moins en l'état actuel des recherches.

Le gaz naturel pèse, pour le moment, beaucoup moins que le pétrole. Il ne fournit que 5 % de la production commercialisable du monde (environ 110 milliards m³). Mais il fait, ici comme ailleurs, une rapide percée. De grands projets sont réalisés ou en cours aussi bien en Arabie Saoudite (doublement en

quatre ans), qu'en Iran (doublement prévu en 10 ans) et en Algérie où l'augmentation de la capacité de liquéfaction est en cours ; l'Algérie est, dès à présent, le deuxième producteur de gaz naturel liquéfié du monde, derrière les États-Unis. Derrière ces trois pays, qui sont les principaux producteurs (entre 20 et 50 milliards m³), viennent, mais assez loin, la Syrie, le Koweït, la Tunisie, et quelques autres plus petits encore. Les réserves sont également mal partagées. L'Irak détient 12 % du total mondial, l'Arabie Saoudite, Abou Dhabi et Qatar environ 4 % chacun, l'Algérie 3 %, l'Irak 2 %.

Les hydrocarbures gardent un poids considérable dans les exportations du Monde arabo-musulman. Ils forment en effet les trois quarts de la valeur des exportations en moyenne, et jusqu'à 90 ou 100 % en Libye, en Iran, en Algérie, en Arabie Saoudite et dans les Émirats Arabes Unis.

Même mal partagée et même victime de prix en accordéon, la manne pétrolière a été, et reste encore un des principaux facteurs d'industrialisation du Monde arabo-musulman.

B. Une industrie manufacturière récente, mais qui commence à compter

Avant la dernière guerre, quelques germes d'industrialisation avaient été semés dans le Maghreb, sous domination française, et en Égypte où Mehemet Ali avait commencé, au début du XIX^e siècle, à implanter une industrie textile. Mais, stérilisés par la concurrence et par l'opposition des métropoles, ils n'avaient guère donné de fruits. L'industrie d'alors concerne essentiellement une première transformation des matières premières, tels les phosphates du Maghreb, le coton d'Égypte, le pétrole du Moyen-Orient (découvert en Irak en 1913) et la laine, utilisée par l'artisanat un peu partout. En 1965 encore, en dehors de l'Irak, de l'Iran et de la Tunisie, aucun pays de la région n'avait plus de 17 % de sa main-d'œuvre employée dans l'industrie (A. Dubresson et A. Vanneph).

La situation est tout autre aujourd'hui. Avec 18 % de ses actifs dans l'industrie manufacturière, le Monde arabo-musulman vient un peu derrière l'Amérique latine (20 %), mais assez loin devant l'Asie (14 %) et l'Afrique (11 %). Et il ne s'agit pas de moyennes artificielles puisque, dans tous les grands États, la main-d'œuvre employée dans l'industrie manufacturière dépasse 16 % du total, pour atteindre de 20 à presque 30 % en Algérie, en Arabie Saoudite, au Maroc, en Syrie et en Tunisie. Seuls l'Iran, miné économiquement par des années d'intégrisme religieux et de guerre, et la Turquie, où une agriculture surchargée réduit les autres secteurs, occupent moins de 16 % de leurs actifs dans l'industrie de transformation (carte 5).

La participation de cette industrie manufacturière au PNB reste cependant modeste, et très inférieure à celle de l'Amérique latine (carte 6), ce que l'on peut considérer comme l'indice d'une activité peu diversifiée et moins productive. Les cartes dressées par D.W. Curran révèlent que la valeur ajoutée par habitant du Monde arabo-musulman est intermédiaire entre celle de l'Amérique latine, où elle dépasse généralement 400 \$, et celle de l'Asie où elle tombe en dessous de 200 \$, ou même de 100 \$ comme dans le Monde indien ou l'Indonésie. Seuls passent en dessous de la barre des 200 \$ le Maroc, l'Égypte et l'Irak [14].

L'industrie manufacturière est encore très dépendante du produit de base qu'est le pétrole. Le Monde arabo-musulman dispose d'une capacité de raffinage de 340 millions t (environ 10 % de la capacité mondiale), la majeure partie du pétrole se traitant sur les lieux de consommation (20 % dans les seuls États-Unis). Localement, les grands producteurs sont aussi les plus importants raffineurs. L'Arabie Saoudite raffine à elle seule 90 millions t, notamment à Jubail, la plus vaste plateforme pétrochimique du monde; le Koweït (avant la guerre du Golfe), l'Iran et l'Irak traitent entre 25 et 40 millions t.

Certains producteurs moyens, spécialement ceux qui disposent d'un marché intérieur appréciable, se haussent au niveau des grands, tels l'Algérie et l'Égypte (environ 25 millions t). La plupart des autres producteurs se sont dotés de capacités de raffinage qui ne dépassent pas 15 millions t. Par contre, quelques non-producteurs ont tout de même implanté quelques unités de raffinage, ou pour leur consommation interne ou parce qu'ils sont bien placés pour revendre les produits raffinés. La Turquie, qui dispose de la troisième capacité de la région, est dans ce cas, de même que, mais dans une moindre mesure, le Maroc. Ainsi, une dizaine d'unités de raffinage sont installées le long des côtes de la Méditerranée, autant sur le pourtour de la mer Rouge et du golfe Persique et une dizaine encore dans l'intérieur, notamment à proximité des grandes agglomérations. A ces unités, il faut ajouter celles qui liquéfient le gaz en Algérie, en Libye et dans les Émirats Arabes Unis.

Cette domination du pétrole est illustrée par le fait que, au Moyen-Orient du moins, sur les dix premières firmes de la région, sept sont des compagnies qui extraient du pétrole ou le raffinent. Ce sont souvent ces mêmes firmes qui ont greffé, sur le raffinage proprement dit, une industrie chimique plus fine. En Arabie Saoudite, la pétrochimie produit du méthanol, de l'éthylène, de l'urée, de l'ammoniaque, de la soude, de l'azote à Jubail (golfe Persique) et Yanbu (mer Rouge), en Libye de l'éthylène et du polyéthylène, un peu partout des engrais, des détergents.

D'autres industries n'ont pu s'implanter que grâce à l'énergie bon marché fournie par les hydrocarbures ou aux capitaux procurés par la rente pétrolière. On pense aux cimenteries qui ont fleuri un peu partout (huit dans les seuls Émirats Arabes Unis) et que nécessitait par ailleurs l'exceptionnelle vague de construction et d'équipement (autoroutes, routes, ports, universités, appartements, etc.) qu'ont connue les pays pétroliers entre la hausse des prix de 1973 et leur chute en 1986.

Les usines de dessalement de l'eau de mer se sont également multipliées. En Arabie Saoudite, plusieurs unités dessalent chaque année 100 millions de m³ d'eau; dans les Émirats Arabes Unis, une nouvelle usine de 60 millions de m³ va s'ajouter à celles qui existent déjà; une autre fonctionne à Oman. Le Koweït disposait, avant son invasion, de six grandes unités et de dix-sept petites, d'une capacité de 150 millions de m³. De vastes zones industrialo-portuaires ont vu le jour en Iran, en Irak, en Arabie Saoudite.

Les pétro-dollars ont alimenté parfois des projets plus ambitieux. Certains pays ont voulu en profiter pour se donner une industrie de base, dans le cadre d'une voie de développement autocentrée, et pour créer des industries d'aval, au nom de la théorie des « industries industrialisantes ». Le cas le plus connu est celui de l'Algérie socialiste qui a voulu fonder son développement, non seulement sur les hydrocarbures et la chaîne pétrochimique, mais aussi sur la sidérurgie qui permettait de valoriser le minerai de fer local et d'alimenter en cascade les industries d'aval (métallurgiques, mécaniques, électriques, etc.). Dans les années 70, ce pays

consacrait 40 % de son PNB aux investissements industriels, ce qui constituait un record mondial.

Cette politique a permis à l'Algérie de devenir un petit producteur d'acier (environ 700 000 t), mais n'a développé qu'un nombre limité d'industries d'aval, comme la construction de machines agricoles, de moteurs, de voitures. Le tissu industriel est resté très incomplet et ces industries industrialisantes sont devenues des gouffres financiers, à la fois lors de leur implantation, puisqu'elles nécessitaient techniciens et brevets étrangers, et par leur fonctionnement. En effet, la médiocre maîtrise technique du personnel local, l'obligation d'acheter des pièces de rechange à l'étranger, la lourdeur administrative de ces usines étatisées, ainsi que l'étroitesse du marché local n'ont parfois fait fonctionner ces coûteuses « cathédrales dans le désert » qu'à 30 ou 50 % de leur capacité. Fortement capitalistiques, elles avaient l'inconvénient supplémentaire de créer relativement peu d'emplois. La baisse du prix du pétrole et la chute du dollar ont ensuite porté un coup très dur à l'ensemble du système et posé la question d'une privatisation possible.

D'autres tentatives du même type, mais généralement moins ambitieuses, ont vu le jour pour créer une industrie lourde non pétrolière, afin de servir d'appui à des industries plus diversifiées. En Libye, le complexe de Misurata, vers Tripoli, que l'on a mis 10 ans à construire et qui a coûté 12 milliards \$, travaille le minerai de fer du Fezzan. L'Égypte est devenue un producteur d'acier non négligeable (13 millions t), ainsi que la Turquie (8 millions t), alors que la production est restée très modeste en Iran, en Arabie Saoudite et à Qatar (1 million t ou moins).

Le plus souvent, on a cherché surtout à transformer sur place les ressources locales pour créer un maximum de valeur ajoutée. Le Maroc transforme ses phosphates en produits purs et en dérivés tels que l'acide phosphorique, les engrais chimiques. La bauxite turque est transformée sur place en alumine (180 000 t) et en aluminium (60 000 t). Certains pays utilisent leurs capacités énergétiques pour transformer des matières premières venues d'ailleurs. L'Égypte produit 180 000 t d'aluminium grâce aux capacités électriques du grand barrage d'Assouan, les Émirats Arabes Unis en fournissent presque autant et la bauxite australienne est traitée à Qatar.

Enfin, depuis longtemps sous une forme artisanale, et depuis une vingtaine d'années à une échelle plus industrielle, le Monde arabo-musulman a vu se développer des industries de biens de consommation fondées, au moins au départ, sur les productions agricoles locales. Les industries agro-alimentaires, souvent encore restées au stade artisanal ou semi-artisanal, sont les plus répandues : fabrication de farines, semoule, huile, sucre, tabac, boissons, conserveries de poissons, de fruits et de légumes, travail du cuir, etc.

L'industrie textile a généralement atteint un stade plus industriel, notamment grâce aux industriels européens qui ne veulent pas aller chercher trop loin une main-d'œuvre bon marché. Certains pays arabo-musulmans sont devenus de redoutables concurrents sur les marchés internationaux, pour la fabrication de fils, de tissus, de vêtements. L'ensemble du Monde arabo-musulman produit environ 900 000 t de filés de coton (France 180 000), dont les deux tiers en Égypte et en Turquie, ainsi que près de 400 000 t de fibres synthétiques (France 180 000).

Signe d'une certaine diversification industrielle, la part des produits manufacturés a quadruplé dans les exportations depuis 1965, pour atteindre aujourd'hui

15 % du total, chiffre encore modeste mais en accroissement rapide. Dans le même temps, cette part a été multipliée par 4 en Tunisie, par 6 en Arabie Saoudite, par 9 au Maroc, par 34 en Turquie. Dans ce dernier pays, la place du tabac dans les exportations passe de 40 à 4 % et celle des produits manufacturés de 20 à 75 %; en Égypte, la part du coton fibre descend de 60 à 10 %, alors que celle des produits industriels monte de 20 à 40 %; au Maroc, les exportations de produits primaires passent de 95 % du total à 55 %, au bénéfice des produits manufacturés.

Cette diversification a toute chance de se poursuivre, grâce aux zones franches industrielles qui commencent à s'installer par exemple à Bahrein et dans les Émirats Arabes Unis, ainsi qu'aux privatisations. En effet, un peu partout, depuis les pays socialistes jusqu'aux monarchies plus ou moins absolues, de lourds règlements enchaînaient l'entreprise privée. Aujourd'hui, du Maroc à l'Iran, en passant par l'Algérie, l'Égypte, l'Irak, la Syrie, la Turquie et même la Libye, on assouplit la réglementation, on privatise, on recherche des investisseurs étrangers, et même la riche Arabie Saoudite emprunte pour investir. Le Koweït libère les prix, l'Algérie fait éclater sa vingtaine de grands combinats en un demi-millier d'entreprises plus petites. Au Maroc, où d'ores et déjà 80 % du PNB sont générés par le secteur privé, 75 entreprises employant 40 000 salariés devraient être privatisées entre 1992 et 1995.

Le Monde arabo-musulman est donc bien en voie d'industrialisation, mais le niveau atteint n'est pas encore comparable à celui de l'Amérique latine. Les plus gros producteurs de pétrole comptent encore essentiellement sur ce produit et sur les activités induites pour se développer, mais la stagnation actuelle des prix ralentit le processus d'industrialisation. Les autres, producteurs moyens mais très peuplés, ou petits producteurs ou même non-producteurs s'efforcent de créer ou de renforcer leur tissu industriel en valorisant l'atout économique que constituent les bas salaires distribués à leur main-d'œuvre. À l'inverse de certains pays d'Amérique latine, tous manquent d'un véritable réseau d'entreprises, d'une main-d'œuvre locale bien formée, de cadres, d'ingénieurs, d'industries de pointe. L'industrie du Monde arabo-musulman souffre également de ne disposer que d'un marché intérieur trop étroit du fait de l'existence d'une masse d'agriculteurs aux revenus limités.

C. Un secteur agricole prépondérant dans l'emploi mais peu productif

Le secteur agricole, on l'a vu, reste prépondérant dans l'emploi, puisque quatre actifs sur dix environ y travaillent encore. C'est beaucoup moins qu'en Asie ou en Afrique, où six actifs sur dix sont agriculteurs, mais sensiblement plus qu'en Amérique latine. Dans tous les pays de plus de 10 millions d'habitants, cette proportion atteint au moins 25 % et elle monte à 50 % en Turquie. Seuls quelques petits pays (Émirats Arabes Unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye) occupent moins de 15 % des actifs au travail de la terre (carte 2).

Ces chiffres sont d'autant plus étonnants que le Monde arabo-musulman correspond, à quelques exceptions près (littoral de la Méditerranée et de la mer Noire, certaines montagnes), à un vaste ensemble de steppes et de déserts où les cultures sont soumises à des contraintes climatiques fortes ou extrêmes qui font osciller la production du simple au double (ou même pire) d'une année à l'autre.

Seuls les pays les mieux placés (Maghreb, Turquie) ou ceux qui ont mis en place un réseau d'irrigation (Égypte, pays du croissant fertile) ont réussi à se donner, au moins localement et sur certaines exploitations modernes, une agriculture de bon niveau, à la fois productive et compétitive. C'est le cas du Maroc qui exporte agrumes, légumes d'hiver et fleurs, de la Tunisie (huile d'olive), de la Turquie (raisins secs, amandes), de l'Égypte (coton).

Les investissements faramineux de certains pays pour irriguer le désert et y cultiver du blé ressortent plus d'un désir d'autonomie alimentaire et de prestige que d'un souci d'efficacité et de rentabilité. C'est le cas des travaux menés actuellement en Libye pour réaliser la Grande Rivière artificielle qui devrait amener l'eau de la nappe phréatique de Koufra vers Tripoli, sur 1 500 km. Ils devraient augmenter la surface irriguée de 160 000 ha et coûter 25 milliards \$, si du moins ils se terminent, car les fonds manquent et des problèmes de salinité des eaux apparaissent. L'Arabie Saoudite, qui a mené également de grands et coûteux travaux dans ses déserts, dispose maintenant de 430 000 ha irrigués; elle a certes triplé sa production de blé, mais elle le paie à ses producteurs de trois à cinq fois le prix mondial, et elle exporte, mais évidemment à perte...

L'agriculture est donc duale. À côté d'exploitations modernes subsistent une masse de petites exploitations archaïques, encore largement autarciques, et qui s'adonnent essentiellement à des cultures vivrières (blé et orge surtout) à faible rendement (souvent moins de 15 qx à l'hectare).

Dans les chiffres au moins, l'élevage semble tenir une place plus appréciable que les cultures. 170 millions de moutons parcourent les steppes de la région, dont 40 % en Iran et en Turquie. Une trentaine de millions de bovins, dont les deux tiers dans les mêmes pays, sont élevés dans les zones plus humides. Mais il s'agit le plus souvent d'un élevage extensif : les rendements ne dépassent guère 700 litres par vaches en Iran, par exemple, contre 5 000 en France.

La productivité générale de cette agriculture est donc faible. Par exemple, la valeur ajoutée par l'agriculteur turc est dix fois inférieure à celle de son homologue français et encore nettement plus modeste que celle de l'agriculteur latino-américain. Au total, l'agriculture entre pour moins de 15 % dans le PNB total, et assez rares sont les pays, comme l'Iran, où ce pourcentage est de beaucoup dépassé (carte 3).

On ne s'étonnera donc pas que, malgré de forts contingents d'agriculteurs, tous les grands pays souffrent d'un déséquilibre de leur balance commerciale agricole, à l'exception du Maroc et de la Turquie dont le solde est légèrement positif. L'ensemble des pays du Monde arabo-musulman cumulent un déficit agricole d'une vingtaine de milliards \$. Ce déficit équivaut à 10 % au moins du PNB en Égypte, en Jordanie, au Liban, et au Yémen. Malgré les travaux spectaculaires dont il a été question plus haut, le déficit atteint 5 à 7 % du PNB en Libye et en Arabie Saoudite. L'Égypte est le troisième importateur mondial de blé et de farine.

Dans la plupart des cas, l'agriculture a souffert, en dehors des pesanteurs liées aux mentalités et aux techniques traditionnelles, des politiques de nationalisation ou de collectivisation des terres et de la priorité accordée aux investissements industriels. Le cas de l'Algérie, qui a sacrifié son agriculture sur l'autel de l'industrie et du socialisme, est symptomatique puisque ce pays, pourtant parmi les mieux dotés, ne subvient qu'à 30 % de ses besoins alimentaires. Le secteur

tertiaire a lui aussi souffert de ces politiques, mais il connaît actuellement un rapide développement.

D. Un secteur tertiaire en rapide développement

Environ 40 % des actifs travaillent désormais dans le secteur tertiaire. C'est un peu moins qu'en Amérique latine, mais beaucoup plus qu'en Asie et en Afrique, où commerces et services fournissent moins du quart des emplois. Partout, sauf en Turquie et en Irak, au moins un tiers des actifs travaillent dans le secteur tertiaire (carte 8). Dans plusieurs États, la moitié des actifs y sont employés et dans certains petits, producteurs de pétrole ou pas, le seuil de 60 % est dépassé. Le secteur tertiaire crée désormais plus de la moitié du PNB et l'Irak est le seul pays où cette proportion descend en dessous de 45 % (carte 9).

Même si l'on peut se poser des questions sur le poids du secteur informel et sur l'intérêt économique de certains des emplois qui se sont multipliés dans les pays du Golfe (plantons, gardiens, chauffeurs, etc.), il n'en reste pas moins vrai que ce secteur paraît assez productif puisque, avec 40 % des actifs, il crée plus de la moitié du PNB. Un certain nombre d'activités sont relativement performantes, comme la banque.

1. La banque : tradition et nouveautés

Certains États continuent une vieille tradition commerciale et bancaire du Moyen-Orient. Beyrouth a joué, jusqu'à la guerre qui l'a ravagée, le rôle de place bancaire du Moyen-Orient. Mais la banque a connu surtout un extraordinaire développement dans les pays rentiers du pétrole. Ceux-ci, après les premier et deuxième chocs pétroliers qui multiplient par vingt leurs revenus, investissent dans les entreprises ou les banques étrangères et développent leur propre système bancaire. Les pays dont les réserves pétrolières risquent d'être épuisées en moins d'une génération sont alors les premiers concernés puisque, pour eux, investir à l'étranger est un gage de revenus futurs. Leurs banques prennent donc des participations dans l'immobilier, le commerce, le raffinage et la distribution du pétrole, la chimie, etc.; elles déposent des fonds en Europe et en Asie, interviennent sur les marchés financiers internationaux pour recycler les pétro-dollars dont elles regorgent alors.

Le Koweït, dont la rente pétrolière passe de 1 milliard \$, en 1970, à 20 en 1981, constitue un « fonds de réserve pour les générations futures » (KIO) évalué à 100 milliards \$ et qui lui rapporte, avant l'invasion, autant que le pétrole [1]. Il détient alors 14 % de Daimler-Benz (RFA), de BP et de Midlands Bank (RU), 10 % de Hoechst AG (RFA) et 5 % des vingt premières banques américaines. Bahrein devient la grande place financière du Moyen-Orient, en remplacement de Beyrouth, et elle attire des sièges sociaux comme celui de la Gulf Air. Dix banques du Moyen-Orient affichent un bilan de plus de 8 milliards \$ en 1989, dont trois en Arabie Saoudite et deux à Bahrein. Amman, elle aussi, récupère une partie des dépouilles de Beyrouth. Dubaï devient un des grands marchés mondiaux de l'or. « Les banques arabes commencent à jouer un rôle international notable et à assurer des fonctions que se réservaient jusqu'à présent les institutions occidentales » [32].

La baisse des prix du pétrole, la chute du dollar puis la guerre du Golfe ont vu se défaire ou du moins vaciller certains empires fragiles. On estime que les opéra-

tions « Bouclier du désert » et « Tempête du désert » ont coûté 70 milliards \$ au Koweït, à l'Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis et que, au total, les pertes seraient de l'ordre de 300 milliards \$ pour les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Émirats, Koweït, Oman, Qatar et Bahrein). Conséquence, le Monde arabo-musulman, de créancier qu'il était, est devenu débiteur. Sa dette a doublé depuis 1980, pour atteindre plus de 130 milliards \$ aujourd'hui, l'équivalent de la moitié de son PNB, ce qui signifie qu'il est plus endetté que l'Amérique latine ! C'est en partie pour éponger une dette de plus de 40 milliards \$ (trois fois plus élevée par habitant que celle du Brésil) que Saddam Hussein a voulu mettre la main sur le pactole koweïtien.

On peut cependant penser que, en dehors de l'Irak encore sous le coup des sanctions de l'ONU, la santé des pays producteurs de pétrole, et donc celle de leurs banques, devrait rapidement s'améliorer, à l'image de la remise en route des puits de pétrole koweïtiens réalisée deux fois plus vite que prévu...

Les transports ont également bénéficié, pendant la période d'euphorie, d'une rapide croissance. Les pays pétroliers du Moyen-Orient, et dans une moindre mesure les autres, ont beaucoup investi dans les routes, les autoroutes, les aéroports, les ports. Dans toute la péninsule Arabique, les ports ont été modernisés; Dubaï est considéré comme le « Rotterdam du Golfe tant son activité est importante » [32]. On a fait de même en Algérie et au Maroc. On a parfois vu trop grand, et les immenses quais pour les super-pétroliers de 500 000 t sont souvent déserts. Les Émirats Arabes Unis comptent cinq aéroports internationaux et un sixième en construction.

Mais la circulation routière et autoroutière s'est plus encore développée. Désormais, avec une voiture pour 14 habitants (soit plus d'un ménage sur trois), le Monde arabo-musulman est le mieux placé dans l'ensemble des Tiers Mondes, puisqu'il devance de peu l'Amérique latine, de loin l'Afrique et de très loin l'Asie (carte 11). La densité moyenne des routes reste faible (carte 10), du fait de l'existence d'immenses espaces désertiques, mais elle est relativement bonne dans les territoires habités. Le tourisme devrait se trouver ainsi favorisé.

2. Le tourisme : des potentialités insuffisamment utilisées

L'aire arabo-musulmane dispose en effet d'atouts touristiques incontestables. 350 millions d'Européens, qui sont les principaux candidats mondiaux au tourisme (avec les Américains et les Japonais), se trouvent à quelques heures de vol, et presque sans décalage horaire. Les fameux trois S (Sea, Sand, Sun) sont distribués à profusion. Des paysages extraordinaires (montagnes du Maroc, de Turquie, d'Iran et les plus vastes déserts de la planète) et un patrimoine fabuleux légué par les Pharaons, les Perses, Rome, Byzance, l'islam, etc., pourraient être offerts aux touristes.

Mais la guerre, les tensions internes ou externes, les incompréhensions et les intégrismes empêchent la valorisation de ces immenses potentialités. Le Monde arabo-musulman n'a reçu, en 1990, que 14 millions de touristes, dont plus de la moitié en Afrique du Nord, pour moins de 6 milliards \$; on est loin des performances de l'Amérique latine (24 millions de visiteurs et 17 milliards \$). Les recettes sont en recul, et pas seulement depuis la guerre du Golfe. 80 % environ vont à la Turquie, à la Tunisie, au Maroc et à l'Égypte.

En Tunisie, les recettes représentent 12 % du PNB et près de 10 % de la population vit plus ou moins directement du tourisme. Au Maroc, qui reçoit un peu plus

de visiteurs que la Tunisie mais dont le PNB est plus important, le tourisme crée 5 % des richesses nationales. La Turquie joue, elle aussi, cette carte. Ce pays, qui fascinait déjà les intellectuels européens au XIX^e siècle, dispose des trésors accumulés par quatre civilisations (hittite, grecque ancienne, byzantine et musulmane), des extraordinaires paysages anatoliens et des littoraux ensoleillés de la mer Noire et de la Méditerranée. Des capitaux locaux et étrangers s'y investissent dans les hôtels, les complexes balnéaires, ce dont profitent directement ou indirectement la construction, l'artisanat, le commerce. Les visiteurs y sont à peu près aussi nombreux qu'en Tunisie mais, comme le PNB est plus considérable, les recettes touristiques ne représentent que 3 % du total. Par ailleurs, la pression kurde peut hypothéquer l'avenir du tourisme international.

Au Moyen-Orient, c'est l'Égypte avec ses fabuleux vestiges pharaoniques qui reçoit l'essentiel de la manne touristique (3 % du PNB), si l'on excepte du moins le tourisme spécial représenté par les pèlerins de diverses confessions qui font le pèlerinage aux lieux saints (la Mecque : 2 millions de pèlerins, Jérusalem). Ailleurs, on remarque moins le rôle joué actuellement par le tourisme que celui qu'il pourrait tenir dans les économies régionales. L'Iran, l'Irak, le Liban, la Syrie, l'Arabie Saoudite sont d'immenses gisements touristiques que la guerre ouverte ou larvée, ainsi que les rigorismes ou les intégrismes locaux empêchent de mettre vraiment en valeur : on ne peut, pour le moment, que rêver de visiter les ruines de Babylone ou de Persépolis ! *A contrario*, lorsque ces barrières sont levées, le tourisme peut se développer rapidement comme au Yémen ou à Bahrein : depuis le lancement du pont qui relie l'île au continent, Koweïtiens et Saoudiens viennent y chercher dans les restaurants, les boîtes de nuits et les plages des plaisirs interdits chez eux, mais qu'un certain libéralisme local autorise... La paix au Moyen-Orient ouvrirait de belles perspectives.

Enfin, si l'on inclut dans le secteur tertiaire tous les revenus qui ne viennent ni de l'agriculture, ni de l'industrie, on est amené à souligner le rôle considérable joué par les droits de passage et les revenus des émigrés.

3. Flux d'hommes et de biens : des revenus précaires

Relais entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, entre les producteurs et les consommateurs de pétrole, certains pays du Moyen-Orient profitent de leur situation pour lever des droits de passage sur leur territoire.

On pense évidemment à l'Égypte qui joue du canal de Suez, depuis sa nationalisation en 1956, comme d'un enjeu stratégique et comme d'une source de profit considérable. Malgré tous les aléas qu'a connus le canal, avec sa fermeture entre 1967 et 1975 et le déroutage des super-pétroliers par le Cap, l'Égypte en tire encore 3 % de son PNB. Les oléoducs sont également un moyen de prélever des droits non négligeables. La Jordanie et l'Égypte touchent des droits sur le pétrole saoudien qui passe sur leur territoire. La Turquie et la Syrie pratiquaient de même lorsque les oléoducs et gazoducs amenaient le pétrole irakien vers la Méditerranée ; il est probable que lorsque les séquelles de la guerre du Golfe seront effacées, ces deux pays bénéficieront à nouveau de ces droits de passage. L'Arabie elle-même capte peu à peu la plupart des canalisations pétrolières du Golfe.

Les retombées engendrées par les envois d'argent (on dit les « remises ») des émigrés sont plus complexes à analyser, car plusieurs types de flux intéressent le

Monde arabo-musulman. Certains flux proviennent de l'extérieur du Monde arabo-musulman et viennent augmenter le niveau de vie, développer les investissements locaux des pays les plus démunis en pétrole ou les plus peuplés et limiter le déficit de la balance des paiements. On pense aux envois des émigrés maghrébins et turcs en Europe de l'Ouest, et particulièrement en France et en Allemagne, qui permettent aux familles restées sur place de vivre et aux émigrés eux-mêmes d'investir à leur retour dans un petit commerce, une boutique d'artisan, une maison, comme le font par exemple les Berbères de Kabylie. On estime que neuf millions de Maghrébins ont travaillé en Europe au cours des dix dernières années ; malgré les limitations qui ont surgi depuis le premier choc pétrolier, il y en aurait encore cinq millions aujourd'hui. Deux millions de Turcs seraient actuellement installés en Allemagne.

A ces gains externes, il faut joindre les gains internes, qui n'enrichissent pas globalement le Monde arabo-musulman, mais qui ont contribué à une redistribution des richesses des pays rentiers du pétrole vers les pays « soutiers », si l'on peut dire. D'après le journal *le Monde* (26.03.91), dont nous tirons l'essentiel de ce qui va suivre, en 1981 on estimait que 7,5 millions d'étrangers vivaient dans les pays du Golfe, pour une population totale de 15 millions. Les deux tiers venaient du Monde arabo-musulman, l'autre tiers était originaire du Monde indien, des Philippines ou d'Indonésie.

Dans les pays récepteurs, essentiellement les producteurs de pétrole, une bonne partie des actifs étaient étrangers : 40 à 50 % en Arabie Saoudite, pourtant relativement peuplée, 50 % à Bahrein, 75 % au Koweït (et même 98 % dans le bâtiment). Les minuscules Émirats auraient vu passer 2,5 millions d'étrangers et, plus étonnant, au plus fort de la guerre entre l'Iran et l'Irak, 2 millions d'étrangers, essentiellement des Égyptiens, auraient remplacé les Irakiens retenus au front.

Les principaux pays arabo-musulmans fournisseurs de main-d'œuvre, et donc les principaux bénéficiaires des remises de leurs émigrés, étaient l'Égypte, la Syrie, le Yémen, la Tunisie et, dans une moindre mesure, l'Algérie et le Maroc : 2 à 4 millions d'Égyptiens auraient ainsi quitté leur pays, dont 900 000 pour le seul Koweït et plus de 1 000 000 pour l'Irak. Le cas de la Jordanie était particulièrement étonnant. La moitié de sa population travaillait à l'étranger, surtout dans des emplois qualifiés grâce à la bonne formation de sa main-d'œuvre, alors qu'elle accueillait elle-même Indiens, Pakistanais ou Arabes d'autres pays pour tenir les emplois les moins qualifiés.

Les remises de ces émigrés représentaient parfois une forte participation à l'équilibre de la balance des paiements de leur pays : plus du quart du PNB en Jordanie et l'équivalent de deux fois les exportations de marchandises, 10 % du PNB en Égypte, ce qui est considérable pour un pays de plus de 50 millions d'habitants.

Dans ces conditions, le ralentissement de l'activité économique, dû à la chute des prix du pétrole puis à la guerre du Golfe, qui pousse à réduire les contingents d'immigrés, va être un coup dur pour tous les pays émetteurs. L'Arabie Saoudite refoule 50 000 travailleurs par mois après 1985. Le Qatar renvoie par charters entiers les travailleurs dont le contrat de travail vient à expiration. L'Égypte voit revenir un million de travailleurs installés en Irak, au Koweït et en Jordanie. Cette dernière, sanctionnée dès avant la guerre du Golfe par les monarchies pétrolières pour avoir organisé des élections, voit ses remises divisées par deux, avec le retour de ses nationaux. Après que, en 1990, le Yémen se fût abstenu de voter à l'ONU des sanctions contre l'Irak, 900 000 de ses travailleurs sont renvoyés dans leur

pays. Au total, on est passé de 7,5 millions d'étrangers en 1981, à 5,8 en 1984, à 3 en 1986 et peut-être à 1 aujourd'hui.

Autre conséquence de la baisse des revenus pétroliers et de la guerre, l'aide que les producteurs de pétrole fournissaient aux « pays frères » au nom de la « umma » (la solidarité entre musulmans) a été brusquement réduite. Devenus parfois eux-mêmes emprunteurs, obligés de réduire leurs ambitieux projets de développement nationaux et parfois désireux de sanctionner certains « déviants », les grands producteurs de pétrole diminuent leurs aides un peu partout ou parfois les suppriment complètement. L'Arabie, principale pourvoyeuse de fonds, a déjà diminué son aide de moitié, et elle devrait poursuivre dans cette voie. En conséquence, la Jordanie, dont le PNB était alimenté à 50 % par une aide extérieure, voit celle-ci diminuer de plus de moitié; le Yémen est de la même façon sanctionné par les pétro-monarchies.

La période d'intense redistribution des richesses, plus ou moins volontaire, entre les pays arabo-musulmans est donc close. Mais elle a incontestablement contribué à égaliser les revenus entre les pays les plus riches et les plus pauvres, à aider ces derniers à investir, à se moderniser, et donc à créer de la croissance.

L'ensemble du Monde arabo-musulman a en effet connu, entre 1965 et 1980, la plus forte croissance des Tiers Mondes. Avec une moyenne de plus de 7 % par an, il devançait légèrement l'Amérique latine et l'Asie (entre 6 et 7 %) et nettement l'Afrique (un peu plus de 4 %). Le ralentissement économique l'a fait retomber au niveau le plus bas des Tiers Mondes, avec 0,5 % par an entre 1980 et 1990, plus bas même que l'Amérique latine et l'Afrique (aux environs de 2 %) et loin derrière l'Asie qui caracole en tête avec 7 % de croissance par an environ.

Contrairement à ce qui se passe en Amérique latine, on ne peut prévoir, semble-t-il, une reprise très sensible dans les prochaines années dans les pays qui comptent essentiellement sur les hydrocarbures pour leur développement, sauf accident toujours possible qui pourrait faire remonter les prix (mais ceux-ci sont restés sages même pendant la guerre du Golfe). Paradoxalement, l'avenir semble plus ouvert pour les non-producteurs ou les petits producteurs de pétrole qui ont diversifié leur production comme la Tunisie, le Maroc, la Syrie, la Turquie et dont la croissance annuelle se situe entre 3 et 6 % depuis le début des années 90.

La période d'euphorie des années 70 a cependant permis au Monde arabo-musulman de rattraper en partie le retard qui était le sien, par rapport à l'Amérique latine, en matière de niveau de vie. Elle a été trop courte, cependant, pour que le rattrapage soit total.

II. Un niveau de vie inférieur à celui de l'Amérique latine

A. Un revenu un peu plus faible

Si l'on s'en tient au PNB, l'habitant du Monde arabo-musulman est en moyenne un peu plus riche que le Latino-américain (70 \$ de plus). Mais on sait que ce critère ne tient pas compte du coût réel de la vie. En terme de PIB réel, par contre, les pays arabo-musulmans viennent sans conteste derrière ceux d'Amérique latine avec 3 100 \$ par personne environ, contre 3 900.

Mais cette moyenne semble cacher, au premier abord, des disparités considérables. En effet, le revenu de l'Égyptien, en terme de PIB réel n'est que de 1 360 \$, contre 12 200 pour l'habitant des Émirats. Cependant, si l'on ne prend en compte que les États de plus de 10 millions d'habitants (en y incluant l'Arabie Saoudite qui en est proche) qui représentent 84 % de la population, les écarts s'amenuisent : le Turc, qui dispose du revenu le plus élevé, vit avec 3 800 \$ par an en moyenne, contre 1 360 à l'Égyptien; les écarts ne sont plus que de 1 à 3. Les petits pays pétroliers forment donc une sorte de goutte de richesse au milieu d'un ensemble relativement homogène à revenu moyen, au moins par comparaison aux autres Tiers Mondes (carte 13).

A l'intérieur des États, les inégalités sociales sont encore considérables. Dans la plupart d'entre eux, les écarts sont amples entre une classe possédante ou proche du pouvoir, et des masses qui vivent d'une maigre agriculture ou des revenus incertains des petits métiers urbains ou qui sont tout simplement au chômage. Entre les deux, cependant, la montée d'une petite bourgeoisie urbaine, faite d'entrepreneurs, de commerçants, d'enseignants, de militaires, de cadres moyens ou supérieurs, de professions libérales est indéniable, spécialement au Maghreb, en Turquie, en Syrie et en Jordanie, bientôt au Liban, lorsque la vie aura repris un cours normal. Cette classe moyenne n'a pas encore assez d'assise pour faire vraiment contrepoids aux minorités qui détiennent le pouvoir politique, militaire ou économique, mais elle est loin d'être négligeable.

Au Maroc par exemple, selon les chiffres officiels, la répartition des richesses ne serait pas très différente de ce qu'elle est en France, puisque les 20 % des ménages les plus riches y détiendraient environ 40 % des richesses (comme en France) et les 20 % les plus pauvres, 10 % (France 6 %); les 60 % restants se partageraient donc 50 % des richesses. Même s'il faut manier ces chiffres avec prudence, puisque l'on sait par ailleurs que la famille royale marocaine possède une bonne partie du patrimoine économique du pays, ils semblent indiquer peut-être qu'une classe moyenne est en train de s'étoffer.

B. Une alimentation globalement suffisante

Comme on peut le présumer au vu de son niveau de revenu, la situation alimentaire du Monde arabo-musulman est globalement correcte (3 000 calories par jour et par habitant), et même supérieure à celle de l'Amérique latine (2 700). Dans les pays développés eux-mêmes, la consommation calorique oscille entre 3 000 et 3 600 calories. L'alimentation est également globalement équilibrée, en ce sens que, dans ces pays d'élevage, les protéides manquent moins qu'ailleurs et que le déficit alimentaire national est compensé par des importations massives de céréales.

A l'intérieur du Monde arabo-musulman, les écarts sont faibles d'un pays à l'autre (carte 14). En dehors du Yémen, dont les habitants ne disposent que de 2 300 calories, tous les autres États sont au-dessus du seuil des 2 500 calories et souvent très au-dessus, comme la Syrie, la Turquie, l'Égypte où les habitants consomment plus de 3 100 calories par jour. La part de la consommation alimentaire dans le budget des ménages, plus forte que celle de l'Amérique latine, est très inférieure à celle des deux autres Tiers Mondes.

Cependant, si on ne meurt plus de faim et si les disettes sont rares et conjoncturelles, les couches sociales les plus pauvres sont à la merci d'une hausse des prix,

d'une politique d'ajustement imposée par le FMI, d'une mauvaise organisation des circuits de production, sans compter la guerre et ses séquelles, comme actuellement en Irak. Le chômage fragilise également l'alimentation des plus démunis. Or, il touche 30 à 40 % des Iraniens, officiellement 15 à 30 % des Maghrébins (en réalité certainement plus), 25 % des Égyptiens, 10 % des Turcs. Des émeutes, dites « de la faim » ou « du pain » ont secoué le Maroc en 1981, 1984 et 1990, la Tunisie en 1978, 1984 et 1987, l'Algérie en 1988, 1990. Sous une situation globalement bonne se cachent donc des fragilités locales ou sociales incontestables. La même remarque peut être faite à propos de l'environnement sanitaire et scolaire.

C. Un environnement sanitaire et scolaire en gros progrès

Les dépenses de santé ont crû rapidement depuis une trentaine d'années : elles sont passées de 0,9 % du PNB en 1965 à 2,0 % en 1986 et se sont stabilisées depuis. Comme, dans l'intervalle, le PNB a gonflé en valeur absolue, les dépenses ont été plus encore multipliées. Le nombre des médecins a donc doublé, celui des infirmiers triplé et, dans les pays du Golfe, les soins sont aujourd'hui gratuits. Les dépenses de santé dépassent maintenant celles de l'Amérique latine, qui n'y consacre que 1,6 % de son PNB, et plus encore celles de l'Asie et de l'Afrique (vers 1 %).

Cependant, comme le Monde arabo-musulman revient de loin, son encadrement médical reste en dessous de celui de l'Amérique latine (environ 1 300 habitants par médecin contre 800), et à égalité avec l'Asie. Mais la plupart des pays sont relativement bien dotés et rares, parmi les grands États, sont ceux, comme le Maroc, l'Irak et l'Iran, où un médecin doit s'occuper de plus de 1 500 personnes en moyenne. Par contre, d'autres disposent d'un encadrement comparable à celui des pays développés (carte 17). On comprend, dans ces conditions, que la mortalité infantile ait baissé de moitié depuis 1965 pour atteindre un peu plus de 80 ‰ aujourd'hui, ce qui reste encore beaucoup, même par comparaison avec l'Amérique latine ; cependant, elle ne dépasse 100 ‰ qu'au Yémen et à Oman (carte 15). L'espérance de vie s'est elle aussi beaucoup améliorée ; dans tous les grands pays elle dépasse 60 ans (carte 16) mais elle reste un peu en deçà de celle de l'Amérique latine.

L'analyse du niveau scolaire amène aux mêmes constats nuancés. Tout d'abord, on retiendra qu'il s'est beaucoup amélioré. Depuis 25 ans, l'alphabétisation a progressé partout, mais le retard reste important par rapport à l'Amérique latine (carte 18). Séquelles d'une décolonisation récente, la mise en place d'un système scolaire généralisé a été tardive : moins de 60 % des adultes sont aujourd'hui alphabétisés, et les femmes le sont moins encore, puisque 40 % seulement d'entre elles savent lire et écrire.

Les progrès ont été rapides également pour la scolarisation des jeunes. La proportion des élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire et supérieur a augmenté des trois quarts depuis 25 ans, mais un certain décalage demeure par rapport à l'Amérique latine, moins pour l'enseignement primaire et secondaire, de niveau assez semblable, que pour l'enseignement supérieur pour lequel celle-ci conserve une certaine avance. A l'intérieur du Monde arabo-musulman, les écarts sont relativement faibles, à cela près que le Moyen-Orient, Égypte comprise, est généralement mieux placé que le Maghreb et que le Yémen est loin en arrière (cartes 20, 21).

Malgré ses progrès, le Monde arabo-musulman reste donc, du point de vue scolaire et universitaire, un peu en deçà et, du point de vue de l'alphabétisation, très en deçà de l'Amérique latine. C'est indiscutablement une de ses faiblesses économiques. En dehors de quelques petits États mieux alphabétisés et mieux scolarisés (Jordanie, Liban avant la guerre civile), il manque de main-d'œuvre qualifiée, de cadres, d'entrepreneurs, de chercheurs. L'obligation de faire appel à une main-d'œuvre étrangère (voir le rôle qu'ont joué longtemps les coopérants français au Maghreb) l'a mis dans une situation de dépendance dont l'usine clé-en-main est le symbole.

Plus qu'ailleurs peut-être, on constate qu'il ne suffit pas de posséder des capitaux pour se développer socialement et économiquement. Il faut aussi des hommes formés et entreprenants. Le sevrage de capitaux qui touche maintenant aussi bien les pays pétroliers que les autres va les obliger à mieux utiliser leurs ressources humaines et financières. Car on constate que jusqu'ici, avec un PIB réel qui est presque le double de celui de l'Asie, l'indicateur du développement humain du Monde arabo-musulman ne lui est supérieur que de 8 %. Ce qui signifie qu'il n'offre pas à sa population des conditions de vie en rapport avec son revenu.

Mais les blocages sociaux, la mauvaise distribution des revenus ne sont pas seuls en cause dans ce décalage entre revenu et conditions de vie. Joue aussi l'angoissant problème d'une croissance démographique non maîtrisée.

III. Une croissance démographique non maîtrisée

A. Un cas très particulier

La croissance d'une population est, on le sait, généralement très liée à son revenu. Généralement, au fur et à mesure que le niveau de vie augmente, la fécondité diminue. Or, ce n'est pas le cas ici. Le Monde arabo-musulman demeure, avec l'Afrique, le champion de la fécondité. Avec 5,5 enfants par femme (6,5 en Afrique), il affiche une fécondité supérieure de moitié à celle de l'Amérique latine et de l'Asie. Que se passe-t-il donc ?

Écartons l'idée trop facilement admise de la polygamie. Nulle part elle ne dépasse 10 % des ménages ; elle est même inférieure à 3 % en Algérie, en Égypte et en Syrie (Ph. Fargues, PS, n° 198) et il n'est pas sûr qu'elle soit, en elle-même, facteur de fécondité. Comme ailleurs, la famille nombreuse est considérée à la fois comme une force de travail et une assurance pour les vieux jours. En pays musulman, s'ajoute l'idée que la contraception n'est pas compatible avec la religion. Cependant, ce type de croyance existe en Amérique latine, mais il n'a pas empêché la fécondité d'y baisser rapidement.

La raison essentielle tient donc à ce que, dans le Monde arabo-musulman, la religion est restée plus prégnante qu'ailleurs et que l'organisation traditionnelle de la famille a mieux résisté. Selon Ph. Fargues, trois traditions-clés expliquent le maintien d'une forte fécondité : la dot, « l'endogamie du patrilignage » et la condamnation du célibat. La dot, qui atteint souvent un montant de dix années d'épargne, renforce le pouvoir de l'homme sur la femme. L'endogamie du patrilignage est une coutume qui prédestine la fille à épouser le fils de l'oncle paternel ou

parfois l'oncle lui-même; elle permet le mariage précoce et renforce le pouvoir de la famille sur l'individu. Enfin, « la condamnation du célibat fait du mariage une règle absolue, aussi bien pour l'homme que pour la femme ». Désir de famille nombreuse, poids de la famille et de la tradition, mariage précoce, rareté du célibat favorisent une forte fécondité.

Localement, d'autres facteurs ont pu jouer. Par exemple, certains États du Golfe, voulant augmenter une population nationale qu'ils jugeaient trop faible, ont encouragé les familles nombreuses. En Irak même, pendant la guerre contre l'Iran, des affiches proclamaient : « mettre un enfant au monde, c'est planter une flèche dans les yeux de l'adversaire ». Après le quatrième enfant, un ménage avait droit à des prêts immobiliers sans intérêts et la mère à un congé de maternité d'un an, payé à 100 % (P. David, PB n° 2196)

B. Une évolution timide

Cependant, une évolution encore timide se dessine. Dans plusieurs États (Maroc, Tunisie, Koweït) la fécondité est descendue en dessous de 5 enfants par femme et, en Turquie, elle est inférieure à 4, comme au Liban dès avant la guerre civile (carte 24). Ont joué ici à la fois des facteurs généraux et des facteurs locaux. Parmi les premiers, la scolarisation des jeunes filles est un indiscutable frein à la fécondité. « Du seul fait qu'elle soustrait la jeune fille à l'univers familial auquel la tradition musulmane l'assignait strictement, l'école, même brièvement fréquentée, représente en effet une rupture avec la coutume (...). Émoussant par ailleurs la hiérarchie des sexes, la hiérarchie d'aujourd'hui introduit un peu d'égalité dans les couples de demain » (Ph. Fargues).

Conséquence, ici comme ailleurs la fécondité des femmes est généralement inversement proportionnelle à leur niveau scolaire. Au Maghreb, en 1987, la fécondité des femmes analphabètes était de 6,1 enfants, celle des femmes ayant reçu une éducation primaire descendait à 4,1 et celle qui avait suivi un cursus secondaire était de 2,9. Là où la scolarisation des femmes est la moins avancée, c'est-à-dire où la tradition est restée la plus stricte, la fécondité est restée quasi-naturelle, comme en Arabie Saoudite, à Oman et au Yémen où elle dépasse 7 enfants par femme. Au contraire, en Tunisie et en Turquie où, dès 1965, plus des deux tiers des filles étaient scolarisées, la fécondité est descendue aux alentours de 4 enfants par femme.

Liés plus ou moins à la scolarisation, trois autres facteurs interviennent dans ce début de baisse de la fécondité : le retard du mariage des jeunes filles, le travail des femmes et l'utilisation de moyens contraceptifs modernes. La fréquentation scolaire, surtout celle de l'école secondaire, a tendance à retarder l'âge au mariage et donc à diminuer la période de fécondité. Le travail des femmes hors de la famille va dans le même sens. Au Maghreb, le taux d'activité des femmes qui, selon Ph. Fargues « fournit un excellent témoin de la vigueur des structures familiales » est inversement proportionnel à la fécondité. Là où le taux d'activité des femmes est le plus faible (8 %), c'est-à-dire en Algérie, la fécondité reste la plus forte, là où le taux d'activité est le plus élevé, en Tunisie (26 %), la fécondité est la plus faible; le Maroc se situe, quant à lui, en position intermédiaire. L'utilisation de moyens contraceptifs modernes est plus ou moins liée, elle aussi, à la scolarisation.

Des politiques de planification familiale ont pu également favoriser la baisse de la fécondité. Ces politiques, rares encore en pays musulman, et contestées, n'en existent pas moins. La Tunisie a ouvert la voie en autorisant la vente et la publicité des contraceptifs dès 1961 et en libéralisant l'avortement en 1965. L'Algérie est venue au planning beaucoup plus tard, mais elle a mené une campagne très active : la fécondité, qui dépassait 8 enfants par femme en 1975, est maintenant tombée à 5. Aujourd'hui la moitié des Tunisiennes utilisent des procédés contraceptifs modernes, contre 45 % des Algériennes et 35 % des Marocaines. En Égypte également, une politique de planning familial est menée par le Centre d'information, d'éducation et de communication, et soutenue par les autorités religieuses officielles qui confirment la légalité de la contraception. On estime qu'aujourd'hui 60 % des femmes du Caire utilisent des méthodes contraceptives modernes. Dans les Émirats Arabes Unis, ainsi qu'au Koweït, ces méthodes sont également plus utilisées qu'ailleurs.

On peut penser que, malgré la montée de l'intégrisme qui pousse à un retour à la tradition (en prônant par exemple le retour de la femme au foyer) et qui veut l'annulation des politiques de planning familial, la fécondité devrait continuer à baisser sous l'action des tendances lourdes que sont l'urbanisation, la scolarisation des filles et la tertiarisation de l'économie qui multiplie les emplois féminins.

Mais ce recul sera lent, beaucoup plus lent qu'en Amérique latine ou en Asie, et sa traduction par un ralentissement de la croissance plus lent encore, car la population est jeune, la plus jeune des Tiers Mondes, après celle de l'Afrique. Dans tous les grands États, à l'exception de la Turquie, la proportion des jeunes de moins de 15 ans dépasse 40 % (carte 26). La natalité reste donc considérable, presque 40 ‰, contre moins de 30 en Asie et en Amérique latine; seule l'Afrique sud-saharienne, une fois encore, fait mieux, si l'on ose dire. Elle est partout élevée, aux quelques exceptions près habituelles (Tunisie, Turquie et quelques petits États du Moyen-Orient) (carte 23).

Comme la mortalité générale a diminué de moitié depuis 1965, suite à l'amélioration de l'alimentation, de la scolarisation et de l'environnement médical, et qu'elle se tient aujourd'hui partout en dessous de 10 ‰ (carte 25), l'accroissement naturel reste rapide, de l'ordre de 3 % par an. Il est, cette fois, au même niveau que celui de l'Afrique où la natalité est certes plus élevée, mais la mortalité aussi. Parmi les grands pays seuls le Maroc, la Tunisie et la Turquie commencent à freiner sérieusement leur croissance (carte 27), ce qui a amené l'ONU à réviser à la baisse ses prévisions pour le Maghreb (environ 100 millions d'habitants en 2025 contre 130 prévus).

Cependant, cette « explosion démographique » reste un des problèmes majeurs du Monde arabo-musulman. Il faudra du temps pour qu'un net ralentissement, puis une stabilisation de la population intervienne. Dans une période de croissance ralentie et de réduction drastique de l'émigration vers l'Europe comme vers les pays pétroliers, le problème va se poser avec de plus en plus d'acuité et risque de déstabiliser davantage une région qui l'est déjà singulièrement.

IV. Unité culturelle et divisions politiques

Paradoxalement, le Monde arabo-musulman apparaît à la fois comme doté d'une incontestable unité culturelle, qui tient à l'islam et à la langue arabe, mais

profondément divisé politiquement, alors qu'il commande un des espaces les plus sensibles de la planète.

A. L'unité par l'islam

Partie d'Arabie, qui fut convertie à l'islam dès 630, la religion de Mahomet s'est répandue à une vitesse étonnante, grâce à la conquête arabe, sur tout l'espace arabo-musulman qui nous intéresse ici. Dès 712, l'autorité des Omeyyades, et donc l'islam, s'étend de l'Atlantique à l'Indus, du Maroc à l'Afghanistan et à l'actuel Pakistan. Seule l'Anatolie va résister jusqu'au XI^e siècle, ainsi qu'un moignon d'Empire byzantin, jusqu'en 1453, date de la prise de Constantinople.

Plus tard, surtout à partir du XIV^e siècle, l'islam va se propager grâce aux missionnaires, aux négociants, aux marins, aux caravaniers et aux notables que les colonisateurs occidentaux ont favorisés. Il va atteindre l'Asie centrale au Nord, l'Inde et l'Indonésie à l'Est et, au Sud, l'Afrique noire septentrionale.

Le monde arabe n'est donc qu'un des cinq espaces islamisés, les quatre autres étant l'irano-indien, le malais, le turco-mongol et l'africain noir [28]. Mais il a cette originalité d'être le cœur de l'islam.

1. Le cœur de l'islam

Cœur de l'islam, le monde arabo-musulman l'est parce qu'il est imprégné par cette religion depuis au moins douze siècles. C'est là que l'islam trouve ses villes saintes. Certaines le sont pour l'ensemble des musulmans : la Mecque et Médine en Arabie Saoudite, Jérusalem en Israël. D'autres ne sont saintes que pour les chiites : Nedjef, Kerbela en Irak, Qom, Mechhed, Kadhimain en Iran. C'est là aussi que se situent les foyers de culture de l'islam, en particulier ses plus célèbres universités : de Fès (la Karaouine) au Maroc, à Mechhed en Iran, en passant par Damas, Tunis, Ankara, pour finir par la plus prestigieuse, celle d'Al Azhar au Caire. C'est de là que les livres et les moyens audiovisuels rayonnent sur l'ensemble des pays islamiques : le Caire n'est-il pas une sorte de « Hollywood-sur-Nil » dont les films sont distribués sur l'ensemble des pays arabes ? [32]

C'est là que cette religion est la plus exclusive. A peu près partout, elle est adoptée par 95 % au moins de la population. Seules quelques très faibles minorités se sont maintenues. Les chrétiens ne tiennent une place appréciable qu'au Liban (40 %) et ils n'ont quelque importance qu'en Égypte (Coptes), en Syrie (Grecs orthodoxes), en Irak (Chaldéens) et parmi les Palestiniens [24].

Certes, l'islam n'est pas unitaire. L'islam sunnite, qui admet plus volontiers les évolutions sociales, est très dominant. Mais le chiisme, plus traditionaliste et organisé autour d'un clergé hiérarchisé, est majoritaire en Iran, en Irak, au Liban, à Bahrein. Il est minoritaire mais dynamique en Arabie Saoudite, en Afghanistan, au Koweït et il imprègne l'islam des Alaouites syriens et des Druses du Liban et de Syrie [32]. Cette situation se traduit donc par quelques divergences dans l'interprétation des textes, par une application plus ou moins stricte de ceux-ci dans la vie quotidienne et par des comportements un peu différents vis-à-vis du pouvoir politique.

Mais, fondamentalement la religion imprègne toute la vie du croyant. « L'islam est non seulement une foi et un rituel, mais encore une communauté (umma), une cité et un code de lois, une morale, un mode de vie, tout un ensemble de concepts, de pratiques et d'institutions qui constituent une civilisation » [28]. La vie privée en reçoit donc une marque profonde qui s'exprime par la puissance des liens familiaux (autorité du père, solidarité, cousinage, etc.), par la place restreinte réservée aux femmes, au moins dans la vie publique, etc.

L'islam est partout religion officielle, sauf en Turquie, au Liban et en Syrie, où cependant le chef de l'État doit être musulman et où l'islam constitue une source du système juridique. Même dans les régimes laïques et socialisants qui ont tenté de séparer foi et pouvoir, les dirigeants se gardent bien, sauf en Turquie parfois, de heurter de front le sentiment religieux des populations, même s'ils se sont efforcés, surtout avant la montée de l'islamisme, de réduire le poids de la religion. Les régimes qui se disent révolutionnaires présentent leurs principes comme étant basés sur la justice sociale coranique et le modernisme économique comme fidèle aux principes islamiques.

En Égypte, lorsque le gouvernement prône le planning familial, il s'efforce de montrer que celui-ci ne contredit pas les fondements de la religion, et il le fait dire par les oulémas d'Al Azhar [32]. Les dirigeants, même les plus laïques, ne se privent pas de jouer de la corde religieuse lorsque leurs intérêts sont en jeu, car l'islam garde un pouvoir émotionnel et mobilisateur considérable. Pendant la guerre entre Iran et Irak, chacun des deux adversaires s'efforçait de se présenter comme le champion de l'islam. C'est au nom des valeurs islamiques que les dirigeants tunisiens ont appelé à la défense de l'Irak pendant la guerre du Golfe et Saddam Hussein lui-même a appelé au secours au nom de la oumma, la communauté des croyants, alors qu'il avait en face de lui des soldats musulmans.

Même dans leur lutte contre la montée de l'islamisme, les dirigeants, qu'ils soient laïcistes ou rigoristes religieux, se gardent bien de confondre la masse des croyants et les militants. Ils font condamner ces derniers au nom du Coran : les oulémas d'Al Azhar, par exemple, leur reprochent de vouloir « combattre le péché et imposer la vertu par la violence, alors que l'islam est religion du dialogue et non de la violence » (*le Monde*, 5.04.89). En somme, « le cordon ombilical n'a jamais été tranché entre État et religion » [32] et la laïcité se maintient difficilement là où elle a été instaurée dans les faits, sinon dans la loi (Algérie, Syrie, Irak).

En effet, alors que l'on pouvait penser que, comme ailleurs, l'ensemble du Monde arabo-musulman allait peu à peu se séculariser, on assiste au contraire à un retour du religieux. Celui-ci semble dû à la fois à l'échec du nationalisme arabe prôné par Nasser et à une réaction contre une occidentalisation, un modernisme accusés de déchirer le tissu social, culturel et d'affaiblir les valeurs traditionnelles. Sous la pression de l'intégrisme, qui prône un respect intransigeant de la tradition, et de l'islamisme qui vise à prendre le pouvoir pour faire appliquer la « charia » (la loi canonique islamique), ce retour du religieux se perçoit un peu partout.

Le monde arabo-musulman se couvre, comme l'Occident l'avait fait au Moyen Âge pour les églises, « d'un blanc manteau » de mosquées et le retour à la pratique religieuse est évident, même dans des pays très occidentalisés. En Turquie, des étudiantes luttent pour avoir le droit de se couvrir du foulard islamique qui devient signe d'opposition aux principes laïcs de l'État. En Égypte on constate que « une bonne partie des femmes ont adopté le voile et les robes amples, devenus objet de

mode, qu'elles ont cessé de se baigner en maillot (...) et que des hommes, moins nombreux, ont fait pousser leur barbe et portent la djellaba» (*le Monde*, 5.04.1989). La réislamisation est nette également au Maghreb. En Tunisie, la radio et la télévision lancent des appels réguliers à la prière. En Algérie, le coup d'état n'a bloqué que provisoirement la montée du Front islamique du Salut qui mène une véritable guerre intérieure au gouvernement. Au Maroc, le roi, en tant que commandeur des croyants, impose la prière dans les écoles pour tenter de désamorcer le discours islamiste. Il n'est pas étonnant, enfin, qu'un des premiers actes de la résistance afghane, initiée elle-même en partie par un refus de l'athéisme communiste, ait été d'interdire la minijupe.

Ce retour du religieux est d'autant plus essentiel que, pour l'islam, la religion est au cœur de la vie collective, qu'elle soit politique, économique ou urbaine.

2. L'islam au cœur

L'islam est en effet une religion qui a du mal à coexister avec la société civile car « il n'y a pas dans l'islam l'équivalent de la célèbre parole christique « rendons à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ». L'islam est à la fois de ce monde et de l'autre. Il a vocation à régler la sphère des affaires d'ici-bas et celles de l'au-delà » (*le Monde*, 14.04.1989). Pour les islamistes, la démocratie n'a pas de sens puisque toute souveraineté vient de Dieu. Même s'il y a toujours eu des accommodements avec le ciel, ceci peut expliquer la difficulté que la pratique de la démocratie à l'occidentale a toujours eu à s'imposer.

Aujourd'hui encore, dans le Monde arabo-musulman, islam et démocratie font rarement bon ménage et les régimes autocratiques ou dictatoriaux y ont du succès, surtout s'ils sont appuyés sur des considérations religieuses. Cela va du pouvoir à parti unique (Irak, Syrie, Algérie avant le coup d'état) à la monarchie autoritaire et rigoriste (Arabie Saoudite) ou teintée de pluralisme (Maroc), en passant par des régimes théocratiques (Iran, bientôt l'Afghanistan) et des républiques multipartistes plus ou moins autoritaires (Tunisie, Égypte).

Il n'est donc pas étonnant que, comme on l'a vu plus haut, la plupart des régimes aient voulu avoir la haute main sur l'économie, que ce soit par des nationalisations, des collectivisations ou par un contrôle souvent tatillon de l'économie, relâché seulement depuis le déferlement de la vague de libéralisation de ces dernières années. Mais l'islam joue aussi indirectement un rôle économique, certes difficile à préciser, mais incontestable.

L'idée généralement avancée est que l'islam a été un frein au développement. Selon J.P. Langellier : « pour l'islam, à l'inverse de l'Occident, toute nouveauté est présumée mauvaise — c'est même un péché — jusqu'à preuve du contraire (...). L'islam, de longue date, a perdu l'audace d'inventer. Il n'a rajeuni ni sa vision de l'homme et du monde, ni son projet de société » (*le Monde*, 4.04.1989).

Cependant, il en va pour l'islam comme pour d'autres religions, tout dépend de la façon dont il est reçu. J.P. Langellier lui-même insiste sur le fait que « la faute incombe plus aux pratiques d'un autre âge qu'au contenu du message coranique (...) et cette crainte de l'innovation est le legs d'une tradition islamique engourdie, depuis la décadence des grands empires orientaux, par des siècles d'immobilisme culturel ». Lorsque l'esprit d'entreprise existait ou lorsque les circonstances ont facilité le processus, certains musulmans ont su innover, soit en tournant les pres-

criptions de l'islam, soit en l'interprétant au profit de la nouveauté, en présentant par exemple le progrès technique comme une conquête de l'islam [32]. L'interdiction du prêt à intérêt n'a pas empêché, on le sait, le développement de grandes banques, même dans des pays comme l'Arabie Saoudite qui se réclame d'un islam intégral, sinon intégriste, et où s'applique la charia. L'islam n'a pas empêché non plus une certaine industrialisation réalisée souvent, il est vrai, sous transfusion de cadres, de technologie et parfois de capitaux occidentaux.

Ce que l'on peut affirmer, c'est que l'islam, au moins dans sa pratique, semble avoir perdu, surtout à partir du XV^e siècle avec l'hégémonie militaire des Turcs ottomans, une partie de sa capacité à innover ou même à transmettre les acquis antérieurs qui avaient mis au plus haut niveau l'astronomie, les mathématiques, la géographie, la médecine, l'agriculture.

Par ailleurs, l'islam constitue également un frein au développement économique parce qu'il contribue à la croissance démographique en prônant une natalité quasi-naturelle même si, là encore, le partage entre les coutumes et l'enseignement du Coran n'est pas facile à établir. Le boom démographique contribue incontestablement à aggraver le chômage, spécialement celui des jeunes, et à manger une bonne partie de la croissance économique dans les pays les moins performants.

Enfin, l'école coranique semble également un frein économique, et ceci pour une double raison. Elle n'est pas, comme l'école privée des pays occidentaux, porteuse de valeurs modernistes, et particulièrement technologiques. Elle apparaît plutôt comme messagère de valeurs religieuses et culturelles traditionnelles. C'est ce qui a poussé les régimes laïcisants à ouvrir des écoles non coraniques, à l'image des écoles que les colonisateurs avaient implantées pour leurs propres ressortissants. C'est une des raisons également qui a poussé le gouvernement algérien à intégrer à l'Éducation nationale, en 1976, tous les établissements confessionnels.

Le deuxième frein relatif à l'école provient de ce que l'islam, au moins dans son interprétation la plus conservatrice, n'est pas favorable à la scolarisation des femmes. Les pays arabo-musulmans sont ceux où les écarts entre hommes et femmes sont les plus grands, aussi bien en ce qui concerne l'alphabétisation des adultes que la scolarisation des jeunes. L'alphabétisation des femmes est inférieure, en moyenne, de 40 % à celle des hommes; la scolarisation des jeunes filles est inférieure de 20 % dans l'enseignement primaire et de 30 % dans le secondaire à celle des garçons. En Arabie Saoudite, dont le PIB réel par habitant est pourtant fort élevé, l'écart est encore de 15 % à l'école primaire et de 30 % dans le secondaire. Ce retard de la scolarisation féminine contribue au maintien, comme on l'a vu, d'une forte croissance démographique et au freinage direct de l'économie par le manque de qualification de la main-d'œuvre féminine.

Dans ce vieux débat entre modernisme et islam, on peut conclure que cette religion, au moins dans la pratique historique de ces derniers siècles, n'a pas créé un milieu favorable à l'innovation et que, par ses effets sur la fécondité, il constitue un frein sinon à la croissance économique en elle-même, du moins à la croissance du revenu par habitant. Par contre l'urbanisation, générée dès le départ par l'islam, et accélérée depuis quelques décennies, constitue un facteur favorable au développement économique.

3. La ville au cœur

L'islam s'est propagé par « l'alliance des citadins, des nomades, des caravaniers et des navigateurs » [32]. La conquête arabe elle-même s'est accompagnée d'une urbanisation très rapide. Selon Cl. Chaline, que nous allons très largement utiliser dans ce développement, vers l'an 1000, « le monde arabe constitue l'ensemble mondial le plus urbanisé; on y dénombrait déjà six à huit villes de plus de 100 000 habitants (...). La diffusion de l'islam est jalonnée par un nombre impressionnant de créations urbaines » [10], qui s'ajoutent aux agglomérations pré-islamiques, dont l'intégration est terminée à la fin du XI^e siècle.

Même si un certain nombre de traits se retrouvent dans d'autres villes médiévales, la ville arabe traditionnelle se caractérise, selon Cl. Chaline, par la maison basse, à cour centrale et aux murs extérieurs aveugles, qui permet de préserver la vie de la famille en général, et de la femme en particulier. Elle se distingue également par la structure en grappe des maisons, l'opposition totale entre espace public et espace privé (celui-ci étant essentiel), la ségrégation en quartiers homogènes, l'apparent désordre urbain né de l'absence originelle de pouvoir municipal capable d'imposer un véritable droit de l'urbanisme. La ville vit alors du commerce, de l'artisanat, des revenus de la terre, éventuellement de la pêche et des échanges.

Après un long déclin, qui s'amorce au XII^e siècle et qui durera, avec toutefois bien des nuances et des exceptions, jusqu'au XIX^e siècle, les puissances coloniales vont apporter à peu près partout (sauf dans la péninsule Arabique), leur propre marque. Elles créent des villes nouvelles, souvent au plan en damier, ouvrent des tranchées dans le tissu urbain ancien, bâtissent à côté des villes arabes des quartiers à l'européenne, creusent des ports, etc. Cette période coloniale va inaugurer un rapide processus d'urbanisation, puisque l'on compte 25 villes de plus de 100 000 habitants en 1950, contre 9 en 1900. Comme l'écrit Cl. Chaline, la ville garde jusque là « en relation avec l'empreinte de l'islam, une ambiance commune, fondée peut-être moins sur des formes extérieures que sur des comportements et des pratiques de l'espace ».

La nouvelle vague, qui déferle depuis les années 50 va être encore plus puissante : de 25 % de citadins à cette époque, on est passé à 50 % aujourd'hui. Cette croissance, la plus rapide des Tiers Mondes après celle de l'Amérique latine, met actuellement le Monde arabo-musulman au deuxième rang par son urbanisation, loin derrière l'Amérique latine (70 %), mais nettement devant l'Asie (35 %) et l'Afrique (environ 30 %). Elle a été explosive dans les pays pétroliers, lorsqu'elle était alimentée par l'immigration étrangère. A la fin des années 70, à Dubai City et à Abu Dhabi City (Émirats), ainsi qu'à Riad, 80 % des habitants étaient étrangers. La baisse de la rente pétrolière et la guerre du Golfe ont été l'occasion d'un reflux important.

Mais la croissance urbaine reste rapide (souvent 5 % par an) et partout supérieure à la croissance nationale. Elle est également générale. Elle touche tous les types de villes, mais particulièrement les petites qui enregistrent des taux record, ce qui est bien le signe d'une urbanisation en profondeur, ainsi que les métropoles nationales. Si on enregistre un certain freinage à Tunis, au Caire et à Casablanca, la croissance se poursuit à un rythme de 10 % l'an à Riad, Amman, Bagdad et Alger. Cette urbanisation est appelée à durer dans les prochaines décennies, puisque l'on prévoit que la population comptera 60 % de citadins vers l'an 2000 et 70 % vers 2020.

Cette croissance urbaine se propage, ici aussi et malgré des moyens financiers non négligeables, dans un grand désordre. Certes, les cas d'expansion urbaine organisée ne sont pas inexistantes. En Arabie Saoudite, un schéma directeur a été effectivement appliqué à Riad et deux villes nouvelles mises en chantier : Yanbu sur la mer Rouge et Jubai sur le golfe Persique. Des schémas directeurs, ont été appliqués à Tunis, Damas, Koweït City, des villes nouvelles prévues autour du Caire.

Mais, le plus souvent, l'expansion s'est réalisée sur les franges urbaines sans plan préétabli, d'abord sous la forme de bidonvilles ou « gourbivilles », faits de matériaux de récupération, mais « qui sont actuellement en voie de disparition ou de restructuration » selon Cl. Chaline. Depuis les années 70, il s'agit surtout d'un habitat spontané, non réglementé, construit par la famille ou par un artisan, sans autorisation légale et parfois même sur un terrain dont le constructeur n'est pas propriétaire. Mais il est généralement bâti en dur, ce qui le différencie du bidonville. Dans les années 80, il représentait, selon les agglomérations, du tiers (Maroc) aux trois quarts (le Caire) des logements neufs.

Les vieilles villes elles-mêmes gardent ou accentuent, tout en les adaptant, des caractères spécifiques : concentration du commerce et de l'artisanat dans la zone du bazar et dans celle des souks, densité du bâti, paupérisation par arrivée de ruraux démunis, maintien des symboles religieux de l'islam au cœur de la ville. Dans ses formes modernes, comme dans ses vestiges d'époques anciennes, la ville garde donc une indiscutable originalité, due notamment à l'imprégnation par l'islam. La prépondérance de la langue arabe renforce cette impression d'unité.

B. L'unité par l'arabe

L'originalité du Monde arabo-musulman est justement de mêler islamisation et arabisation, ce qui le distingue des autres espaces islamisés. Certes, le recouvrement entre islam et langue arabe n'est pas partout réalisé. Les deux grandes exceptions sont la Turquie, essentiellement turcophone, et l'Iran qui parle majoritairement le persan. Il existe également de nombreuses minorités ethno-linguistiques, dont les plus notables sont celles des Kurdes et des Berbérophones. On compte 11 millions de Kurdes en Turquie (20 % de la population), 6 millions en Iran (12 %), 4 millions en Irak (25 %) et 1 million en Syrie [24]. Les Berbérophones, qui ont résisté à la première arabisation du VII^e siècle puis à la seconde du XI^e siècle, occupent des espaces non-négligeables en Algérie (Kabyles, Mozabites, Touaregs) et au Nord-Est du Maroc [24].

Ailleurs, on parle partout arabe, mais avec des variétés dialectales nombreuses, dont les plus importantes sont celles de la péninsule Arabique, de la Mésopotamie, du Moyen-Orient, d'Égypte et du Maghreb. Tous ces dialectes ne sont pas compris partout, cependant le film et la chanson ont tendance à les homogénéiser, notamment sous l'influence des films égyptiens qui font connaître le dialecte du Caire [32]. Mais le lien s'est surtout conservé grâce à la langue arabe écrite. Celle-ci est comprise de l'ensemble des élites. C'est à la fois la langue littéraire, culturelle et dans une certaine mesure scientifique, la langue de relation et de communication pour la presse, la radio et la télévision (au moins pour les informations), les commentaires

politiques et les émissions culturelles. L'arabe est également utilisé dans les grandes occasions, pour les discours destinés à dépasser les frontières nationales [32].

L'arabe est aussi, et surtout, la langue liturgique. De ce point de vue, elle joue un peu le rôle du latin dans l'Occident médiéval qui était à la fois langue liturgique et langue de communication pour les élites de l'époque. C'est d'autant plus vrai que les élites des nations non arabophones connaissent souvent l'arabe littéraire et participent donc à la communauté culturelle arabe. Par ailleurs, l'accès généralisé à l'école et la politique d'arabisation pratiquée par les pays où la langue des colonisateurs était restée langue culturelle (Algérie, Maroc) contribuent à accroître encore le rayonnement de l'arabe littéraire et savant.

L'arabe établit donc le lien entre le religieux et le culturel et, dans une certaine mesure, avec le politique. En ce sens, il apparaît, avec l'islam, comme la base du panarabisme, doctrine et mouvement tendant à regrouper, sur cet espace névralgique, des nations arabes divisées.

C. Un espace convoité et divisé

Le Monde arabo-musulman occupe une position unique sur l'échiquier mondial, parce qu'il est à la fois espace de passage et espace pétrolier.

Espace de passage, il l'est doublement. Il se situe d'abord à « la charnière de trois continents » [14] : l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Et si les contacts avec l'Afrique ont été le plus souvent limités, sans être nuls, du fait de l'existence du Sahara, les contacts entre l'Europe et l'Asie ont été historiquement essentiels. Le Monde arabo-musulman est également au contact de trois espaces maritimes : l'océan Indien, la Méditerranée et la mer Noire. Les relations entre océan Indien et Méditerranée, les plus intenses, sont facilitées naturellement par l'existence de la mer Rouge qui s'enfonce profondément entre Afrique et Asie, pour venir mourir à proximité de la Méditerranée. Le golfe Persique ouvre également une brèche, entre la péninsule Arabique et l'Iran, qui donne accès à la Mésopotamie. La mer Noire enfin, reliée à la Méditerranée par des détroits commandés par la Turquie, ouvre une voie vers l'Ukraine et la Russie.

Cet espace, considéré comme névralgique depuis des millénaires, a redoublé d'importance avec l'ouverture du canal de Suez, en 1869, qui a fait sauter le bouchon entre mer Rouge et Méditerranée, puis avec le rôle grandissant du pétrole dans l'économie mondiale. On rappellera qu'il s'extraie ici le tiers du pétrole mondial, qu'il s'y vend les deux tiers du pétrole de la planète, que les deux tiers des réserves y gisent actuellement et que ce sera peut-être 85 % au siècle prochain. La guerre du Golfe est là pour nous rappeler que, malgré la diversification des ressources qui a suivi le premier choc pétrolier, l'Occident reste, et restera longtemps, très dépendant du Monde arabo-musulman, et donc qu'il accorde, et accordera longtemps encore, une importance vitale à cette région du monde. D'autant plus vitale que celle-ci est profondément divisée, malgré de multiples tentatives d'unification.

En effet, depuis l'Empire romain, cet espace a oscillé entre unité et éclatement. Le Bas-Empire l'a divisé, sous Théodose en 396, entre l'Empire d'Occident et l'Empire d'Orient, qui deviendra byzantin. La conquête arabe lui redonne une unité puisque, en 712, le Monde arabo-musulman actuel est unifié sous l'autorité des Omeyyades. Plus tard, il va osciller entre des périodes d'éclatement et des périodes

d'unification, au moins partielles, avec les Abassides, les Selkjoucides, enfin les Turcs Ottomans qui, à l'exception du Maroc et de la Perse, vont en refaire l'unité.

C'est le déclin de cet Empire, à partir du XVIII^e siècle, qui va permettre aux Français de s'implanter au Maghreb, et aux Anglais d'en faire autant en Égypte puis au Moyen-Orient. A partir de 1919, la Grande-Bretagne et la France poussent à une balkanisation du Moyen-Orient, au moment où Mustapha Kemal proclame la République en Turquie (1923) et supprime le Califat, symbole de l'unité de la communauté. L'Empire va être découpé par les grandes puissances en fonction de leurs propres intérêts. L'unité politique est donc morte.

Cet éclatement se traduit aujourd'hui à la fois par la diversité des régimes politiques, dont il a été question plus haut, et par l'ampleur des conflits qui ont ensanglanté la région. Il s'agit de conflits internes d'abord, portant sur des problèmes de frontières issues du dépeçage de l'Empire Ottoman, mais aussi sur des querelles ethniques, religieuses ou politico-religieuses. Le génocide du peuple kurde perpétré, à différentes époques, aussi bien par les Turcs que par les Iraniens et récemment encore par les Irakiens, la guerre civile au Liban où sont intervenus Syriens et Israéliens et qui a ravagé cette « Suisse du Moyen-Orient », ainsi que le conflit afghan, officialisé par l'entrée des troupes soviétique en 1979 et mal terminé aujourd'hui, en sont les exemples les plus tristement célèbres.

Il s'agit également de conflits internationaux comme les guerres israélo-arabes de 1948, 1956, 1967 (guerre des Six-Jours) et 1973 (guerre du Kippour), la guerre de huit ans que se sont livrée l'Irak et l'Iran et qui a tué un million de personnes, sans oublier évidemment la dernière, la guerre du Golfe, pour ne citer que les cas les plus connus.

Rien d'étonnant à ce que le Monde arabo-musulman soit une des régions du monde les plus surarmées. Dans tous les pays, à l'exception de l'Algérie, de la Tunisie et de la Turquie, la part du PNB consacrée à la défense dépasse la moyenne mondiale qui est de 5 %. En 1990, elle se situait généralement entre 7 et 10 %, mais montait entre 10 et 14 % en Arabie Saoudite, en Jordanie, en Libye, en Syrie, pour atteindre le record de 32 % en Irak. On sait que l'Iran travaille actuellement, avec l'aide de la Chine et de l'Inde, à la mise au point d'armes nucléaires [16] et il ne fait guère de doute que l'Irak fera de même un jour prochain.

De multiples tentatives ont cependant été faites pour reconstituer, autour de l'islam et de l'arabité, l'unité perdue. C'est autour de l'arabisme, mouvement qui tend à regrouper les nations de langue et de civilisation arabe, que s'était cristallisée l'opposition aux Turcs. C'est autour d'elle que s'est réalisée l'opposition aux colonisateurs puis à Israël. C'est au nom de la « nation arabe » que les populations (mais pas toujours leurs dirigeants) ont soutenu l'action de Nasser ou même de Saddam Hussein récemment.

Cette idée d'une communauté des peuples arabes et musulmans s'est traduite aussi par des résultats plus tangibles, comme la création de la Ligue arabe en 1945 et de l'Organisation de la Conférence Islamique en 1971. Cette dernière, initiée par l'Arabie Saoudite, et destinée à établir une coopération politique, économique et culturelle entre les pays arabes, a fonctionné au moins partiellement pour aider les pays non producteurs touchés par les deux chocs pétroliers. Plus récemment, mais sur une base régionale plus étroite, le lancement en 1981 du Conseil de coopération du Golfe qui regroupe les monarchies pétrolières et, en 1989, celui de l'Union

du Maghreb Arabe (qui va du Maroc à la Libye et inclut également la Mauritanie) soulignent ce désir d'union. Mais, comme on le voit, les unions semblent se créer plutôt sur des bases régionales, indiquant des nuances locales qu'il s'agit d'analyser maintenant.

V. Les ensembles régionaux

En dehors des petits États pétroliers, qui disposent d'une énorme rente même si celle-ci a fondu depuis quelques années, le niveau de développement économique et social est relativement homogène dans le Monde arabo-musulman. On peut distinguer cependant deux ensembles : l'Afrique septentrionale (y compris l'Égypte) dont le niveau de développement est le plus faible, et le Moyen-Orient (Turquie comprise), légèrement plus développé. Dans ce dernier ensemble on constatera que, contrairement à ce que l'on attendrait, les grands producteurs de pétrole ne sont pas systématiquement avantagés par rapport aux autres.

A. Les petits pays pétroliers

Au premier abord, les Émirats Arabes Unis, le Koweït, la Libye et Oman semblent bien différents des autres pays, avec un PIB réel par habitant plus de deux fois supérieur à celui des pays du Moyen-Orient, et cinq fois supérieur à celui de l'Afrique septentrionale (tableau 8). Bien évidemment, le pétrole y tient une place exceptionnelle, puisqu'il crée à lui seul le tiers du PNB, contre 20 % dans les grands pays pétroliers et une part nulle ou négligeable ailleurs. La manne pétrolière a permis d'améliorer plus qu'ailleurs l'encadrement médical, et donc d'abaisser un peu plus la mortalité infantile, tombée ici à moins de 60 ‰, ainsi que l'espérance de vie. L'alimentation s'est améliorée plus qu'ailleurs (3 500 calories par habitant), de même que l'alphabétisation. La motorisation et l'urbanisation y sont un peu plus fortes.

On remarque cependant que ces États ne sont peuplés que d'une dizaine de millions d'habitants et qu'ils ne comptent donc que pour 2 % de la population totale du Monde arabo-musulman : ce sont donc bien des exceptions, à tous points de vue. On constate par ailleurs que, en dehors des revenus et des conditions sanitaires, les écarts avec les pays du Moyen-Orient restent minces. Le niveau de scolarisation est du même ordre, de l'enseignement primaire à l'Université. L'espérance de vie n'y est guère supérieure que de 3 ans. Finalement, l'IDH ne dépasse celui du Moyen-Orient que de 30 à 40 points. Avec 730 points, il est à peine au-dessus de celui de l'Amérique centrale et des Caraïbes, en dessous de l'Amérique andine, loin derrière les pays du Cône Sud.

Les structures économiques elles-mêmes ne sont pas fondamentalement différentes, malgré le poids du pétrole. Les actifs agricoles sont moins nombreux dans les petits pays pétroliers, souvent largement désertiques, et donc l'industrie manufacturière et le secteur tertiaire tiennent une plus large place dans l'emploi. Par contre, le poids de ces deux derniers secteurs dans le PNB est assez semblable à celui des autres pays du Moyen-Orient, la faiblesse du secteur agricole étant compensée par l'importance du secteur pétrolier.

TABLEAU 8. — Les espaces régionaux dans le Monde arabo-musulman : indicateurs

	Petits États pétroliers	Grands États pétroliers	Moyen-Orient non pétrolier	Afrique septentrionale
Économie				
Actifs agricoles (%)	16	39	48	34
Actifs dans les mines (%)	6	5	2	5
Actifs dans l'ind. manuf. (%)	23	16	16	21
Actifs dans le tertiaire (%)	55	40	34	40
Agriculture dans le PNB (%)	4	15	15	16
Mines dans le PNB (%)	32	20	4	12
Industrie manufact. dans le PNB (%)	14	12	26	23
Tertiaire dans le PNB (%)	50	53	55	49
PNB/habitant (en \$)	9 337	3 685	1 202	1 107
Dettes/PNB (%)	32	12	56	91
Consommation d'engrais/ha (1)	442	732	530	614
Consommation d'énergie/hab. (2)	2 200	2 200	670	700
Km routes/100 km ² (en km)	2	6	23	4
Démographie				
Densité de population au km ²	4	20	45	25
Solde naturel (% par an)	2,9	3,5	2,6	2,9
Nombre d'enfants/femme	5,5	6,6	4,7	5,4
Jeunes (%)	41	45	41	42
Population (en millions)	9,3	86,7	84,2	113,2
Niveau de vie				
Alphabétisés (%)	69	58	61	51
Élèves dans le primaire (%) (3)	98	95	99	88
Élèves dans le secondaire (%) (3)	51	48	48	57
Étudiants à l'université (%) (3)	10	8	12	16
Nombre d'habitants/médecin	718	2 247	1 401	971
Mortalité infantile (‰)	57	84	79	89
Espérance de vie (en années)	66	63	63	60
Calories par jour et par hab.	3 491	2 925	3 030	3 048
Nombre d'habitants/voiture	9	5	40	49
Citadins (% de la pop. totale)	66	61	47	46
PIB réel (en \$)	9 717	3 963	3 325	1 825
Indicateur du Dévelop. Humain	730	688	696	534
(1) Centaines de g. nutritifs/ha. (2) En kg d'équivalent pétrole. (3) % du groupe d'âge.				

Tout se passe comme si ces petits pays n'avaient pas encore eu le temps, ou la volonté, de transformer en profondeur leurs structures économiques et sociales. Il leur a manqué, entre autres choses, des hommes en nombre et en qualité suffisants. On se souvient comment ces petits pays avaient fait appel massivement à une main-d'œuvre étrangère pour utiliser leur potentiel. C'est un peu la même remarque que l'on pourrait faire en comparant les pays pétroliers et non pétroliers du Moyen-Orient.

B. Le Moyen-Orient

On pourrait s'attendre, au Moyen-Orient, à une différenciation notable entre les grands pays pétroliers d'une part (Arabie Saoudite, Iran, Irak avant la guerre du Golfe) et les autres pays peu munis ou même démunis en pétrole (Jordanie, Liban, Syrie, Turquie, Yémen). Or, ce n'est pas vraiment le cas. En dehors du Liban, dévasté par la guerre, et du Yémen, dont le retard traditionnel a été aggravé par des problèmes intérieurs, les États non pétroliers font bonne figure devant les nantis.

Les premiers ont compensé leur manque de pétrole par une industrialisation plus poussée. La part de l'industrie manufacturière dans le PNB y est deux fois plus élevée que chez les producteurs (tableau 8). On se rappelle que la Turquie apparaît maintenant comme un véritable prétendant au titre de NPI et la Syrie s'industrialise elle-même rapidement. Le secteur tertiaire est tout aussi développé dans un cas que dans l'autre, puisqu'il crée plus de 50 % du PNB. Le niveau scolaire est tout à fait comparable et l'environnement sanitaire un peu meilleur même dans les pays non pétroliers, ceci se traduisant par une mortalité infantile légèrement inférieure. La transition démographique est plus avancée dans les pays non pétroliers, puisque le nombre d'enfants par femme y est descendu en dessous de cinq (plus de six dans les pays pétroliers). En conséquence, l'IDH se situe, dans les deux cas, vers 700 points.

Avec moins de moyens, mais grâce à une industrialisation un peu plus ancienne, une scolarisation plus précoce et un début de planning familial, les pays non pétroliers atteignent finalement un niveau de développement économique et social comparable à celui des nantis. Le cas de l'Afrique septentrionale n'est pas fondamentalement différent, bien que plus complexe.

C. L'Afrique septentrionale

Cet ensemble de 115 millions d'habitants est, structurellement, proche des pays pétroliers du Moyen-Orient, du fait que le pétrole tient une certaine place dans l'économie algérienne, égyptienne ou même tunisienne (entre 10 et 20 % du PNB). La répartition des actifs dans les différents secteurs d'activité s'avère comparable, de même que le poids de ces différents secteurs dans le PNB, à ceci près que celui de l'industrie manufacturière est plus notable en Afrique septentrionale, grâce aux politiques d'industrialisation menées dans tout le Maghreb, ainsi qu'en Égypte (tableau 8).

Cependant, par bien des côtés, l'Afrique septentrionale ressemble au Moyen-Orient non pétrolier. La baisse de la fécondité s'y trouve bien amorcée et donc la

croissance un peu ralentie (moins de 3 % par an). Si l'alphabétisation et la scolarisation dans l'enseignement primaire gardent un certain retard en Afrique septentrionale, la situation est meilleure dans l'enseignement secondaire et à l'Université. L'encadrement médical, la mortalité infantile, l'espérance de vie, la motorisation... sont comparables. Somme toute, avec un PIB réel presque deux fois inférieur à celui des pays non pétroliers du Moyen-Orient, l'Afrique septentrionale est presque au niveau de ceux-ci. Faut-il y voir un effet de l'émigration vers l'Europe et vers le Moyen-Orient qui a contribué à alimenter en devises les économies nationales ?

Conclusion

Le Tiers Monde arabo-musulman porte donc bien en lui une originalité certaine. L'unité donnée par l'islam et la langue arabe est renforcée par la mise en place d'un type de développement fondé généralement sur le pétrole, que celui-ci soit vendu à l'extérieur ou serve de base à une industrialisation à laquelle on a souvent sacrifié l'agriculture. Toutefois ce développement, très dépendant de la conjoncture internationale, apparaît finalement fragile. Il l'est d'autant plus qu'une rapide croissance démographique dévore en partie la croissance économique et donc le développement social. De ce point de vue, le Monde arabo-musulman est beaucoup moins bien parti que l'Amérique latine et même, comme on va le constater, que l'Asie.

5. L'Asie : un Tiers Monde bien parti

Peut-on parler d'un Tiers Monde asiatique, alors que certains observateurs insistent sur la diversité économique, sociale et culturelle de cet espace? F. Godement, par exemple, estime que : « par sa géographie, par l'histoire et par la culture, l'Asie est fractionnée en plusieurs ensembles distincts » [24] et il distingue une Asie continentale, une Asie indo-musulmane, les quatre dragons et le Japon.

Du point de vue qui nous intéresse ici, celui du niveau de développement économique et social, il n'est pas paradoxal d'affirmer que le Tiers Monde asiatique présente une certaine unité, même si de grands ensembles régionaux peuvent y être distingués, comme nous le montrerons plus loin. Mais il faut d'abord lever une hypothèque. Peut-on encore considérer les quatre dragons (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan) comme des pays du Tiers Monde? La réponse est non, et la démonstration est aisée.

Sur tous les critères que nous utilisons habituellement, les quatre dragons sont beaucoup plus proches des pays développés que des pays du Tiers Monde. Économiquement, c'est évident. L'agriculture y tient peu de place dans l'emploi (20 %) et moins encore dans le PNB (10 %), même si l'on exclut les villes-États (Hong Kong et Singapour). L'industrie occupe le tiers des actifs et fournit 40 % du PNB, le secteur tertiaire en emploie presque la moitié et crée plus de la moitié du PNB. La consommation d'énergie est quatre fois supérieure à la moyenne asiatique. Taïwan est devenu un des grands centres bancaires de la planète et dispose des plus importantes réserves mondiales en devises, après le Japon.

Les exportations de marchandises représentent 60 % du PNB des dragons, contre 20 % en Asie. Leurs 74 millions d'habitants exportent cinq fois plus que les 1 150 millions de Chinois et 17 fois plus que les 850 millions d'Indiens! Ils exportent plus de services que tout le reste de l'Asie. Leur PNB global est à peu près l'équivalent de celui de la Chine! La petite Corée du Sud (16^e État du monde par son PNB), pèse presque autant que l'immense Russie (classée 15^e), et Taïwan (20^e) n'est pas loin.

Aussi bien, les dragons sont confrontés maintenant à des problèmes de pays développés, car ils sont en train de perdre l'avantage comparatif qui a fait leur force : le faible coût de la main-d'œuvre et sa docilité. La Corée du Sud a connu des grèves et des manifestations qui n'étaient pas seulement politiques, mais aussi sociales. Comme n'importe quel pays développé, les dragons délocalisent leurs industries à fort contenu de main-d'œuvre vers l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande, où les salaires restent bas.

Ils doivent donc passer d'une industrie à main-d'œuvre intensive et à technicité faible, à une économie à capital intensif et à haute technologie. Le ralentissement

actuel de leur croissance est peut-être l'indice de ce passage dans le camp des pays développés. Les États-Unis ne s'y sont pas trompés qui, depuis 1988, leur ont supprimé les avantages tarifaires qu'ils accordent aux pays en voie de développement.

La croissance économique a entraîné de profonds changements sociaux et démographiques. Avec 6 250 \$ de PIB réel par habitant, le revenu est maintenant celui de pays comme la Grèce et le Portugal. La ration alimentaire (3 900 calories) dépasse de loin les normes minimales. L'alphabétisation et la scolarisation sont aux normes françaises (33 % des jeunes sont à l'Université, contre 37 % en France). La mortalité infantile est tombée à 20 ‰, l'espérance de vie atteint 70 ans et l'indice de développement humain (900 points) dépasse celui du Portugal. Enfin, même en excluant Singapour et Hong Kong, le taux d'urbanisation atteint ou dépasse 70 %.

La transition démographique est si bien achevée que le renouvellement de la population n'est plus assuré, puisque chaque femme met au monde, en moyenne, moins de deux enfants. La croissance de la population dépasse cependant encore 1 %, car la mortalité est très faible (6 ‰), mais le vieillissement accéléré (30 % de jeunes seulement) devrait faire baisser rapidement la natalité. Nous avons donc exclu les quatre dragons de cette étude et les données relatives à ces pays ne sont pas prises en compte dans les statistiques.

I. Un niveau de vie encore faible

Le niveau de vie général de l'Asie reste faible. Mais, outre qu'il est souvent en rapide amélioration, il comporte des zones d'ombre (revenu, alimentation) et des zones de lumière (tamisée, il est vrai...) qui font que, comme on l'a déjà remarqué, l'Asie penche tantôt du côté de l'Afrique, tantôt du côté de l'Amérique latine ou du Monde arabo-musulman.

A. Un revenu encore bas, mais en rapide progrès

Avec un revenu qui dépasse 1 600 \$ par personne (en terme de PIB réel), l'Asie dépasse assez nettement l'Afrique (environ 1 000 \$) et se situe donc à la moitié environ du revenu arabo-musulman. En Asie même, les écarts à cette moyenne s'avèrent plutôt faibles, étant entendu que l'on ne vit pas deux fois mieux avec 1 500 \$ qu'avec 750, mais seulement un peu mieux. Si l'on excepte la Malaisie (3 850 \$) et la Thaïlande (environ 2 600 \$), qui ne représentent que 3 % de la population asiatique, le revenu oscille entre les 2 100 \$ de la Chine (chiffre peut-être un peu optimiste) et les 750 de la Birmanie. Les écarts à la moyenne apparaissent donc comme relativement faibles, surtout si l'on sait que les autres grands pays (de plus de 100 millions d'habitants) ne sont pas très éloignés de cette moyenne (Inde 1 050 \$, Pakistan 1 580, Indonésie 1 660) à l'exception du Bangladesh dont le revenu tombe à moins de 900 \$ (carte 13).

Il existe donc bien, en Asie, un vaste ensemble de près de trois milliards d'individus, dont le revenu est comparable. Ce revenu est également en rapide

augmentation : il s'est accru, en moyenne d'environ 4 % par an entre 1965 et 1990 (soit plus qu'un doublement), et jusqu'à près de 6 % en Chine.

D'après les données dont on dispose pour quelques grands pays (Inde, Bangladesh, Pakistan, Indonésie, Philippines), le revenu n'y serait guère plus mal partagé qu'en France. En effet, les 20 % des ménages les plus pauvres se partagent 5 à 9 % du revenu national (France 6 %) et les 20 % les plus riches de 39 à 48 % (France 41 %). C'est au Bangladesh que l'inégalité apparaît la moins forte et aux Philippines qu'elle serait la plus considérable.

Cependant ces chiffres, qui portent sur de larges tranches de la population, semblent occulter une réalité moins égalitaire. Un peu partout, mais surtout dans le Monde indien, la misère la plus sombre peut côtoyer la richesse la plus folle. En Inde, certains groupes comme les Parsis, les Jains, les Gujaratis détiennent des fortunes colossales qui choquent d'autant plus qu'elles s'évaluent, dans certains quartiers de Bombay par exemple, au milieu de terribles dénuements. La Chine, plus égalitaire dans la pauvreté avant la libéralisation économique, voit depuis quelques années se gonfler des fortunes rapides et souvent scandaleuses, car permises par une corruption qui tend à se généraliser.

L'augmentation des revenus n'a cependant pas bénéficié qu'aux riches. Une classe moyenne, formée de cadres des entreprises publiques ou privées, de fonctionnaires, de petits patrons qui ont réussi à percer dans l'artisanat, l'industrie, le commerce ou les services, d'agriculteurs moyens qui ont bénéficié de la révolution verte, est en train de monter en puissance un peu partout. Elle forme une masse, désormais loin d'être négligeable, qui commence à avoir un accès plus ou moins facile à une consommation qui n'est plus seulement de première nécessité, telle que radio, télévision, réfrigérateur, machine à laver, bicyclette, moto ou même voiture pour les plus riches.

En Inde, on estime que c'est une masse de 150 à 200 millions de personnes, soit 20 à 25 % de la population qui ont accès à ce niveau de consommation. En Chine, la production de bicyclettes a quadruplé en dix ans, celle des télévisions a été multipliée par 30, celle des machines à laver par 90. Même si une partie de cette production est exportée, et même si l'on démarrerait, sauf pour les vélos, de très bas, ces chiffres indiquent bien qu'une partie non négligeable des Chinois (10 % ? 20 % ?) commence à accéder à un stade minimum de la société de consommation. En Indonésie, au Pakistan, et plus encore aux Philippines, en Thaïlande, en Malaisie, on retrouverait cette montée d'une classe moyenne à visée consumériste qui représente, selon les cas, de 15 à 30 % de la population.

Même si les écarts s'accroissent entre catégories sociales, la pauvreté a tendance à reculer dans la plupart des pays. En Chine, la population située en dessous du seuil de pauvreté (PNB/hab. inférieur à 370 \$) serait passée de 20 à 3 % entre 1985 et 1990, notamment parce que la hausse des prix agricoles et l'augmentation de la production ont permis d'élever le niveau de vie des campagnes. En Inde et en Asie du Sud-Est, la proportion de pauvres serait passée, dans le même temps, d'environ 50 % à 25 % et en Indonésie de 60 % à moins de 20 % [27]. Même si ce ne sont là que des approximations, et même s'il reste encore beaucoup à faire, spécialement dans le Monde indien, on peut penser que l'Asie, à quelques exceptions près comme le Bangladesh et la Birmanie, est en train de réduire rapidement, sinon d'éliminer, l'extrême pauvreté. Pour le moment, cependant, celle-ci

existe encore, puisque de larges parties de la population continuent de vivre avec un minimum, alimentaire notamment.

B. Une alimentation encore tout juste suffisante

Les grandes famines structurelles, celles qui ne sont dues ni à des catastrophes naturelles, ni à des guerres, ni à des erreurs politiques, sont du domaine du passé. La dernière grande famine de l'époque coloniale a eu lieu, en Inde, en 1943; elle avait provoqué la mort de deux cent mille personnes au Bengale. La dernière, depuis l'indépendance de l'Inde, date de 1966, à la suite de plusieurs accidents climatiques. Les autres famines de l'après-guerre sont dues à des guerres, surtout civiles (Cambodge par exemple) ou à des erreurs politiques, comme le Grand Bond en avant et la révolution culturelle de Mao Zedong, en Chine.

En effet, avec 2 430 calories par habitant et par jour, l'Asie dispose, vu son climat, d'un niveau alimentaire globalement suffisant. L'Inde et l'Indonésie, grâce à la révolution verte, et la Chine, depuis qu'elle a décollectivisé son agriculture, pour ne citer que les États les plus peuplés, sont à peu près autosuffisants. L'Inde a pu se constituer des stocks de céréales, et elle exporte même les bonnes années. La production agricole de la Chine a augmenté en moyenne de 9 % par an depuis 1978, début de la libéralisation de l'agriculture. En Indonésie, la production rizicole a été multipliée par 2,5 entre 1965 et 1985; ce pays, qui était le plus gros importateur de riz du monde, est devenu exportateur de trois millions de tonnes par an, en particulier grâce à l'île de Java, pourtant peuplée de 700 hab/km². Le Pakistan est désormais autosuffisant, au moins en année normale. La Thaïlande est devenue le premier exportateur mondial de riz et le Vietnam lui-même est redevenu exportateur depuis 1989.

La situation n'est cependant pas pour autant idyllique. Il arrive encore que, localement, des gens meurent de faim. On a signalé des cas récents en Inde, dans des régions éloignées et enclavées (500 personnes dans le Tripura, au Nord-Est, en 1991). Mais, plus généralisée, la sous-nutrition (carence quantitative de nourriture) touche encore certains pays. L'Inde, avec 2 200 calories est juste au minimum recommandé par la FAO; le Pakistan n'est que légèrement au-dessus, de même que le Vietnam. Mais c'est le Bangladesh surtout qui pose problème puisque, même en année normale, la ration par habitant tombe à 1 900 calories, soit nettement en dessous du seuil (carte 14). Le Népal, lui non plus, n'est pas tiré d'affaire puisque l'on n'y dépasse que de peu 2 000 calories. A l'intérieur des différents États, certaines régions, et plus encore certaines couches sociales sont presque constamment sur le fil du rasoir : paysans sans terre, habitants des bidonvilles, immigrés arrivés fraîchement de leur campagne, handicapés divers, etc. : le spectacle terrifiant de Calcutta est là pour le rappeler.

Mais la malnutrition est plus encore répandue. Alors qu'en France, plus du tiers de l'alimentation est d'origine animale (mais n'est-ce pas trop?), en Asie la proportion descend toujours entre 4 et 10 %, sauf au Pakistan et en Malaisie où les 10 % sont un peu dépassés [3].

La situation alimentaire de l'Asie s'est donc stabilisée globalement un peu au-dessus du minimum, grâce aux progrès agricoles et à la décélération démographique. La preuve en est que l'Asie, pourtant de loin le plus peuplé des Tiers

Mondes, est celui qui reçoit l'aide alimentaire par habitant la plus faible, plus faible que celle de l'Amérique latine. Cependant, l'équilibre est fragile et le problème alimentaire reste essentiel pour les ménages puisque la nourriture absorbe entre 55 et 60 % du budget, sauf en Malaisie et en Thaïlande. Tout cela pèse très certainement sur l'état sanitaire de la population.

C. Un état sanitaire qui s'améliore mais encore médiocre

L'environnement médical et l'état sanitaire de la population ont considérablement progressé depuis une vingtaine d'années. Pour s'en tenir aux seuls États de plus de 100 millions d'habitants (soit 85 % de la population), on constate que, entre 1970 et 1990, le nombre de médecins a été multiplié par deux ou trois, la mortalité infantile a diminué de 40 à 50 % et l'espérance de vie a augmenté, selon les pays, de 9 à 14 ans!

Cependant, il reste beaucoup à faire. En effet, en apparence l'encadrement médical de l'Asie (environ 1 200 personnes pour un médecin) est d'un assez bon niveau par rapport à celui des autres Tiers Mondes puisque, s'il est moins dense que celui de l'Amérique latine, il est équivalent à celui du Monde arabo-musulman et très supérieur à celui de l'Afrique sud-saharienne. A y regarder de plus près cependant, la situation est moins favorable qu'il n'y paraît.

Le chiffre donné pour la Chine (1 médecin pour 700 personnes environ) semble peu réaliste si l'on sait que l'équivalent pour la France est de 1 pour 400 et si l'on remarque surtout que 2 % seulement des jeunes Chinois accèdent à l'Université. La raison en est que les médecins traditionnels sont comptabilisés, ce qui évidemment améliore considérablement, au moins dans les statistiques, l'encadrement médical, mais le rend peu comparable à ceux des autres pays. Si l'on exclut donc la Chine, qui représente 40 % de la population asiatique, les résultats sont beaucoup moins favorables, mais certainement plus proches de la réalité, chaque médecin prend en charge 4 000 personnes en moyenne. Dans ces conditions, l'Inde, le Pakistan et la Malaisie sont un peu au-dessus de la moyenne, le Bangladesh et l'Indonésie nettement en dessous. Seules les Philippines disposent d'environ 1 médecin pour 1 000 personnes (carte 17).

La mortalité infantile, qui est un bon indice de l'état sanitaire d'un pays, vient corroborer ces remarques. Avec un taux de 70 ‰, l'Asie fait apparemment mieux que le Monde arabo-musulman (90 ‰). Cependant si l'on exclut la Chine, dont les chiffres sont sujets à caution (il y aurait notamment une surmortalité des filles par infanticide), la mortalité de l'Asie remonte à 90 ‰, c'est-à-dire l'équivalent des pays arabo-musulmans, ce qui reste très honorable en comparaison du niveau de vie de ces derniers. Si l'on se réfère à cette moyenne, on remarque que tous les grands pays se situent entre 80 et 110 ‰, à l'exception du Pakistan et du Bangladesh, où cette mortalité est supérieure, et de quelques pays moyens où elle est descendue à un niveau nettement plus bas (Malaisie, Thaïlande, Philippines) (carte 15).

L'espérance de vie (62 ans), inférieure à celle de l'Amérique latine, est une nouvelle fois équivalente à celle du Monde arabo-musulman, et très nettement supérieure à celle de l'Afrique (49 ans). Les écarts entre pays restent cependant sensibles : Chine, Philippines, Malaisie, Thaïlande, Corée du Nord atteignent ou

dépassent 65 ans, quand l'Inde, l'Indonésie, la Birmanie descendent à 58 ans, le Bangladesh et le Pakistan en dessous de 55 ans.

Finalement, l'indicateur du développement humain n'est que légèrement en dessous de celui du Monde arabo-musulman (580 contre 630 environ), mais bien au-dessus de celui de l'Afrique (350). Cette moyenne cache toutefois des disparités sensibles entre le Monde indien, qui décroche nettement vers le bas (430 points) pour se rapprocher du niveau africain, et certains pays, comme la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande où l'indicateur dépasse 700 points. Globalement l'Asie, avec un revenu plus faible, fait donc aussi bien que le Monde arabo-musulman, mais des disparités, plus accentuées que dans les autres Tiers Mondes se dessinent ici. Ces écarts se retrouvent, mais généralement pas avec la même ampleur, du côté de la scolarisation et de l'alphabétisation.

D. Un assez bon niveau d'instruction

Avec les précautions d'usage, surtout en ce qui concerne l'enseignement primaire, on constate encore une fois que le niveau de l'Asie correspond à peu près à celui du Monde arabo-musulman et qu'il dépasse donc de beaucoup celui de l'Afrique. L'Asie scolarise un peu mieux que l'aire arabo-musulmane dans l'enseignement primaire, un peu moins bien dans le secondaire et elle envoie moins d'étudiants à l'Université. Ses performances sont toujours très supérieures à celle de l'Afrique.

De gros efforts de scolarisation ont été consentis dans la plupart des pays d'Asie où, plus qu'ailleurs peut-être, les études sont considérées, au niveau collectif comme un moyen de sortir du sous-développement (à l'exemple du Japon) et, au niveau individuel comme un moyen d'ascension sociale. Parmi les grands pays, en dehors du Bangladesh et du Pakistan, tous scolarisent la quasi-totalité de leurs jeunes dans le primaire (carte 19), en théorie du moins puisque, selon certaines sources officielles, les deux tiers des jeunes Indiens abandonneraient l'école avant la fin de leur scolarité.

En Inde, en Indonésie et au Pakistan le pourcentage des jeunes de 12 à 17 ans scolarisés a doublé entre le début des années 70 et la fin des années 80, mais des efforts plus anciens ont abouti à une meilleure scolarisation secondaire en Malaisie, aux Philippines, au Sri Lanka, alors que le Bangladesh et le Pakistan restent une fois de plus à la traîne (carte 20). Le pourcentage d'étudiants reste encore partout inférieur à 10 %, exception faite des Philippines et de la Thaïlande (carte 21).

La proportion des adultes alphabétisés (environ 60 %) est un peu plus forte que dans le Monde arabo-musulman, preuve qu'on a pris conscience plus tôt de la nécessité d'une bonne scolarisation des jeunes. Dans les vingt dernières années, le pourcentage des analphabètes a reculé de 15 à 20 points en Inde et au Pakistan, mais le retard de ces pays, ainsi que celui du Bangladesh, n'a pas encore été comblé (carte 18).

Cette alphabétisation et cette scolarisation, d'un assez bon niveau relativement au revenu, apparaissent comme des atouts économiques que l'Asie sait déjà, et saura de plus en plus en utiliser, au contraire de l'Afrique, beaucoup plus mal placée. L'Inde ne « produit-elle pas déjà chaque année 250 000 ingénieurs et scientifiques et n'est-elle déjà pas une réserve d'informaticiens dans laquelle viennent puiser aussi bien les Américains (5 000 Indiens dans la Silicon Valley) que les Européens :

Thomson, Alcatel, Dassault, la Swissair, etc. font développer des logiciels en Inde » (*le Monde*, 30.06.1992). Les Philippines sont en train de suivre la même voie.

On voit donc la position originale de l'Asie parmi les Tiers Mondes. Plutôt mal placée par son revenu et nourrissant de justesse sa population, elle assure cependant à ses habitants un environnement sanitaire encore médiocre et inégal, mais bien meilleur que celui de l'Afrique, ainsi qu'un encadrement scolaire suffisamment correct pour représenter un atout incontestable pour son développement futur. Avec relativement peu de moyens, elle réussit beaucoup mieux que l'Afrique et presque aussi bien que le Monde arabo-musulman.

Une partie de cette réussite tient à ce que l'Asie a pris conscience de la nécessité de ralentir sa croissance démographique et de s'en donner les moyens.

II. Une transition démographique assez avancée

L'Asie, contrairement au Monde arabo-musulman, se situe dans la deuxième phase de sa transition démographique. La mortalité générale a beaucoup baissé depuis les années 50. Rien que depuis le milieu des années 60, elle s'est réduite de moitié en Inde, en Indonésie et au Pakistan; en Chine où la baisse avait été plus précoce, elle a diminué du tiers. Mais aujourd'hui la mortalité baisse moins rapidement, car elle atteint un faible niveau. Par contre la fécondité, qui avait fléchi lentement jusque dans les années 70, s'est mise à refluer plus rapidement.

A. Une mortalité faible

Le taux de mortalité générale de l'Asie est maintenant inférieur à 10 ‰, un niveau de pays développé. En dehors du Bangladesh et du Pakistan (parmi les grands États) qui ont conservé une mortalité d'environ 15 ‰, tous les autres pays se situent en dessous de 12 ‰ (carte 25). Ce faible taux n'est plus dû que partiellement à la jeunesse de la population, puisque celle-ci est désormais la plus âgée des Tiers Mondes (un tiers seulement de jeunes de moins de 15 ans); ce sont d'ailleurs les pays les plus jeunes qui font les plus mauvais scores.

La diminution du taux de mortalité générale est donc bien due à une amélioration de l'alimentation et des conditions sanitaires qui ont permis notamment l'abaissement de la mortalité infantile dont il a été question plus haut. Celle-ci, rappelons-le, a fléchi de près de moitié, au cours des vingt dernières années, dans les pays de plus de 100 millions d'habitants. Comme elle est encore relativement forte, des améliorations restent possibles. Cette diminution de la mortalité a été en partie compensée par une baisse de la fécondité, pendant la deuxième partie de la transition démographique qui est en cours.

B. Un fléchissement sensible, mais inégal de la fécondité

Avec une moyenne de 3,5 enfants par femme, l'Asie affiche une fécondité égale à celle de l'Amérique latine et bien inférieure à celle du Monde arabo-musulman (5,5) et de l'Afrique (6,5). Depuis le début des années 70, la fécondité a chuté de

plus de moitié en Chine (mais les chiffres sont peu sûrs) et en Thaïlande, du tiers en Indonésie et au Vietnam, du quart en Inde et en Malaisie. Dans les pays de tradition musulmane, toutefois, comme le Pakistan et le Bangladesh, cette évolution s'est trouvée considérablement freinée puisque la fécondité s'est abaissée de moins de 10 % depuis le début des années 70 et qu'elle se situe aujourd'hui encore autour de 6 enfants par femme.

En dehors des pays musulmans, la baisse de la fécondité est due, comme ailleurs, à l'amélioration des revenus et de la scolarisation (particulièrement celle des femmes), à l'élargissement du marché du travail féminin et à l'urbanisation : depuis 1965, la proportion de citadins a doublé. Cependant, dans ces régions où l'attachement à la famille nombreuse était peut-être tout aussi ancré que dans l'espace islamisé (on pense particulièrement à la Chine), cette évolution « naturelle » n'aurait pas suffi si les gouvernements n'étaient pas directement intervenus pour instaurer un planning familial.

En Chine, Mao Zedong n'a jamais accepté le principe d'une limitation volontaire des naissances, au nom du principe : « un homme, c'est une bouche, mais aussi deux bras » [1]. Son successeur Deng Xiaoping, effrayé par un taux de croissance qui dépassait 2 % par an, va prendre une série de mesures drastiques, destinées à aboutir à un seul enfant par couple. « On retarde l'âge au mariage (23 ans pour les femmes, 25 pour les hommes). On supprime les indemnités familiales aux contrevenants de l'enfant unique. On assortit les embauches d'engagements contractuels malthusiens. On procède à des affectations éloignées pour séparer les couples. Les autorités planifient la répartition des quotas entre régions et unités de production » [1]. En cas de besoin on a recours à l'avortement. Par ailleurs, une immense propagande est engagée en faveur de l'enfant unique et divers avantages sont consentis aux familles qui acceptent de n'avoir qu'un enfant. Même si les résultats de cette politique très autoritaire ne sont pas tout à fait à la hauteur des espérances, la Chine a réussi à faire revenir, en moins d'une génération, le nombre d'enfants par femme de 6 à 2,4.

L'Inde a été un pays pionnier en matière de planning familial, puisque l'on y préconise une maîtrise de la croissance démographique dès 1952. On y développe une campagne anti-nataliste qui prône contraception et stérilisation, celle-ci étant encouragée par des primes aux femmes qui acceptent de subir une opération. Comme les résultats s'avèrent assez minces, Indira Gandhi prend, en 1976, des mesures autoritaires (retard du mariage légal de trois ans, pénalisation des parents d'au moins trois enfants qui ne se font pas stériliser) ou même coercitives : « vasectomies et ligatures de trompe sont pratiquées sans discernement » [1]. Après la mort d'Indira Gandhi, on est revenu à des mesures plus incitatives. Les résultats sont donc plus mitigés qu'en Chine et l'objectif de faire descendre la croissance à 1,2 % par an en l'an 2000 ne sera évidemment pas atteint. Mais les résultats sont loin d'être négligeables, quand on sait qu'ils portent sur une population de 850 millions de personnes. La fécondité est en effet passée de 6 à 4,3 enfants par femme et la tendance à la baisse se confirme. On estime que cette politique a évité la naissance de 130 millions d'Indiens depuis 1960.

En dehors du Pakistan et du Bangladesh, la plupart des États pratiquent aujourd'hui une politique d'incitation à une meilleure maîtrise des naissances. Plus de la moitié des Indonésiens utilisent des contraceptifs. En Malaisie, aux Philip-

pines, les familles peu nombreuses ont droit à des abattements fiscaux et à des allocations.

Facteurs généraux et planning familial ont contribué à ce qu'aujourd'hui, dans tous les États d'Asie, à l'exception du Pakistan, du Bangladesh et du Népal, la fécondité est descendue en dessous de 5 enfants par femme; elle s'abaisse à moins de 4 en Indonésie, en Malaisie, à moins de 3 en Thaïlande, le record, au moins officiel, étant détenu par la Chine (carte 24). Il en résulte une décélération sensible de la croissance démographique.

C. Une croissance démographique ralentie

Le solde naturel de l'Asie est désormais le plus faible des Tiers Mondes. Il est descendu en dessous de la barre des 2 % par an (1,9) alors que celui de l'Amérique latine se tient encore un peu au-dessus, et que celui des deux autres atteint ou frôle les 3 %.

Cependant, on doit distinguer, d'une part le cas de la Chine, dont la croissance officielle est tombée à 1,4 % par an (en réalité certainement un peu plus), auquel on peut joindre la Thaïlande et le Sri Lanka (1,6 % par an) et, d'autre part celui des autres États asiatiques dont la croissance reste supérieure à 2 % et qui se trouvent donc approximativement au niveau de l'Amérique latine (carte 27). Régionalement, l'Asie de l'Est, essentiellement la Chine, devrait stabiliser sa population vers 2030 aux alentours de 1,7 milliard d'habitants, alors que l'Asie du Sud devrait attendre 2075 et atteindre alors 1,3 milliard de personnes.

Cet accroissement naturel est proche de celui de la population totale. En effet, l'Asie n'a pas la chance de pouvoir compter, comme l'Europe au XIX^e siècle au cours de sa transition démographique, sur une émigration massive qui la délesterait d'une partie de son surplus. L'émigration existe bien, mais elle est limitée. Nous présenterons plus loin la diaspora chinoise dispersée dans l'ensemble de l'Asie, ainsi qu'en Amérique du Nord. Nous avons noté également que les pays pétroliers du Moyen-Orient avaient accueilli de nombreux travailleurs en provenance de l'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, du Sri Lanka et des Philippines. A la veille du contre-choc pétrolier, trois à quatre millions d'Asiatiques, dont plus de un million d'Indiens, y étaient installés. On se souvient que la plupart ont regagné leur pays, contraints et forcés, en raison de la crise économique et de la guerre du Golfe. On pense également aux boat people, qui ont fui et fuient encore parfois le Vietnam, au départ des diplômés vers les États-Unis par exemple. Tous ces mouvements ne concernent guère, sur une période de 10 à 20 ans que cinq millions de personnes environ, une goutte d'eau, à côté d'un croît naturel qui donne chaque année à l'Asie plus de 50 millions de bouches supplémentaires.

Malgré le manque d'un vase d'expansion suffisant pour absorber une partie de son croît démographique, mais grâce à une sérieuse décélération de l'augmentation de sa population, l'Asie dispose d'un atout essentiel pour l'amélioration de son niveau de vie : la part de la croissance économique dévorée chaque année par la croissance démographique est plus faible qu'ailleurs, Amérique latine exceptée. Comme, de surcroît, le développement économique est beaucoup plus rapide qu'ailleurs, l'avenir semble relativement prometteur.

III. Une croissance économique accélérée

Les structures économiques de l'Asie restent apparemment très archaïques. Il suffit de constater à la fois le poids énorme du secteur agricole et la part réduite des secteurs secondaire et tertiaire, au moins en terme d'emploi, pour en être persuadé. Cependant, sous des apparences attardées, l'Asie cache des poches sectorielles et spatiales déjà développées et son rythme de croissance laisse, au moins globalement, assez bien augurer de son avenir.

A. Un secteur agricole encore considérable et peu productif, mais en rapide progrès

1. Le poids de la tradition

Près de six actifs sur dix travaillent encore, en Asie, dans l'agriculture; c'est un peu moins qu'en Afrique mais c'est deux fois plus qu'en Amérique latine. Il y reste donc 1,6 milliard de personnes qui vivent de l'agriculture! Comme on le verra plus loin, l'Asie est le berceau de vieilles civilisations agricoles, et plus précisément rizicoles, qui n'ont été touchées par l'industrialisation que tardivement, au mieux entre les deux guerres, souvent en fait dans les années 50 seulement. Partout, à l'exception de la Malaisie et de la Corée du Nord nettement moins paysannes, plus de 45 % des actifs sont occupés dans l'agriculture. Les deux géants, la Chine et l'Inde, sont au coude à coude avec une proportion d'environ 60 % (carte 2).

Cependant, si l'Asie reste très agricole en terme d'emploi, elle l'est déjà beaucoup moins en terme de valeur de la production. L'agriculture contribue désormais pour moins de 30 % au PNB, alors que 60 % des actifs y travaillent; c'est le signe d'une activité globalement peu productive. Rappelons que la valeur ajoutée par agriculteur est quatre fois moins élevée qu'en Amérique latine, que l'agriculteur brésilien est deux fois plus performant que l'Indonésien, quatre fois plus que l'Indien et six fois plus que le Chinois.

L'agriculture reste largement traditionnelle. Elle est le fait de petites exploitations (généralement moins de 1 ha), exigeant beaucoup de travail, vivant en semi-autarcie et pratiquant quelques cultures de base, variables selon les climats et les traditions locales, parmi lesquelles le riz (généralement irrigué), le blé, le soja, le manioc, le maïs, le millet, la canne à sucre. En Chine, par exemple, le blé occupe environ 30 % des surfaces, le riz 25 %, le maïs 20 %, suivis par le soja et les patates douces; au Pakistan, c'est encore le blé qui vient en tête avec un tiers des surfaces. Mais presque partout ailleurs c'est le riz qui couvre les surfaces les plus vastes, souvent la moitié de la surface agricole utile (SAU), comme en Indonésie, en Thaïlande, aux Philippines, au Vietnam. En Inde, il occupe le quart de la SAU, devant le blé et le millet. Malgré une forte utilisation d'engrais (trois fois plus à l'hectare qu'en Amérique latine), les rendements restent faibles à moyens : 20 qx à l'hectare pour le riz en Inde, et autant pour le blé, 50 en Chine pour le riz et 30 pour le blé.

L'élevage n'est pas absent, mais on a évité de multiplier les troupeaux qui, avec leur viande, fournissent sept fois moins de calories par hectare que les végétaux. Il s'est porté plutôt vers les petits animaux que l'on peut élever sur les terres non utilisées par les cultures. La Chine se retrouve ainsi avec le 1^{er} troupeau de porcs du

monde, le 3^e troupeau d'ovins, suivi ici par l'Inde. Les bovins sont plutôt utilisés comme fournisseurs de lait ou de travail, le cas de l'Inde étant ici tout à fait particulier. L'immensité du troupeau indien (le premier du monde) n'a d'égal que sa faible valeur économique (il donne lait et bouse séchée) et ne se comprend que par le caractère sacré de cet animal que l'on évite (au moins officiellement) d'abattre.

Mais sur ce canevas général bien des figures ont été brodées. Traditionnellement l'Asie était productrice d'épices, elle l'est restée. La colonisation avait apporté la grande plantation, elle existe encore, notamment en Malaisie. Les agriculteurs locaux l'avaient ensuite transposée sur leurs propres terres, ils ont continué. C'est ainsi que sur les cinq premiers producteurs de thé, quatre sont asiatiques, l'Inde et la Chine fournissant à elles seules la moitié de la production. L'Inde se situe au 2^e rang mondial pour la production de canne à sucre, la Chine et le Pakistan viennent en 4^e et 5^e positions. L'Inde et la Chine se placent encore en tête pour l'arachide (60 % du total) et la Chine, le Pakistan et l'Inde se positionnent aux 1^{er}, 4^e et 5^e rangs pour le coton. La Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande fournissent à elles seules les trois quarts du caoutchouc naturel mondial. On pourrait multiplier les exemples avec le jute (trois quarts de la production en Inde et au Bangladesh), le tabac (Chine en tête), etc. Dans la plupart de ces créneaux, l'Asie a amélioré ses positions depuis quelques décennies. Cependant, les progrès n'ont pas seulement touché ces spéculations. Ils se sont étendus à la plupart des productions et aux plus dynamiques des exploitations.

2. En Chine : décollectivisation et progrès

Le cas de la Chine est particulièrement spectaculaire. Dans ce pays, d'énormes travaux (des milliers de kilomètres de digues et de canaux, des barrages, etc.) ont été réalisés, sous Mao Zedong, le long des grands fleuves (Huang-He, Yangzijiang) pour protéger les terres agricoles des crues dévastatrices et pour étendre l'irrigation. Les superficies irrigables ont doublé depuis 1965 et atteignent aujourd'hui 50 millions d'hectares. Elles permettent à la fois une meilleure maîtrise de la plante et surtout une double, voire une triple récolte.

La décollectivisation, qui a réparti les terres entre les paysans (sans les rendre propriétaires toutefois) pour une durée de quinze ans, qui a autorisé les agriculteurs à posséder animaux de trait et outillage, et leur a laissé la libre disposition de leurs surplus, a libéré les énergies et les initiatives individuelles depuis 1978. Le repiquage du riz prend aujourd'hui deux fois moins de temps qu'au temps du collectivisme. La hausse des prix agricoles (20 à 50 % les premières années suivant la décollectivisation) a permis le doublement du niveau de vie des campagnes et un début de motorisation : le pays compte actuellement 750 000 tracteurs, 2 000 000 de motoculteurs, les pompes se multiplient et on voit même apparaître quelques petites batteuses.

Cette modernisation ne touche, pour le moment, qu'environ un quart des exploitations, mais ce sont celles qui fournissent la moitié de la production. Il semble que l'on aille vers un mode de production qui combinera des nouveautés (semences sélectionnées, engrais chimiques, pesticides, petite motorisation) et certaines pratiques traditionnelles (traction animale, moisson à la faucille, sarclage à la main) et qui permettra d'utiliser, mais seulement en partie, la main-d'œuvre familiale [32]. En effet, dans un pays où la main-d'œuvre paysanne est sous-employée, la

modernisation libère des bras. Bien que l'État essaie de développer les industries rurales, une cinquantaine de millions de paysans auraient quitté leur campagne pour chercher un emploi en ville. Quoi que l'on puisse penser des conséquences sociales de cette modernisation de l'agriculture (qui nous paraissent positives), ses conséquences économiques sont, sans nul doute, très bénéfiques.

En effet, la production « a davantage augmenté entre 1978 et 1984 que pendant les vingt années précédentes » [32]. Entre 1974 et 1990, la production de riz et de coton a augmenté des deux tiers, celle d'arachide a doublé, celle de blé et de maïs a été multipliée par 2,5. Le troupeau de porcins et d'ovins a augmenté de plus de moitié. Entre 1980 et 1990, la production a globalement presque doublé, et la progression continue depuis. Chez l'autre « grand » du monde asiatique, les progrès sont moins spectaculaires, puisqu'il n'y a pas eu rattrapage après collectivisation, mais loin d'être négligeables.

3. La révolution verte : en Inde et ailleurs

En Inde, jusqu'à dans les années 70 les progrès sont lents, coupés même de retours en arrière dramatiques. On s'en souvient, le pays a connu sa dernière famine en 1966 et, au cours d'une mauvaise année comme celle de 1979, on ne récolte pas plus de céréales qu'en 1971 [1]. Les progrès se sont tout de même avérés assez remarquables. Depuis 1974, la production de thé et de maïs a augmenté de moitié, celle de blé, de riz, de caoutchouc et de jute a doublé, celle de pomme de terre et de sucre a triplé, celle de soie a quadruplé. Le troupeau d'ovins s'est accru de 40 %. Ces progrès sont d'autant plus intéressants que, dans le même temps, la population n'a augmenté (si l'on peut dire) que d'un bon tiers, ce qui a donc permis d'améliorer l'alimentation.

La progression des céréales et du riz est due, en bonne partie, à la « révolution verte ». Elle consiste en la mise en œuvre de nouvelles méthodes culturales dans l'agriculture traditionnelle : développement de l'irrigation quand elle n'existe pas déjà, utilisation plus massive d'engrais et de pesticides, variétés à haut rendement mis au point au Mexique pour le blé, et pour le riz aux Philippines. Le riz hybride IR 8, découvert en 1963, a permis une augmentation de près de 60 % de la récolte de riz dans le monde, et spécialement en Inde, entre 1974 et 1989.

Cette révolution verte a certes ses limites. Elle a touché surtout les plus grands exploitants (plus de 10 ha généralement), c'est-à-dire souvent les mieux formés et ceux qui ont les possibilités financières les plus fortes. Elle a atteint certaines régions seulement : Pendjab d'abord, puis Uttar Pradesh et Bihar dans la vallée du Gange, et le Tamil Nadu au Sud. Cependant, si comme on le dit parfois, elle a effectivement enrichi les plus riches agriculteurs, elle n'a pas pour autant appauvri les pauvres. Elle a surtout permis à l'Inde d'atteindre l'autosuffisance alimentaire depuis le milieu des années 70, puisque la croissance de la production a été supérieure à celle de la population, de nourrir des masses citadines en rapide augmentation et de développer l'irrigation au rythme de 2 millions d'hectares par an, au point qu'une cinquantaine de millions d'hectares sont aujourd'hui irrigués.

De telles évolutions peuvent être suivies également dans des pays comme le Pakistan et l'Indonésie. Dans le premier, l'irrigation, développée dès l'époque coloniale, s'est étendue depuis la fin des années 60 dans le bassin de l'Indus (Pendjab, Sind) grâce à des barrages, des canaux et des pompes dans la nappe. Près de

4 millions d'hectares ont été gagnés en une vingtaine d'années et aujourd'hui près de 80 % des terres cultivées du Pakistan sont irriguées. C'est dans ces terres que s'est réalisée la révolution verte qui a permis au pays de doubler sa production de blé (pour laquelle le pays est maintenant autosuffisant) et d'augmenter celle de maïs de moitié au cours de ces quinze dernières années. Par ailleurs, la production de coton a doublé, celle de sucre et d'agrumes a triplé. Mais on atteint maintenant, semble-t-il, une limite, en raison de la salinisation de la nappe phréatique du Sind.

C'est grâce également à la révolution verte, qui a été encouragée par des subventions et par un soutien aux prix (deux fois le cours mondial), qu'entre 1965 et 1985 la production de riz indonésienne est multipliée par 2,5 et que les rendements vont atteindre 60 qx/ha [1]. A Java, qui produit 60 % du riz indonésien, la récolte quadruple en une trentaine d'années. Alors que la consommation de riz par personne augmente de moitié et que la population croît rapidement, le pays réussit à exporter une partie de sa production. Avec moins d'un hectare, mais en irriguant et en utilisant semences sélectionnées, engrais et pesticides, une famille peut désormais jouir de conditions de vie décentes.

On trouverait d'autres exemples de tels progrès. C'est le cas en Thaïlande, où l'augmentation de la production est liée aussi au défrichement de nouvelles terres sur les versants et les terrasses, la production de riz s'est accrue de 40 % depuis 1974, celle de maïs et de canne à sucre a doublé, celle du soja sextuplé; d'importateur de sucre en 1966, le pays est devenu vendeur depuis 1982. La Thaïlande s'est haussée au rang de premier exportateur mondial de riz, de manioc, de tapioca. L'irrigation destinée à la culture du riz s'étend sur la côte Est de la péninsule malaise ainsi que dans le Sarawak et le Sabah de Bornéo. Le Vietnam est devenu le troisième exportateur de riz du monde, grâce à l'accroissement des surfaces cultivées, mais sa production reste irrégulière.

Il reste certes des trous noirs, en Asie. Le plus énorme reste le Bangladesh, surpeuplé, et qui vit sous la menace constante d'inondations catastrophiques et de cyclones. Celui de mai 1991 a tué 125 000 personnes, en a laissé 1 000 000 sans abri, a perdu la récolte de riz du Sud-Est et salé des milliers d'hectares de terres cultivables [20]. La récolte de riz a certes augmenté des trois quarts depuis 1974, mais la croissance trop rapide de la population empêche le pays d'atteindre, sauf année exceptionnelle, l'autosuffisance, et la plupart des autres productions stagnent. D'autres pays, fort heureusement moins peuplés, restent pour le moment singulièrement attardés. C'est le cas du Népal, isolé par ses montagnes et par l'Inde son grand voisin, de la Birmanie qui exporte du riz, mais dont l'économie est bloquée dans une quasi-autarcie par un régime marxiste brutal, le Cambodge et le Laos martyrisés par la guerre, mais où l'introduction d'un certain libéralisme pourrait relancer rapidement la production.

Au total, malgré ces exceptions, et malgré le poids de la tradition, comme les surfaces cultivées sont immenses, les résultats de l'Asie en terme de production sont spectaculaires. Les surfaces rizicoles mondiales sont localisées à 90 % en Asie, et les dix premiers producteurs de riz du monde sont asiatiques : la Chine vient en tête, puis l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh, le Vietnam, etc. La Chine est également le 2^e producteur mondial de blé (16 % de la production), l'Inde le 4^e, le Pakistan le 9^e. La Chine se place encore à la 2^e place pour sa production de maïs (18 % du total), l'Inde à la 7^e, l'Indonésie à la 10^e. On trouverait toujours la Chine en 1^{re} position pour les pommes de terre, en 2^e pour le soja...

L'Asie est maintenant globalement autosuffisante pour les produits alimentaires de base, sauf exceptions régionales, comme le Bangladesh, ou sectorielles : la Chine par exemple, malgré une production considérable, est obligée d'importer chaque année une dizaine de millions de tonnes. L'Asie est même devenue localement exportatrice de produits alimentaires. Le Vietnam, on l'a vu, est redevenu depuis trois ans, grâce à la libéralisation de son agriculture, le troisième exportateur mondial de riz. La Thaïlande est le premier exportateur mondial de riz et de manioc et souhaite moins devenir un NPI qu'un NPJA, c'est-à-dire un Nouveau Pays Industriel et Agricole.

En résumé, si l'on raisonne du moins au niveau des États, l'agriculture traditionnelle de l'Asie, qui reste la base économique pour une bonne partie de la population, est en train de connaître des transformations spectaculaires : modernisation technique, augmentation des rendements, hausse de la production, ouverture sur les marchés nationaux et internationaux. Partout, sauf en Corée du Nord et au Népal, la balance agricole (qui certes n'inclut pas que des produits alimentaires) est bénéficiaire, de peu généralement mais parfois de beaucoup, comme en Malaisie, en Thaïlande et en Indonésie. Seule une frange de pays, peuplés d'environ 200 millions d'habitants (moins de 10 % de la population totale), reste en dehors de ce mouvement général de développement agricole. Des progrès, plus spectaculaires encore, ont été accomplis dans le secteur industriel, même en dehors des quatre dragons qui, rappelons-le, ne sont pas pris en compte dans cette étude.

B. Un espace encore peu industrialisé, mais en croissance accélérée

1. Une sous-industrialisation patente

Un peu moins de deux actifs sur dix travaillent aujourd'hui dans le secteur industriel, y compris le secteur minier et énergétique. C'est donc, on le sait, sensiblement moins qu'en Amérique latine (un quart), un peu moins que dans le Monde arabo-musulman, mais plus qu'en Afrique (18 % contre 15 %). On peut donc considérer l'Asie, de ce point de vue, comme peu industrialisée, même en référence aux autres Tiers Mondes. Localement, la main-d'œuvre employée dans l'industrie oscille entre 14 % (Bangladesh, Sri Lanka, Birmanie, Thaïlande) et 20 % (Indonésie, Philippines) (carte 5). Certains pays communistes dépassent ce seuil (Chine 22 %, Corée du Nord 30 %), ainsi que la Malaisie; par contre l'Inde, avec 15 %, se trouve donc sous-industrialisée par rapport à la Chine. Tout cela confirme, au premier abord, un constat de sous-industrialisation généralisée de l'Asie.

Cette impression est cependant un peu redressée, comme toujours, lorsque l'on constate que le secteur secondaire crée plus du tiers du PNB (36 %). C'est d'autant plus remarquable que la production minière et énergétique n'intervient que pour un sixième dans cette production industrielle, alors qu'elle intervient pour le tiers ou la moitié en Afrique et dans le Monde arabo-musulman, pour le quart encore en Amérique latine. En somme, les autres Tiers Mondes comptent plus que l'Asie sur leurs richesses naturelles. Localement, seules la Malaisie et l'Indonésie trouvent un peu plus de 10 % de leur PNB dans leurs richesses minières ou énergétiques.

Dans la plupart des pays, le secteur secondaire entre pour 30 à 40 % dans le PNB (carte 6). La Chine se situe au-dessus de cette barre (mais on se méfiera de ses statistiques), alors que le Pakistan est un peu en dessous, le Bangladesh, la Birmanie et le Népal très en dessous, mais ces derniers ne regroupent que 6 % de la population asiatique.

En valeur absolue, l'Asie, avec 40 % de la production industrielle des Tiers Mondes fait jeu égal avec l'Amérique latine et laisse loin derrière elle le Monde arabo-musulman et l'Afrique. Par ailleurs, sur les onze pays dont la valeur ajoutée industrielle dépasse 10 milliards de dollars, quatre sont asiatiques (Chine, Inde, Indonésie et Thaïlande) contre trois latino-américains.

Mais, on le sait, la masse de la main-d'œuvre industrielle est cinq fois plus nombreuse en Asie qu'en Amérique latine, ce qui indique évidemment une productivité bien inférieure dans la première. Les cartes de la valeur ajoutée des industries transformatrices dressées par W. Curran soulignent bien cette faiblesse [14]. Partout en Asie, la valeur ajoutée descend à moins de 200 \$ par habitant, sauf en Malaisie et en Corée du Nord. Encore faut-il noter que seules la Chine et la Thaïlande se situent entre 100 et 200 \$, le reste de l'Asie descendant à moins de 100 \$. La consommation d'énergie par habitant, dans la mesure où elle peut être un critère de développement industriel, confirme ce pronostic : l'Asie en consomme trois fois moins par habitant que l'Amérique latine et deux fois que le Monde arabo-musulman. Seule l'Afrique fait moins bien.

Tout cela donne une impression de faiblesse industrielle que la médiocrité des ressources naturelles semble confirmer.

2. Des potentialités naturelles modestes

Les industries minières et énergétiques, on l'a vu, existent mais ne fournissent que 6 % du PNB. L'Asie n'a que peu de disponibilités en pétrole : 5 % des réserves du monde (pour plus de la moitié de sa population) qui sont stockées pour la moitié dans le sous-sol chinois et pour un cinquième en Indonésie. La production actuelle est inférieure à 10 % du total mondial, dont 140 millions t pour la Chine et 70 pour l'Indonésie. L'ensemble de l'immense Asie produit moins que la seule Arabie Saoudite. L'Indonésie peut exporter près de la moitié de sa production, par contre, du fait d'une plus forte consommation, les disponibilités de la Chine sont plus étroites (15 à 20 %).

Les réserves de gaz naturel sont aussi limitées que celles du pétrole, les pays les mieux lotis (Indonésie, Malaisie) ne détenant guère que 1 à 2 % du tonnage mondial. La production actuelle est à l'image des réserves : environ 90 milliards de m³ (moins que le seul Canada), dont environ la moitié pour l'Indonésie.

Par contre les deux géants asiatiques sont bien dotés en charbon, combustible malheureusement malcommode et polluant, sinon toujours coûteux. La Chine se situe à la première place mondiale, avec 40 % de la production totale, un peu devant les États-Unis. L'Inde vient en troisième position, mais évidemment loin derrière (environ 10 %). Les autres producteurs asiatiques sont négligeables, en dehors de la Corée du Nord.

Les disponibilités en électricité hydraulique, par contre, sont considérables puisque certains pays disposent à la fois de l'eau et des pentes. Les meilleures

potentialités sont situées cependant en montagne, souvent loin des centres de consommation, dans ces pays où la population se rassemble souvent en plaine. Le Népal, à lui seul, disposerait de 3 à 4 % des potentialités mondiales (environ 400 milliards/kWh) et le barrage de Karnali pourrait fournir l'équivalent de Itaipu, au Brésil, alors que le pays tout entier produit aujourd'hui moins de 1 milliard/kWh [2]. La production totale de l'Asie (environ 200 milliards/kWh), soit à peu près l'équivalent de celle du seul Brésil, reflète à la fois les difficultés d'accès à ces ressources et plus encore la faiblesse des investissements consentis par les grands États les mieux dotés (Inde, Chine).

Les ressources minérales apparaissent elles aussi comme assez réduites, en dehors du minerai de fer (un quart de la production mondiale provenant essentiellement de Chine et d'Inde), de l'étain (40 %) fourni à peu près à égalité par la Chine, l'Indonésie et la Malaisie. Même la bauxite, pourtant fréquente dans les pays intertropicaux, est plutôt rare ici (moins de 10 % du total mondial). L'immense Inde n'est que le 23^e pays du monde pour la valeur d'une production minière qui ne dépasse pas une dizaine de milliards \$.

Cet état des lieux reflète sans aucun doute des lacunes dans la connaissance géologique des gisements. En 1989, par exemple, les réserves de pétrole chinoises ont été réévaluées d'un seul coup de 50 %; cette réévaluation pourrait d'ailleurs continuer et faire passer les réserves de 2,4 milliards t à 10! En outre, on n'oubliera pas que la Chine est tout de même la troisième puissance minière du monde, que sa production représente une cinquantaine de milliards \$ et que ses exportations de pétrole représentent 25 % de ses exportations totales. Globalement, on ne peut cependant que conclure à la modestie des potentialités naturelles de l'Asie. Certes, le Japon, les quatre dragons et bien d'autres ont montré que l'on pouvait s'industrialiser sans bases naturelles nationales. Il n'empêche que ces potentialités peuvent faciliter un démarrage, comme on l'a vu dans le Monde arabo-musulman ou même en Amérique latine. La performance asiatique est donc d'autant plus méritante que l'industrie n'en est plus à compter seulement sur les traditionnels créneaux des pays en voie de développement que sont les industries agro-alimentaires et le textile.

3. Une industrie manufacturière diversifiée

L'industrie textile et les industries agro-alimentaires (IAA) ne tiennent pas la place que l'on attend habituellement de ce type d'activité dans les Tiers Mondes. Les IAA ne créent que 15 % environ de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de l'Asie. Cette place modeste tient à deux facteurs bien différents. Le premier vient de ce que les familles agricoles vivent encore souvent en semi-autarcie et donc que les produits sont consommés sans transformation ou après quelques opérations simples réalisées sur place. Le second facteur tient à ce que le développement d'autres industries a réduit en proportion (mais pas en valeur absolue) la place des IAA. Cette place est particulièrement réduite en Inde et en Chine (12 % seulement de la valeur ajoutée), mais elle continue de dépasser le quart de cette valeur au Bangladesh, au Pakistan et aux Philippines. La majorité des entreprises, restées assez traditionnelles, travaillent pour la consommation locale, mais un certain nombre, plus récentes et souvent en des mains étrangères, visent l'ensemble d'un marché national ou les marchés internationaux. Nestlé, Coca-Cola et BSN se sont intéressés à la Chine; des capitaux venus des Pays-Bas,

du Japon et du Moyen-Orient ont multiplié les huileries de palme en Indonésie et en Malaisie.

Les exportations de produits agro-alimentaires (qui peuvent inclure des produits non transformés) ne prennent cependant quelque importance dans la balance commerciale qu'en Thaïlande, qui exporte riz, caoutchouc et sucre, au Sri Lanka, en Birmanie, en Malaisie (huile de palme et produits en caoutchouc), ainsi qu'en Chine. Ailleurs, les exportations de produits agro-alimentaires tombent en dessous de 10 % des exportations totales, comme en Inde et au Bangladesh qui vendent essentiellement leur thé.

Traditionnellement, on affirme aussi que l'industrie textile forme un des secteurs essentiels de l'activité des pays en voie de développement. Or on constate qu'en Asie, si cela a été vrai autrefois, ce ne l'est plus aujourd'hui. La branche textile-habillement ne représente plus que 15 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière asiatique. On le constate dans la plupart des grands pays où cette proportion oscille entre 10 et 20 %, à l'exception du Bangladesh, où cette branche crée le tiers de la valeur ajoutée et, à l'inverse, de la Malaisie et des Philippines où elle n'intervient que pour moins de 10 %.

Ce qui ne signifie pas qu'en valeur absolue la production de la branche textile-habillement ait diminué, bien au contraire. Depuis 1974, la production de filés de coton de l'Inde et du Bangladesh a augmenté de plus de 40 % et celle du Pakistan a plus que doublé. Au cours de la même période, l'Inde a multiplié sa production de textiles synthétiques par 20, la Chine par 30 et l'Indonésie, partie de rien, en produit chaque année presque deux fois plus que la France. On sait que, dans ce secteur, l'Asie pèse lourd dans le marché mondial. C'est en effet sur ce continent que se produit près de la moitié des filés de coton du monde (45 %), dont plus du quart pour la seule Chine. Le Bangladesh et moindrement le Pakistan détiennent un quasi-monopole du jute. La place de l'Asie sur le marché mondial des textiles synthétiques est plus réduite (environ 15 %), mais elle est en rapide progrès, contrairement à celle de la plupart des pays développés. Aujourd'hui, la Chine, et dans une moindre mesure l'Inde, sont parmi les principaux fournisseurs de l'Europe.

La compétitivité des produits asiatiques est parfois due à des investissements dans des matériels performants, réalisés par des firmes originaires du Japon ou des quatre dragons. Mais souvent l'équipement et les techniques ont un ou deux temps de retard sur les pays développés. Certains équipements sont encore ceux qui ont été fournis par les Soviétiques dans les années cinquante et, alors que dans les pays développés la part des fibres chimiques dans le total des fibres utilisées dépasse les deux tiers, elle descend à 30 % en Chine, 20 % en Inde, 10 % au Pakistan [20]. Comme on le sait, le bas niveau des salaires et des charges sociales permet de concurrencer durement, au moins sur les produits courants, les industries européennes et japonaises. Avec des coûts horaires de travail équivalant à 9 francs en Chine, 4 aux Philippines et moins de deux francs au Vietnam, on voit mal comment résister en Europe à cette concurrence, sinon dans le cadre d'accords comme le « multifibre ».

Malgré ces progrès, le secteur du textile habillement a vu son poids relatif baisser depuis une vingtaine d'années. En y ajoutant les secteurs dont il a été question plus haut (mines, énergie, IAA), le total ne pèse guère qu'un peu plus du tiers du PNB. Cela signifie donc que la production s'est diversifiée, technologisée, sophistiquée. Prenons quelques exemples.

4. Le lourd dragon chinois

Le visage industriel de la Chine est multiple, comme nous avons déjà pu le constater. Y coexistent en effet à la fois des entreprises archaïques, dont l'équipement, l'organisation, la gestion traduisent 20 ou 30 ans de retard, des entreprises de haut niveau technologique qui rivalisent avec celles des pays développés et tout une gamme intermédiaire, composée d'entreprises plus ou moins bien équipées, organisées et gérées.

Les premières se trouvent plutôt, mais pas uniquement, dans les campagnes. Outre les produits agricoles et alimentaires évoqués plus haut, ces entreprises fabriquent les produits de consommation courante dont ont besoin les 600 millions de ruraux : chaussures, ustensiles, outillage, etc. Ce sont elles qui font que, désormais, la moitié du PNB rural provient de produits non agricoles. Entre 1979 et 1989, 18 millions d'entreprises, occupant 100 millions de personnes auraient été créées. Même s'il est vrai que les plus fragiles ont fait faillite lorsque le crédit s'est resserré, en provoquant d'ailleurs un gigantesque exode rural, il n'en reste pas moins qu'une partie s'est maintenue et a contribué à la diversification de l'industrie. Cela montre également l'esprit d'entreprise des Chinois, dès lors qu'on lui donne l'occasion de s'exprimer.

À l'opposé, la Chine dispose d'entreprises de bon niveau technologique qui proviennent soit de secteurs anciennement développés pour des raisons stratégiques, soit de secteurs divers dans lesquels l'investissement étranger ou national s'est dirigé depuis la libéralisation économique. Le cas de l'armement a été évoqué plus haut. On rappellera seulement que la Chine est maintenant le cinquième pays du monde exportateur d'armes, qu'elle vend toutes sortes de matériels et spécialement aux pays en voie de développement où sa technologie simple est bien adaptée. La diversification est venue aussi de l'implantation d'établissements étrangers, créés par des firmes américaines, allemandes, coréennes, taïwanaises, ainsi que par des Chinois d'outre-mer et de Hong Kong.

Ces établissements se sont généralement installés dans des territoires prévus à cet effet, les zones économiques spéciales (ZES). Quatre avaient été créées en 1980 et une cinquième s'y est ajoutée en 1988 sur l'île de Hainan, c'est-à-dire dans la périphérie de Hong Kong et en face de Taïwan, portes par lesquelles passent capitaux et produits. Ces ZES fonctionnent sur le modèle des zones franches, où l'impôt sur les bénéfices est nettement plus faible qu'ailleurs. Les Chinois fournissent le terrain et la main-d'œuvre, les investisseurs étrangers la technologie et les capitaux, dans le cadre de joint-ventures. Quatorze villes côtières ont été également ouvertes aux investissements étrangers, ainsi qu'un certain nombre de zones d'exploitation économique (ZEE), mais avec un statut moins favorable que celui des ZES.

Selon les autorités chinoises, 20 000 entreprises se seraient installées dans les ZES et les investissements étrangers ont atteint 12 milliards \$ au total dans la seule année 1991. C'est en partie grâce à ces implantations que l'industrie chinoise a pu se diversifier et produire les millions de téléviseurs, réfrigérateurs, lave-linge, dont il a été question plus haut. On notera cependant que les produits restent souvent médiocres, puisque la moitié des montres et le quart des vélos seraient, de ce fait, invendus.

Entre les secteurs archaïques et les secteurs modernes se situe un éventail d'industries diverses plus ou moins modernisées, mais qui participent, elles aussi, à la diversité du secteur secondaire. La Chine est devenue le quatrième producteur

mondial d'acier, après avoir sextuplé sa production en une quinzaine d'années, mais les produits restent ici aussi médiocres puisque, chaque année, 25 à 30 millions t resteraient invendus. Une partie du matériel est en effet obsolète : il faudrait remplacer les vieux fours Martin par des convertisseurs à oxygène, automatiser, économiser l'énergie, etc. La production de ciment a suivi la même progression, mais avec un certain ralentissement à la fin des années 80, du fait de la baisse du rythme des constructions et de l'abandon d'une dizaine de milliers de projets. La production de véhicules utilitaires est équivalente à celle de la France et plusieurs constructeurs étrangers commencent à investir.

On a donc affaire à une industrie à plusieurs vitesses, qui progresse rapidement à la fois dans la diversité, dans la technicité et dans la valeur de ses produits. Celle-ci croît bon an mal an de 8 à 10 % et pousse la Chine à s'ouvrir sur les marchés mondiaux. Le pays s'ouvre par ses importations de biens d'équipement (machines diverses, gros ordinateurs, par exemple) et de matières premières destinées à l'industrie textile et chimique. Il s'ouvre surtout par ses exportations de textiles et de vêtements, de divers produits de consommation courante (en métal, en caoutchouc, en rotin, etc.), de produits chimiques, sans compter le pétrole.

Au total, le commerce extérieur, qui porte à 90 % sur des produits destinés à l'industrie ou utilisés par celle-ci, reste modeste puisqu'il n'équivaut qu'à 8 % du PNB et ne représente que 1,7 % du commerce mondial (France 6 %). Mais, dès à présent, la Chine bénéficie d'un solde de sa balance commerciale bénéficiaire de 10 milliards \$ avec les États-Unis (si l'on tient compte des transactions indirectes par Hong Kong) et d'une somme équivalente avec la Communauté Européenne. Elle est devenue le premier fournisseur de chaussures des Français (une soixantaine de millions de paires). Malgré le ralentissement dû aux suites des événements de la place Tien An Men, le commerce chinois connaît une rapide croissance. Il est passé du 36^e rang dans le monde, en 1979, au 13^e en 1990. La Chine se situe à peu près au même niveau que Taïwan et la Corée du Sud, mais avec une population qui n'est évidemment pas comparable. Elle se place loin devant l'Inde qui ne participe au commerce mondial que pour l'équivalent de 5 % de son PNB.

5. L'Inde : le pire et le meilleur

Bien que l'Inde ait choisi un modèle de développement un peu différent de celui de la Chine, sa structure industrielle est finalement assez semblable. Le modèle indien de planification, qui impliquait à la fois un important secteur public, basé sur de puissantes sociétés nationales, et une faible ouverture sur l'extérieur, a permis que voisinent des secteurs de pointe, des secteurs archaïques et toute une gamme de secteurs intermédiaires; chaque branche elle-même voit se côtoyer des entreprises dont les équipements, les types de gestion et d'organisation apparaissent extrêmement divers.

Les secteurs restés les plus archaïques sont, comme en Chine, les IAA et les industries textiles. On trouve là une bonne partie des PME qui fournissent les quatre cinquièmes des emplois industriels indiens. Il s'agit souvent d'une industrie rurale à domicile, proche de l'artisanat, faiblement productive et jouissant d'une réglementation spéciale destinée à freiner l'exode rural. Cette structure éclatée et cette faible productivité la confinent aux biens de consommation courante : produits alimentaires de base faiblement transformés, outillage, chaussures, objets

divers, pièces détachées, etc.). Fortement protégées, les entreprises de ce secteur ont l'avantage de fournir des produits à bas prix pour une clientèle pauvre et d'assurer un emploi à un maximum d'Indiens. Une bonne partie d'entre elles (1 300 000 selon certaines estimations) relèveraient du secteur informel et fourniraient la moitié de la production totale indienne [1]. Mais les produits fabriqués dans ces entreprises sont généralement de très médiocre qualité, et donc invendables sur les marchés internationaux.

A côté de ce vaste ensemble mal connu, l'Inde dispose, dans le secteur public comme dans le privé, d'entreprises performantes dont les produits se placent sur les marchés internationaux ou du moins sur les marchés des pays en voie de développement, spécialement du Moyen-Orient. La libéralisation de l'économie, à partir de 1985, l'ouverture accrue sur l'étranger et la création de trois zones franches (dont Bombay et Madras) ont contribué à renforcer ces entreprises performantes et à en créer de nouvelles.

On a vu que l'Inde est devenue une puissance nucléaire militaire et civile, qu'elle a lancé ses propres satellites avec ses propres fusées. A côté de vieux modèles de voitures, datant parfois d'une quarantaine d'années, sortent désormais des véhicules modernes : camions Tata, scooters Baja, voitures Suzuki (baptisées ici Maruti). Suite à un accord avec France-Ébauches, la firme HMT fabrique six millions de montres par an et Tata, de son côté, deux millions. L'Inde construit des ordinateurs de toutes tailles, des machines-outils et 90 % des médicaments consommés sont fabriqués sur place. Dans des secteurs plus classiques, la production indienne a également beaucoup progressé. La capacité de raffinage du pétrole, encore faible au milieu des années 70, dépasse maintenant 50 millions de tonnes, et la production de ciment, d'aluminium a triplé.

Depuis 1985, l'État cherche à orienter l'industrie vers des secteurs d'avenir tels que l'informatique, l'électronique, les télécommunications et les biotechnologies. Les multinationales indiennes, surtout Birla et Tata, investissent en Asie du Sud-Est (Indonésie, Thaïlande) et en Afrique (Nigeria, Algérie, Kenya) et Tata est associé à des sociétés étrangères en Asie, au Moyen-Orient, en Europe. La vente clé en main de cimenteries, de sucreries, d'usines textiles aux pays en voie de développement est devenue une spécialité indienne.

Comme en Chine, tout une gamme de secteurs se trouvent en situation intermédiaire, alliant à la fois des établissements archaïques et des usines modernes. C'est le cas, par exemple, de la sidérurgie, où coexistent à la fois des unités anciennes ou utilisant des techniques peu performantes héritées de la coopération soviétique, et des établissements plus modernes. L'Inde est aujourd'hui le onzième producteur d'acier du monde, loin derrière la Chine il est vrai, alors que vers 1950 les deux pays se situaient au même niveau.

En somme l'Inde, à l'exemple de Tata, sait tout fabriquer, des fusées aux cosmétiques, des avions aux casseroles mais, sauf exception, ne sait pas encore, ou plutôt ne peut pas encore vendre beaucoup à l'extérieur. Elle se situe en queue de peloton, parmi les pays industrialisés d'Asie, pour l'exportation de produits manufacturés. Comme les capitaux étrangers hésitent à s'y investir, malgré les avances qui leur sont faites (contrôle possible d'une entreprise à hauteur de 40 %), l'Inde, sauf changement brutal de politique, continuera à renforcer sa place de NPI, mais à son rythme et en comptant plus sur son marché intérieur que sur le marché international.

6. Et quelques autres...

Les deux géants asiatiques ne sont pas les seuls, on le sait, à s'industrialiser. Tous les États de plus de 100 millions d'habitants, à l'exception du Bangladesh, ont entamé plus ou moins anciennement un processus d'industrialisation.

L'Indonésie est souvent considérée comme un dragon en puissance, un « bébé-tigre ». Bien dotée en ressources naturelles (pétrole, gaz, bauxite, etc.) et bénéficiant, comme on le sait, de la bienveillante attention des investisseurs internationaux, elle s'est industrialisée rapidement depuis une vingtaine d'années. Les industries plus ou moins directement induites par les ressources locales se sont développées en priorité : raffinage du pétrole (19^e capacité mondiale), liquéfaction du gaz (deux usines), fabrication d'aluminium (200 000 t), d'étain (3^e producteur mondial), d'acier, de caoutchouc. Mais la libéralisation de l'économie a permis au pays d'utiliser un de ses atouts essentiels, le faible coût de sa main-d'œuvre. Les capitaux étrangers se sont investis dans le textile, l'électronique. Les capitaux nationaux participent également à cette industrialisation. Le groupe Nurtiano, par exemple, fabrique de petits avions civils. Cependant, en dehors des capitaux d'État, l'épargne n'est suffisante que pour des investissements modestes et, le plus souvent, dans le secteur inorganisé : deux actifs sur trois travailleraient dans ces « cottages industries », mais ne fourniraient que 13 % du PNB [11].

La réussite du Pakistan est moins évidente. L'industrie était presque inexistante en 1947 et, comme ailleurs, elle s'est développée d'abord dans les secteurs du textile et de l'agro-alimentaire. L'industrie lourde, essentiellement la sidérurgie à Karachi, est venue plus tardivement, ainsi que les raffineries de pétrole et la centrale nucléaire. Mais, suite à la politique de libéralisme économique du général Zia, de B. Bhutto et de son successeur qui, en six mois a privatisé 160 entreprises d'État, l'industrialisation s'est accélérée. Des entreprises coréennes ont transféré certaines de leurs usines travaillant le textile et le cuir dans le pays. Les Japonais ont des projets de montage de voitures. Le tissu industriel se diversifie et s'étoffe : depuis 1980, la production industrielle croît au rythme de 7 à 8 %.

La situation pakistanaise reste cependant fragile. Le pays a subi les retombées négatives de la guerre du Golfe (2 milliards \$ de manque à gagner à la suite du retour de 100 000 émigrés) et il est lourdement endetté. La situation politique est incertaine, notamment du fait des islamistes qui demandent l'interdiction du prêt à intérêt. C'est encore plus vrai pour le Bangladesh dont les succès dans l'industrie textile sont indéniables, grâce aux bas salaires et aux investissements des quatre dragons, mais dont les autres secteurs industriels sont inexistantes ou très déficients.

C'est parmi les pays de moindre taille qu'il faudrait aller chercher les réussites industrielles les plus spectaculaires. Mais nous avons suffisamment présenté, plus haut, celles de ces dragons en puissance que sont la Thaïlande et la Malaisie et celle de ce dragon manqué que sont les Philippines, pour n'y plus revenir. On se contentera d'ajouter que le Sri Lanka pourrait avoir le même profil si le problème de la minorité tamoule, qui revendique son indépendance, était réglé. En effet, bien que la guerre perturbe le pays et que 100 000 émigrants soient revenus au moment de la guerre du Golfe, l'industrie s'est développée à un rythme rapide dans les zones franches que ce pays avait mises en place précocement. L'industrie du textile-habillement, en particulier, a connu un boom extraordinaire.

L'industrie d'autres pays a, par contre été sinistrée à la fois par une quasi-autarcie économique, par l'application stricte de planifications autoritaires et par des guerres extérieures ou intérieures. La Birmanie et les pays de la péninsule indochinoise sont aujourd'hui ou très peu industrialisés ou dotés d'industries complètement obsolètes. La libéralisation économique, les privatisations et l'ouverture sur l'extérieur en cours pourraient faire se redresser la situation, comme par exemple au Vietnam.

En effet, bien que les avis soient partagés, certains n'hésitent pas à voir dans le Vietnam un futur dragon, grâce à sa position avantageuse dans le Sud-Est asiatique, à son pétrole et à son gaz naturel qui lui assurent une autonomie énergétique, à un marché de 70 millions de personnes et à la qualité de sa main-d'œuvre (travail, discipline, adaptabilité, créativité et bas salaires...). On a remarqué, aux États-Unis, qu'il suffit de deux ans pour que le revenu d'un Vietnamien dépasse celui d'un Américain moyen et que les étudiants de ce pays trustent les places d'honneur dans les universités. Dès à présent, Japonais, Français (Total, Indosuez, Alcatel et d'autres), Australiens et dragons investissent au Vietnam ou s'apprentent à le faire, aussi bien dans la prospection pétrolière et les IAA que dans l'industrie de transformation, notamment la pharmacie. En cinq ans, 350 000 entreprises, pas toutes industrielles évidemment, ont vu le jour. Le présent reste toutefois difficile. La production industrielle a baissé entre 1990 et 1991 et les entreprises d'État, bien qu'ayant obtenu une certaine autonomie, sont pour plus de la moitié en difficulté.

En comptant sur les qualités de leur main-d'œuvre et son faible coût, sur le dynamisme des entrepreneurs locaux dopés par la libéralisation économique et en accueillant les capitaux extérieurs, la plupart des pays d'Asie sont en train de s'industrialiser, chacun à leur manière et à leur rythme. Un certain partage des tâches semble même s'esquisser : au Japon, les hautes technologies, aux NPI les biens durables, aux dragons en puissance les industries de main-d'œuvre [16]. Tigres et dragons gronderont donc sans cesse plus fort à nos frontières. Mais il leur faudra tout de même renforcer un secteur tertiaire encore dans l'enfance, surtout dans les pays communistes ou restés marqués par ce système.

C. Un secteur tertiaire très déficient

Le secteur tertiaire apparaît, jusqu'à présent, comme le parent pauvre de l'économie asiatique. Il occupe un petit quart des actifs (23 %), soit moins de la moitié des travailleurs de l'agriculture. Par rapport aux autres Tiers Mondes, l'Asie se trouve très loin de l'Amérique latine (un pourcentage deux fois plus faible) ou du Monde arabo-musulman (presque deux fois moins) et au niveau de l'Afrique. Le poids du tertiaire dans le PNB dépasse de peu 40 %, c'est-à-dire moins, une fois encore, que dans les deux Tiers Mondes les plus développés et à peu près à égalité avec l'Afrique.

Le phénomène est général. Partout, sauf en Malaisie et aux Philippines, commerces et services emploient moins du tiers des actifs et cette proportion tombe même à moins de 20 % dans la péninsule indochinoise (carte 8). Leur poids ne dépasse, et de peu, la moitié du PNB qu'en Thaïlande. Ailleurs, il se tient toujours au-dessous de 40 % et descend à 25 % au Vietnam et 20 % en Chine (carte 9).

C'est apparemment une lapalissade que d'affirmer que c'est l'énormité du secteur agricole qui limite la place des deux autres secteurs, et spécialement celle

du tertiaire. Ce l'est moins si l'on se souvient que l'agriculture est aussi un secteur qui induit généralement moins de services que les autres, d'autant moins ici que, malgré d'incontestables progrès, cette activité reste encore traditionnelle et même assez autarcique. L'amont de cette agriculture (commerce des engrais, fongicides, pesticides, matériels, machines, etc.) est peu créateur d'emplois, de même que l'aval (marketing, vente transports). Les produits non consommés sur l'exploitation sont généralement vendus par le paysan lui-même sur les marchés voisins et seules des quantités relativement faibles empruntent des circuits régionaux, nationaux ou internationaux, donc créateurs d'emplois induits.

L'industrie elle-même, généralement forte créatrice d'emplois de ce type, reste modeste malgré des progrès rapides; sans compter qu'elle est en partie, notamment en Chine et en Inde, plus semi-artisanale que véritablement industrielle. Comme l'agriculture, elle induit donc moins d'emplois que dans les pays développés.

En outre, les politiques économiques de plusieurs pays, et non des moindres, n'ont guère favorisé le développement du tertiaire. C'est évident dans les pays communistes (Chine et péninsule Indochinoise) où le tertiaire a longtemps été considéré comme improductif et où l'organisation économique limitait le développement du commerce et des services, en dehors de l'encadrement politique. La libéralisation de l'économie et son ouverture devraient rapidement gonfler le secteur tertiaire de ces pays. En Inde également, le système de planification stricte de l'industrie a dû contribuer à limiter l'élargissement du tertiaire. Ajoutons que, comme ailleurs, une large partie du commerce et des services (vendeurs et revendeurs, prestataires de services personnels, etc.) échappe à la statistique et donc que le chiffre réel est certainement supérieur.

Ce qui est certain, c'est que les services de haut niveau, comme la banque, l'assurance, la Bourse, le marketing, le conseil, la recherche sont particulièrement déficients. Non pas que ces services n'existent pas. On en a de nombreux exemples. L'Inde, selon Cl. Albagli, serait le troisième cerveau du monde, et une société comme Tata intervient à la fois dans la banque, l'assurance, le marketing [1]. Les Philippines emboîtent le pas et le marché boursier de Manille prend de l'extension. Les petits dragons suivent, comme le Sri Lanka avec la Bourse de Colombo. Il n'empêche que ces activités restent modestes au regard du poids économique de l'Asie.

Le secteur des transports est lui aussi généralement déficient. Les réseaux modernes de communication restent lâches, sinon inexistant, et n'admettent qu'une circulation lente. La Chine, avec une surface équivalente à 17 fois la France, dispose d'un réseau ferré deux fois plus long seulement et d'un réseau routier d'une longueur à peine supérieure, sur lequel la circulation automobile est modeste puisque l'on ne dispose que d'une voiture pour mille personnes. La plupart des pays d'Asie sont moins bien ou à peine mieux lotis (carte 10). Seuls émergent les Philippines, le Sri Lanka, la Thaïlande et surtout l'Inde où les Anglais ont laissé une infrastructure ferroviaire et routière qui en font un des pays les mieux pourvus d'Asie : densité ferroviaire trois fois plus forte, densité routière deux fois plus élevée, parc automobile deux fois plus important que la moyenne asiatique. Cependant, ces bonnes performances apparaissent somme toute relatives si on les compare à celles de pays développés de grande taille comme les États-Unis : dans ce pays le réseau ferré, pourtant médiocre, est deux fois plus dense qu'en Inde.

Le tourisme demeure, sauf exceptions, le parent pauvre des économies asiatiques. L'ensemble des recettes touristiques se monte à 10 milliards \$, c'est-à-dire

moins que celles de la France (17 milliards). L'éloignement des principaux pôles d'émission de touristes (Europe, Amérique du Nord), à l'exception du Japon, la quasi-fermeture des pays communistes (malgré une amélioration récente) et le manque d'infrastructures ont contribué à ne drainer que des flux sans commune mesure avec les potentialités de l'Asie : civilisations prestigieuses, soleil et mers chaudes, faible coût de la vie, etc. La situation s'est déjà améliorée, et elle continue de le faire rapidement, car certains États voient dans le tourisme un appréciable moyen d'encaisser des devises.

Cependant, le retard asiatique reste patent. Seuls quatre pays touchent des recettes touristiques de plus de un milliard \$ par an. L'Inde et la Malaisie reçoivent moins de 1 milliard, l'Indonésie, la Malaisie et la Chine entre 1 et 2 milliards, mais le tourisme ne tient une place honorable dans l'économie nationale qu'en Thaïlande, où les recettes atteignent près de 4 milliards \$, soit 6 % du PNB. Seul grand pays vraiment équipé pour recevoir correctement un tourisme de masse, il profite à fond de l'attrait à la fois culturel et sexuel qu'il exerce sur les Occidentaux et les Japonais. Mais le sida laisse peser une menace sérieuse sur une partie au moins de cette activité. Il n'en reste pas moins que d'immenses gisements touristiques demeurent non utilisés en Chine, en Inde, en Indonésie, aux Philippines et ailleurs. Nul doute qu'ils le seront un jour.

Des mutations considérables attendent encore ces pays d'Asie du côté de leur secteur tertiaire, suite à la modernisation et au délestage de leur agriculture et à la diversification de leur industrie, évolutions qui sont des gages de croissance de leur commerce et de leurs services. Et ce, d'autant plus qu'ils connaissent généralement une croissance et une solidité que peuvent leur envier les autres Tiers Mondes.

D. Solidité structurelle et croissance économique

La solidité économique de l'Asie peut s'apprécier à travers trois critères : l'inflation, l'endettement et les exportations. Malgré des périodes de surchauffe passagères ou localisées, l'Asie ne connaît pas les taux d'inflation vertigineux qu'ont pu subir certains pays d'Amérique latine. En Chine l'inflation, après avoir flirté avec les 20 % est redescendue vers 5 % au début des années 90. En Inde, le taux a oscillé longtemps entre 6 et 9 %, pour monter à 14 et redescendre vers 7 %. En Indonésie, au Bangladesh, au Pakistan, en Thaïlande, il se tient généralement entre 6 et 10 %. Parmi les pays de plus de 50 millions d'habitants, seuls font exception les Philippines, où l'inflation longtemps maintenue en dessous de 10 % est passée au-dessus de 15 %, et surtout le Vietnam, qui culminait vers 700 % en 1988 et qui est retombé aux environs de 70 %. Globalement, le taux d'inflation de l'Asie se maintient en dessous de 10 %, preuve qu'on y a évité les excès de l'Amérique latine.

L'Asie apparaît également, malgré une certaine dérive récente, encore peu endettée. Les qualités d'épargne des Asiatiques et une croissance rapide ont permis à leurs économies de compter fortement sur l'autofinancement pour assurer leur développement. L'ouverture, même tardive, des frontières a permis aux capitaux étrangers de s'investir et de participer au développement sans faire un appel massif à l'emprunt étranger, qu'il soit public ou privé. Cette ouverture vers l'extérieur, nécessitée par le choix d'une industrialisation par l'exportation, a orienté le développement vers des industries de main-d'œuvre moins capitalistiques, donc

demandant, au moins au début, des investissements moins lourds. Par ailleurs, les Asiatiques ont généralement évité de se lancer dans des projets industriels colossaux, pour se donner une industrie lourde par exemple. La mode des industries industrialisantes y a duré moins longtemps que dans d'autres Tiers Mondes.

Enfin, à l'image de la Chine, l'Asie a généralement voulu « marcher sur ses deux jambes », c'est-à-dire garder une base agricole forte, tout en s'industrialisant. Le cas de l'Indonésie est à cet égard éclairant. Alors que l'on négligeait les investissements agricoles dans la plupart des pays pétroliers, en Iran comme en Irak, au Mexique comme au Nigeria, l'Indonésie a toujours conservé une priorité à l'agriculture. Elle a donc moins souffert des chocs pétroliers, s'est moins endettée et a pu acquérir son autosuffisance en riz, alors qu'ailleurs la dépendance alimentaire s'est aggravée et le gouffre de la dette s'est approfondi.

Au total, parmi les douze pays en voie de développement les plus endettés, trois sont asiatiques : l'Inde (4^e avec 70 milliards \$ environ), l'Indonésie (5^e, 55 milliards \$), la Chine (8^e, 50 milliards \$). La dette totale se monte à environ 300 milliards \$, soit l'équivalent de celle des quatre pays d'Amérique latine les plus endettés (Brésil, Mexique, Argentine, Venezuela). Mais la dette de l'Asie représente environ 30 % de son PNB, contre 38 % en Amérique latine.

Enfin, sur certains créneaux au moins, l'Asie fait preuve d'une compétitivité de premier ordre. Elle a vu successivement monter des étoiles au firmament du commerce mondial. Ce fut d'abord le Japon dans les années 50-60, puis les dragons du milieu des années 60 à la fin des années 80, c'est maintenant le tour des petits dragons, des bébés-tigres. Certes, la balance commerciale des pays asiatiques est encore globalement déficitaire de 10 milliards \$, mais celle-ci est grevée par les importations de pétrole, auxquelles sont tenus la plupart des pays (hors l'Indonésie et la Chine), et de biens d'équipement. Par exemple, un tiers des importations de la Chine, de l'Indonésie, du Pakistan, des Philippines et de la Thaïlande est composé d'équipements industriels et de transport, nécessaires à leur industrialisation. En Chine la part des produits manufacturés dans les exportations a doublé entre 1970 et 1990, elle a triplé en Thaïlande et elle est passée de 2 à 38 % en Indonésie; pour l'ensemble de l'Asie du Sud-Est on est passé de 27 % à 53 %, signe d'une augmentation considérable de la compétitivité.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que ce soit l'Asie qui ait connu, de tous les Tiers Mondes, la croissance la plus rapide depuis le milieu des années 60. En effet si, entre 1965 et 1980, la croissance de son PIB suit à peu près le même rythme que celui des autres Tiers Mondes (6 à 7 % par an), à l'exception de l'Afrique qui prenait déjà du retard, depuis cette date elle a maintenu ou même légèrement accéléré ce rythme, alors qu'ailleurs la croissance chutait brusquement pour passer à 1 ou 2 % par an seulement dans les années 80. Et cet écart risque de s'aggraver. En effet, dans la mesure où les projections à très long terme se réaliseront, la Banque mondiale prévoit que l'Asie (y compris les dragons) devrait presque décupler son PNB d'ici à 2030, alors que celui de l'Amérique latine et du Monde arabo-musulman devrait quintupler ou sextupler et celui de l'Afrique saharienne à peine doubler [5].

L'évolution du PNB par habitant est évidemment moins favorable, mais on prévoit tout de même une croissance de 5 % par an, contre 2,2 en Amérique latine, 1,6 dans le Monde arabo-musulman et une quasi-stagnation en Afrique. Le revenu devrait doubler d'ici 2030, sans pour autant rattraper celui de l'Amérique latine et du Monde arabo-musulman dont l'avance est trop considérable, mais par contre

nettement dépasser celui de l'Afrique qui stagnerait. L'Asie a donc un avenir, alors que l'Afrique n'en a guère. Or on n'oubliera pas que, dans les années 50, surpopulation et misère étaient les deux symboles associés à une Asie pour l'avenir de laquelle on était singulièrement pessimiste, alors que l'on voyait pour l'Afrique, sous-peuplée, riche en ressources naturelles inexploitées, un avenir beaucoup plus souriant.

On peut donc dire que la plupart des pays d'Asie, y compris les plus grands, à l'exception du Bangladesh, sont en train de réussir, à des degrés divers, le passage d'une société agricole traditionnelle à une société industrielle moderne par une industrialisation basée sur l'exportation et par « la maîtrise de la modernisation de l'agriculture et de son rythme (qui permet) de réduire la dépendance alimentaire et de contrôler l'exode rural en proportion des capacités d'accueil des villes et d'emploi des industries » [16].

Qu'est-ce qui fait cette réussite? Pourquoi l'Asie, densément peuplée, sinon surpeuplée, au potentiel naturel plutôt restreint, est-elle en train de réussir là où l'Afrique a échoué et où les autres Tiers Mondes paraissent pour le moment encore un peu patiner. Difficile question, on s'en doute, à laquelle on ne peut donner que quelques éléments de réponse.

IV. De vieilles civilisations évolutives

Cette réussite semble due à trois facteurs majeurs : des structures d'encadrement solides, au sens où l'entend P. Gourou, l'existence de groupes dynamiques et la situation dans une aire dynamisée par la présence du Japon d'abord, des quatre dragons ensuite.

A. Des structures d'encadrement solides

Ces structures sont apparues et se sont renforcées dans la cadre d'une véritable civilisation du riz, et elles se sont cristallisées dans le cadre d'États souvent anciens, parfois récents, mais généralement solides.

1. Une civilisation du riz

On peut parler, en effet, d'une véritable civilisation du riz, plus précisément du riz irrigué. Partie de la Chine du Sud, elle a diffusé vers le Japon, les grands deltas de la péninsule Indochinoise, l'Indonésie, les Philippines. Comme on l'a souvent souligné « le riz exige la coopération : travail en commun pour la construction et l'entretien des réseaux d'irrigation, entraide aux périodes de pointe (repiquage, moisson) que facilite la flexibilité du calendrier des travaux » [11].

Certes, toute l'Asie n'a pas connu la civilisation du riz, puisque la Chine du Nord et de l'Est y ont échappé, mais elle a incontestablement marqué les comportements asiatiques. Le sens de la soumission aux nécessités collectives, de la discipline, de l'obéissance, du travail, de l'épargne et le désir d'adaptation sont assez largement partagés et doivent certainement beaucoup à des habitudes millénaires.

Les fortes densités que fait naître, et que nécessite en même temps la culture irriguée du riz (il faut trois fois plus de travail pour un hectare de riz que pour un hectare de blé) ont dû renforcer ces habitudes collectives. On peut donc penser qu'un certain nombre de ces caractéristiques ont permis à l'Asie de jouer d'un avantage comparatif évident avec une main-d'œuvre disciplinée, qui accepte de longues heures de travail pour un faible salaire.

Cette discipline a pu bloquer les initiatives à certains moments, lorsque l'État se fermait aux influences extérieures, comme en Chine entre le XIV^e et le XIX^e siècles, ou lorsque les colonisateurs contribuaient au blocage social et économique. Mais l'Asie a su évoluer et inventer à certaines époques. Le repiquage du riz est introduit vers l'an mille, puis l'importation d'un riz précoce d'Annam permet de faire deux récoltes dans l'année et multiplie donc les potentialités alimentaires [11]. Ce sont des immigrants chinois qui introduisent la canne à sucre aux Philippines, à Java. L'Asie invente la boussole, l'imprimerie, le papier, etc. Après la Seconde Guerre mondiale, la libération contrôlée de l'initiative privée va permettre la croissance et la diversification économique des quatre dragons, puis celle de pays comme la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie, l'Inde, enfin la Chine.

L'Asie a donc su à la fois conserver sa culture, ses traditions et en jouer dans la compétition internationale, tout en assimilant et en utilisant la technologie occidentale. Elle a su s'industrialiser, encore timidement, tout en conservant une agriculture solide et évolutive. Elle a commencé à délester ses campagnes, sans s'urbaniser à une allure folle. Avec 36 % de citadins seulement, l'Asie est loin derrière l'Amérique latine (70 %) ou même le Monde arabo-musulman (environ 50 %); seule l'Afrique est moins urbanisée. Parmi les pays de plus de 10 millions d'habitants, seules les Philippines ont un taux d'urbanisation supérieur à 50 % (carte 28). Le réseau urbain est diversifié et n'apparaît vraiment comme macrocéphale qu'en Thaïlande, où Bangkok se développe d'une façon spectaculaire. Seules Shanghaï et Calcutta dépassent 10 millions d'habitants; une dizaine d'autres abritent entre 5 et 10 millions de personnes, ce qui reste modeste vu les masses en présence.

L'industrialisation, et plus encore la tertiarisation vont accélérer le mouvement. Shanghaï et Pékin pourraient atteindre ou dépasser 20 millions d'habitants vers l'an 2000 et une dizaine de villes pourraient franchir le seuil des 10 millions d'habitants. Mais l'Asie va conserver pour longtemps encore de denses populations rurales et agricoles puisque, malgré l'exode rural, le nombre des ruraux continue d'augmenter. En effet, entre 1965 et 1985, la population rurale de l'Inde s'est accrue de 165 millions de personnes, celle de la Chine de 110, celle de l'Indonésie et du Pakistan d'une trentaine de millions chacun; l'augmentation est également sensible en Thaïlande et aux Philippines [12]. L'exode rural est donc ici, plus qu'ailleurs encore, nécessaire dans ces pays où l'exploitation agricole est le plus souvent minuscule.

2. Des États solides

Parmi les structures d'encadrement, les États tiennent une place essentielle. Or on constate que certains d'entre eux sont parmi les plus anciens du monde. On pense à la Chine, évidemment, mais aussi à la Corée, unifiée à partir du VII^e siècle, et à la Thaïlande. Les autres, bien qu'issus souvent de la décolonisation, ont réussi à

conserver leur unité et la stabilité de leurs frontières, comme l'Indonésie et les Philippines, la Malaisie, la Birmanie, bien que parfois avec difficulté (sécession de Singapour en Malaisie, guérillas locales ailleurs). Une grande exception toutefois, l'Inde.

Ce pays, qui n'avait connu que quelques siècles d'unité sous les Mauryas, les Guptas et les Moghols, et dans des limites variables, va voir cette unité se réaliser sous la férule des Anglais qui donnent à l'Inde une administration, une armée et un réseau de voies de communications. Cette unité retrouvée ne va pas résister à l'indépendance, puisqu'en 1947 le Pakistan islamique se sépare de l'Inde, en 1968 c'est au tour de Ceylan qui devient le Sri Lanka et, en 1971, celui du Bangladesh qui quitte le Pakistan, sans compter les îles Maldives, indépendantes depuis 1965. Aujourd'hui encore, les conflits de frontière sont permanents entre l'Inde et le Pakistan à propos du Cachemire.

A l'intérieur même des frontières de l'Inde, des mouvements indépendantistes ont agité ou agitent l'Assam, le Cachemire et le Pendjab, dont les Sikhs veulent faire un Khalistan indépendant. La tension est vive entre Hindous et Musulmans, ce qui met sous tension le cœur même du pays. Les tendances autonomistes des États sont fortes également, d'autant plus que certains de ceux-ci sont parmi les plus peuplés de la planète : l'Uttar Pradesh, avec ses 140 millions d'habitants est plus peuplé que le Japon, le Bihar (environ 90 millions) l'est autant que le Mexique ; le Maharashtra et le Bengale occidental atteignent ou dépassent 70 millions d'habitants. A tous ces facteurs de division, il faut ajouter la multiplicité des langues, des religions, etc.

Et cependant, l'Inde maintient son unité grâce à une administration compétente, à des institutions qui ne sont pas contestées, à de grands partis nationaux comme celui du Congrès, même si celui-ci est en perte de vitesse. Par ailleurs, la multiplicité des intérêts en jeu contribue à les neutraliser et les nouvelles générations, plus ouvertes sur l'extérieur, sont peut-être moins sensibles aux problèmes internes [24].

Un peu partout en Asie, mais surtout dans le Nord marqué par la pensée confucéenne, règnent des États forts, souvent très autoritaires (Bangladesh, Indonésie, Thaïlande) ou même franchement despotiques (Birmanie), sans compter les pays communistes où le parti unique est encore de règle malgré la libéralisation économique (Chine, péninsule Indochinoise). Seuls l'Inde, le Pakistan, les Philippines, et la Malaisie jouent, à des degrés d'ailleurs divers, le jeu de la démocratie. Presque partout l'État est intervenu fortement dans l'économie.

Dans les pays communistes, on le sait, l'État a tenté de contrôler l'essentiel, sinon la totalité de l'économie et ce n'est que récemment qu'il a desserré son étau, comme en Chine où « le socialisme de marché » laisse une place à l'initiative des individus et des entreprises. Même dans les pays non communistes, l'État a voulu diriger ou au moins contrôler l'économie. Le cas de l'Inde est le plus connu puisque ce pays a voulu choisir une voie indienne de développement, c'est-à-dire une voie moyenne entre planification impérative à la soviétique et planification indicative ou incitative à l'occidentale. Un secteur public puissant, intégrant des domaines jugés économiquement ou stratégiquement essentiels a été mis en place, alors que le secteur privé était étroitement surveillé ou même mis en tutelle, en dehors de l'agriculture qui a fait l'objet d'une réforme agraire modeste.

On trouverait des exemples semblables ailleurs, bien que sous des régimes bien différents. En Indonésie, l'autoritarisme étatique (planification, nationalisations,

contrôle des échanges) s'est exercé pendant une trentaine d'années avec Soekarno d'abord, puis Suharto. La Thaïlande, le Pakistan, les Philippines, la Malaisie fournissent d'autres exemples d'une certaine mainmise de l'État sur l'économie.

L'allègement général du contrôle de l'État sur l'économie montre les limites actuelles de ce modèle. Mais, si cette omniprésence de l'État et cette continuité du pouvoir ont eu certains effets négatifs (libertés étouffées, démocratie bafouée, sclérose économique parfois), elles ont joué, dans les périodes toujours difficiles de démarrage, un rôle stabilisateur pour les pays asiatiques. La continuité du pouvoir y contraste avec les changements souvent violents qui ont affecté l'Amérique latine. La libéralisation économique, qui va permettre aux énergies de s'exprimer, devrait pouvoir se réaliser sans qu'éclate le cadre politique, comme la Chine en donne l'exemple.

B. Le dynamisme de certains groupes

Certains groupes, souvent des minorités religieuses ou ethniques, s'étaient manifestés par leur dynamisme bien avant la libéralisation économique, là où avaient subsisté des plages de libéralisme. En Inde, ce sont les Parsis, descendants de Perses de religion mazdéenne qui, comme la famille Tata, ont contribué à lancer l'industrie indienne bien avant sa prise en main par l'État ; mais ce sont aussi les Sikhs, les Jains, les Gujaratis qui se sont lancés dans l'aventure commerciale et industrielle. Moins dépendants du système des castes qui semble un frein à la mobilité sociale (mais cette idée est controversée), croyant en d'autres valeurs que celles de l'hindouisme qui semble pousser à une certaine passivité sociale (autre idée controversée elle aussi...), ces minorités ont réussi des percées économiques et sociales plus ou moins spectaculaires et plus ou moins tapageuses.

Le cas de la diaspora chinoise est encore plus symptomatique. Après avoir essaimé en trois vagues successives (XIV^e, XVI^e et dans les années 30), les Chinois sont aujourd'hui une vingtaine de millions à être installés en Asie (dont 18 en Asie du Sud-Est), sans compter tous ceux qui, hors de Chine continentale, sont implantés dans des territoires officiellement chinois (20 millions à Taïwan, 7 à Hong Kong et Macao). A l'exception de la Malaisie, où ils forment le tiers de la population, ils sont généralement très minoritaires (8 % en Thaïlande, 3 % en Indonésie, moins de 2 % aux Philippines et en Birmanie), mais leur poids économique est sans rapport avec leur nombre (6 % de la population de l'Asie du Sud-Est).

Dès les XVII^e et XVIII^e siècles, ils créent hors de Chine des plantations de poivre et de canne, ils importent des plantes nouvelles (soja, arachide), ils créent des ceintures maraîchères autour des grandes villes, ils exploitent l'or en Birmanie et à Bornéo, l'étain en Malaisie, etc. [32].

Aujourd'hui, ils contrôlent au moins la moitié des entreprises privées malaises, et plus encore si l'on y inclut les capitaux chinois de Singapour. En Thaïlande, ils tiennent l'essentiel du secteur privé (et notamment la Bangkok Bank) et « ils trustent la majorité des places dans les meilleures universités » (A. Dornel, PB n° 2168). En Indonésie comme aux Philippines, ils ont su profiter « du protectionnisme, des monopoles et autres faveurs obtenues du gouvernement » (ibid.). Le secteur privé philippin a mieux résisté à leurs assauts que l'indonésien, qui est sous leur coupe.

D'après A. Dornel, ils sont organisés en réseau sur la base de leur lieu d'origine : « un solide tissu transnational a été tissé sur la base de l'axe Hokkien (province du Fujian) dans la zone de Singapour-Malaisie-Indonésie, qui bénéficie également de contacts privilégiés avec certains groupes taiwanais ». Un autre axe hokkien relie les Philippines et Taïwan. Ces Hokkiens contrôlent le caoutchouc, le commerce de gros et le secteur bancaire en Malaisie. Les Teochew, venus du Guangdong, sont surtout installés en Thaïlande, au Vietnam et au Cambodge où ils tiennent le secteur alimentaire et contrôlent la Bangkok Bank. Les Cantonais, quant à eux, « se sont concentrés sur le commerce de détail, l'habillement, la bijouterie, l'artisanat, la restauration » (ibid.).

Leur poids économique et leur habitude de vivre en circuit fermé ont contribué à des attitudes de rejet de la part des populations et des autorités locales. En Malaisie, des mesures ont été prises pour favoriser l'accès des autochtones (les « bumiputras », c'est-à-dire les fils du sol) aux commandes économiques, aux dépens des Chinois jugés trop influents ; la « nouvelle politique économique » vise à réduire la part du capital chinois dans les entreprises privées à 40 % du total. En Indonésie, où l'on estime que les Chinois détiennent les deux tiers des activités économiques privées, les autorités tentent de protéger les industries autochtones et de les aider en leur accordant des facilités bancaires ou en leur donnant la priorité pour des participations étrangères. Liem Sioe Liong, très lié à Suharto, fournit directement du travail à 130 000 personnes qui travaillent aussi bien en Indonésie que dans une vingtaine de pays asiatiques ou occidentaux. On a ici la preuve du dynamisme de cette diaspora chinoise et un exemple, parmi bien d'autres, du réseau de liens qui unissent désormais la quasi-totalité des pays asiatiques.

C. Une sphère de co-prospérité

Dans l'entre-deux-guerres, les Japonais avaient commencé à se tailler, pacifiquement ou par la force, un véritable empire en Asie du Nord-Est (Mandchourie, Corée) et du Sud-Est (Taïwan). Bénéficiant alors d'un préjugé extrêmement favorable dans le Sud-Est asiatique, ils disent vouloir créer « une sphère de co-prospérité », centrée sur le Japon industriel et rassemblant le reste de l'Asie [11].

La guerre va leur permettre de réaliser au moins l'Empire, sinon la co-prospérité... De 1941 à 1942, les Japonais occupent successivement la Malaisie, Hong Kong, les Philippines, Singapour, les Indes néerlandaises. La défaite leur fait tout perdre. La paix va leur permettre de recommencer à réaliser, mais autrement, cette sphère de co-prospérité. Relevé de ses ruines, le Japon va repartir à la conquête, économique cette fois, de l'Asie.

Les têtes de pont sont d'abord Hong Kong et Singapour que les capitaux japonais contribuent à industrialiser, puis la Corée du Sud et Taïwan. Est venu ensuite le tour de la Malaisie, des Philippines, de la Thaïlande et de l'Indonésie, où les dragons investissent à leur tour. Lorsque la Chine, depuis 1979, puis l'Inde s'ouvrent, dragons et Japonais s'y risquent, parfois encore sur la pointe des pieds, comme le Japon en Chine, au moins jusqu'à présent. On lorgne maintenant sur le Vietnam qui libéralise son économie, bientôt sur le Laos et le Cambodge, lorsque la paix y sera revenue.

C'est ainsi que s'est tissé, sur l'Asie, et spécialement sur l'Asie du Sud-Est, un écheveau très entremêlé de relations, écheveau dont les fils les plus solides sont ceux que le Japon a noués un peu partout, de la Chine à l'Indonésie et aux Philippines. Mais il est serré de près par les dragons et parfois devancé, comme en Chine, par Hong Kong.

L'exemple de la Thaïlande est démonstratif. Les investissements japonais y représentent à eux seuls la moitié du total ; Taïwan vient derrière avec 10 % environ, Hong Kong est au 4^e rang derrière les États-Unis, Singapour au 6^e, derrière le Royaume-Uni. Mais on y reconnaît également des investissements malais, indiens, philippins.

L'exemple de la Thaïlande n'est pas isolé. Les firmes japonaises participent, derrière Singapour, à l'implantation d'industries (pétrochimie, électronique, textiles) et de services dans la zone franche créée par l'Indonésie dans l'île de Batam, au large de Singapour (*Le Monde*, 7.05.91). Le Japon rêve d'établir « une zone de coopération et de sécurité autour de la mer du Japon (...) qui engloberait l'Extrême-Orient soviétique, le Nord-Est de la Chine, la Corée du Nord, la Corée du Sud et la façade occidentale du Japon » (*le Monde diplomatique*, 07.91).

Au Vietnam, c'est Singapour qui est le premier investisseur, devant Taïwan, la Corée du Sud et le Japon, mais la Thaïlande, qui « se considère comme le moteur du développement de l'Asie du Sud-Est continentale (espère que) l'Indochine va devenir un prolongement de son économie intérieure » (ibid.). Le Japon a été longtemps moins bien implanté aux Philippines, où l'on se souvenait des atrocités de l'occupation japonaise entre 1941 et 1944. Mais des liens ont été officiellement renoués en 1986, par une visite de C. Aquino, et le quart des investissements étrangers sont maintenant japonais.

Plus subtilement, mais plus efficacement encore à terme, le Japon intervient dans la formation des élites asiatiques. En 1991, plus de 70 000 étudiants asiatiques suivaient une formation au Japon, dont plus de la moitié dans des écoles spécialisées. On en prévoit 100 000 ou plus vers l'an 2000. Les plus nombreux sont les Chinois (la moitié), puis les Coréens du Sud et les Malais, tous plus ou moins poussés par leur gouvernement à aller suivre des études dans l'archipel. Ces étudiants sont ensuite souvent recrutés par les Japonais pour peupler leurs filiales asiatiques et servent de relais pour assurer ensuite la promotion de l'enseignement qu'ils ont reçu (*le Monde diplomatique*, 01.91).

La mondialisation de l'économie passe donc bien, au moins pour les pays qui nous intéressent ici, par une régionalisation dont le Japon demeure sans conteste le leader. Mais les dragons peuvent lui tenir tête localement et les pays les plus actifs (Thaïlande, Malaisie) ou les plus importants (Inde, Chine) commencent à tenir une certaine place. Cette « fertilisation croisée », pour reprendre une expression à la mode, est sans doute un des plus sérieux atouts de l'économie asiatique.

On remarquera cependant que cet écheveau s'est tissé entre les économies plus qu'entre les États. En dehors de l'ASEAN (Association des Nations du Sud-Est Asiatique), aucune autre coopération économique multilatérale n'a vu le jour. Et lorsque, en 1991, le premier ministre malais proposa la création d'une zone économique asiatique inspirée du Marché commun européen, la tentative échoua, sous la pression, il est vrai, des Américains [16]. Indices, tout de même, de tempéraments régionaux qui sont plus visibles ici que dans d'autres Tiers Mondes.

V. La Chine, l'Inde et les autres...

Les pays d'Asie ont un incontestable air de famille, ne serait-ce que parce que leurs deux géants, qui pèsent à eux seuls plus des deux tiers du total, sont relativement proches par leur niveau de vie et de développement. Cependant, des écarts existent, qui peuvent être dus à des choix de développement différents, à des potentialités diverses, à une marque historique particulière, à une ouverture sur le monde plus ou moins tardive, à une masse démographique plus ou moins forte, etc. Dans quelques cas, mais qui portent sur des États relativement petits, les écarts à la moyenne ne pourront plus être considérés comme des nuances. On les signalera au passage.

Trois grandes aires peuvent être reconnues en Asie, qui correspondent, au moins en partie, à des aires culturelles. En suivant F. Godement, on distinguera « une Asie continentale, paysanne et marquée par la tradition du confucianisme d'État : c'est la Chine (...), la Corée du Nord » [24] auxquelles on joindra, en ce qui nous concerne, la Mongolie, de culture différente, mais marquée elle aussi par le communisme. La deuxième aire est celle de « l'Asie indo-musulmane », rassemblant, autour de l'Inde et du Pakistan, le Bangladesh, le Sri Lanka et les États himalayens, plus particularistes. On y adjoindra l'Afghanistan, culturellement proche à la fois du Moyen-Orient et du Pakistan, mais que son niveau de vie rattache mieux au second qu'au premier. Enfin, la troisième grande aire est formée par une Asie du Sud-Est insulaire et péninsulaire, où islam et hindouisme se rejoignent, mais qu'une tradition d'ouverture sur le monde ou que des circonstances politiques récentes sont en train de faire décoller économiquement.

On a mis à part quatre États, pour en faire une aire de moindre taille, un peu marginale. Il s'agit du Vietnam et de la Birmanie, marqués comme la Chine par la tradition bureaucratique du confucianisme d'État mais où « communisme ou socialisme autoritaires ont redoublé l'effet des traditions autarciques », ainsi que du Cambodge et du Laos qui sont « marqués par l'hindouisme et le bouddhisme et où l'État est essentiellement une création coloniale, en dépit des précédents monarchiques » [24]. Ces quatre États, traumatisés par le communisme et la guerre extérieure ou civile sont donc à mettre à part pour le moment, mais nul doute qu'un retour à la paix et une ouverture économique et politique leur permettra de rattraper rapidement leur retard.

A. Aire indienne et aire chinoise : nuances économiques et contrastes sociaux

Aire indienne et aire chinoise sont les deux pièces démographiques et économiques essentielles de l'Asie : plus de 1 100 millions d'individus chacune, une densité de population considérable pour des territoires aussi vastes (environ 210 hab/km² dans le Monde indien, 100 dans le Monde chinois, mais avec d'immenses espaces vides), un PNB global d'environ 400 milliards \$ pour le premier et 350 pour le second (tableau 9). Partout, on l'a vu, la grande majorité des hommes travaillent encore la terre (60 % environ des actifs) et s'emploient donc peu dans le commerce et les services. On constate tout de même que le secteur tertiaire est moins développé dans l'aire chinoise, à la fois par sa place dans

l'emploi (24 % contre 17 %) et surtout dans le PNB, où ce secteur tient deux fois plus de place dans le Monde indien que dans le Monde chinois.

TABLEAU 9. — Les espaces régionaux en Asie : indicateurs

	Monde indien	Chine Corée N. Mongolie	Asie du Sud-Est	Indochine Birmanie
Économie				
Actifs agricoles (%)	61	61	48	65
Actifs dans les mines (%)	3	5	4	2
Actifs dans l'ind. manuf. (%)	12	17	15	12
Actifs dans le tertiaire (%)	24	17	33	21
Agriculture dans le PNB (%)	31	30	19	46
Mines dans le PNB (%)	5	9	8	3
Industrie manufact. dans le PNB (%)	24	39	27	17
Tertiaire dans le PNB (%)	40	22	46	3
PNB/habitants (en \$)	303	355	678	246
PIB réel/habitant (\$)	1 097	2 121	1 980	914
Dettes/PNB (%)	28	14	64	68
Consommation d'engrais/ha (1)	544	2 345	781	274
Consommation d'énergie/hab. (2)	572	2 316	877	411
Km routes/100 km ² (en km)	39	9	16	9
Démographie				
Densité de population au km ²	210	102	99	82
Solde naturel (% par an)	2,3	1,4	2,1	2,5
Nombre d'enfants/femme	4,7	2,4	3,6	4,5
Mortalité infantile (en ‰)	103	44	67	69
Espérance de vie (en ans)	57	66	61	61
Jeunes (%)	38	29	38	39
Population (en millions)	1 180	1 168	451	122
Niveau de vie				
Alphabétisés (%)	39	73	81	86
Élèves dans le primaire (%) (3)	88	100	99	98
Élèves dans le secondaire (%) (3)	35	43	48	35
Étudiants à l'université (%) (3)	7	2	13	3
Nombre d'habitants/médecin	2 687	659	3 267	3 500
Calories par jour et par hab.	2 150	2 640	2 460	2 383
Nombre d'habitants/voiture	462	870	81	914
Citadins (% de la pop. totale)	26	47	29	21
Indicateur du Dévelop. Humain (2)	424	717	660	580
(1) Centaines de g. nutritifs/ha. (2) En kg d'équivalent pétrole. (3) % du groupe d'âge.				

C'est évidemment la conséquence de choix de développements économiques différents, au moins jusqu'au début des années 80. Chine, Corée du Nord et Mongolie avaient choisi une voie collectiviste stricte, ne laissant quasiment pas de place au secteur privé, tout entière axée sur la production agricole et industrielle et limitant les échanges. La voie indienne du socialisme et les voies choisies par la plupart des autres États voisins laissaient au contraire une place à l'entreprise privée, particulièrement dans le secteur tertiaire, ce qui a permis à celui-ci sinon de s'épanouir, mais au moins de croître régulièrement. Nul doute que la libéralisation en cours dans l'aire chinoise, comme dans l'aire indienne ne gonfle rapidement commerces et services.

Par contre, le secteur industriel pèse plus dans le Monde chinois que dans le Monde indien, aussi bien pour la main-d'œuvre employée (17 % contre 12 %) que pour la place dans le PNB (39 % contre 24 %). Il faut voir là le résultat des efforts d'industrialisation menés en circuit fermé à l'époque communiste pure et dure, puis en circuit ouvert depuis les années 80. La consommation d'énergie est trois fois plus forte dans l'aire chinoise que dans l'aire indienne, même si le gaspillage est plus élevé dans la première que dans la seconde. Et, si la main-d'œuvre agricole tient à peu près la même place dans l'emploi, l'intensivité de l'agriculture est bien supérieure dans un Monde chinois qui utilise quatre fois plus d'engrais. Enfin, le différentiel de croissance du PIB, déjà en faveur de l'aire chinoise entre 1965 et 1980 (environ 6,5 % par an contre 4,5), s'est aggravé depuis, puisque la croissance y est maintenant égale à deux fois celle du Monde indien.

Cependant, les différences entre les deux mondes tiennent finalement plus aux aspects sociaux et démographiques qu'économiques. Si l'on s'en tient au strict point de vue du PNB/habitant, les deux ensembles sont proches l'un de l'autre, le Monde chinois étant un peu mieux loti (environ 350 \$ contre 300). Par contre, si l'on utilise l'outil plus fiable du PIB réel, le classement s'inverse : le Monde chinois passe à 2 100 \$ contre 1 100 au Monde indien. Les autres critères confirment une certaine avance du premier sur le second : les alphabètes y sont plus nombreux, les jeunes plus scolarisés dans le primaire et le secondaire, l'encadrement médical plus dense, la mortalité infantile moins élevée, l'alimentation mieux assurée. Le Monde indien ne vient en tête que par le nombre de voitures par habitant, la densité du réseau routier et le pourcentage d'étudiants dans les universités.

La démographie révèle des écarts importants. Alors que le Monde chinois est en fin de transition démographique (même si les chiffres officiels sont à réviser à la hausse), le Monde indien se trouve au milieu du gué. Dans le premier, la natalité est tombée, au moins officiellement à 21 ‰ et la mortalité générale à 7 ‰, ce qui lui donne une croissance naturelle de 1,4 % par an, alors que dans le second la natalité flirte encore avec les 35 ‰, ce qui, malgré une mortalité générale supérieure, lui donne une croissance naturelle de 2,3 %. La fécondité est inférieure de deux points dans le Monde chinois, suite aux mesures draconiennes prises par le gouvernement. On n'oubliera pas pour autant que le Monde indien a largement amorcé sa transition démographique et que sa situation, même moins enviable que celle du Monde chinois est nettement meilleure que celle de l'Afrique ou même de l'Amérique latine : la natalité, par exemple est passée de 45 ‰ en 1965, à 30 en 1990 et la fécondité est de deux points inférieure à celle de l'Afrique.

Sous des structures socio-économiques assez semblables, même si les systèmes ne sont pas les mêmes, pointent donc des niveaux de vie et des évolutions démo-

graphiques un peu différentes, même en tenant compte du fait que les statistiques fournies par l'administration chinoise exagèrent les écarts. On pourrait dire du Monde chinois ce qui a été relevé à propos de l'Asie dans son ensemble, c'est-à-dire que, avec des moyens assez semblables, il a tendance à dépasser le Monde indien. C'est, sans doute, à côté d'un lourd passif, un des aspects positifs d'un régime communiste qui a fait de gros efforts pour l'éducation, pour l'encadrement médical ou pour le planning familial.

B. Le Sud-Est asiatique

La troisième aire, celle des îles et des péninsules du Sud-Est asiatique (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande) présente bien des traits de l'aire indienne. L'économie libérale y règne en principe, mais en réalité partout l'État a planifié plus ou moins autoritairement l'économie, ou l'a au moins encadrée. Il l'a également souvent et longtemps protégée de la concurrence internationale, avant de l'ouvrir plus largement. Le poids, dans l'emploi comme dans le PNB, des différents secteurs est assez comparable. La consommation d'énergie y est semblable. La croissance, rapide entre 1965 et 1980 (7 % par an), est revenue dans les années 80 au niveau de celle de l'aire indienne (environ 5 %).

Par contre, la dette y est beaucoup plus forte, car ces pays se sont ouverts plus tôt, et se sont donc plus endettés à l'extérieur pour investir. Leur place dans le commerce international est sans commune mesure avec leur poids économique. Alors que l'Asie du Sud-Est est trois fois moins peuplée que les deux autres aires asiatiques, elle exporte 2,5 fois plus que l'aire chinoise et 4,5 fois plus que l'aire indienne.

Les structures et les évolutions démographiques placent le Sud-Est asiatique en position intermédiaire entre aires indienne et chinoise, mais plus près de cette dernière, aussi bien pour la fécondité que pour l'espérance de vie et la jeunesse de la population. De la même façon, le niveau de vie se situe en position intermédiaire entre les deux aires précédentes, mais le niveau alimentaire est plus proche de l'aire chinoise que de l'indienne. Il en va de même pour le revenu, l'alphabétisation des adultes et la scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire et secondaire. L'encadrement médical, par contre, reste médiocre et la mortalité s'en ressent. Mais l'indicateur du développement humain est supérieur à celui de l'aire indienne et proche du score chinois. Cependant, dans ce groupe, le plus hétérogène, la Malaisie se place presque constamment en tête, avec une transition démographique plus avancée, un moindre poids de l'agriculture, un niveau de vie plus élevé, alors que l'Indonésie se situe généralement en dernière position. C'est en somme l'Indonésie qui, par son poids démographique, abaisse les performances globales de la région.

L'Asie du Sud-Est est, par ailleurs, la seule à avoir assuré des liens officiels entre États depuis que, en 1977, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et Singapour ont créé l'ASEAN. Cet organisme s'est donné pour but de promouvoir la paix, la stabilité et « d'accélérer la croissance économique, le progrès social et le développement culturel de la région en favorisant une coopération dans ces différents domaines et une collaboration dans les transports et les communications, l'industrie et le commerce » [30]. Un peu oubliée pendant

longtemps, la coopération économique vient d'être relancée dans le cadre de l'AFTA (ASEAN Free Trade Area) qui projette de réduire en 15 ans, à moins de 5 %, les droits de douane à l'intérieur de l'ASEAN sur les produits industriels et les capitaux [16].

C. Péninsule Indochinoise et Birmanie

Cet ensemble, damné du communisme et de la guerre, est marginal par sa population sinon en valeur absolue (120 millions d'habitants), au moins par rapport au reste de l'Asie. Traumatisés par un communisme pur et dur, ravagés par la guerre, longtemps coupés du monde extérieur, Vietnam, Laos, Cambodge et Birmanie commencent, au moins pour certains, une convalescence. Mais leur situation actuelle est encore dramatique. Par leur structure économique, ils ressemblent à l'aire indienne, à ceci près que le poids du tertiaire est plus faible. Il en va de même pour la démographie, puisque la fécondité reste élevée et la population encore jeune, ainsi que pour la plupart des éléments du niveau de vie. Tout se passe comme si ces pays, bloqués au niveau indien par des événements intérieurs ou extérieurs, avaient les capacités (en particulier par leur niveau scolaire et leur tradition chinoise) de rejoindre rapidement, dès la sécurité revenue, le niveau de l'Asie du Sud-Est.

Conclusion

L'Asie est en marche. Bloquée pour des raisons diverses (en particulier des choix de développement autocentré) à un niveau économique très faible, elle a connu entre 1965 et 1980 une croissance rapide (environ 6 % par an). Entre 1980 et 1990, cette croissance s'est, en moyenne encore accélérée (plus de 7 % par an), en particulier grâce à la Chine, et malgré la stagnation des Philippines, toujours gênées par des problèmes intérieurs. Elle va s'accélérer encore dans les années à venir, comme on l'a vu plus haut.

Malgré une augmentation encore rapide de sa population, sauf en Chine, la croissance de son PIB/habitant s'est constamment améliorée : 2,5 % par an entre 1960 et 1970, 3,1 % entre 1970 et 1980, encore 5 % environ prévus jusqu'à l'an 2000. Considérés par certains experts, dans les années 50 comme les damnés du Tiers Monde, les Asiatiques ont montré que la principale ressource d'un pays, ce sont encore les hommes. Les Africains ont fait la même démonstration, mais en négatif.

6. L'Afrique : un Tiers Monde « mal parti »

Quelle qu'en soit l'analyse, l'Afrique sud-saharienne, que l'on appellera simplement l'Afrique puisque l'Afrique septentrionale a été étudiée avec le Monde arabo-musulman, est toujours le continent des records, mais des records négatifs... R. Dumont pourrait aujourd'hui reprendre, sans le changer, le titre d'un livre qui a maintenant 30 ans : *L'Afrique noire est mal partie*. Celle-ci, en effet continue d'être mal partie, de se mal porter, aussi bien dans sa démographie, que dans son économie, sa société et son environnement. Certes, on aura à nuancer cet état des lieux extrêmement sombre. On reconnaîtra ça et là, et principalement au Sud, des points plus forts, au moins dans la dimension économique. Mais ce qui frappe tout de même c'est une remarquable uniformité dans le sous-développement, car ici on peut effectivement employer ce terme.

I. La croissance démographique la plus forte des Tiers Mondes

L'Afrique réussit l'exploit d'avoir à la fois la plus forte fécondité, la plus forte mortalité et le plus fort accroissement démographique du monde. C'est dire qu'elle est dans la première phase de sa transition démographique, à un moment où la fécondité n'a pas encore baissé, où la mortalité, qui a déjà beaucoup diminué, a encore à gagner quelques points et où donc l'accroissement est maximal.

A. Une fécondité quasi naturelle

Les femmes africaines ont, en moyenne, plus de six enfants (6,5), c'est-à-dire un de plus que celles du Monde arabo-musulman, trois de plus que celles d'Asie et d'Amérique latine, et quatre de plus que les femmes européennes ! Et la situation est homogène d'une région à l'autre. On ne descend en dessous de six qu'en Afrique australe, où on est tout de même encore à plus de cinq, et on dépasse sept en Afrique orientale où le Kenya détient le record absolu avec huit enfants par femme (carte 24).

Contrairement à ce qui se passe dans les autres régions du monde, la situation n'a pas évolué depuis les années 1950. Actuellement, les Africaines ne sont en moyenne que 5 % à pratiquer des méthodes modernes de contraception. Tout au plus sent-on un léger frémissement, en dehors des cas particuliers de la Réunion et de l'île Maurice, en Afrique du Sud (même dans la population noire) et au Gabon



▲ L'Afrique : être plus efficace, sans perdre son âme (village Masai, Kenya)
(cliché R. Chapuis).

où l'on descend un peu en dessous de cinq enfants par femme. Des politiques de planning familial ne sont timidement abordées que dans quelques rares pays comme le Nigeria, l'Ouganda, la Zambie et le Kenya où « la moitié des femmes et des maris interrogés (dans le cadre d'une enquête faite pour le ministère de la Santé) veulent limiter leur progéniture » et où « la fécondité serait en train de baisser légèrement » (*Le Monde*, 27.03.1990).

Ce n'est cependant pas toujours par méconnaissance des méthodes contraceptives modernes puisque dans ce même Kenya, qui détient pourtant le record absolu de fécondité, 90 % des femmes connaissent une de ces méthodes, mais seulement 5 % les utilisent (D. Tabutin, M. Lévy, PS, 01.1989). En Ouganda, c'est 80 % des femmes qui connaissent ces méthodes, mais seulement 1 % qui les pratiquent. C'est que l'Afrique accumule les facteurs de haute fécondité : sous-scolarisation des filles (4 sur 10 ne vont pas à l'école primaire), faible urbanisation, tradition de la famille nombreuse, qui représente à la fois une assurance vieillesse pour les parents, une possibilité de multiplier les réseaux de solidarité par les mariages, de diversifier les activités économiques de la famille et de « rentabiliser » rapidement l'enfant lorsqu'il ne va pas à l'école ou la quitte tôt. S'ajoute à cela, dans toute la partie septentrionale, la pression de l'islam.

Lorsqu'elle était compensée par une très forte mortalité, la fécondité africaine n'autorisait qu'une croissance démographique lente ou nulle, allant parfois jusqu'à la régression, comme dans la première période coloniale pendant laquelle se diffusaient « des maladies jusqu'alors localisées ou même inconnues » (*ibid.*). Ce n'est plus le cas aujourd'hui, car la mortalité a beaucoup baissé, tout en restant plus forte qu'ailleurs.

B. Une mortalité en baisse mais encore relativement forte

Depuis les années 20, et surtout les années 50, la diffusion de produits et de méthodes thérapeutiques modernes a fait descendre d'une façon drastique la mortalité. Entre 1965 et 1990, celle-ci est passée de 23 ‰ à 17 ‰. Malgré ces progrès, la mortalité reste encore la plus forte du monde.

En effet, malgré l'extrême jeunesse de sa population (45 % de jeunes de moins de 15 ans contre 35 en Asie et 38 en Amérique latine), l'Afrique conserve une mortalité nettement supérieure à celle des autres Tiers Mondes qui sont tous passés en dessous du seuil de 10 ‰. Seule l'Afrique australe s'approche de ce seuil; partout ailleurs on est au-dessus de 15, ou même de 20 ‰ comme au Sahel (carte 25).

Cette surmortalité se constate mieux dans le cas de la mortalité infantile qui, elle, n'est pas influencée par la structure par âge. La mortalité infantile a certes beaucoup baissé, puisqu'elle atteignait environ 160 ‰ il y a 25 ans. Mais elle est encore à un niveau sans équivalent dans les autres Tiers Mondes : alors que le taux ne dépasse 80 ‰ dans aucun de ceux-ci, il atteint 117 en Afrique sud-saharienne, soit plus du double du taux latino-américain. Un enfant sur cinq ou six n'atteint pas cinq ans et « les grandes causes de mortalité n'ont pas fondamentalement changé au cours des deux ou trois dernières décennies; on retrouve toujours les maladies diarrhéiques, la rougeole, les infections respiratoires aiguës, le tétanos, le paludisme toujours présent... tout cela sur fond d'une malnutrition croissante » (*ibid.*).

Une fois encore, à l'exception de l'Afrique australe (où la mortalité infantile tombe à 80 ‰), on constate une forte homogénéité régionale puisque le taux se situe partout entre 110 et 140, le Sahel détenant une fois de plus le record. A l'échelle des États, et toujours en dehors de l'Afrique australe, rares sont ceux, comme le Kenya, qui descendent en dessous de la barre de 100 ‰ (carte 15).

Bien que la mortalité y reste forte, surtout chez les enfants, l'Afrique réussit, du fait de sa fécondité exceptionnelle, à garder une croissance qui fait d'elle une véritable « bombe démographique ».

C. Une bombe démographique

La population africaine s'accroît à l'allure exceptionnelle d'environ 3 % par an, soit un doublement tous les 23 ans ! Le rythme de croissance s'est accéléré au cours des dernières décennies, puisqu'il est passé de 2,7 % par an entre 1965 et 1980, à 3 % entre 1980 et 1990 et selon D. Tabutin *et al.* « il aura tendance à s'accélérer encore pendant une quinzaine d'années ». La population africaine, qui est actuellement de 530 millions d'habitants, devrait atteindre 700 millions en l'an 2000, doubler encore jusqu'en 2025 et atteindre peut-être 2 milliards vers 2030 ! De 7 % de la population mondiale en 1950, elle devrait passer à 17 % en 2025, si du moins nulle catastrophe ne survient d'ici là, comme le fait craindre l'exceptionnelle diffusion du sida. En effet, ce fléau toucherait déjà un million de personnes et pourrait, selon certaines prévisions, faire baisser le taux de natalité de 20 à 30 % (*Le Monde*, 27.03.90).

Dans toutes les régions, l'accroissement annuel dépasse 2,5 %, mais c'est l'Afrique orientale qui détient le record avec une augmentation de près de 3,5 %, le Sahel étant, pour une fois, un peu en retrait mais uniquement parce que la mort y fauche plus qu'ailleurs (carte 27).

Par comparaison avec les autres Tiers Mondes, la croissance annuelle de l'Afrique est supérieure de 1 point à celle de l'Asie et de 0,8 point à celle de l'Amérique latine. Seul le Monde arabo-musulman atteint le même niveau, mais les capacités de réponse de l'économie et de la société y sont autrement plus fortes !

II. L'économie la plus attardée des Tiers Mondes

Au vu de ses potentialités, dans les années 1950 on faisait de l'Afrique un des espoirs du Tiers Monde, alors que l'Asie surpeuplée était plutôt considérée comme mal partie. Or c'est l'Afrique qui est restée à la traîne. Son agriculture tient encore une place considérable dans l'économie, alors qu'elle n'arrive pas à nourrir la population. Son industrie demeure toujours, sauf rares exceptions, dans l'enfance, alors que ses potentialités naturelles sont insuffisamment ou mal exploitées. Le secteur des services est faible, peu diversifié et artificiellement gonflé.

L'Afrique est aujourd'hui, plus que jamais en crise. Il suffit pour cela de lire les commentaires des *Images économiques du monde* : « Le Cameroun traverse depuis cinq ans une grave crise économique (...). La République centrafricaine souffre d'un malaise économique, social et politique profond (...). L'économie congolaise

est exsangue (...). En Côte-d'Ivoire, c'est la fin du miracle (...). En Éthiopie, la guerre a continué à ravager le pays (...). Au Gabon, après cinq années difficiles la relance économique qui s'amorçait début 90 a été stoppée (...). En Guinée la situation est peu satisfaisante (...). La Mauritanie vient de subir une période agitée (...). Le Niger n'est plus en mesure d'assurer le fonctionnement normal de son administration (...). Au Sénégal la situation économique reste difficile (...). Au Zaïre la situation économique apparaît catastrophique » [20]. Et la crise n'est pas seulement conjoncturelle, elle est structurelle.

A. Un poids record de l'agriculture

Des quatre Tiers Mondes, c'est l'Afrique qui occupe proportionnellement le plus d'actifs dans l'agriculture. Plus de 6 sur 10 travaillent dans ce secteur (un peu plus qu'en Asie et deux fois plus qu'en Amérique latine). Mais cette activité crée à peine le quart des richesses (moins qu'en Asie), signe d'une faible productivité par travailleur. En effet, cette agriculture demeure encore, malgré le rôle des cultures d'exportation dans le commerce extérieur, fondamentalement vivrière.

1. Des cultures vivrières essentielles mais insuffisantes

a) Agriculture extensive et déficit alimentaire

L'agriculture africaine reste largement tournée vers les cultures vivrières destinées à l'autoconsommation ou à la vente sur les marchés locaux. Manioc, igname, banane plantain, riz, maïs, mil, sorgho et légumes divers autour des villes, tiennent, selon les climats et les habitudes alimentaires une place essentielle dans l'agriculture paysanne.

Celle-ci utilise le plus souvent des techniques traditionnelles : faible mécanisation, même dans les plantations, faible utilisation de l'attelage, la houe restant souvent l'outil essentiel. Les exceptions les plus marquantes se trouvent sur les hauts plateaux d'Afrique orientale où se pratique la culture attelée et sur les terres des agriculteurs blancs d'Afrique australe. Cette agriculture est également extensive. Elle n'utilise guère qu'un quintal d'engrais à l'hectare, contre cinq en Amérique latine, six dans le Monde arabo-musulman et dix-sept en Asie. Même l'engrais naturel est peu ou mal utilisé, puisque les cultivateurs sont eux-mêmes rarement éleveurs et donc qu'une partie des fumures ne sert pas directement aux cultures. Par ailleurs les techniques agricoles poussent à cette extensivité, car les longues jachères ou les cultures itinérantes sur brûlis sont pratiques courantes. Les rendements sont faibles ; par exemple le maïs, maintenant la première céréale de l'Afrique (un tiers du tonnage) a des rendements inférieurs de moitié à la moyenne mondiale.

L'élevage est également très extensif. Certes les troupeaux impressionnent par leur nombre (160 millions de bovins, 150 millions d'ovins, 90 millions de caprins), d'autant qu'ils n'intéressent guère que l'Afrique sahélienne, orientale et méridionale. Cependant, le plus souvent aux mains d'éleveurs nomades ou semi-nomades, ils sont aussi peu productifs en viande qu'en lait, quand ils ne représentent pas surtout un élément de prestige pour leurs propriétaires, comme en Afrique orientale ou à Madagascar. Seuls les troupeaux d'Afrique du Sud (7^e rang mondial pour les ovins) sont menés avec des techniques modernes et font l'objet d'un

commerce important hors d'Afrique. Ces troupeaux ont été durement touchés par la sécheresse, coupée toutefois de rémissions, qui a affecté le Sahel depuis 1968 et qui a obligé les éleveurs à se replier vers le Sud où ils se heurtent aux agriculteurs sédentaires. La sécheresse vient également d'affecter l'Afrique australe et a fait perdre 2 millions de bovins et 1 million d'ovins à l'Afrique du Sud.

Dans ces conditions, l'Afrique réussit à être à la fois le plus agricole des Tiers Mondes et celui qui souffre du déficit alimentaire le plus élevé. Alors que dans les années 1960, elle subvenait à peu près à ses besoins, son déficit alimentaire se situe aujourd'hui aux alentours de 20 %. Pendant les seules années 1980-1990, ce déficit s'est aggravé de 6 %, alors que le solde était positif de 6 % en Amérique latine et de 10 % en Asie. Dans les 15 dernières années, les importations de céréales ont été multipliées par quatre. Selon Cl. Albagli, au cours du dernier quart de siècle, « 27 des 42 pays de plus d'un million d'habitants ont connu une régression absolue d'au moins une de leurs productions vivrières » [1].

En conséquence, les 530 millions d'Africains reçoivent aujourd'hui une aide alimentaire aussi importante que les 2 800 millions d'Asiatiques. Depuis 1975, cette aide a été multipliée par 3, alors que celle qui est allée à l'Asie a été divisée par 2. Dans le même temps, les importations de céréales ont doublé. Au Cameroun, par exemple, les importations de produits alimentaires ont quintuplé en 10 ans et au Gabon, l'agriculture ne satisfait que 10 à 15 % des besoins alimentaires.

b) Le milieu et/ou les hommes ?

Les raisons de cette situation sont nombreuses. On pense évidemment aux contraintes que le milieu fait peser sur une partie au moins de l'Afrique : aridité ou semi-aridité sur la partie Nord et Est (montagnes exclues) et sur le Sud-Ouest, sols plutôt médiocres (mais avec de larges exceptions) et souvent sensibles à l'érosion. Les surfaces effectivement cultivées sont réduites. Dans la plus grande partie du sous-continent, moins de 7 % de la surface (zones désertiques exclues) sont effectivement récoltées chaque année. Seuls la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Burkina Faso et le Niger dépassent cette proportion (7 à 15 %) et c'est plus exceptionnellement encore que l'on va au-delà : entre 15 et 35 % au Nigeria et sur les hauts plateaux d'Afrique orientale. La FAO estime que la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, l'Éthiopie, la Somalie, l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda, le Burundi et le Malawi manquent effectivement de terres au vu de leur population actuelle et que certains de ces pays en manqueraient encore avec des méthodes plus modernes.

Mais le milieu n'explique pas tout : ainsi la FAO estime également que le Congo et la République centrafricaine pourraient faire vivre une population 20 fois plus nombreuse sans changer fondamentalement de techniques agricoles. Selon des experts israéliens, l'Éthiopie aurait un potentiel agricole qui lui permettrait de nourrir l'ensemble du continent africain ! (*Le Monde*, 15.12.92). P. Gourou a montré que, dans des milieux tropicaux pluvieux semblables, au Zaïre, en Tanzanie et en Zambie vivent de 3 à 5 hab/km², alors que, de l'autre côté de l'Océan indien, en pays tamoul, « même les plateaux les moins doués dépassent 200 hab/km² » [19].

C'est que les techniques de production, d'organisation de l'espace et d'encadrement des hommes diffèrent beaucoup. En pays tamoul, une irrigation millénaire, des techniques intensives (fumures et plants à hauts rendements), une administration très ancienne (un cadastre vieux de 10 siècles) restructurée par les Anglais, la propriété privée, des réseaux d'échanges nationaux et internationaux ont permis de

développer une agriculture très intensive et donc de nourrir une population rurale extrêmement dense.

Au contraire, sur les plateaux africains, à quelques exceptions près comme chez les Bamilékés du Cameroun, des techniques rudimentaires (jachères longues, travail à la houe, peu ou pas de fumure), l'inexistence de l'irrigation, une administration peu efficace, une propriété restée collective, des réseaux d'échanges surtout locaux et le fait qu'une grande part du travail est laissé aux femmes, déjà pourtant surchargées d'enfants et de tâches ménagères, n'ont autorisé qu'une agriculture extensive, ne permettant de nourrir qu'une population rurale clairsemée qui, par ailleurs, est la proie des maladies tropicales. Dans ces conditions, on ne s'étonne pas que la révolution verte, qui a mis l'Asie à l'écart de la disette, ait pénétré si lentement en Afrique, quand même elle a pénétré...

L'autre raison fondamentale du déficit alimentaire est l'accroissement presque exponentiel de la population. En effet la production agricole a tout de même progressé. Dans les 15 dernières années, celle de riz a augmenté de deux tiers et celle de maïs d'un cinquième. Selon la Banque mondiale, la production totale aurait augmenté de 2 % par an au cours des 25 dernières années et cependant, dans le même temps, les importations alimentaires se sont accrues de 7 % par an.

Il faudrait donc une agriculture plus sophistiquée, ou au moins plus intensive, pour suivre et si possible précéder un accroissement de la population de 3 % par an. C'est possible puisque dans un pays comme le Rwanda, dont la population atteint 280 hab/km², « une agriculture de plus en plus intensive a permis à la production vivrière d'augmenter plus vite que la population » (P. Barrot, M.A. Leplaideur, PE, n° 2245). Mais, pour le moment, la recherche d'une diminution du déficit alimentaire passe aussi par un désamorçage de la bombe démographique. A ces facteurs fondamentaux, il faut ajouter des facteurs plus conjoncturels.

L'urbanisation, et son corollaire « l'occidentalisation », ont contribué à transformer les habitudes alimentaires et à faire préférer aux produits traditionnels des produits importés tels que blé, farine, produits divers transformés, etc. Dans beaucoup de pays également, on a plus ou moins sacrifié, après l'indépendance, l'agriculture à l'industrie et aux cultures d'exportation.

En effet, « les paysans doivent alors ravitailler la ville à bon marché et financer l'équipement industriel » [1]. L'État préfère donc acheter sur le marché mondial des céréales à bon marché (le prix du riz a baissé de 60 % entre 1975 et 1988) ou de la viande bradée (les bas morceaux de bœuf de la CEE arrivent parfois dans les ports africains à 4 F le kilo...) et fixer les prix des produits agricoles locaux de première nécessité au plus bas niveau possible, ce qui n'incite évidemment pas les agriculteurs à produire. L'agriculteur est en somme le garant de la paix urbaine et de l'enrichissement des protégés du pouvoir.

Dans les pays producteurs, le pétrole a parfois sinistré l'agriculture. Au Nigeria, à la fin des années 60, l'agriculture représente 55 % du PNB et assure 65 % des recettes d'exportation. En 1980 on est tombé à un tiers du PNB et à 3 % des exportations; les importations céréalières absorbent alors 20 % des recettes pétrolières. Les investissements publics se sont en effet tournés essentiellement vers le secteur industriel. On a donc recouru massivement aux importations alimentaires et la politique de maintien artificiel de la monnaie nationale à un niveau élevé a découragé les velléités d'exportation.

L'investissement public dans l'agriculture est généralement négligé. Au Congo, il ne représente au début des années 80 que 1,2 % des investissements totaux réalisés par l'État, alors que 40 % de la population travaillent dans ce secteur [32]. Le Congo n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres de ces politiques aux effets désastreux. Les fonds de l'aide publique internationale au développement ne vont également que pour 5 % aux cultures vivrières pluviales, base de l'alimentation locale. La recherche agronomique porte en priorité sur les cultures d'exportation et bien peu sur les plantes vivrières locales comme le mil. L'investissement privé est lui aussi restreint car les agriculteurs, trop pauvres, n'ont pas les moyens d'épargner pour se moderniser.

Les effets de ces politiques inadaptées ont été aggravés lorsque des tentatives de collectivisation forcée (fermes d'État, regroupement des populations dans des villages, contrôle étatique des marchés) ont été menées par des régimes d'inspiration marxiste : l'Angola, le Burkina Faso, Madagascar, le Mozambique, le Kenya, la Zambie et l'Éthiopie, en ont particulièrement souffert. Ces trois derniers pays ont été particulièrement victimes d'une politique de regroupement dans des villages (« villagisation ») qui a déplacé 10 millions de personnes dans la seule Tanzanie et qui y a fait reculer la production agricole de 30 % en deux ans.

Tous les États qui s'y étaient essayés sont aujourd'hui revenus de ces extrémités collectivistes. Comme les autres, ils mettent désormais l'accent sur la nécessité d'une agriculture qui satisfasse autant que possible les besoins du pays. L'investissement public revient donc vers l'agriculture. Les prix des produits agricoles sont relevés pour encourager les agriculteurs à produire et à investir, dans la mesure du moins où ce relèvement est compatible avec les plans d'ajustement structurel auxquels la Banque mondiale et le FMI soumettent beaucoup d'États africains. Ces plans prônent en effet une ouverture des frontières qui aigüise la concurrence d'autres pays et ne favorise pas la hausse des prix.

Dans certains cas également, le développement de l'agriculture vivrière avait pu être gêné par une politique d'encouragement aux cultures d'exportation (prix garantis, aides diverses) qui avait dissuadé les agriculteurs de continuer à pratiquer des cultures vivrières. Le problème est qu'aujourd'hui la plupart de ces cultures d'exportation connaissent des difficultés.

2. Des cultures d'exportation en difficulté

L'Afrique avait été spécialisée par ses colonisateurs dans la production et l'exportation de produits agricoles tropicaux. Dans les années 60, elle fournissait une forte proportion de la production mondiale de cacao, d'arachides, de café, etc. Or la plupart de ces productions ont stagné ou même régressé, au moins en valeur relative, depuis une dizaine d'années. En 1974, l'Afrique produisait encore près des deux tiers du cacao mondial, aujourd'hui un peu plus de la moitié seulement. Dans le même temps, la part du café est tombée de 20 à 17 %, celle des arachides de 25 à 18 %, celle de caoutchouc naturel de 7 à 5 % et la production de coton, d'agrumes a baissé en valeur absolue. Or, pendant ces mêmes quinze années, le Brésil a doublé sa production de cacao, de même que la Colombie, le Mexique, l'Indonésie pour le café et la Chine pour les arachides. Comme pendant le même temps les prix ont baissé (- 50 % en moyenne pour le cacao, - 25 % pour le café, - 25 % pour les arachides), les rentrées de devises ont fondu.

C'est d'autant plus grave que la plupart des pays africains sont très dépendants d'un ou deux produits. Par exemple, le café et le cacao représentent environ 50 % des exportations du Cameroun et de la Côte-d'Ivoire, le cacao à lui seul 35 % des exportations du Ghana. La baisse de ses exportations a fait baisser le PIB de la Côte-d'Ivoire de 7 à 10 % par an entre 1988 et 1990. Encore est-ce mieux, peut-être, que dans certains pays du Sahel qui n'ont quasiment aucun produit agricole à exporter, en dehors de bétail sur pied vendu aux pays voisins (souvent en contrebande) ou aux pays du Golfe, pour ceux qui en sont les plus proches.

Finalement, alors que la balance commerciale agricole africaine était autrefois très excédentaire, elle ne l'est plus aujourd'hui que de 5 milliards de \$ environ. Près de la moitié des États ont une balance déficitaire et les seuls véritablement bénéficiaires sont la Côte-d'Ivoire (1,5 milliards \$), l'Afrique du Sud, le Kenya, le Zimbabwe (entre 0,5 et 0,9 milliard \$).

L'agriculture africaine reste donc dans une situation médiocre ou mauvaise, sauf rares exceptions. La médiocrité actuelle se paie d'une insuffisante autosatisfaction alimentaire et d'une baisse des exportations agro-alimentaires. Il y a donc de gros efforts à faire pour étendre l'irrigation, développer une utilisation judicieuse des engrais et des produits phyto-sanitaires, créer et maintenir en état les équipements de stockage, de transport et de distribution, développer la formation et la recherche et mettre en place des politiques qui favorisent le développement des cultures vivrières, tout en évitant des déboisements intempestifs (environ 5 millions d'hectares chaque année actuellement).

En somme, l'Afrique a tout à la fois trop d'agriculteurs, qui pèsent sur sa productivité et son environnement, et pas assez d'agriculture, puisque celle-ci ne parvient pas à nourrir sa population. Or l'industrie n'est pas encore prête, et ne le sera pas avant longtemps, à prendre le relais, aussi bien pour occuper la main-d'œuvre agricole en surnombre que pour relayer des exportations agricoles en difficulté.

B. Une industrie dans l'enfance

A l'exception de l'Afrique du Sud, on peut dire, en caricaturant à peine, que l'Afrique en est à un stade quasi pré-industriel. En effet, 15 % des actifs seulement y travaillent dans l'industrie, dont 4 % dans les mines, ce qui ne laisse qu'un actif sur dix environ dans l'industrie manufacturière, soit deux fois moins qu'en Amérique latine. Si l'on excepte l'Afrique du Sud et ses satellites économiques, où 20 % de la main-d'œuvre travaillent dans l'industrie manufacturière, l'industrie occupe donc une place marginale du point de vue de l'emploi (carte 5).

L'industrie est moins marginale si l'on considère sa place dans le PNB (environ le tiers). Mais elle doit cette situation au fait que, d'une part les mines et l'énergie tiennent une place plus importante que dans les autres Tiers Mondes (Monde arabo-musulman exclu) et que, d'autre part le poids de l'Afrique du Sud est considérable : le secteur secondaire y crée environ 45 % du PNB, alors que dans les autres pays africains il en représente moins du tiers et parfois moins du cinquième (carte 6). Cette faiblesse industrielle est à première vue étonnante, car l'Afrique est loin d'avoir été défavorisée par la nature.

1. Un potentiel naturel non négligeable

La dotation de l'Afrique en ressources énergétiques est inégale. Le manque principal tient au pétrole. La lacune n'est pas complète mais les ressources connues sont limitées. L'Afrique ne dispose que de 2 % des réserves mondiales et celles-ci sont mal partagées puisque le Nigeria en détient les trois quarts. La production actuelle n'atteint que 140 millions t, soit moins de 5 % du total mondial. Le Nigeria à lui seul extrait 60 % du pétrole, c'est dire la faible participation des autres producteurs (Cameroun, Congo, Gabon), tous en dessous de 15 millions t, en dehors de l'Angola (24 millions t). Mais il y a des espoirs, notamment au Tchad et au Mali.

Les réserves de gaz naturel sont faibles, en dehors du Nigeria (11^e du monde), mais qui ne produit pour le moment que 4 milliards de m³. Les centres de consommation sont en effet très éloignés et la vente de gaz liquéfié n'est pas envisageable avant les années 2000. Parmi les autres pays, seuls l'Afrique du Sud, le Cameroun et la Côte-d'Ivoire disposent de quelques disponibilités.

La situation est meilleure pour le charbon, au moins globalement, car l'inégalité est encore plus grande que pour le pétrole. L'Afrique produit environ 180 millions t de charbon, soit 5 % de la production mondiale, mais l'Afrique du Sud en extrait à elle seule 95 % et se maintient au 3^e rang parmi les exportateurs mondiaux, malgré le boycott que lui ont infligé les grands pays importateurs. A côté de l'Afrique du Sud, seul le Zimbabwe apparaît vraiment dans les statistiques, avec une production de 5 millions t. Les potentialités sont certainement importantes, car le socle couvre de vastes surfaces en Afrique. Elles sont certaines au Malawi et au Mozambique; ce dernier dispose à lui seul de 5 milliards de tonnes de réserves de charbon encore inexploitées.

Par contre, les potentialités hydroélectriques sont considérables, en dehors des pays du Sahel, encore que certains de ceux-ci disposent de fleuves exogènes comme le Niger et le Nil. Ces potentialités sont particulièrement fortes dans les zones équatoriales et tropicales humides, où les fleuves ont des débits abondants et sont coupés de rapides et de chutes qui sont autant de ruptures de pentes favorables à la création de barrages. Le seul Zaïre dispose d'un potentiel de 600 milliards de kWh (10 fois la production hydraulique de la France) et le site d'Inga pourrait en produire à lui seul la moitié. La Guinée a des possibilités qui dépassent 60 milliards de kWh. C'est le cas de beaucoup d'autres pays dans la zone la plus humide et même en dehors, puisqu'en Éthiopie le site de Malka Wakana pourrait produire 2,5 milliards de kWh [2].

L'Afrique tout entière ne fournit donc que 45 milliards de kWh d'électricité hydraulique, soit moins que la France. Actuellement, les seuls producteurs non négligeables (entre 4 et 8 milliards de kWh) sont la Zambie, le Zaïre et le Zimbabwe. C'est qu'il faut, pour équiper des chutes et transporter le courant électrique de lourds investissements que la plupart des pays n'ont pu réaliser, faute de moyens financiers locaux ou étrangers, ou faute d'une véritable volonté politique. Lorsque les barrages existent, il arrive qu'ils ne tournent pas à pleine capacité ou même pas du tout : ainsi le grand barrage de Cahora Bassa, sur le Zambèze, qui produisait 13 milliards de kWh en 1980 ne fonctionne plus, les lignes qui transportaient l'électricité vers l'Afrique du Sud ayant été détruites pendant la guerre civile [2].

Les réserves en uranium sont potentiellement énormes, puisqu'elles équivalent à près de 40 % du total mondial. Elles sont situées pour moitié en Afrique du Sud

et pour un cinquième au Niger; le reste se trouve surtout en Namibie (15 %), au Gabon et en Centrafrique. Mais la production ne correspond pas aux possibilités. L'Afrique ne produit que 28 % du total mondial, fournis en parts presque égales par la Namibie, le Niger et l'Afrique du Sud. Comme le tassement de la production d'électricité nucléaire dans les pays industrialisés et les meilleurs rendements obtenus pour une même quantité d'uranium ont fait baisser les prix de moitié, la production a suivi le même chemin : entre 1987 et 1990, elle a chuté de 20 %.

Mais l'Afrique est riche également de toutes sortes d'autres minerais, métalliques ou non. Dans ce coffre-fort brillent évidemment or, argent, diamants et pierres précieuses... On extrait chaque année environ 650 tonnes d'or, soit le tiers du total mondial, mais 95 % proviennent de la seule Afrique du Sud, le reste venant principalement du Zimbabwe voisin, ainsi que du Ghana et du Zaïre.

L'argent est plus rare, en dehors de l'Afrique du Sud. Par contre l'Afrique est le premier fournisseur mondial de diamants. Le Zaïre, dont la production a augmenté de plus de 40 % en 10 ans, est maintenant le premier producteur africain (il est devancé par l'Australie), suivi par le Botswana, l'Afrique du Sud, la Namibie, puis par plusieurs petits producteurs comme la Sierra Leone, le Liberia, la Côte-d'Ivoire, le Ghana, l'Angola, la République centrafricaine, la Tanzanie. Le pactole est donc ici mieux partagé mais il ne profite pas toujours autant qu'il le faudrait aux pays producteurs. En effet, l'extraction se trouve souvent aux mains de compagnies étrangères; par ailleurs il n'est pas rare que des dirigeants locaux en profitent pour s'enrichir personnellement; enfin il s'est organisé autour de ces richesses une contrebande effrénée. En Sierra Leone, la production s'élève officiellement à 200 000 carats, mais elle serait en fait de plus du double et en Centrafrique du triple. Ces ressources représentent tout de même une part non négligeable du PNB de certains pays : environ 50 % au Botswana, 15 % en Centrafrique.

L'Afrique dispose aussi dans son sous-sol d'autres produits, moins prestigieux, mais tout aussi utiles. Elle fournit 18 % du cuivre mondial, grâce à la Zambie, au Zaïre et à l'Afrique du Sud, et à peu près la même proportion de bauxite, grâce à la Guinée (deuxième producteur mondial), à la Sierra Leone et au Ghana. Elle produit aussi du minerai de fer, surtout en Afrique du Sud et en Mauritanie, mais aussi bien d'autres, plus ou moins stratégiques, comme le cobalt (plus de la moitié du total mondial, essentiellement au Zaïre et en Zambie), le chrome (un tiers du total, surtout en Afrique du Sud), le manganèse (un quart de la production du monde, en Afrique du Sud encore et au Gabon), sans compter le nickel, l'étain, etc.

Ce magot aurait pu servir de base au développement d'une industrie de transformation. Cela n'a été que rarement le cas, puisque l'industrie manufacturière africaine est d'assez loin la dernière parmi celles des Tiers Mondes.

2. Une industrie manufacturière sous-développée

On peut dire que l'industrie manufacturière africaine, prise globalement, est sous-développée, même par rapport à celle des autres Tiers Monde. Sa valeur ajoutée ne représente que 7 % de celle des Tiers Mondes, soit cinq à six fois moins que celle de l'Amérique latine ou de l'Asie, et encore deux fois moins que celle du Monde arabo-musulman. La Belgique, à elle seule, dégage une valeur ajoutée industrielle supérieure à celle de l'Afrique.

L'industrie n'a une certaine importance que dans quelques rares pays. Sa valeur ajoutée atteint 20 milliards \$ en Afrique du Sud, mais seulement entre 1 et 2,5 milliards au Nigeria, en Zambie, au Cameroun, au Zimbabwe, au Zaïre, en Côte-d'Ivoire, et ailleurs moins encore. Le Mexique, avec une population inférieure à celle du Nigeria, crée une valeur ajoutée industrielle 20 fois supérieure! L'Afrique du Sud est la seule véritable puissance industrielle qui puisse se comparer à celles des autres Tiers Mondes. Elle se classe au 4^e rang derrière la Chine, le Brésil, le Mexique, mais devant la Turquie, la Thaïlande et l'Indonésie. A elle seule, elle dégage une valeur ajoutée industrielle supérieure à celle de tous les autres pays d'Afrique réunis. Sans elle, toute l'industrie africaine n'est plus guère égale qu'à celle de la seule Thaïlande...

Sous-développée, l'industrie africaine l'est également dans sa structure même. Plus de la moitié de la valeur ajoutée provient d'activités que l'on peut considérer, au moins dans ces pays, comme traditionnelles, c'est-à-dire les industries agro-alimentaires et le textile. Une fois encore, si l'on excepte l'Afrique du Sud et ses satellites économiques (Lesotho, Zimbabwe), ainsi que le Kenya et le Nigeria, c'est presque toujours près des deux tiers de la valeur ajoutée industrielle, et parfois plus, qui sont produits par les IAA et le textile.

Les IAA elles-mêmes ne consistent le plus souvent qu'en une première transformation des produits, telle que la trituration des oléagineux, le toastage et le séchage du café, du cacao, la préparation du manioc, le traitement de la canne à sucre, l'abattage des animaux, etc. La fabrication de produits un peu plus sophistiqués est rare; lorsqu'elle existe (minoterie, laiterie, brasserie), elle se fait souvent avec des produits importés [32]. L'industrie textile, qui travaille la laine et surtout le coton, n'a quelque importance, qu'en Afrique du Sud, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Cameroun, au Kenya et à l'île Maurice.

Les autres industries sont également le plus souvent des industries de première transformation, des minerais cette fois, mais ici encore, elles sont d'ampleur limitée. Au Zaïre, la moitié du cuivre est raffiné sur place par l'ex-Union minière du Haut-Katanga, nationalisée en 1966, qui emploie 40 000 personnes. Au Cameroun la centrale hydroélectrique d'Edéa transforme l'alumine de Guinée en aluminium (environ 90 000 t), mais la production d'aluminium est en baisse à cause du manque d'électricité. Les capacités de raffinage du pétrole sont très faibles, moins de 50 millions t, c'est-à-dire moins que celles de la France, et elles sont situées en quasi-totalité en Afrique du Sud et au Nigeria. Une industrie du ciment, souvent bien réduite, existe dans une dizaine de pays. Parmi les dix premières entreprises d'Afrique, une seule (en dehors de l'Afrique du Sud) fabrique des objets manufacturés (la firme zambienne Zimco), les autres étant des entreprises pétrolières, minières, textiles ou des entreprises de commerce et de transport.

Les autres industries de transformation sont rares, en dehors de l'Afrique du Sud qui, outre une puissante industrie de traitement des ressources de son sous-sol, est capable de fabriquer toutes sortes de produits de consommation courante et de biens d'équipement. Le cas de l'île Maurice est tout à fait exceptionnel. On y a fait le choix de maintenir la canne à sucre, traitée dans les usines locales et exportée, d'y conserver les activités traditionnelles (conserveries, pâtes, savon) et d'y attirer, dans des zones franches, des industries qui recherchent une main-d'œuvre habile et bon marché, telles que l'optique, l'horlogerie, le textile. Près de 40 % de la main-d'œuvre y travaillent dans le secteur secondaire.

3. Les responsables de la sous-industrialisation : les Africains et les autres...

Les raisons de cette situation sont complexes. Outre les facteurs exogènes qui ont gêné, et qui parfois gênent encore l'industrialisation des pays en voie de développement (séquelles du système colonial, organisation actuelle des marchés, rôle des multinationales, etc.), facteurs qui ne sont pas particuliers à l'Afrique, un certain nombre d'autres facteurs, spécifiques ceux-ci, peuvent expliquer son retard industriel, ou au moins de certaines de ses régions.

On peut penser à l'inégale répartition des ressources du sous-sol. Celles-ci sont globalement appréciables, mais mal partagées, avec des régions moins bien dotées que d'autres. C'est le cas pour les pays du Sahel qui ne disposent guère que du minerai de fer de Mauritanie et des phosphates du Sénégal, également pour l'Afrique orientale, encore moins bien pourvue. Mais on sait depuis longtemps que atouts naturels et développement industriel ne vont pas forcément de pair. Plusieurs pays africains en donnent l'exemple. Le pire en est l'immense Zaïre, quatre fois grand comme la France, peuplé de près de 40 millions d'habitants, disposant dans son sous-sol de véritables trésors, mais dont la valeur ajoutée industrielle est à peine deux fois supérieure à celle de l'île Maurice. Le meilleur exemple est justement cette île minuscule (un tiers de département français, 1 million d'habitants), sans autre ressource que son sol et sa main-d'œuvre, qui réussit à s'industrialiser et à assurer à sa population un PNB/hab. de près de 2 500 \$. Exemple à méditer pour les hommes politiques africains.

Il faut donc chercher d'autres explications. La main-d'œuvre, par exemple, est à la fois insuffisamment formée, du fait du retard de la scolarisation, et relativement coûteuse par rapport à d'autres Tiers Mondes : au Kenya, les salaires horaires étaient, en 1983, deux fois plus élevés qu'en Inde, trois fois plus qu'au Pakistan, six fois plus qu'au Bangladesh (A. Dubresson et A. Vanneph, *op. cit.*). Et les salaires sont plus élevés encore en Zambie et au Zimbabwe. Les activités à forte intensité de main-d'œuvre (textile, assemblage de voitures, de composants électroniques, etc.) se sont donc relativement peu intéressées à l'Afrique. D'autant que ce continent apparaissait, aux capitaux japonais et américains qui cherchaient à se délocaliser dans les années 50 et 60, ou comme trop lointain ou comme une chasse gardée européenne. Cette main-d'œuvre apparaissait également, à tort ou à raison, comme peu travailleuse, difficilement adaptable, peu disciplinée.

Des entrepreneurs locaux auraient pu profiter de la période de développement que l'Afrique a connue dans les années 70. Or s'ils existaient, en particulier chez les immigrants indiens, libanais, etc. qui étaient installés parfois de longue date, il s'agissait plus de commerçants que d'industriels et ils étaient tout de même peu nombreux, dans ces pays pauvres où l'épargne est rare. On verra plus loin que le système social africain qui pousse à la redistribution, plus ou moins volontaire, des gains dans la famille ou dans le clan, ne favorise pas l'accumulation de capital.

Enfin, dans tous les régimes qui se sont voulus marxistes ou socialistes à des degrés divers, la propriété privée des biens de production était mal acceptée et toujours plus ou moins brimée. Dans ces mêmes pays, l'État a voulu prendre en main l'industrialisation pour en faire le moteur du développement. De gros efforts d'investissement ont été alors consentis, souvent aux dépens de l'agriculture, ou même aux dépens du pays tout entier car, les ponctions sur l'agriculture ne suffisant pas, on a emprunté et on s'est endetté.

Les résultats ont été décevants. Les projets souvent grandioses (une aciérie au Togo par exemple), étaient surdimensionnés pour des marchés locaux généralement étroits. Ils étaient également trop peu compétitifs, ne serait-ce que parce qu'ils employaient une main-d'œuvre trop pléthorique, pour opérer une percée sur le marché international. Certains ne sont donc pas allés complètement à leur terme, d'autres tournent aujourd'hui très en deçà de leur capacité.

Loin de créer des richesses nouvelles, ces politiques ont appauvri l'Afrique car elles ont empêché d'autres investissements, plus utiles, dans l'agriculture par exemple. Selon Cl. Albagli, qui cite une étude de l'ONUDI, « les entreprises publiques représentent 15 % de la production, 25 % de l'investissement et 25 à 30 % de l'emploi salarié en Afrique noire » et elles sont trop souvent l'occasion, pour les dirigeants, « d'arroser » leur famille, leur clan et leur clientèle [1]. Depuis les années 80, avec la baisse des rentrées de devises et avec les plans de réajustement auxquels ont été contraints la plupart des pays, les investissements ont encore chuté. Alors que le taux d'investissement s'élevait à 25 % en 1981, il est tombé à 15 % en 1984 et autour de 10 % aujourd'hui.

L'Afrique a donc plus que jamais besoin d'aide et d'investissements étrangers. Or, depuis l'éclatement du bloc communiste, elle n'apparaît plus comme une pièce essentielle sur l'échiquier international. Ses gouvernants ne peuvent plus jouer un jeu de bascule entre les deux blocs pour obtenir une aide maximale. L'Afrique craint donc maintenant d'être délaissée, au profit de l'Europe de l'Est ou d'autres pays plus prometteurs. Quant au secteur tertiaire, il ne peut la sortir du marasme.

C. Un secteur tertiaire extrêmement déficient

Le secteur tertiaire emploie, en Afrique, moins du quart des actifs. C'est à peu près autant qu'en Asie, mais c'est deux fois moins qu'en Amérique latine et presque deux fois moins également que dans le Monde arabo-musulman. En pourcentage du PNB on atteint un peu plus de 40 % en Afrique, contre plus de 50 % en Amérique latine et dans le Monde arabo-musulman ; l'Asie est, cette fois, en dernière position. Dans la mesure où la place du secteur tertiaire dans une économie est un indice du niveau de développement, on mesure à nouveau le retard de l'Afrique. Mais, à vrai dire, ce secteur tertiaire est à la fois pléthorique et insuffisant.

1. Un secteur tertiaire pléthorique

Pléthorique d'abord parce que, comme ailleurs, il est gonflé par toutes sortes de petits métiers artisanaux et commerciaux très utiles, mais peu productifs. Ceux-ci mettent à la disposition de consommateurs pauvres des produits simples, en petite quantité et bon marché, achetés ailleurs ou fabriqués par l'artisan lui-même. B. Maison indique qu'à la Réunion ils procurent cigarettes, produits alimentaires, savons, outils, chapeaux, paniers, tissus, etc. ; ils rendent des services peu onéreux tels que transport de personnes et de marchandises, ménage, lavage, repassage, coiffure, photo, animation musicale, rédaction de lettres et dossiers, etc., et ils réparent appareils ménagers, radios, montres, chaussures, vélos, matériel agricole ou même voitures (COM, 89).

Ce secteur informel se double ici aussi de tout un secteur illégal : la drogue, dont Lagos par exemple serait une plaque tournante, la vente frauduleuse de l'or et des diamants (la moitié des diamants zaïrois serait commercialisée clandestinement), la contrebande d'essence entre le Nigeria et ses voisins, de viande entre les pays du Sahel et leurs voisins du Sud, de riz, etc. « La vente de riz au Nigeria et l'achat d'essence dans ce pays voisin alimente un marché noir considérable qui aide à court terme le Bénin, mais le déséquilibre à long terme » [2]; le commerce informel avec le Nigeria représenterait au moins 70 % de l'activité économique du Bénin.

L'administration, que ce soit celle de l'État proprement dit ou celle des entreprises publiques, est très souvent pléthorique. Les dépenses de l'État absorbent près du tiers du PNB et le seul traitement des fonctionnaires représente presque 10 % du PIB. Dans certains pays l'obtention d'un diplôme donnait aussitôt droit, dans l'administration, à un emploi, même si celui-ci n'offrait pas un intérêt évident. Aussi, une des premières étapes des plans d'ajustement structurel est-elle justement de réduire ce trop plein de fonctionnaires. Cette réduction a été réalisée au Burkina Faso, en Gambie, en Guinée Bissau, en Ouganda où un fonctionnaire sur trois a été renvoyé, ainsi qu'en Guinée où près de la moitié d'entre eux ont été limogés. Ce qui est certes bon pour les finances publiques, mais qui pose de gros problèmes politiques (augmentation du nombre des mécontents) et surtout sociaux, si l'on songe qu'un seul emploi public fait souvent vivre plusieurs familles.

Pléthorique dans ses activités traditionnelles et administratives, le secteur tertiaire est, par contre, trop peu étoffé dans ses activités les plus modernes.

2. Un secteur tertiaire insuffisant

Les transports, le tourisme et la banque serviront d'exemples. Les transports d'abord. Des quatre Tiers Mondes, l'Afrique est, avec le Monde arabo-musulman qui se trouve désavantagé par d'immenses surfaces désertiques, celui qui dispose de la plus faible densité de routes : moins de 6 km pour 100 km², soit 2 fois moins que l'Amérique latine et 3 fois moins que l'Asie.

L'Afrique ne dispose au total que de 72 000 km de voies ferrées, soit le double du réseau français, mais pour une surface 50 fois supérieure. Le réseau mis en place par les puissances coloniales ne s'est pas accru, sauf exception comme le Transgabonais, terminé en 1986. Il s'est même plutôt dégradé. La ligne Nord Éthiopie a été désaffectée en 1978 et les corridors ferroviaires qui permettent au Malawi, au Swaziland et au Zaïre de gagner les ports du Mozambique ne fonctionnent qu'à 20 % de leur capacité, en raison de l'insécurité et du mauvais entretien des voies.

Ces voies ferrées sont très mal réparties. L'Afrique du Sud en possède à elle seule le tiers et presque la moitié avec ses voisins d'Afrique australe. Le réseau est particulièrement lâche dans les pays du Sahel : le Tchad, grand comme deux fois la France, n'a pas un seul kilomètre de voie. Il est lâche également dans une sorte de vaste ovale qui va de la République centrafricaine à la Namibie. Ailleurs, plus que d'un véritable réseau, il s'agit plutôt de voies coloniales, qui unissent l'intérieur aux ports, mais qui sont rarement reliées entre elles. Le trafic est généralement limité et lent. Ces faiblesses se ressentent particulièrement dans les pays sans ouverture sur l'océan, qui dépendent donc de la bonne volonté de leurs voisins.

Les infrastructures de transport aérien restent souvent sommaires, à quelques exceptions près. Cette insuffisance des moyens de transport est particulièrement préjudiciable au tourisme.

L'Afrique dispose d'atouts touristiques de premier ordre : soleil abondant, plages immenses, nature grandiose, cultures différentes, pas ou peu de décalage horaire, et relative proximité de l'Europe, premier émetteur mondial de touristes. Or l'Afrique sud-saharienne ne reçoit que 6 millions de visiteurs, soit moins que l'Afrique du Nord (près de 8 millions) et huit fois moins que la France. Elle ne bénéficie que de 1,5 % des recettes du tourisme mondial. Ces résultats modestes sont dus aux insuffisances des infrastructures de transports, auxquelles s'ajoute la médiocrité de l'hébergement et des équipements d'accueil que les moyens financiers locaux ne permettent guère d'améliorer. Lorsqu'il s'agit d'investissements étrangers, le risque est de créer des enclaves qui ne bénéficient que marginalement au pays récepteur. L'insécurité plus ou moins chronique de certains pays fait fuir également une partie de la clientèle.

Ce tourisme, en outre, se répartit inégalement. L'Afrique orientale et australe reçoivent à elles seules les trois quarts des touristes, contre 20 % à l'Afrique occidentale et 5 % à l'Afrique centrale. L'Afrique du Sud, le Kenya, le Zimbabwe et le Botswana viennent nettement en tête; par contre 20 pays reçoivent moins de 100 000 touristes et 12 moins de 50 000 [34]. Les progrès de la fréquentation touristique sont rapides, mais la part des recettes par rapport à l'ensemble mondial a tendance à diminuer. C'est le signe que l'Afrique ne sait pas encore attirer une certaine clientèle fortunée qui craint l'inconfort et les approximations de son accueil.

Le cas des banques est symptomatique. Celles-ci sont généralement peu nombreuses parce que, dans la période qui a suivi l'indépendance, certaines banques privées ont été nationalisées et les banques étrangères ont rapatrié leurs filiales. Les banques d'État, médiocrement gérées, et manquant de capitaux du fait de la pénurie d'épargne, étaient et restent encore fragiles. Au Bénin, en 1989, dernière année du régime marxiste, les banques d'État (la Banque commerciale du Bénin et la Banque béninoise de développement), toutes deux en faillite, avaient fermé leurs guichets [2]. Les banques privées d'origine locale sont rares, en dehors de l'Afrique du Sud. Les banques privées sont généralement des filiales de banques occidentales, françaises par exemple dans notre ancien Empire colonial. Ces banques sont souvent fragiles, comme les économies des pays dans lesquelles elles sont installées. En 1991, quatre d'entre elles ont fait faillite au Cameroun, dont la Paribas Cameroun et l'on a pu parler, à la même époque, d'une véritable implosion du système bancaire africain (*Le Monde*, 5.03.91).

La faiblesse du secteur tertiaire a longtemps été symbolisée par la médiocrité de l'urbanisation. Aujourd'hui encore, l'Afrique est le continent le moins urbanisé avec moins de 30 % de citadins, moins même que l'Asie (35 %) et surtout moins que le Monde arabo-musulman (environ 50 %) et l'Amérique latine (70 %). Mais actuellement cette situation évolue rapidement, non pas tant par la croissance de l'emploi tertiaire que par l'arrivée, en ville, de ruraux chassés de leur village par la pauvreté ou attirés par l'espoir, souvent déçu, de trouver du travail. En 1965, les villes africaines n'abritaient encore que 14 % de la population totale. Cette proportion a donc doublé en un quart de siècle.

Aujourd'hui, des rythmes d'augmentation de 7 à 10 % par an sont fréquents dans les villes africaines. En l'an 2000 il y aura dix fois plus de citoyens qu'en 1950 et en 2010 ceux-ci seront aussi nombreux que les ruraux. Déjà 14 agglomérations dépassent le million d'habitants. L'agglomération de Johannesburg dépasse, avec Soweto, 8 millions d'habitants. Lagos, au Nigeria, atteint presque ce chiffre et Ibadan, deuxième ville du pays n'est pas loin de 5 millions. Kinshasa, au Zaïre, flirte avec les 3 millions et serait la deuxième ville de langue française après Paris. Khartoum, au Soudan, compte 2,5 millions d'habitants et Abidjan est proche des 2 millions.

Beaucoup de ces villes sont à l'image de Lagos où « les tours orgueilleuses des grandes banques dominant de petits marchés sordides, les villas à piscine jouxtent les bidonvilles, et les grosses cylindrées éclaboussent les estropiés qui mendient au bord de la chaussée » (*Le Monde diplomatique*, 07.92). Elles symbolisent aussi la fragilité et la dépendance des économies africaines.

D. Fragilité et dépendance économiques

L'Afrique est doublement dépendante. Elle l'est commercialement et financièrement.

1. Une dépendance commerciale

Des quatre Tiers Mondes, l'Afrique est à la fois le moins important (1,5 % du commerce mondial) et le plus ouvert sur le marché mondial. Elle ne réalise que 1,5 % du commerce mondial, mais ses exportations équivalent à près du quart de son PNB.

Ce n'est pas en soi forcément un défaut, puisque les dragons asiatiques ont assuré leur croissance par une large ouverture sur le marché mondial. Malheureusement pour l'Afrique, environ 90 % de ses ventes sont constituées de produits primaires (agricoles et miniers), contre les deux tiers en Amérique latine et moins de la moitié en Asie. Seul le Monde arabo-musulman dépend presque autant de ses produits primaires, du fait du pétrole. Or, les produits primaires que vend l'Afrique sont sujets à des variations de prix considérables, et particulièrement depuis une quinzaine d'années à des baisses, du fait d'une absence d'accords sur la stabilisation des prix, de surproduction, de concurrence entre producteurs et de mise au point de produits de substitution par les pays industrialisés : les fibres synthétiques concurrencent le coton, la fibre optique est préférée au cuivre et le plastique aux métaux.

En effet, les matières premières tropicales, après des hausses parfois spectaculaires entre 1965-1970, puis entre 1975-1978, sont revenues à la fin des années 80 à leur cours du début des années 60. Par exemple, le prix du cacao est multiplié par 2,5 entre 1975 et 1977, mais il retrouve son point de départ cinq ans plus tard ! Le café, le cuivre connaissent des variations un peu moins spectaculaires mais tout de même extrêmement sensibles, sans compter le pétrole qui intéresse plusieurs États africains. Ces coups d'accordéon sur les rentrées de devises rendent difficile toute planification des investissements et font varier le PNB d'une façon spectaculaire.

Le problème s'aggrave lorsqu'un pays n'exporte principalement que un, deux ou trois produits. Si c'est assez peu souvent le cas dans les Tiers Mondes déjà étudiés, c'est par contre très souvent le lot des pays africains. L'exemple de la Côte-d'Ivoire est démonstratif. En effet, 48 % de ses exportations sont fournies par le café et le cacao dont on a vu plus haut les variations de prix. Grâce, entre autres choses, à l'augmentation des exportations de ces deux produits, ainsi que de l'huile de palme et du coton, en 20 ans le pays avait multiplié son PIB par 10 et le revenu par habitant progressait de 3 % par an, malgré une rapide augmentation de la population. Depuis 1981, avec la chute des prix du cacao et du café, le pays a vu son PIB baisser, lentement d'abord puis rapidement : entre 7 et 9 % par an de 1988 à 1990. Ayant beaucoup emprunté au moment de la croissance, il lui a été impossible de rembourser sa dette en 1987 et 1988 et celle-ci a dû être rééchelonnée. Un redressement est en train de s'opérer et la Côte-d'Ivoire garde tout de même un PIB réel supérieur à la moyenne.

Le cas du Nigeria est lui aussi instructif. Après avoir connu, comme tous les producteurs de pétrole, une extraordinaire croissance depuis 1973, il a subi durement les contre-chocs pétroliers qui ont suivi, 97 % de ses exportations provenant de l'or noir. Habitué à l'argent facile, il est lui aussi tombé « malade du pétrole ». En 1985, l'État est au bord de la faillite, la dette se monte à 20 milliards de \$ et l'inflation dépasse 50 % par an. Malgré un programme d'ajustement structurel draconien, la dette atteint encore 30 milliards \$ actuellement, soit à peu près l'équivalent du PNB; l'industrie a perdu un quart de ses effectifs et le pays, classé un temps par la Banque mondiale parmi les pays à revenu intermédiaire, est retombé dans les économies à faible revenu.

Parmi les pays dépendants à plus de 50 % de un ou deux produits exportés, on peut citer l'Angola, dépendant à 96 % du pétrole, le Cameroun (pétrole et café), l'Éthiopie (café), le Ghana (cacao), la Guinée (bauxite et alumine), le Kenya (café et thé), Madagascar (café et vanille), le Mozambique (crevettes et noix de cajou), le Niger (uranium), l'Ouganda (café), le Rwanda (café et thé), la Tanzanie (café et coton), le Zaïre (cuivre), la Zambie (cuivre)... Cette dépendance commerciale se double d'une dépendance financière et donc, indirectement politique.

2. Une dépendance financière et politique

L'Afrique est dépendante financièrement à la fois par sa dette, par l'aide qu'elle reçoit et, au moins pour certains pays, par son système monétaire.

Plusieurs facteurs se sont conjugués pour endetter l'Afrique. La baisse des prix des produits exportés et l'augmentation des importations alimentaires ont déséquilibré la balance commerciale. Les dépenses des États ont été considérables : subventions aux produits de première nécessité, traitements de fonctionnaires et d'employés d'entreprises publiques pléthoriques, investissements parfois somptueux. La hausse des taux d'intérêt a beaucoup augmenté les sorties de capitaux. En conséquence, la balance des paiements, positive jusqu'en 1970, passe ensuite dans le rouge pour atteindre un déficit égal à 10 % du PIB dix ans plus tard. Aujourd'hui, seuls 4 pays ont une balance des paiements positive : l'Afrique du Sud, le Botswana, le Gabon et le Nigeria.

L'Afrique a donc vu sa dette gonfler dramatiquement, sans que celle-ci soit médiatisée comme celle de l'Amérique latine car, vu le faible poids économique

du continent, elle ne représente que 10 % des créances internationales. La dette a tout de même été multipliée par dix en vingt ans. Elle atteint 55 milliards de \$ en 1980, 155 en 1988. Elle dépasse alors la valeur du PIB, et parfois beaucoup plus comme à Madagascar, au Zaïre, en Zambie, en Somalie et en Mauritanie [1]. Malgré des réaménagements divers, l'Afrique est encore endettée, en 1990, de plus de 170 milliards de \$, ce qui équivaut, si l'on en exclut l'Afrique du Sud qui n'est pas endettée, à une somme d'un quart supérieure à son PIB. La Banque mondiale estime que 30 pays sont surendettés. La dette du Nigeria (36 milliards de \$) est inférieure de moitié à celle de la Chine dont la population est presque dix fois supérieure. L'Afrique est donc, en réalité, trois à quatre fois plus endettée que les autres Tiers Mondes.

Depuis 1985, l'Afrique donne plus à ses créanciers qu'elle ne reçoit d'eux. Ceux-ci ne lui prêtent donc plus qu'au compte-goutte et en contrepartie de plans de réajustement draconiens. Celui du Nigeria, annoncé en 1985, en donne une bonne idée. Ce pays doit alors dévaluer sa monnaie de 70 %, et celle-ci perd ensuite encore 20 % de sa valeur. Les salaires sont bloqués, les prix libérés, les produits comme le blé, le maïs, le riz, les tissus, les cigarettes interdits à l'importation, les dépenses budgétaires réduites de façon drastique, de même que les subventions publiques; un programme de privatisation est mis en place. Les grands équilibres ont été ainsi peu à peu rétablis, la production et les prix agricoles ont augmenté, le déficit a été réduit, mais au prix de très lourds sacrifices imposés à la population, de l'abandon ou de l'interruption de certains projets, comme celui de la capitale Ajuba, et d'une perte d'indépendance économique. Une bonne partie de l'Afrique est ainsi sous tutelle du FMI et de la Banque mondiale.

L'aide publique dont bénéficie l'Afrique représente une autre forme de dépendance. L'Afrique est de très loin le Tiers Monde le plus aidé : trois fois plus que les autres. L'aide atteint ou dépasse 30 % du PNB en Somalie, en Tanzanie, au Burundi et atteint les trois quarts au Mozambique. Dans les deux tiers des pays africains, elle dépasse 10 et souvent 20 % du PNB. Un bon nombre de pays du Sahel et de l'Afrique orientale ne survivent que par l'assistance internationale.

Mais cette aide ne va pas sans arrière pensée stratégique ou économique. C'est évident quand elle est militaire, comme celle de la France au Tchad, par exemple. C'est moins visible, mais tout aussi réel, quand il s'agit d'une aide financière ou économique. Les anciennes puissances coloniales soutiennent en priorité les pays qui faisaient partie de leur Empire. Il n'est donc pas étonnant que la France soit le premier bailleur de fonds de l'Afrique. Elle bénéficie ainsi d'un marché privilégié pour ses biens et ses services, d'une source prioritaire de matières premières et de moyens de pression sur la politique extérieure de ses obligés. La dépendance est parfois plus discrète, comme dans la zone franc. En effet, les treize États africains de la zone franc bénéficient d'une série d'avantages incontestables : libre convertibilité entre le franc français et le franc CFA (qui vaut 0,02 FF), transferts de capitaux totalement libres à l'intérieur de la zone, déficits budgétaires comblés par la France, monnaies locales garanties sans limite par le Trésor français, d'où des garanties de stabilité susceptibles de rassurer les éventuels prêteurs ou investisseurs étrangers. Par contre, les banques africaines doivent déposer au moins 65 % de leurs réserves de change auprès du Trésor français et le système favorise la fuite des capitaux. Plus généralement, celui-ci donne à la France un moyen de contrôler l'économie de ses anciennes colonies (*Le Monde*, 10.11.92).

Toutes ces faiblesses se traduisent par un dynamisme économique inférieur à celui des autres Tiers Mondes.

3. Une croissance lente et insuffisante

Des quatre Tiers Mondes, c'est l'Afrique qui, depuis un quart de siècle, a connu la croissance la plus faible. Entre 1965 et 1980, alors que le PIB africain augmentait d'un peu plus de 4 % par an, la croissance était proche de 6 % en Asie et de 7 % dans le Monde arabo-musulman et en Amérique latine. Entre 1980 et 1990, avec une croissance un peu inférieure à 2 % par an, l'Afrique se retrouve certes en compagnie de l'Amérique latine et du Monde arabo-musulman, mais l'Asie a pris le large avec une progression de 7 % par an.

Alors que l'Asie continue actuellement sur sa lancée et que des indices encourageants de reprise apparaissent en Amérique latine, l'Afrique reste engluée dans son marasme. Certes, en 1991 le PIB s'est accru de 2,4 %, soit un peu plus qu'en 1990, mais la croissance foudroyante de la population a provoqué un recul de 0,6 % du revenu par habitant. Le FMI annonce pour 1992 et 1993 un retour à une croissance faible et donc à un recul aggravé du revenu par habitant d'environ - 1 % par an. Pour occuper sa main-d'œuvre, l'Afrique devrait créer près de 100 millions d'emplois d'ici à l'an 2000! Selon la Banque mondiale, l'agriculture pourrait en absorber 50, mais le secteur moderne (secondaire et tertiaire) n'en créerait qu'un seul [1]. A l'évidence, le secteur informel ne pourra pas engendrer à lui seul les 49 millions d'emplois restants.

Ces perspectives sont donc particulièrement dramatiques pour un continent dont le niveau de vie a déjà nettement décroché de celui des autres Tiers Mondes.

III. Le niveau de vie le plus faible des Tiers Mondes

Sur les 46 pays les moins avancés (PMA) de la planète, 31 se trouvent en Afrique, soit les deux tiers. Parmi les 33 pays qui disposent d'un PNB inférieur à 500 \$, 25 sont africains. Dans ces conditions, on comprend que l'Afrique soit toujours en queue de liste pour tous les indicateurs de niveau de vie.

A. Un revenu désastreux

Si l'on s'en tient au simple PNB/habitant, l'Afrique sud-saharienne est un peu mieux placée que l'Asie, avec environ 500 \$ contre 470. Cependant, deux remarques s'imposent. Si on en retire l'Afrique du Sud qui, avec ses 36 millions d'habitants et ses 2 500 \$ par habitant pèse extrêmement lourd, le PNB moyen de l'Afrique tombe à 350 \$, c'est-à-dire nettement en dessous de celui de l'Asie. Par ailleurs, on sait que le PNB/hab est un bien médiocre indicateur de niveau de vie. Si on prend le PIB réel, l'avantage est cette fois nettement à l'Asie, où les prix sont beaucoup plus bas. L'Afrique n'atteint pas 1 000 \$ par habitant, quand l'Asie est au-dessus de 1 600. Si l'on met à part les pays d'Afrique australe, où le PIB réel dépasse 3 500 \$, toutes les autres régions sont entre 550 et 700 \$. A l'échelle des

États, et toujours en mettant à part l'Afrique australe, seuls le Sénégal, la Côte d'Ivoire dépassent un peu 1 000 \$, ainsi que le Cameroun et le Gabon (qui lui atteint 2 000 \$) dont les PIB sont gonflés un peu artificiellement par le pétrole (carte 13).

B. Une sous-nutrition généralisée

Malgré une forte aide alimentaire, l'Afrique, avec une ration calorique moyenne inférieure à 2 200 calories par habitant et par jour, souffre massivement de sous-nutrition et de malnutrition. Rappelons que, dans les autres Tiers Mondes, de telles carences ne se trouvent que localement et que, même en Asie, la ration moyenne est supérieure de 250 calories à celle de l'Afrique. Dans toutes les régions africaines, la ration calorique se situe entre 2 100 et 2 150 calories, à l'exception de l'Afrique australe, mais dont le niveau reste très faible (2 275 calories) (carte 14). Partout, avec également la même exception, l'alimentation représente la moitié du budget des ménages.

Dans plusieurs États, la ration descend en dessous de 2 000 calories. Il s'agit souvent des pays qui ont été, ou sont encore touchés par des guerres extérieures ou intérieures ou qui ont été ruinés par des régimes d'inspiration marxiste (Éthiopie, Somalie, Tchad, Mozambique, Guinée, Angola), ou qui ont fait de mauvais choix économiques, comme le Ghana, la Sierra Leone. À l'opposé, seuls deux pays dépassent 2 600 calories : l'Afrique du Sud et le Gabon où « l'effet pétrole » semble avoir mieux diffusé qu'au Cameroun puisque celui-ci, malgré un PIB/hab. relativement favorable, n'atteint pas 2 100 calories.

Sur le long terme la situation n'a pas tendance à s'améliorer, bien au contraire. En 1970, environ 100 millions de personnes souffraient de malnutrition, soit 35 % de la population. Aujourd'hui, si le pourcentage des personnes mal nourries s'est très légèrement modifié (33 %), leur nombre total est passé à 170 millions, du fait de la croissance foudroyante de la population. Au cours des dix dernières années, la production alimentaire a progressé de 2 % par an, alors que la population augmentait de 3,2 % chaque année.

Cette situation est aggravée par un état sanitaire très déficient.

C. Un état sanitaire calamiteux

La mortalité infantile et l'espérance de vie qui, on le sait, représentent de bons indices de l'état sanitaire d'une population, sont l'un et l'autre beaucoup plus mauvais en Afrique que dans les autres Tiers Mondes.

La mortalité infantile a certes régressé, puisqu'elle dépassait 150 ‰ en 1965, mais elle atteint encore le triste record de 117 ‰ : un enfant sur huit meurt donc avant un an, alors que dans le plus mal placé des trois autres Tiers Mondes, le Monde arabo-musulman, c'est un enfant sur douze, et dans le mieux placé, l'Amérique latine, un sur vingt. Dans toutes les régions, à l'exception toujours de l'Afrique australe, l'indice dépasse 100 ‰ et il atteint le record de 143 au Sahel, dont 175 au Mali (carte 15).

Les écarts sont tout aussi grands pour l'espérance de vie. À sa naissance l'Africain ne peut pas espérer vivre plus de 50 ans, et même un peu moins, alors que l'Asia-

tique peut espérer 12 années de plus, et le Latino-américain 17 de mieux. L'Afrique australe fait encore exception, avec une espérance de vie de 58 ans. Dans les autres régions, celle-ci se situe vers 50 ans ou en dessous, les pays du Sahel descendant à des chiffres quasi médiévaux : 43 ans en moyenne, 39 au Tchad (carte 16).

Si la malnutrition et la pauvreté individuelle expliquent en bonne partie ces résultats désastreux, d'autres facteurs interviennent. Par exemple, il n'y a guère plus de un Africain sur trois qui ait un accès rapide à l'eau potable. Les autres n'ont accès qu'à une eau plus ou moins polluée et/ou plus ou moins lointaine, et donc à une hygiène forcément approximative, sans compter que cette situation oblige les femmes à d'interminables corvées d'eau.

La médiocrité de l'encadrement sanitaire est aussi responsable du mauvais état de santé de la population. L'Afrique ne dispose que de 1 médecin pour plus de 6 000 personnes, c'est-à-dire cinq fois moins que l'Asie et le Monde arabo-musulman et huit fois moins que l'Amérique latine. Si l'on exclut l'Afrique australe (1 médecin pour 1 500 hab.), les chiffres sont absolument catastrophiques : si l'Afrique de l'Ouest est à peu près dans la moyenne, on est à 1 médecin pour plus de 10 000 habitants en Afrique orientale et 1 pour plus de 15 000 en Afrique centrale et au Sahel (carte 17). Et la médiocrité de la scolarisation ne laisse guère prévoir de rapides succès en ce domaine.

D. La scolarisation : des progrès, mais encore beaucoup à faire

D'indiscutables efforts ont été réalisés pour scolariser les jeunes Africains. En 1965, 40 % seulement des enfants étaient scolarisés dans l'enseignement primaire ; ils sont aujourd'hui 65 % (avec les réserves que l'on sait à propos de ces chiffres). À la même époque, ils n'étaient que 4 % à suivre un enseignement secondaire ; ils sont aujourd'hui 14 %. Le nombre des étudiants était proche de zéro ; il est aujourd'hui de 2 %.

Ces progrès sont incontestables ; ils laissent cependant l'Afrique très loin des autres Tiers Mondes, tout à la fois parce qu'elle est partie de plus loin, parce que le souci de scolariser a été moins prioritaire et parce que les moyens mis en œuvre sont plus faibles qu'ailleurs. Par exemple, en 1965, on était déjà proche d'une scolarisation primaire totale en Amérique latine, on en était à près de 80 % en Asie et à 60 % dans le Monde arabo-musulman, contre 40 % en Afrique.

Toujours est-il qu'aujourd'hui le retard de l'Afrique reste patent. Alors qu'ailleurs la quasi-totalité des enfants suivent, au moins à temps partiel, l'école primaire, ce n'est le cas que pour deux tiers des jeunes Africains. Au niveau de l'enseignement secondaire, les élèves sont relativement trois fois moins nombreux en Afrique qu'en Asie et quatre fois moins qu'en Amérique latine et dans le Monde arabo-musulman. Enfin, alors que 2 % seulement d'une classe d'âge sont étudiants en Afrique, ils sont 6 % en Asie, 12 % dans le Monde arabo-musulman et 17 % en Amérique latine.

La situation est cependant relativement contrastée d'une région à l'autre, au moins pour la scolarisation primaire : très mauvaise au Sahel où moins de quatre enfants sur dix vont à l'école ; à peine moyenne en Afrique australe où les pouvoirs blancs ont négligé l'enseignement des populations noires (on y dépense quatre fois moins pour un jeune noir que pour un blanc) ; par contre nettement meilleure dans le reste de l'Afrique où sept à huit enfants sur dix vont à l'école (carte 19).

Les progrès de la scolarisation, qui portent sur les jeunes générations, n'ont pas encore fait augmenter sensiblement le nombre des adultes alphabétisés : quatre Africains seulement sur dix savent lire et écrire. Il y en a moitié plus en Asie et dans le Monde arabo-musulman, et deux fois plus en Amérique latine. C'est le Sahel qui fait baisser le niveau puisqu'un adulte sur six seulement y sait lire et écrire, contre 50 à 60 % ailleurs, sauf en Afrique occidentale qui se situe dans la moyenne (carte 18).

L'Afrique trouve incontestablement dans cette sous-alphabétisation et dans cette sous-scolarisation un des plus sérieux obstacles à son développement économique : une main-d'œuvre peu qualifiée, surtout techniquement, n'encourage ni l'investissement local, ni l'investissement exogène. Elle y trouve également un obstacle considérable au ralentissement de sa croissance démographique : la sous-alphabétisation des femmes (un tiers seulement savent lire et écrire) et la sous-scolarisation des filles (15 % moins nombreuses que les garçons à aller à l'école primaire) qui est due entre autres choses à leur mise au travail précoce, augurent mal d'un désamorçage rapide de la bombe démographique africaine. Plus généralement, si l'on admet que la scolarisation des jeunes, et particulièrement des filles, est le meilleur des atouts pour le développement, l'Afrique et ceux qui l'aident ont de gros efforts à faire dans ce domaine.

Sous-alphabétisation, espérance de vie très faible, revenu très bas, tout est donc réuni pour que l'indice de développement humain soit, de très loin, le plus faible des Tiers Mondes. Avec 350 points environ, l'Afrique est nettement distancée par l'Asie qui en atteint presque 600, par le Monde arabo-musulman qui les dépasse un peu et, par l'Amérique latine qui, avec 800 points, se trouve à des années-lumière. En dehors de sa partie australe, qui atteint le niveau du Monde arabo-musulman, l'Afrique est partout entre 300 et 400 points, le Sahel se distinguant une fois encore dans le mauvais sens, avec 235 points seulement (carte 22).

Touchée par une croissance démographique échevelée, que n'arrive pas à rattraper une croissance économique modeste et chaotique, bloquée donc à un niveau de vie très faible, l'Afrique apparaît aussi comme un continent disloqué.

IV. Un continent disloqué

Une histoire longue (l'Afrique n'est-elle pas le berceau de l'humanité?) et compliquée a laissé à ce continent un certain nombre d'empreintes qui handicapent son développement, du moins tel qu'on l'a conçu jusqu'à aujourd'hui.

A. Les legs de l'histoire précoloniale

1. Famille et ethnie

Traditionnellement on décrit les sociétés africaines comme formées de communautés rurales de base, unies par des liens lignagers ou personnels. Ces communautés se grouperaient par ethnies qui auraient leur propre langue et leur propre territoire, utilisé plus ou moins collectivement. La réalité est, semble-t-il, plus complexe. Selon J.F. Bayart, l'Afrique « était plutôt organisée en chaîne de sociétés, ces sociétés elles-mêmes regroupées en des espaces sous-continentaux de

nature politique et guerrière, mais aussi culturelle, économique et monétaire (...). Les zones de diffusion des différentes langues autochtones transcendaient les frontières ethniques (...). Les délimitations de ces sociétés se transformaient sans cesse (...) de même que leur implantation territoriale, sous l'effet de migrations constantes » [32].

Quoi qu'il en soit, de cette histoire mouvante et complexe l'Afrique a gardé le sens de la communauté, que ce soit la famille, le lignage, l'ethnie ou la tribu. « L'individu africain n'est pas un atome isolé mais un acteur appartenant à un groupe élargi, celui d'une communauté (...). Le plus grave qui puisse arriver à un Africain c'est l'orphelinat social, la destruction des liens avec sa communauté (...). Solidarité, entraide constituent des procédures de régulation nécessaires à la survie de tous les membres du réseau » (*Le Monde*, 3.10.90).

Cette communauté, à géométrie variable, joue un grand rôle social et économique. Elle sert de sécurité sociale pour les parents, d'assurance chômage pour les adultes et de structure de socialisation pour les enfants. Elle est l'occasion de transferts en monnaie ou en nature considérables entre individus, entre ville et campagne, entre espaces voisins. De ce point de vue elle favorise une certaine répartition des richesses, mais elle a des effets pervers.

En effet, paternaliste, hiérarchisée et sexiste, la communauté est généralement un facteur de conservatisme social, particulièrement vis-à-vis de la contraception : ses modèles culturels tendent plus à maintenir le statu quo qu'à le modifier. Elle est également un frein économique, en ce sens que l'individu qui travaille doit non seulement entretenir sa famille, au sens étroit du terme, mais aussi redistribuer plus ou moins volontairement aux innombrables parents et « cousins », sauf à subir la honte réservée aux ingrats ou à s'éloigner de sa communauté. Moralement ce comportement est louable, mais économiquement il rend difficile l'épargne et donc l'investissement.

Ce lien communautaire a une autre conséquence capitale. « La plupart des conflits sont vécus en terme d'appartenance tribale, même lorsqu'ils recouvrent des clivages sociaux et culturels plus complexes » [32]. C'est le cas des guerres civiles qui ont endeuillé le Cameroun, le Zaïre, le Nigeria, le Tchad, le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda, l'Angola. Au Burundi, par exemple les affrontements ethniques entre Hutus (Nilo-hamitiques) et Tutsis (Bantous), qui se doublent d'une concurrence entre cultivateurs et éleveurs, ont provoqué 100 000 morts en 1972. La guerre du Biafra aurait fait à elle seule deux millions de victimes. Et l'on sait que la guerre civile en Somalie doit largement à ces conflits ethniques. En somme, le sous-développement maintient et parfois renforce les solidarités traditionnelles, et celles-ci contribuent à maintenir le sous-développement.

L'autre legs de l'époque précoloniale pèse moins lourd, mais il n'en reste pas moins une gêne sérieuse pour l'Afrique : il s'agit de la multiplicité des langues.

2. Le continent aux 1 300 langues

Une histoire mouvante et éclatée a laissé à l'Afrique un enchevêtrement extraordinaire d'environ 1 300 langues vernaculaires qui s'étendent sur des espaces de taille extrêmement variée. Au Cameroun, exemple extrême il est vrai, pour 12 millions d'habitants on parle 230 langues et chacun doit avoir une pratique au moins approximative de plusieurs d'entre elles [32].

Bien qu'il existe quelques grandes langues locales véhiculaires, comme le swahili en Afrique orientale, qui permettent certaines relations commerciales, on conçoit que cet émiettement ne favorise pas la communication entre les pays et les ethnies. Ces langues sont également mal adaptées aux technologies modernes, qu'elles soient commerciales ou industrielles, autre handicap pour les Africains, nombreux dans le monde rural, qui ne parlent pas une langue européenne. « Un des principaux échecs à l'exportation des technologies nouvelles est dû au fait que les pays occidentaux n'ont jamais voulu faire l'effort de proposer des modes d'emploi, des manuels d'utilisation ou simplement des étiquettes pour les produits de consommation dans des langues accessibles aux intéressés, se contentant du français ou de l'anglais » [32].

A ces langues traditionnelles vont venir s'ajouter les langues européennes, amenées par la colonisation.

B. Les legs de la colonisation

Paradoxalement, la colonisation a apporté en Afrique à la fois des éléments de structuration et des ferments de déstructuration.

1. Des éléments de structuration

Les langues ne sont pas le moindre apport de l'extérieur à l'Afrique. Avant même le début de la colonisation, la zone sahélienne avait été peu à peu islamisée et avait donc adopté la langue arabe, partiellement ou même totalement comme au Soudan. Le swahili lui-même, à base bantoue, s'était « enrichi de milliers d'emprunts d'origine arabe » [32].

L'apport exogène essentiel est cependant venu des langues européennes, plus ou moins imposées par les colonisateurs, en particulier par les Français qui, au nom d'une politique d'assimilation, ont imposé leur langue comme seule officielle. Le français demeure encore langue officielle, associée éventuellement à des langues africaines ou à l'arabe, dans toutes les anciennes possessions françaises et belges, c'est-à-dire dans un vaste espace qui va de la Mauritanie au Tchad et du Sahel au Zaïre. Il en est de même pour l'anglais au Sud et à l'Est de l'Afrique, ainsi que localement à l'Ouest (le Nigeria surtout), pour le portugais en Angola et au Mozambique, sans compter l'afrikaans en Afrique du Sud.

Ces langues ont contribué à ouvrir l'Afrique sur les cultures extérieures (séjours d'étudiants africains dans les universités européennes) et sur la technologie occidentale. Langues d'usage international, elles représentent aussi, localement, un élément de valorisation pour celui qui les parle. Elles ont contribué aussi parfois à réunir des pays que la décolonisation avait contribué à séparer, comme c'est le cas pour la zone franc.

La colonisation a contribué aussi à structurer l'Afrique par les équipements qu'elle a mis en place : ports, voies ferrées, routes, aéroports, télécommunications ont permis aux peuples d'Afrique de mieux communiquer entre eux et avec l'extérieur. Elle a également implanté une administration que les États indépendants ont conservée ou même renforcée. Mais certains de ces éléments, et d'autres, apportés également par la colonisation, ont contribué à déstructurer l'Afrique traditionnelle.

2. Des ferments de déstructuration

La traite des Noirs mise en place par les Européens a très certainement été un des éléments les plus déstructurants pour l'Afrique. D'autant que l'avait précédée une traite arabe : pratiquée surtout en Afrique orientale, celle-ci aurait porté sur des effectifs peut-être aussi importants que la traite européenne. Déjà avant l'arrivée des Européens, le Sud de l'Éthiopie et la région des Grands Lacs avaient été vidés par des marchands arabes qui vendaient les esclaves au Moyen-Orient et l'esclavage n'a été supprimé en Éthiopie qu'en 1936, à l'arrivée des Italiens ! La traite européenne elle-même, pratiquée souvent avec la participation des chefs locaux, a porté sur plusieurs millions d'individus et a contribué à vider l'Ouest africain et à déstructurer les sociétés locales.

L'autre événement, plus capital encore pour l'époque récente, a été le dépeçage de l'Afrique par les puissances coloniales, officialisé à la conférence de Berlin en 1885. Ce découpage arbitraire, qui ignorait les données locales, a parfois regroupé dans des unités factices des ethnies concurrentes, des cultures différentes ; parfois, au contraire, il a séparé par une frontière artificielle des entités qui avaient eu jusque là une réalité collective, qu'elle soit culturelle, ethnique ou historique.

Le Nigeria est le type même de ces constructions artificielles : à côté des Haoussas, des Yorubas et des Ibos, qui forment 55 % de la population, se trouvent une foule d'autres peuples différents et concurrents. Autre cas le Cameroun où, à la complexité linguistique notée plus haut, se superpose une extraordinaire complexité ethnique (une centaine d'ethnies) et religieuse : l'islam y côtoie l'animisme et d'autres religions. Certains de ces peuples camerounais débordent les frontières et se retrouvent au Gabon et au Congo.

La balkanisation aurait pu être évitée, ou du moins restreinte, grâce à des réaménagements au moment des indépendances. Mais ceux-ci n'ont pas été réalisés.

C. L'indépendance : une balkanisation acceptée

C'est en 1963 que l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), qui venait de naître, proclama « l'intangibilité des frontières héritées de la décolonisation ». La peur d'une multiplication des revendications territoriales et donc d'inévitables guerres civiles ou extérieures avait été plus forte que le désir d'un redécoupage qui aurait pu reconnaître les droits de certaines ethnies malmenées par les délimitations coloniales.

Cette décision a donc fait de l'Afrique un puzzle de 47 États souverains, dont 9 comptent moins de 1 million d'habitants, 15 plus de 10 millions et seulement deux plus de 50 (Éthiopie et Nigeria). Dans ces conditions les marchés locaux, déjà resserrés par les bas revenus, sont encore amputés par la taille réduite des populations nationales. Les économies de la plupart des pays africains ne peuvent guère compter sur un marché intérieur qui les stabiliserait, mais sont obligatoirement dépendantes ou de leurs voisins ou des marchés mondiaux. Cette dépendance économique s'accompagne d'une dépendance politique dont nous avons déjà vu l'exemple avec la zone franc. Pour limiter cette dépendance économique et politique, les États africains ont bien mis sur pied des structures de collaboration et de coopération, mais celles-ci n'ont eu, jusqu'à présent, que des résultats limités.

La plus connue de ces organisations est l'OUA qui s'est donnée pour but de renforcer l'unité, la solidarité et la stabilité des États africains indépendants. On a vu que l'une de ses premières mesures a consisté à figer les États dans leurs frontières coloniales. Depuis, son action a été relativement limitée, du fait des intérêts divergents des différents États et des régimes contrastés que s'était donnés l'Afrique, puisque ceux-ci allaient du « socialisme scientifique » éthiopien à l'Empire de Bokassa en Centrafrique. Son rôle semble cependant s'accroître depuis quelques années.

Moins connues sont les institutions visant à promouvoir l'intégration et la coopération régionales. Elles sont nombreuses, environ 200, mais leur efficacité est limitée du fait que les pouvoirs publics, peu persuadés de l'intérêt de tels organismes, ne sont pas pressés de leur déléguer quelque pouvoir et d'acquitter les obligations financières qui en découlent.

Les meilleurs résultats ont été obtenus par la CEAO (Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest), créée en 1974 et formée par le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Elle est parvenue à une intégration plus poussée et à une certaine spécialisation des économies, en facilitant par exemple les mouvements de main-d'œuvre du Sahel (Burkina Faso et Mali) vers les pays plus riches du littoral (Côte-d'Ivoire, Sénégal). Les échanges ont progressé, même s'ils ne représentent aujourd'hui que 10 % du commerce total. Ces progrès ont été facilités par le fait que tous les pays de la CEAO appartiennent à l'UMOA (Union Monétaire Ouest-africaine), qui elle-même est rattachée à la zone franc.

Certaines institutions, destinées à régler des problèmes particuliers, ont également connu une certaine réussite, comme le programme de lutte contre l'onchocercose (parasitose atteignant la peau et l'œil) ou la création de centres de formation et de recherche régionaux.

La SADCC (en français : Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe) qui avait pour but de réduire les liens économiques des voisins de l'Afrique du Sud avec ce pays, a connu également une certaine réussite. Elle s'était donné pour but la réalisation de projets concrets dans les secteurs de l'industrie et des transports, en renforçant par exemple les axes Est-Ouest, alors que les axes traditionnels vont surtout vers l'Afrique du Sud. Mais la SADCC, matérialisation de la « ligne de front » contre une Afrique du Sud raciste, va devoir réorienter son action avec la fin de l'apartheid, la normalisation (au moins espérée) des rapports entre Noirs et Blancs en Afrique du Sud et l'élimination des régimes socialistes de l'Angola et du Mozambique. La normalisation des rapports avec l'Afrique du Sud pourrait amener le début d'une ère de développement rapide pour toute l'Afrique australe.

Les autres tentatives de coopération ont été beaucoup moins fructueuses. La CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest), créée en 1975, n'a fait aucun progrès et même a régressé puisqu'en 1981 et 1983 le Nigeria a expulsé plus de 1 million de travailleurs du Ghana qui adhéraient pourtant à cet organisme. La Communauté de l'Afrique de l'Est s'est, elle, désintégrée à la fin des années 1970 à la suite des divergences politiques et des conflits d'intérêt entre Kenya, Ouganda et Tanzanie. La ZEP, Zone d'Échanges Préférentiels pour les États d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, qui s'étend de la Corne de l'Afrique au Zimbabwe, a du mal à démarrer. Il en est de même pour la Communauté économique des États d'Afrique centrale et pour la Communauté économique des pays des Grands Lacs.

Le bilan global est finalement décevant puisque le poids du commerce intra-régional dans le total des échanges africains est le même qu'il y a 20 ans. La démocratisation en cours permettra-t-elle de resserrer les liens politiques et économiques entre les États africains ?

D. Le « printemps de l'Afrique » ?

L'une des autres conséquences de l'indépendance avait été de voir fleurir, sur les ruines du régime colonial, un bouquet de régimes personnels, autoritaires, appuyés sur des partis uniques, tous plus ou moins camouflés sous des oripeaux marxistes, socialistes, nationalistes ou même impériaux. L'idée, aussi bien en Afrique qu'en Europe, était qu'il fallait passer par des régimes autoritaires pour assurer à chaque pays l'indépendance politique, le redressement et l'autonomie économiques, la justice sociale, l'unité contre les risques d'éclatement interne dus à la diversité ethnique. Conséquence : « le chef gouverne sans partage. Il n'a ni second, ni dauphin. Héritage de la tradition des royaumes, réponse aux besoins d'une époque — l'enfance des États post-coloniaux — le culte du chef infaillible, offert à l'adulation populaire, du guide au destin réglé par la providence (...) ne disparaîtra pas de sitôt » (*Le Monde*, 27.05.90).

On sait combien cette situation a été utilisée pour créer des clientèles, gonfler des fortunes personnelles, faire des dépenses de prestige. L'immense cathédrale de Yamassoukro, en Côte d'Ivoire, inaugurée par le pape en 1991 est, de ce point de vue, doublement symbolique puisqu'il s'agit d'un investissement lourd, économiquement peu utile et payé en bonne partie sur la cassette personnelle du président, ce qui sous-entend que la cassette était bien gonflée. Les chefs infaillibles n'étaient d'ailleurs pas toujours assurés d'une stabilité définitive puisque l'on a compté pas moins de quatre-vingts coups d'état en 30 ans !

En 1990, cinq pays seulement sur 47 étaient de véritables démocraties : Botswana, Gambie, île Maurice, Namibie et Sénégal. Quatre de ces pays avaient moins de 1,5 million d'habitants et, au total, ne comptaient que pour 2 % de la population africaine ! En 1990, à la Conférence d'Arusha (Tanzanie) consacrée au programme des Nations Unies pour le redressement économique de l'Afrique, un délégué de la Commission économique pour l'Afrique pouvait affirmer : « Trois décennies après l'indépendance, nous devons nous rendre à cette évidence gênante : la majorité des populations reste exclue de toute contribution importante aux orientations nationales. Les droits fondamentaux, la liberté individuelle et la participation démocratique sont de plus en plus absents de la scène africaine » (*Le Monde*, 13.03.90).

Cependant, depuis 1989-1990, « l'Afrique subit, conjugués pour son salut, « l'effet Gorbatchev » et « l'effet Ceausescu » : le premier libère la parole, restaure la vérité, ranime la démocratie ; le second accuse les dictatures familiales, fragilise les pouvoirs personnels, fait réfléchir les chefs » (ibid.). Et pas seulement les chefs... Mais aussi les étudiants, les citoyens des classes moyennes et populaires qui réclament la réunion de « conférences nationales ». Celles-ci, sortes « d'États généraux à l'africaine rassemblent partis, Églises, associations et syndicats » et réclament liberté, multipartisme et économie de marché. Le Bénin a donné l'exemple en 1990, suivi par le Gabon, le Congo, le Mali, le Niger, le Zaïre, etc. Plus de vingt États ont des constitutions qui reconnaissent le multipartisme et ont

organisé des élections. Une dizaine de dictateurs sont tombés. Rares sont les États qui échappent, au moins provisoirement, à une remise en cause d'un pouvoir présidentiel autoritaire. Si les promesses des militaires sont tenues, le Nigeria lui-même devrait être bientôt doté d'une constitution et élire librement ses représentants.

Cette « seconde indépendance » de l'Afrique ne se fera pas sans turbulences. Elle ne résoudra pas non plus d'un seul coup tous les problèmes, pas plus que la première ne l'avait fait. Les risques d'éclatements internes et de frictions externes sont évidents. Le dogme de l'intégrité territoriale des États issus de la décolonisation commence à être contesté, comme en Somalie où le Mouvement national somalien a proclamé une « République du Somaliland » et en Éthiopie où l'Érythrée a obtenu une indépendance de fait. Une vingtaine de pays sont sous la menace constante d'affrontements tribaux ou religieux que les pouvoirs autoritaires ont jusqu'ici contenus ou utilisés à leur profit.

Au milieu de ces menaces d'éclatement, la seule unité qui se manifeste en Afrique est malheureusement celle d'une pauvreté généralisée, à peu d'exceptions près.

V. Les espaces régionaux : l'Afrique australe et le reste...

L'Afrique, comme on a eu souvent l'occasion de le remarquer, présente des traits communs incontestables à la fois dans son évolution démographique, dans son développement économique, dans son niveau de vie et dans son comportement socio-culturel. A une exception près, il est vrai, et qui est de taille, celle de l'Afrique du Sud et, à un moindre degré, de certains de ses voisins que l'on a regroupés dans une Afrique australe.

A. L'Afrique australe : le « centre » sud-africain et sa « périphérie »

1. L'Afrique australe : globalement différente, mais avec des nuances

On a inclus dans l'Afrique australe l'Afrique du Sud, ainsi que le Lesotho et le Swaziland, enclavés dans son territoire, et les États qui lui sont économiquement liés le plus étroitement, c'est-à-dire le Botswana, la Namibie, le Zimbabwe, la Zambie. On y a joint l'Angola, traditionnellement incluse dans l'Afrique australe, mais dont le développement actuel est très en deçà de celui des autres pays.

Pris globalement, cet ensemble de plus de 60 millions d'habitants est différent du reste de l'Afrique sur un certain nombre de points (tableau 10). Dans ses structures économiques d'abord. L'agriculture, devenue marginale dans le PNB (moins de 12 %), n'emploie plus qu'un bon tiers des actifs. L'industrie, au contraire, occupe deux fois plus de travailleurs qu'ailleurs en Afrique et, avec les mines, fournit près de la moitié du PNB (dont 30 % pour les seules industries manufacturières). Le secteur tertiaire occupe le tiers de la main-d'œuvre et génère environ la moitié du PNB. Cette Afrique australe, par ailleurs forte consommatrice d'engrais (3 fois la moyenne africaine) et d'énergie (4 fois la moyenne), bien dotée en routes, peu endettée, forte exportatrice de produits transformés (environ trois quarts du total des exportations) et jouissant d'un PNB de près de 2 000 \$ présente, somme toute, une structure économique proche de celle de l'Amérique latine, et donc des pays développés du bas du tableau.

TABLEAU 10. — Les espaces régionaux en Afrique : indicateurs

	Sahel	Afrique orientale	Afrique occidentale	Afrique centrale	Afrique australe
Économie					
Actifs agricoles (%)	74	75	52	64	37
Actifs dans les mines (%)	1	1	7	4	8
Actifs dans l'ind. manuf. (%)	8	9	10	11	21
Actifs dans le tertiaire (%)	17	15	31	21	34
Agriculture dans le PNB (%)	38	38	32	24	8
Mines dans le PNB (%)	2	2	17	16	14
Industrie manufact. dans le PNB (%)	16	15	19	16	30
Tertiaire dans le PNB (%)	44	45	32	44	48
PNB/habitants (en \$)	246	276	326	479	1 861
Dettes/PNB (%)	98	91	102	93	24
Consommation d'engrais/ha. (1)	37	113	81	36	374
Consommation d'énergie/hab. (2)	40	161	81	23	429
Km routes/100 km ² (en km)	2	6	13	6	10
Démographie					
Densité de population au km ²	12	30	74	12	14
Solde naturel (% par an)	2,5	3,4	3,0	2,9	2,8
Nombre d'enfants/femme	6,4	7,2	6,6	6,0	5,2
Mortalité infantile (en ‰)	143	108	119	111	81
Espérance de vie (en ans)	44	52	48	51	59
Jeunes (%)	45	48	45	46	39
Population (en millions)	124	126	164	52	63
Niveau de vie					
Alphabétisés (%)	16	58	42	59	53
Élèves dans le primaire (%) (3)	39	76	73	82	52
Élèves dans le secondaire (%) (3)	12	12	14	22	11
Étudiants à l'université (%) (3)	1	1	1	2	3
Nombre d'habitants/médecin	18 574	10 863	7 641	15 143	1 482
Calories par jour et par hab.	2 142	2 143	2 106	2 152	2 277
Nombre d'habitants/voiture	352	251	275	326	17
Citadins (% de la pop. totale)	20	18	31	44	42
PIB réel/habitant (\$)	562	584	673	544	3 570
Indicateur du Dévelop. Humain	235	382	317	339	632
(1) Centaines de g. nutritifs/ha.					
(2) En kg d'équivalent pétrole.					
(3) % du groupe d'âge.					

Les écarts de niveau de vie, par rapport au reste de l'Afrique, sont moins systématiquement en faveur de l'Afrique australe. Ils le sont à l'évidence pour les revenus réels qui sont cinq à six fois plus élevés qu'ailleurs, pour la motorisation qui est quinze à vingt fois supérieure, pour l'encadrement médical qui est sans comparaison. L'indice de développement humain, dépasse 600 points, soit près du double de la moyenne africaine. Par contre l'alphabétisation dépasse à peine la moyenne, la scolarisation y est parfois plus médiocre que dans les autres régions africaines et la ration calorique dépasse d'assez peu le minimum vital de 2 200 calories.

Enfin, la structure et l'évolution démographiques sont encore plus proches de la moyenne africaine. La fécondité, inférieure à la moyenne, reste cependant élevée (5 enfants par femme), de même que la mortalité infantile (80 ‰), et la population continue de croître aussi rapidement que la moyenne africaine car la mortalité générale a baissé plus qu'ailleurs. Seule l'espérance de vie dépasse nettement la moyenne.

Ces résultats, généralement donc meilleurs que dans le reste de l'Afrique, sont évidemment dus à l'Afrique du Sud, puissance dominante de la région, dont les performances gonflent les moyennes de toute l'Afrique australe. Toutefois on va constater que le développement sud-africain a diffusé aux alentours et que ses voisins font, eux aussi, souvent mieux que la moyenne africaine.

2. L'Afrique du Sud : « proue de l'Ancien Monde » (V. Prévot)

L'Afrique du Sud constitue un cas à part sur le continent. Lieu de rencontre des Bantous venus ici au ^{xv}^e siècle, des colons afrikaners calvinistes arrivés à partir du ^{xvii}^e siècle et des capitalistes anglo-saxons, sans compter les Indiens, elle est pleinement africaine par les trois quarts de sa population. Mais c'est aussi une sorte de « proue de l'Ancien Monde », par sa culture technicienne sans équivalent en Afrique, par la partie européenne de sa population (15 %) et par la place stratégique qu'elle occupe en tant que gardien de la route maritime du Cap, producteur d'or, de diamants et de minerais stratégiques.

L'Afrique du Sud est également la seule vraie puissance économique du continent noir, mais une puissance fragile du fait des séquelles laissées par des décennies d'apartheid et des incertitudes qui pèsent sur son avenir. Avec près de 40 millions d'habitants, elle vient, en Afrique, derrière le Nigeria et l'Éthiopie. Mais sa puissance économique est sans commune mesure avec celle de ces deux États, même celle du Nigeria, pourtant presque trois fois plus peuplé et, de surcroît, producteur de pétrole. En effet, le PNB de l'Afrique du Sud vaut environ trois fois celui du Nigeria et il équivaut à plus de la moitié de celui du reste de l'Afrique. Sa puissance est symbolisée par de grandes firmes comme De Beers, Anglo-American Corporation, etc., où entrent pour un bon tiers des capitaux américains, anglais, français et belges. Ces deux grandes firmes ont lancé, en 1988, la plus grande OPA de l'histoire de la City de Londres (6 milliards \$) sur un groupe minier et la de Beers contrôle 90 % de la production mondiale de diamants (L.J. Grégoire, PE, n° 2205).

L'Afrique du Sud est un véritable NPI, assez comparable au Brésil, au Mexique, à la Corée du Sud ou à Taïwan. Elle a été, jusque dans les années 1930, essentiellement un producteur de matières premières. Elle l'est encore aujourd'hui puisque

1^{er} producteur du monde d'or (40 % du total), de platine (70 % des réserves mondiales), de chrome (plus de la moitié des réserves), 2^e de manganèse (80 % des réserves), 5^e de diamants (un quart des réserves) et de charbon (3^e exportateur mondial), 7^e d'uranium (20 % des réserves) etc. Elle produit autant d'électricité que l'Espagne et plus que le Mexique.

Depuis les années 30, et surtout dans les années 60 et 70, l'État, les entreprises privées nationales et internationales ont profité du bon marché de la main-d'œuvre pour pratiquer une politique de substitution aux importations, afin de satisfaire d'abord le marché national, puis de conquérir des positions sur les marchés des pays voisins.

Les sanctions appliquées par le monde occidental depuis 1983 et qui ont provoqué une fuite des capitaux (un tiers des entreprises étrangères sont parties depuis 1985), la perte de 500 000 emplois et un manque à gagner de 15 % environ selon L.J. Grégoire, ont en contrepartie obligé l'Afrique du Sud à accentuer sa politique de substitution aux importations. Par exemple, elle a développé un procédé qui lui permet de produire du carburant synthétique à partir du charbon et du gaz naturel et de satisfaire ainsi 40 % de sa consommation. Elle a dû également développer une industrie de l'armement et, alors qu'elle était fortement importatrice, elle est devenue désormais exportatrice. Elle a également multiplié ses investissements à l'étranger en une dizaine d'années.

L'Afrique du Sud dispose donc aujourd'hui d'une gamme assez complète de secteurs industriels : l'agro-alimentaire (14 % de la valeur industrielle), la chimie (13 %), la construction automobile (9 %), le textile, les chaussures, l'informatique, l'électronique... Elle produit également 9 millions t d'acier (l'équivalent de la production mexicaine et la moitié de celle de la France), 160 000 t d'aluminium (moitié de la production française), du cuivre, du plomb, du nickel, etc.

Plus du tiers de la main-d'œuvre travaille dans l'industrie et les mines et ces deux activités créent près de la moitié du PNB. Les services tiennent à peu près la même place dans l'économie sud-africaine. La partie du secteur agricole détenue par les Blancs est performante, car le gouvernement subventionne ces derniers et leur facilite le crédit. Elle permet de satisfaire aux besoins intérieurs et de vendre des excédents à l'extérieur tels que vins, agrumes, maïs et naturellement la laine dont le pays est un des grands producteurs mondiaux. L'agriculture dans son ensemble n'occupe plus que 15 % de la population et ne fournit que 5 % du PNB.

Économiquement, l'Afrique du Sud est donc une puissance qui compte sur l'échiquier mondial et la levée progressive des sanctions internationales, depuis l'abolition de l'apartheid en 1991, va désormais la raccrocher entièrement au système-monde. Dès à présent, ses exportations représentent près du quart de son PNB, et sa balance commerciale est largement bénéficiaire. Mais les conséquences sociales et politiques de l'apartheid ne sont pas près d'être effacées car les bonnes performances économiques n'ont profité qu'à une marge de la population.

En effet, si le PNB/hab. de l'ensemble de la population est d'environ 2 500 \$, on estime celui des Blancs à 7 500 \$, celui des Asiatiques à 3 250 \$, celui des Métis à 1 650 \$ et enfin celui des Noirs à 650 \$. Même en tenant compte du fait que le secteur informel, non comptabilisé, est aux mains des Noirs, le revenu de ces derniers doit être environ dix fois inférieur à celui des Blancs. En somme, seul un quart de la population a vraiment profité du progrès économique. La population

noire a tout de même eu des miettes : son revenu représente environ le double de celui de la population des autres régions africaines et il semble que les écarts de salaire entre Blancs et Noirs se resserrent actuellement. Mais 7 millions de Noirs vivent encore dans des squats et des bidonvilles et les chômeurs, en majorité noirs, formeraient de 30 à 40 % des actifs.

Cette pauvreté de la population noire pèse sur la plupart des critères démographiques et sociaux de l'Afrique du Sud : fécondité qui reste forte (près de cinq enfants par femme) et donc augmentation encore rapide de la population (2,6 % par an), mortalité infantile élevée (65 ‰), alphabétisation faible (50 %). Cependant ces résultats restent, ici encore, meilleurs que dans les autres pays. De même l'espérance de vie est assez nettement supérieure, ainsi que la ration calorique. L'indice de développement humain, qui atteint 730 points, soit deux à trois fois celui des autres régions africaines, confirme que le niveau de vie de la population noire elle-même est légèrement plus élevé qu'ailleurs en Afrique. Le reste de l'Afrique australe semble avoir, lui aussi, un peu profité économiquement du voisinage de l'Afrique du Sud.

3. La périphérie sud-africaine

Les infrastructures qui relient l'Afrique du Sud à ses voisins sont incomparablement plus denses que celles qui les relient à leurs voisins du Nord. Malgré les tentatives pour isoler l'Afrique du Sud, les relations entre celle-ci et ses voisins se sont poursuivies. Il y a donc une véritable intégration des économies de l'Afrique australe. Ne parlons pas de la Namibie, que les statistiques sud-africaines comptabilisaient dans les chiffres nationaux avant l'indépendance et qui reste donc fortement intégrée, même après son indépendance. Il en est presque de même pour le Lesotho et le Swaziland, inclus dans le territoire sud-africain, qui réalisent avec celui-ci entre 80 et 100 % de leur commerce extérieur. Le Botswana, non enclavé pourtant, est dans une dépendance économique équivalente. Le Zimbabwe, ex-Rhodésie du Sud où se maintient une minorité blanche, exporte encore deux tiers de ses produits vers son grand voisin et en importe la moitié de ses besoins. Pour le Malawi, les chiffres sont encore de 60 % aux exportations et de 40 % aux importations et pour la Zambie, ex-Rhodésie du Nord, respectivement de 40 et 10 %.

Cette intégration économique a profité inégalement aux pays voisins. Elle a eu des effets bénéfiques pour le Lesotho et le Swaziland, qui ont une monnaie commune avec l'Afrique du Sud, et qui y envoient des travailleurs employés dans les mines : la moitié des revenus du Lesotho proviendrait des remises des émigrés. Le Swaziland a indirectement profité des sanctions prises à l'égard de l'Afrique du Sud, car des multinationales sont venues s'y installer pour continuer à commercer, sans enfreindre officiellement l'embargo... L'industrie y tient donc une certaine place et le niveau de vie y est plus élevé qu'ailleurs (IDH supérieur à 500 points et PIB réel supérieur à 1 500 \$). Le cas du Zimbabwe, qui possède l'industrie la plus développée et la plus diversifiée après l'Afrique du Sud, est assez comparable; de même pour le Botswana bien que celui-ci doive beaucoup à ses mines de diamants, de nickel et de cuivre. La Zambie est un peu en retrait économiquement. Par contre, l'Angola, ruinée par la guerre, fait figure de parent très pauvre qui, du point de vue du niveau de vie, se rattache plutôt au reste de l'Afrique.

B. Le reste de l'Afrique : l'uniformité dans la pauvreté

Le tableau 10 montre bien l'uniformité des performances des autres régions africaines. Partout, à l'exception de l'Afrique occidentale, six actifs au moins sur dix sont agriculteurs, contre un seulement dans l'industrie manufacturière qui ne crée jamais plus de 20 % du PNB. Dans trois régions sur quatre, on remarque un PNB/hab. inférieur à 350 \$, une consommation d'énergie inférieure à 100 kg d'équivalent pétrole et une dette toujours au moins équivalente au PNB. Partout encore une fécondité presque naturelle, un enfant sur dix au moins qui meurt avant un an, une espérance de vie d'une cinquantaine d'années au plus. Partout enfin, une scolarisation médiocre, une sous-nutrition généralisée, un encadrement médical lamentable, un indice de développement humain particulièrement faible.

Mais au milieu de ce panorama sombre, une trouée encore plus sombre, les pays du Sahel dans lesquels on a classé, non seulement ceux qui en font habituellement partie (Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), mais aussi ceux qui, en Afrique orientale peuvent leur être comparés par le climat parfois, par le niveau de vie toujours, c'est-à-dire Djibouti, l'Éthiopie, la Somalie et le Soudan. A tous les points de vue, ces pays du Sahel élargi sont constamment en retard sur des voisins déjà pourtant bien mal lotis. Les écarts sont particulièrement accusés pour certaines caractéristiques démographiques (mortalité infantile dépassant 140 ‰, espérance de vie de 44 ans) et pour certains critères de niveau de vie : scolarisation très faible, surtout dans l'enseignement primaire, encadrement médical catastrophique (1 médecin pour plus de 18 000 personnes), IDH dépassant d'assez peu 200 points...

Les guerres, l'instabilité politique, les mauvais choix économiques, les prix erratiques de certains produits se sont ajoutés aux contraintes naturelles qui pèsent sur ces pays généralement mal dotés en ressources naturelles et aventurés aux marges d'un désert qui, depuis 1968, semble gagner vers le Nord à la suite d'une série exceptionnelle d'années sèches. Dans cet ensemble, seul le Sénégal, dans une position de transition entre steppe et savane, s'en tire généralement mieux que les autres, à preuve son PIB réel par habitant qui dépasse un peu 1 000 \$. Par contre, l'Éthiopie et la Somalie font systématiquement des scores catastrophiques.

Parmi les trois autres régions qui ont été définies, c'est l'Afrique orientale qui a le niveau de développement le plus médiocre. Elle dépasse rarement le Sahel. Aussi agricole et aussi peu tertiaire que ce dernier, elle s'en distingue par une intensité agricole plus forte, une densité de population plus élevée, une mortalité infantile un peu moins dramatique et une espérance de vie un peu moins désespérante. Le niveau de vie lui-même est généralement légèrement plus élevé (150 points de plus sur l'IDH) mais pas systématiquement, puisque les rations caloriques sont identiques et le PIB réel presque semblable à ceux du Sahel.

Les écarts entre les pays d'Afrique orientale sont faibles, en dehors des cas particuliers de la Réunion, soutenue à coups de subventions par la métropole, et de l'île Maurice dont la population, à 70 % de souche indienne, réussit par une habile politique économique à atteindre un PNB/hab. de près de 2 500 \$. Parmi les autres pays, le Kenya surnage quelque peu, en particulier grâce au tourisme. En raison de sa population (26 millions d'habitants), d'une certaine puissance économique (5^e PNB d'Afrique) et de son prestige international, il fait figure de leader dans cette partie de l'Afrique.

L'Afrique occidentale et centrale se tiennent de très près, la seconde étant cependant beaucoup mieux dotée que la première en pétrole et en mines diverses. L'une et l'autre sont moins agricoles que les régions précédentes et le poids des mines et de l'énergie y est plus considérable. Leur structure et leur évolution démographiques sont tout à fait comparables et leurs niveaux de vie assez proches. Les écarts entre États sont toutefois un peu plus larges que dans les régions précédentes.

En Afrique occidentale, la Guinée, le Liberia et le Nigeria se distinguent par le rôle que jouent le pétrole et les mines dans leur économie, la Côte-d'Ivoire par une relative industrialisation et un PIB réel sensiblement plus élevé qu'ailleurs (1 100 \$), alors que le Ghana et la Sierra Leone se distinguent dans l'autre sens. Le Nigeria, grâce à la masse de sa population (112 millions d'habitants) ainsi qu'à son pétrole (près de 100 millions de tonnes) et, dans une moindre mesure, la Côte-d'Ivoire apparaissent comme les puissances dominantes de la région.

En Afrique centrale, on s'attendrait à voir le Zaïre dominer la région par sa masse démographique (37 millions d'habitants) et économique, puisque c'est un des pays les mieux dotés d'Afrique. Or l'économie du Zaïre, désarticulée, s'en va à vau-l'eau. Le PIB réel (220 \$ par habitant), l'encadrement médical et l'IDH sont parmi les plus bas d'Afrique, et donc du monde. Bel exemple de potentialités gâchées. C'est donc plutôt le Gabon qui fait figure de pays riche grâce à son pétrole et à une population relativement bien scolarisée. Avec un PIB réel qui dépasse 2 000 \$ et un IDH de plus de 500 points, il dépasse assez nettement ses voisins.

Conclusion

Incontestablement « l'Afrique noire est mal partie ». Dans certains cas, on se demande même si elle est jamais partie. Dans d'autres cas, après un démarrage dans les années 60 et au début des années 70, elle s'est arrêtée en route, victime à la fois des autres et d'elle-même.

Le désastre n'est pas général car certains pays s'en tirent un peu mieux. Et quelques éléments permettent d'espérer. Après avoir vécu au-dessus de ses moyens, l'Afrique revient à plus de rigueur dans la gestion de son économie, mais il est vrai qu'elle paie ce retour au prix fort et dans un moment où la conjoncture internationale provoque la baisse du prix de ses produits. L'Afrique s'engage dans la démocratie et l'économie de marché; ce seront d'incontestables atouts, à condition de ne tomber ni dans l'anarchie, ni dans un libéralisme sauvage. En Afrique australe, si la passation de pouvoir de la minorité blanche à la majorité noire se fait sans trop d'à-coups et si les factions noires ne se déchirent pas, une sphère de coprosperité pourrait se développer autour de la puissance économique de l'Afrique du Sud.

Mais l'Afrique aura besoin d'être aidée directement : assistance dans certains de ses efforts (scolarisation, formation, irrigation, etc.), allègement de sa dette, soutien accordé aux prix de certains produits (comme dans le cadre des accords de Lomé avec la CEE), ainsi qu'à sa monnaie (exemple de la zone franc), etc. Mais l'Afrique devra aussi s'aider elle-même en tentant, comme certains pays d'Asie l'ont fait, de concilier valeurs traditionnelles (en particulier le sens de la solidarité) et efficacité économique, en essayant en somme d'être plus efficace sans pour autant perdre son âme.

Conclusion générale

Au terme de cette étude on peut se poser quatre questions.

Le Tiers Monde a-t-il encore une unité? La cause semble aujourd'hui largement entendue: la réponse est négative.

Combien de Tiers Mondes dénombrer? A un certain niveau chaque pays est un cas à part, mais si l'on veut procéder à des regroupements géographiques cohérents, quatre Tiers Mondes au moins semblent s'imposer, avec toutes les nuances et parfois même les exceptions qui ont été signalées au passage. Quatre au moins car l'Asie, du fait de sa masse même et de ses grandes divisions culturelles, pourrait se séparer rapidement en trois ensembles dérivant à des vitesses différentes, sans compter les dragons qui voguent déjà au large des pays développés.

D'autres pays ou d'autres ensembles ne seraient-ils pas à annexer désormais au Tiers Monde traditionnel? Il n'y a guère de doute pour l'Asie centrale ex-soviétique, qui pourrait être rattachée à un ensemble comprenant l'Afghanistan et surtout l'Iran; seule la carence des statistiques nous a empêché de la prendre d'ores et déjà en compte. Le doute subsiste pour l'Europe de l'Est et l'ex-URSS non musulmane qui, en pleine décomposition/recomposition, ressemblent moins aujourd'hui à l'Europe qu'à l'Amérique latine: leur culture technicienne leur permettra-t-elle de rejoindre plus rapidement que celle-ci le peloton des pays développés?

La notion de Tiers Monde, même si l'expression est mise au pluriel, a-t-elle encore un sens? Ne vaudrait-il pas mieux, désormais, partir du constat que le monde est divisé en une dizaine d'aires géographiques (en y comprenant l'Europe occidentale, l'Amérique anglo-saxonne, le Japon et l'Australie) au sens plein du terme géographique, c'est-à-dire d'aires produites par des sociétés inscrites dans un espace et filles d'une histoire? Que ces aires soient économiquement plus ou moins développées, c'est une évidence. Qu'elles disposent d'un pouvoir de domination économique inégal, ce n'est pas niable. Mais l'image d'un monde divisé entre un Nord développé et dominant, et un Sud sous-développé et dominé apparaît de plus en plus sommaire. La réalité est beaucoup plus complexe, et elle le sera plus encore à l'avenir.

Bibliographie

Principaux ouvrages cités ou directement utilisés

- [1] ALBAGLI C., *Économie du développement : typologie des enjeux*, 1991, Paris, Litec.
- [2] ATLASCO, *Atlas économique mondial*, 1993.
- [3] Atlas statistique 1990, Paris, *Encyclopaedia Universalis*.
- [4] AUVERNY-BENNETOT P., *La dette du tiers monde : mécanismes et enjeux*, 1991, Paris, La documentation française.
- [5] *Banque mondiale, rapport sur le développement dans le monde*, 1992, Washington, Banque mondiale.
- [6] BRUNEAU M., DORY D. (sous la direction de), *Les enjeux de la tropicalité*, 1989, Paris, Masson.
- [7] BRUNET S. (sous la direction de), *Tiers mondes controverses et réalités*, 1987, Paris, Economica.
- [8] BRUNET R. (sous la direction de), *Amérique latine*, 1991, Paris, Hachette/Reclus.
- [9] CAZES G., DOMINGO J., *Les critères du sous-développement, géopolitique du Tiers Monde*, 1988, Paris, Bréal.
- [10] CHALINE Cl., *Les villes du Monde arabe*, 1990, Paris, Masson.
- [11] CHAPONNIÈRE J.-R., *La puce et le riz : croissance dans le Sud-Est asiatique*, 1985, Paris, Armand Colin.
- [12] CHARRIER J.B., *Villes et campagnes*, 1988, Paris, Masson.
- [13] COURLET C., *Les industrialisations du tiers monde*, 1990, Paris, Syros.
- [14] CURRAN D.-W., *Tiers monde : évolution et stratégies de développement*, 1990, Paris, Eyrolles.
- [15] DEMANGEOT J., *Les milieux naturels du globe*, 1987, Paris, Masson.
- [16] DE MONTBRIAL T. (sous la direction de), *Ramses 92 et 93 : Synthèse annuelle de l'actualité mondiale*, 1991 et 1992, Paris, Dunod.
- [17] DURAND M.F., LÉVY J., RETAILLE D., *Le monde : espaces et systèmes*, 1992, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques & Dalloz.
- [18] GOUROU P., *Leçons de géographie tropicale*, 1970, Paris, Plon.
- [19] GOUROU P., *Terres de Bonne Espérance, le monde tropical*, 1982, Paris, Plon.
- [20] *Images économiques du monde*, 1992, Paris, Sedes.
- [21] KAYSER B., *Géographie : entre espace et développement*, 1990, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- [22] LACOSTE Y., *Contre les anti-tiers-mondistes (et contre certains tiers-mondistes)*, 1986, Paris, La Découverte.
- [23] *Le nouvel état du monde : bilan de la décennie 1980-1990*, 1990, Paris, La Découverte.
- [24] *L'état du monde*, 1992, Paris, La Découverte.
- [25] *L'état du tiers monde*, 1989, Paris, La Découverte.
- [26] *Le tiers monde (ou la fortune d'un jeu de mots)*, 1988, APHG, Pays de la Loire.

- [27] MESSAROVITCH Y., VALLAUD P. (sous la direction de), *L'économie internationale en mouvement*, 1991, Paris, Hachette.
- [28] PREVOT V., BOICHARD J., *Géopolitique transparente*, 1987, Paris, Magnard.
- [29] *Rapport mondial sur le développement humain*, 1990, Paris, Economica.
- [30] SOPPELSA J. (sous la direction de), *Lexique de géopolitique*, 1988, Paris, Dalloz.
- [31] *Sortir du tiers monde*, 1991, Espaces Temps 45/46.
- [32] Théma, *Encyclopédie régionale*, 1992, Paris, Larousse.
- [33] TROTIGNON Y., *Les pays en développement face au XX^e siècle*, 1987, Paris, Dunod.
- [34] VELLAS F., *Le tourisme*, 1992, Paris, Economica.

Principaux journaux et revues

Cahiers d'Outre-Mer (COM)
Hérodote (He)
Information géographique (IG)
Information géographique (IG)
Le Monde
Le Monde diplomatique
Problèmes d'Amérique latine (PAL)
Problèmes économiques (PE)
Population et Société (PS)
Revue Tiers Monde

Index

A

Afghanistan, 12, 18, 24, 26, 29, 31, 38, 57, 58, 60, 97, 114, 116, 158, 199.

Afrique du Sud, 11, 15, 42, 43, 45, 50, 53, 54, 69, 168, 169, 172, 173, 174, 175, 178, 179, 181, 182, 183, 184, 188, 190, 192, 194, 195, 196.

Algérie, 4, 5, 15, 16, 28, 38, 45, 54, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 107, 110, 111, 112, 113, 115, 116, 119, 120, 121, 124, 146.

Allemagne, 49, 90, 107, 144.

Angola, 38, 171, 173, 174, 181, 184, 187, 188, 190, 192, 196.

Arabie Saoudite, 12, 15, 16, 18, 23, 32, 43, 53, 54, 70, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 106, 107, 109, 112, 114, 116, 117, 119, 121, 124, 141.

Argentine, 11, 16, 24, 25, 33, 39, 40, 43, 45, 50, 52, 54, 61, 68, 69, 70, 71, 74, 75, 76, 79, 80, 83, 86, 87, 88, 90, 91, 92, 151.

Australie, 2, 11, 12, 16, 88, 90, 148, 174, 199.

B

Bangladesh, 17, 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 31, 34, 43, 51, 52, 53, 54, 57, 58, 60, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 147, 150, 152, 154, 158, 176.

Bahamas, 74, 75.

Bahreïn, 16, 98, 102, 104, 105, 106, 107, 114.

Belgique, 174, 188, 194.

Bélize, 70.

Bénin, 38, 178, 179, 191.

Bhoutan, 51.

Birmanie, 32, 38, 50, 57, 128, 129, 132, 139, 140, 141, 143, 148, 154, 155, 158, 162.

Bolivie, 15, 26, 51, 68, 69, 73, 76, 78, 82, 83, 84, 85, 86, 91, 93.

Botswana, 174, 179, 181, 191, 192, 196.

Brésil, 1, 2, 5, 6, 7, 11, 14, 15, 16, 18, 21, 22, 23, 29, 33, 34, 39, 40, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 53, 61, 68, 69, 70, 71, 73, 75, 76, 77, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 105, 142, 151, 171, 175, 194.

Bulgarie, 6.

Burkina Faso, 169, 171, 178, 190, 197.

Burundi, 169, 182, 187.

C

Cameroun, 54, 167, 169, 170, 172, 173, 175, 179, 181, 184, 187, 189.

Cambodge, 38, 130, 139, 156, 158, 162.

Canada, 16, 40, 46, 69, 87, 91, 141.

Cap Vert, 38.

Centrafrique, 174, 178, 190.

Chili, 11, 15, 29, 33, 53, 69, 71, 73, 74, 75, 76, 86, 87, 88, 90, 91.

Chine, 1, 2, 4, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 24, 25, 27, 28, 29, 31, 32, 34, 38, 42, 43, 45, 47, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 57, 58, 68, 121, 127, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 162, 171, 175, 182.

Chypre, 97.

Colombie, 53, 58, 68, 70, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 84, 85, 86, 91, 93, 94, 171.

Congo, 31, 38, 167, 171, 173, 189, 191.

Corée du Nord, 4, 11, 38, 45, 131, 136, 140, 141, 157, 158, 160.

Corée du Sud, 6, 41, 49, 54, 127, 144, 145, 156, 157, 194.

Côte d'Ivoire, 5, 22, 168, 169, 172, 173, 174, 175, 181, 184, 190, 191, 198.
Cuba, 4, 18, 19, 20, 24, 27, 29, 32, 38, 40, 43, 52, 53, 68, 75, 81, 87, 93.

D

Danemark, 88.
Djibouti, 197.
Dominicaine Rép., 51, 71, 93.

E

Égypte, 17, 24, 26, 38, 43, 53, 54, 59, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 106, 107, 110, 111, 113, 114, 115, 116, 119, 121, 122, 124.
Émirats Arabes Unis, 5, 7, 15, 21, 23, 26, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 105, 118, 122.
Équateur, 68, 70, 73, 76, 77, 78, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 91, 93.
Espagne, 42, 45, 54, 82, 83, 85, 90, 91, 195.
États-Unis, 4, 12, 18, 22, 40, 41, 46, 47, 49, 68, 69, 71, 75, 86, 87, 88, 90, 94, 97, 99, 100, 132, 144, 145, 148, 149, 157, 194.
Éthiopie, 17, 18, 24, 25, 26, 28, 29, 33, 38, 51, 53, 54, 61, 168, 169, 171, 173, 178, 181, 184, 189, 190, 192, 194, 197.

F

France, 22, 25, 37, 46, 47, 68, 70, 77, 79, 90, 91, 94, 97, 103, 107, 109, 121, 129, 130, 143, 145, 148, 150, 175, 176, 178, 179, 180, 182, 188, 194, 195.

G

Gabon, 165, 168, 169, 173, 174, 181, 184, 189, 191, 198.
Gambie, 178, 191, 197.
Ghana, 38, 59, 169, 172, 174, 181, 184, 190, 198.
Grèce, 6, 21, 45, 52, 54, 67, 72, 88, 91, 128.
Grenade, 38, 75, 93.
Guatemala, 83, 94.
Guinée, 38, 168, 173, 174, 175, 181, 184, 198.
Guinée Bissau, 38, 178.

H

Haïti, 70, 75, 78, 86, 87, 93, 94.
Honduras, 51, 70.
Hong-Kong, 7, 47, 49, 127, 128, 144, 145, 155, 156, 157.
Hongrie, 6.

I

Inde, 1, 4, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 22, 27, 31, 32, 39, 40, 42, 43, 45, 48, 49, 52, 53, 54, 57, 58, 68, 114, 121, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 149, 150, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 176, 197.
Indonésie, 1, 5, 12, 15, 16, 17, 22, 24, 25, 27, 28, 31, 32, 39, 40, 42, 43, 45, 48, 49, 53, 54, 58, 68, 97, 99, 114, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 146, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 161, 171, 175.
Irak, 4, 15, 32, 38, 53, 54, 97, 98, 99, 100, 102, 104, 105, 106, 107, 110, 112, 114, 115, 116, 119, 121, 124, 151.
Iran, 4, 12, 15, 17, 32, 43, 45, 47, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 105, 106, 107, 110, 112, 114, 115, 116, 119, 120, 124, 151, 199.
Israël, 97, 114, 121.
Italie, 37, 90, 189.

J

Jamaïque, 51, 70, 75, 93.
Japon, 2, 6, 41, 49, 50, 55, 127, 132, 142, 143, 147, 148, 150, 151, 152, 154, 156, 157, 199.
Jordanie, 97, 102, 103, 106, 107, 108, 109, 111, 121, 124.

K

Kenya, 1, 18, 20, 54, 55, 146, 165, 166, 167, 169, 171, 172, 175, 176, 179, 181, 190, 197.
Koweït, 5, 7, 15, 26, 97, 98, 99, 100, 102, 104, 105, 107, 112, 113, 114, 122.

L

Laos, 38, 51, 139, 156, 158, 162.
Lesotho, 175, 192, 196.
Liban, 97, 102, 103, 106, 111, 112, 114, 115, 121, 124, 176.
Libéria, 174, 198.
Libye, 15, 26, 38, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 121, 122.

M

Madagascar, 12, 38, 54, 181, 182.
Malaisie, 22, 33, 49, 50, 53, 54, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 140, 141, 143, 147, 148, 150, 153, 154, 155, 156, 157, 161.
Malawi, 169, 173, 178, 196.
Mali, 6, 24, 38, 173, 190, 191, 197.
Maroc, 4, 22, 24, 28, 32, 53, 54, 55, 58, 59, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 107, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 116, 119, 120, 121, 122.
Maurice (île), 175, 176, 191, 197.
Mauritanie, 31, 97, 122, 168, 169, 174, 176, 182, 188, 190, 197.
Mexique, 1, 5, 11, 15, 16, 17, 29, 33, 39, 40, 42, 43, 46, 47, 53, 54, 55, 61, 68, 69, 70, 71, 73, 75, 76, 80, 81, 83, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 138, 151, 154, 171, 175, 194, 195.
Mongolie, 38.
Mozambique, 18, 21, 23, 25, 26, 29, 33, 38, 52, 54, 61, 171, 173, 178, 181, 182, 184, 188, 190.

N

Namibie, 31, 174, 178, 191, 192, 196.
Nauru, 16, 17.
Népal, 12, 26, 33, 51, 54, 58, 130, 135, 139, 140, 141, 142.
Nicaragua, 38, 78, 94.
Niger, 168, 169, 173, 174, 181, 190, 191, 197.
Nigeria, 5, 15, 17, 18, 24, 28, 29, 32, 52, 53, 68, 146, 151, 166, 169, 170, 173, 175, 178, 180, 181, 182, 187, 188, 189, 192, 194, 198.
Nouvelle Zélande, 2, 88, 90.

O

Oman, 97, 98, 100, 105, 110, 112, 122.
Ouganda, 33, 43, 45, 52, 54, 166, 169, 178, 181, 187, 190.

P

Pakistan, 4, 17, 24, 25, 27, 31, 51, 52, 53, 54, 57, 97, 107, 114, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 147, 150, 151, 154, 155, 158, 176.
Panama, 52, 70, 74, 77.
Paraguay, 51, 82, 84, 86, 87, 88, 90, 91, 93.
Pays-Bas, 142.
Pérou, 11, 15, 26, 53, 68, 69, 70, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 83, 85, 86, 91, 93.
Philippines, 4, 12, 17, 24, 25, 27, 31, 45, 50, 53, 54, 107, 129, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 138, 140, 142, 143, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 161, 162.
Pologne, 6, 52, 67, 77.
Porto-Rico, 43, 71, 75, 93.
Portugal, 1, 6, 21, 23, 24, 25, 26, 45, 52, 54, 72, 77, 82, 83, 85, 88, 91, 128.

Q

Qatar, 15, 98, 99, 101, 105, 107.

R

Réunion, 177, 197.
Royaume-Uni, 25, 37, 45, 121, 149, 154, 157, 169, 194.
Roumanie, 6, 67.
Russie, 16, 20, 42, 52, 54, 77, 120.
Rwanda, 169, 170, 181, 187.

S

Salvador, 78.
Sénégal, 31, 97, 168, 169, 175, 176, 184, 190, 191, 197.
Sierra Leone, 27, 174, 184, 198.
Singapour, 7, 127, 128, 155, 156, 157, 161.
Somalie, 26, 38, 169, 182, 184, 197.
São Tomé, 38.
Seychelles, 38.
Soudan, 16, 54, 97, 180, 197.

Sri Lanka, 29, 58, 132, 135, 140, 143, 147, 149, 154, 158.
 Surinam, 15.
 Swaziland, 178, 192, 196.
 Syrie, 38, 54, 97, 98, 99, 102, 106, 107, 108, 109, 111, 114, 115, 116, 119, 121, 124.

T

Taïwan, 49, 127, 144, 145, 155, 156, 157, 194.
 Tanzanie, 25, 38, 43, 45, 52, 53, 54, 61, 169, 171, 174, 181, 182, 190, 191.
 Tchad, 173, 178, 182, 184, 187, 188, 197.
 Tchécoslovaquie, 6, 72.
 Thaïlande, 4, 17, 29, 33, 45, 49, 50, 53, 59, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 143, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 161, 175.
 Trinidad, 93.
 Trinité et Tobago, 70, 71.
 Tunisie, 51, 98, 102, 105, 106, 107, 108, 110, 112, 113, 116, 121, 124.
 Turquie, 4, 11, 12, 17, 28, 43, 45, 50, 51, 53, 58, 59, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 117, 119, 120, 121, 122, 124, 175.

Tuvalu, 16, 17.

U

URSS, 2, 4, 37, 38, 74.
 Uruguay, 11, 25, 27, 43, 51, 70, 71, 76, 86, 87, 88, 91.

V

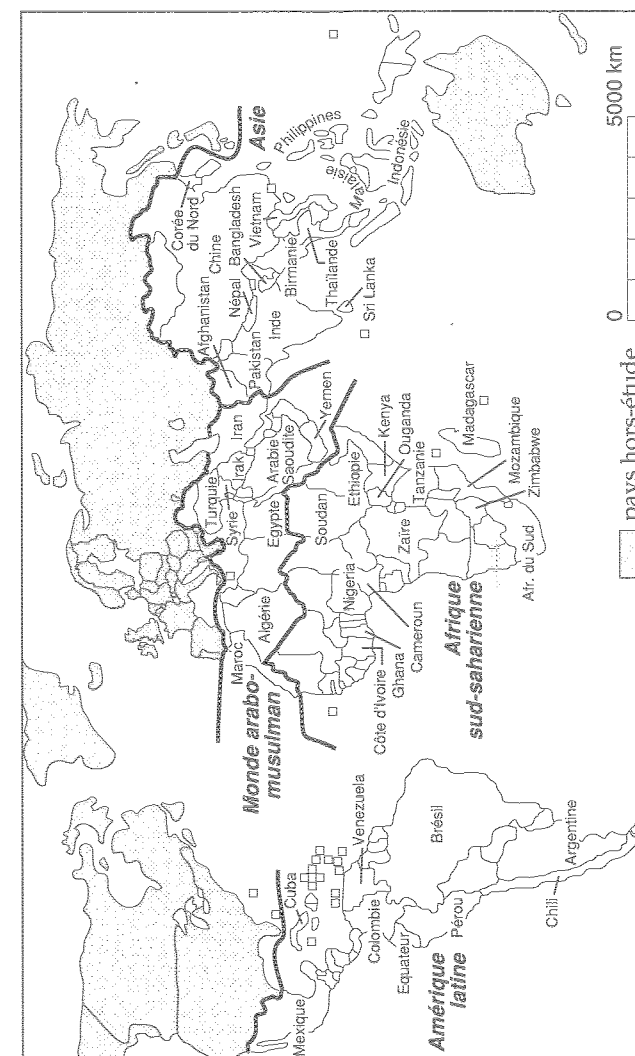
Vénézuëla, 15, 18, 33, 43, 50, 69, 70, 73, 74, 75, 76, 77, 85, 86, 91, 93, 151.
 Vietnam, 4, 17, 25, 32, 38, 50, 52, 53, 57, 130, 134, 136, 139, 140, 143, 148, 150, 156, 157, 158, 162.

Y

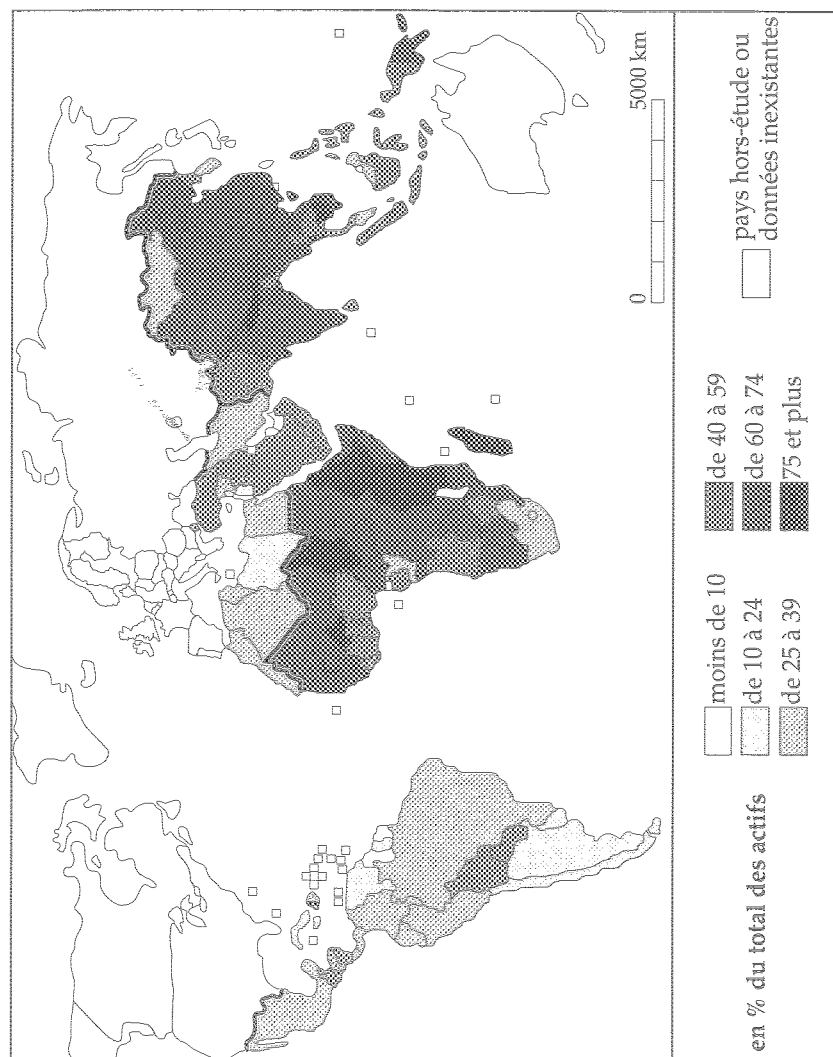
Yemen, 38, 58, 97, 98, 103, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 124.
 Yougoslavie, 4, 6, 67.

Z

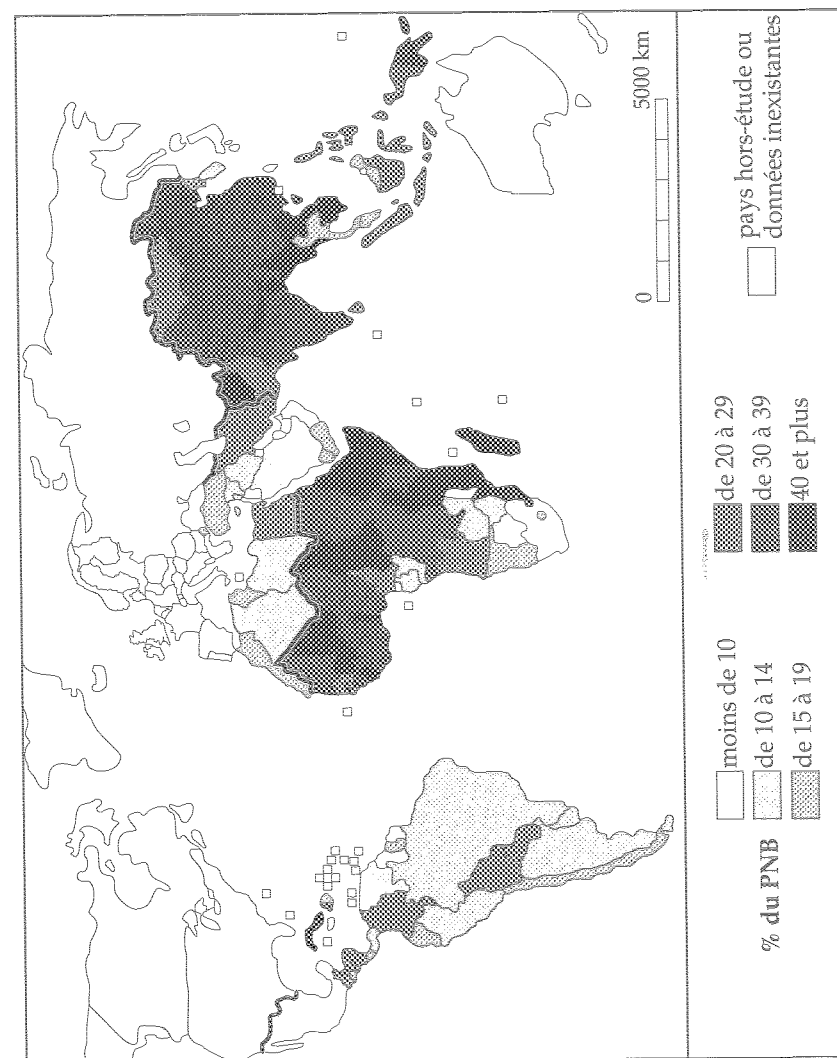
Zaïre, 15, 16, 26, 31, 52, 53, 54, 168, 169, 173, 174, 175, 176, 178, 180, 181, 182, 187, 188, 191, 198.
 Zambie, 15, 38, 166, 169, 171, 173, 174, 175, 176, 181, 182, 192, 196.
 Zimbabwe, 38, 53, 172, 173, 174, 175, 176, 179, 190, 192, 196.



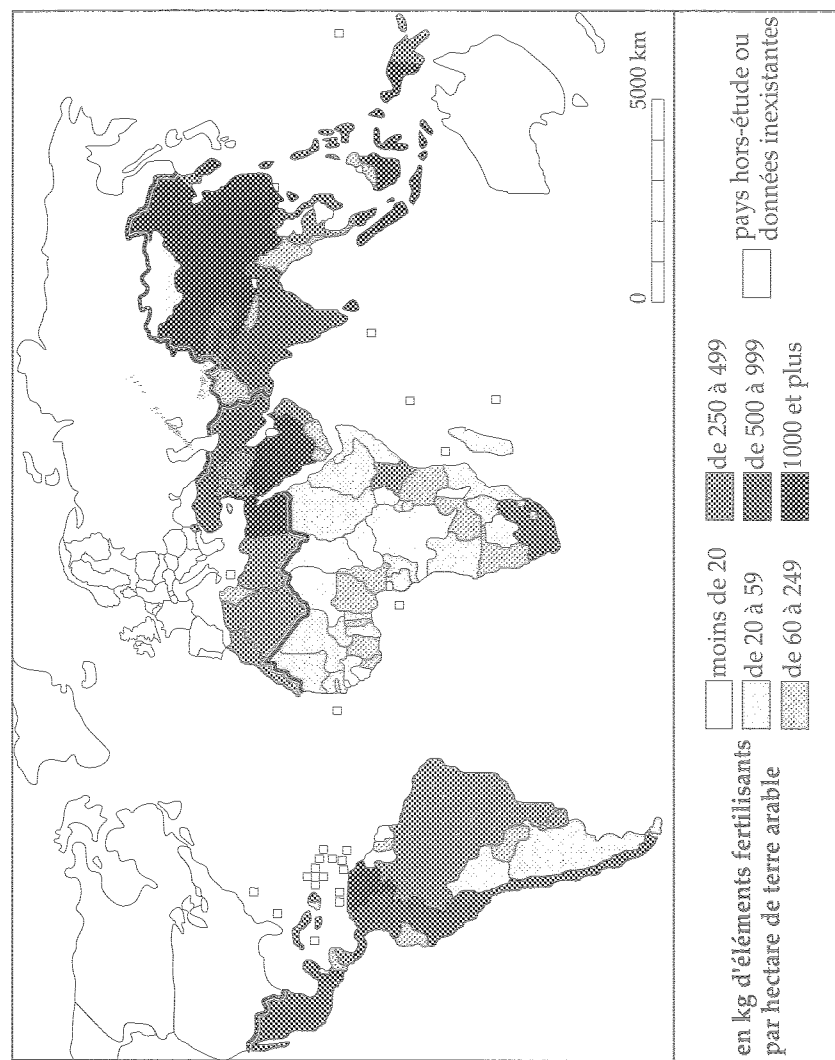
CARTE 1. — Les quatre mondes du Tiers Monde (États de plus de 10 millions d'habitants).



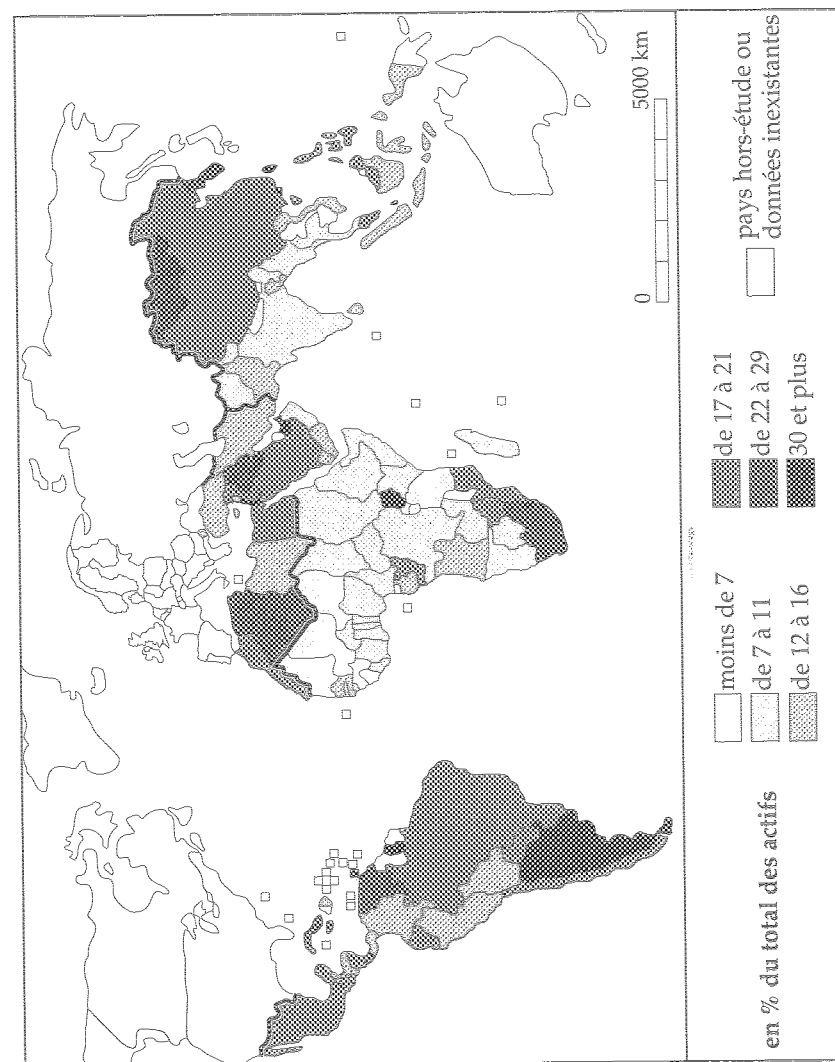
CARTE 2. — Actifs travaillant dans l'agriculture en 1990.



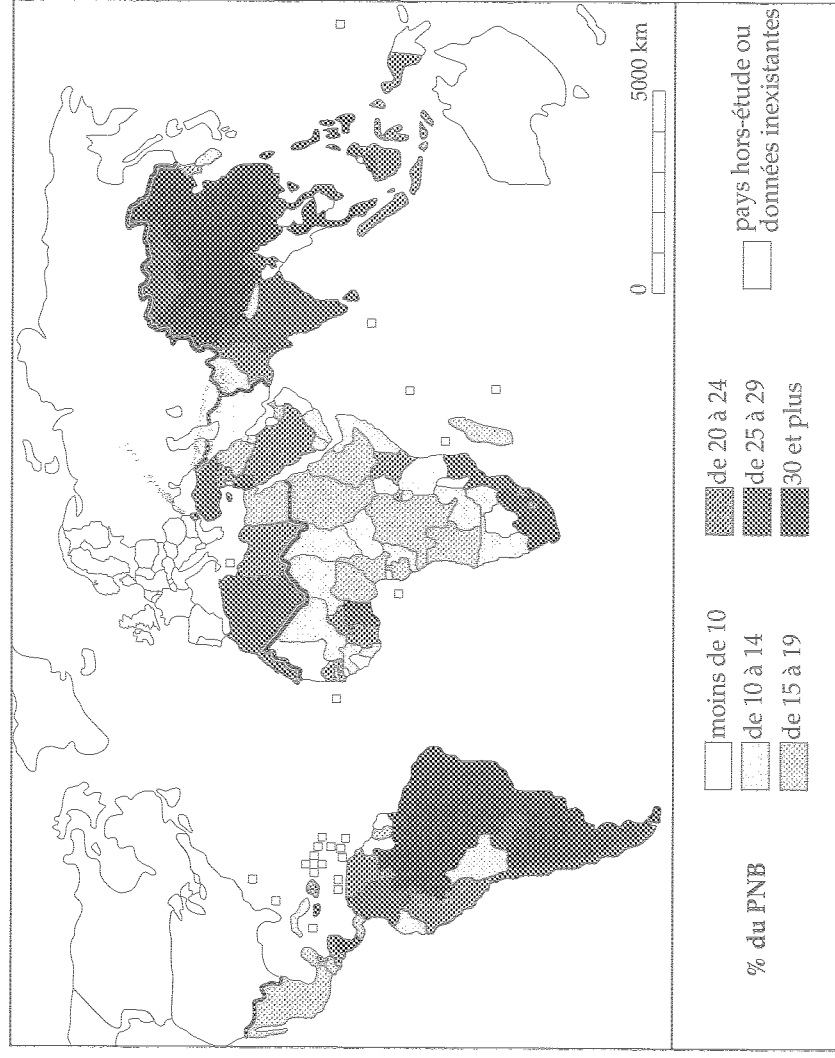
CARTE 3. — L'agriculture dans le PNB en 1990.



CARTE 4. — Consommation d'engrais à l'hectare en 1990.

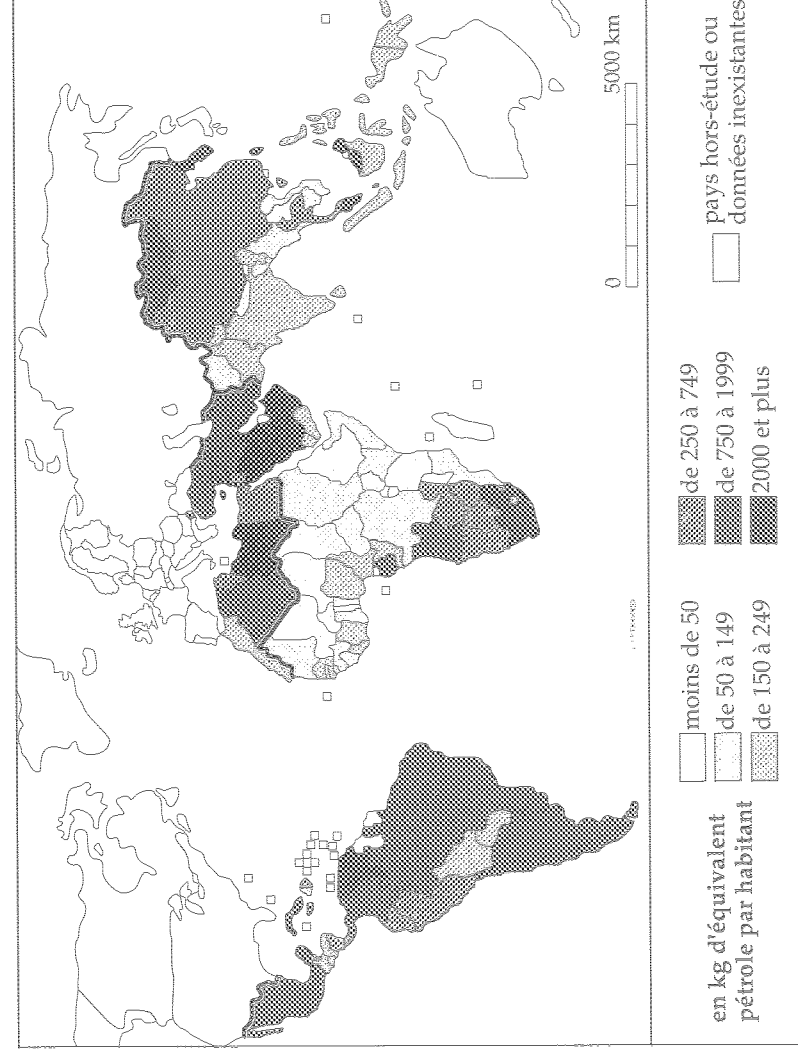


CARTE 5. — Actifs travaillant dans l'industrie manufacturière en 1990.

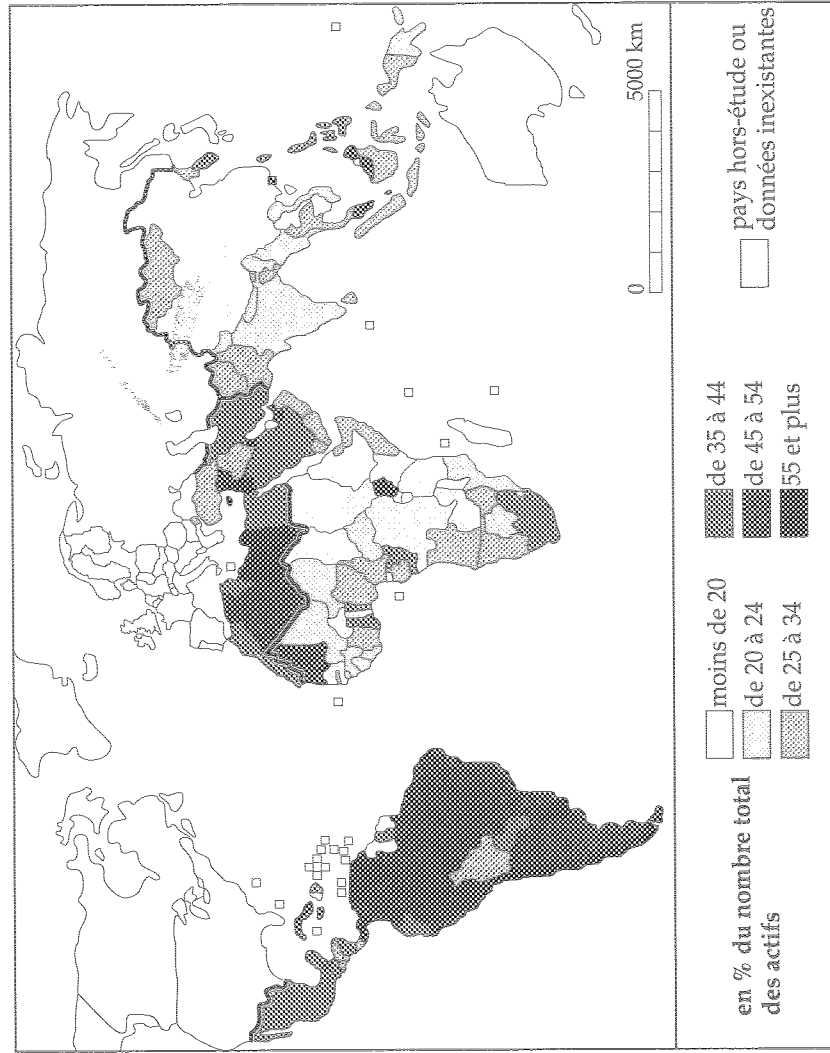


CARTE 6. — L'industrie manufacturière dans le PNB en 1990.

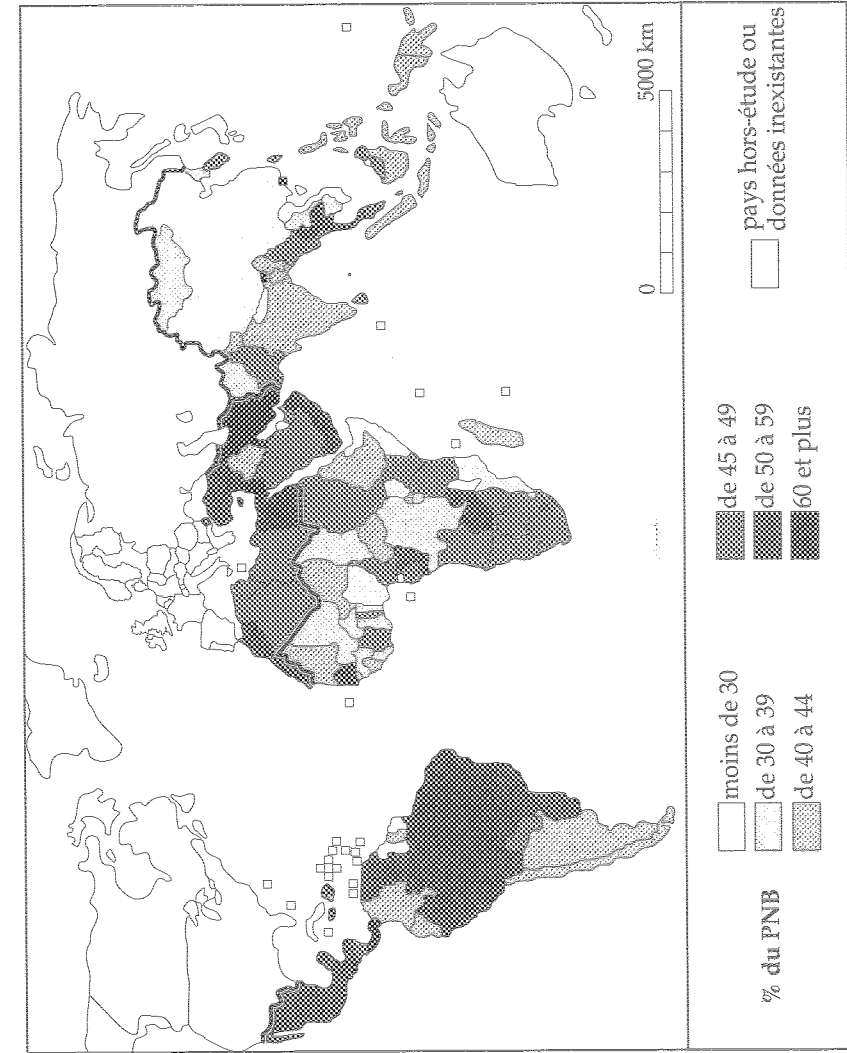
Consommation d'énergie par habitant en 1990



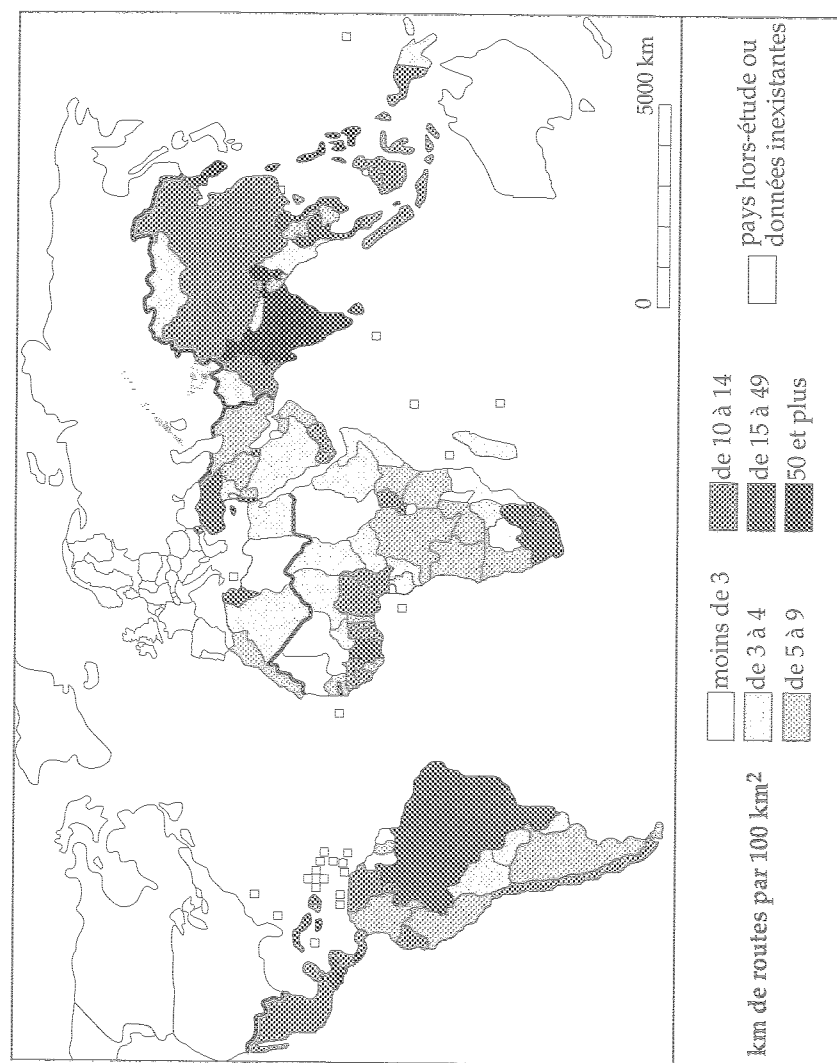
CARTE 7. — Consommation d'énergie par habitant en 1990.



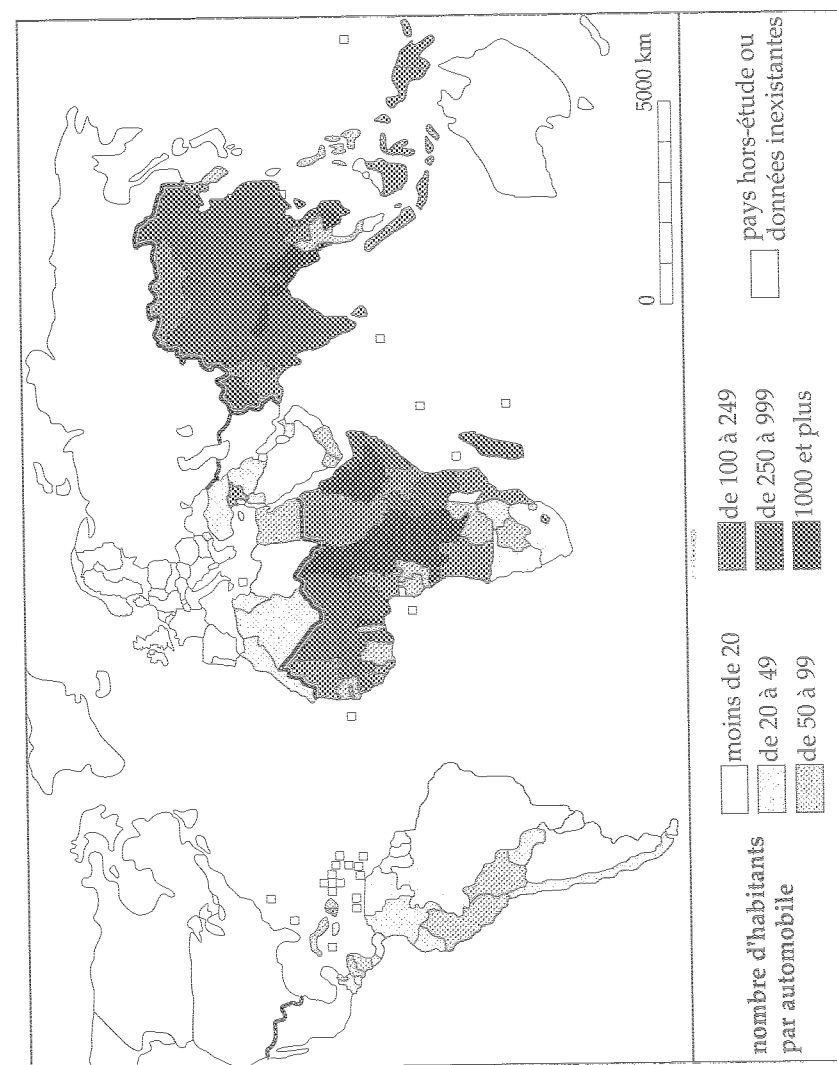
CARTE 8. — Actifs travaillant dans le secteur tertiaire en 1990.



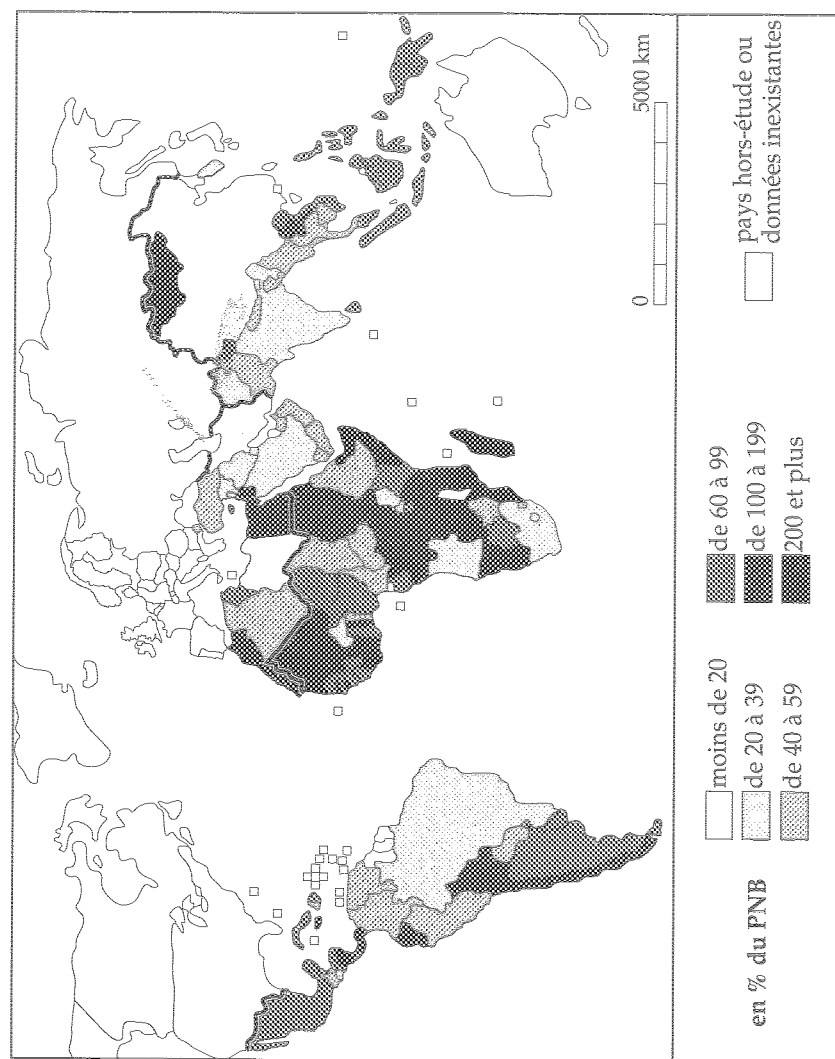
CARTE 9. — Le secteur tertiaire dans le PNB en 1990.



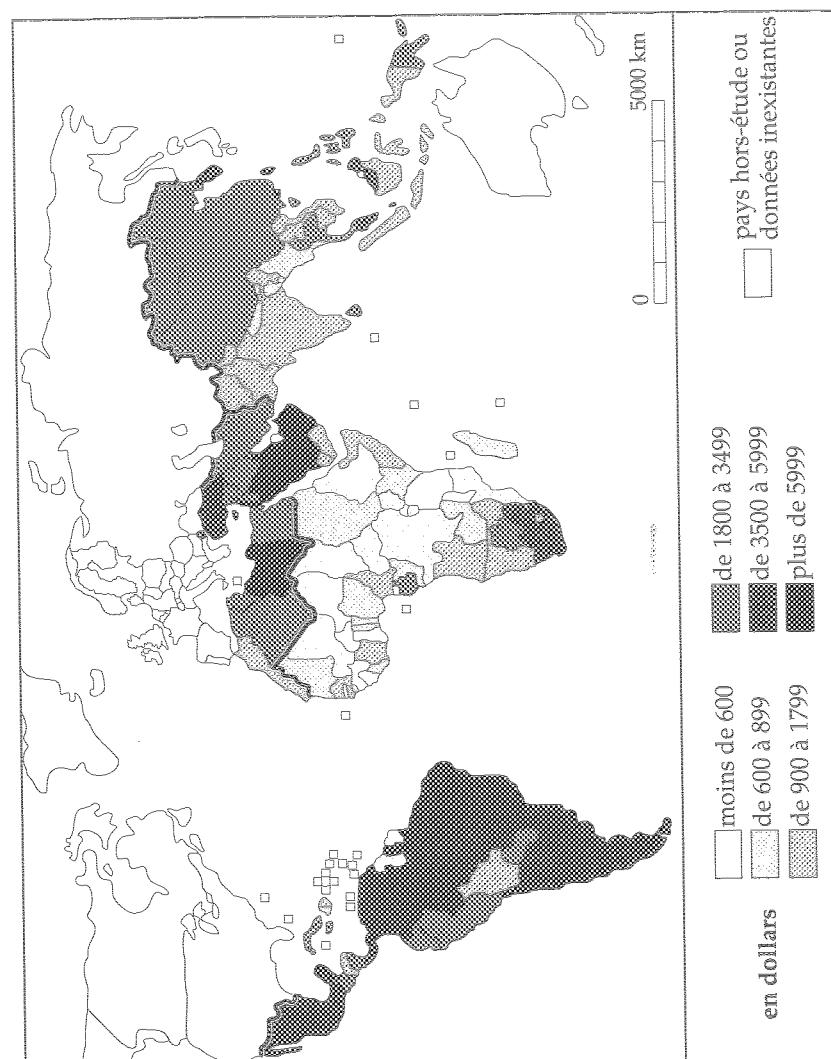
CARTE 10. — Densité routière à la fin des années 1980.



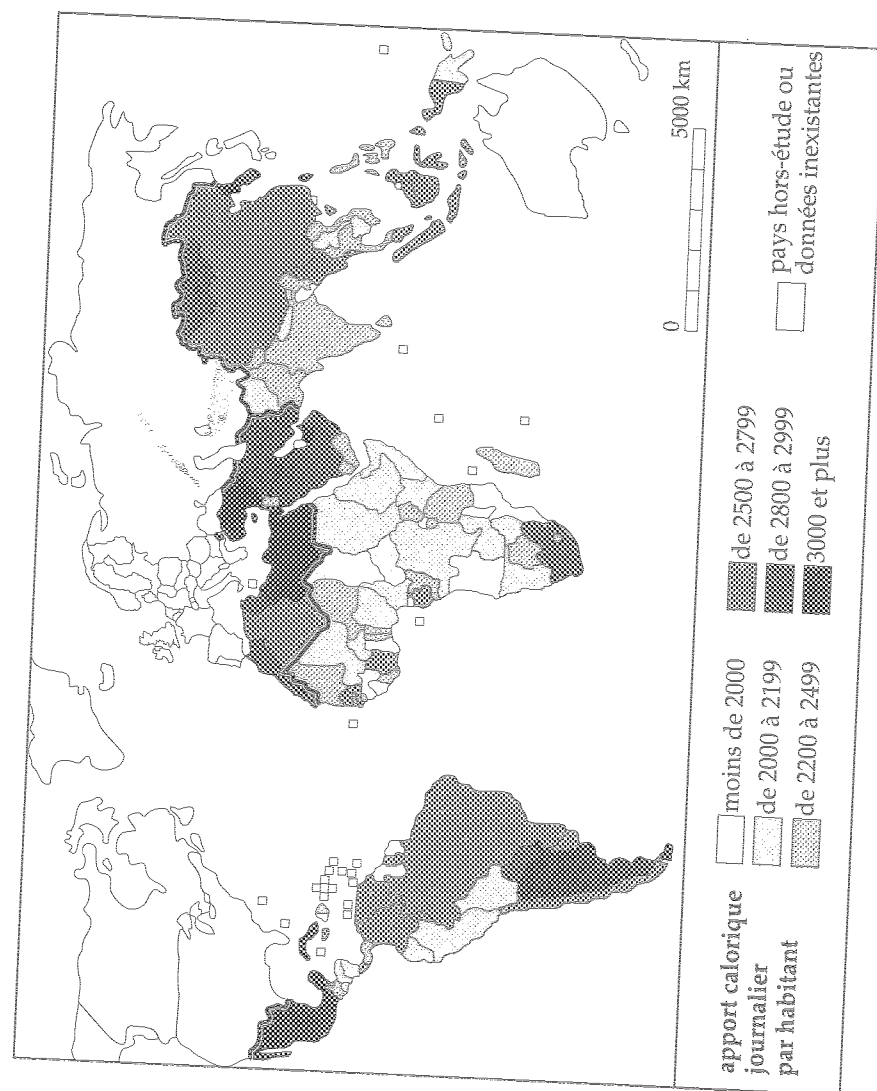
CARTE 11. — Motorisation à la fin des années 1980.



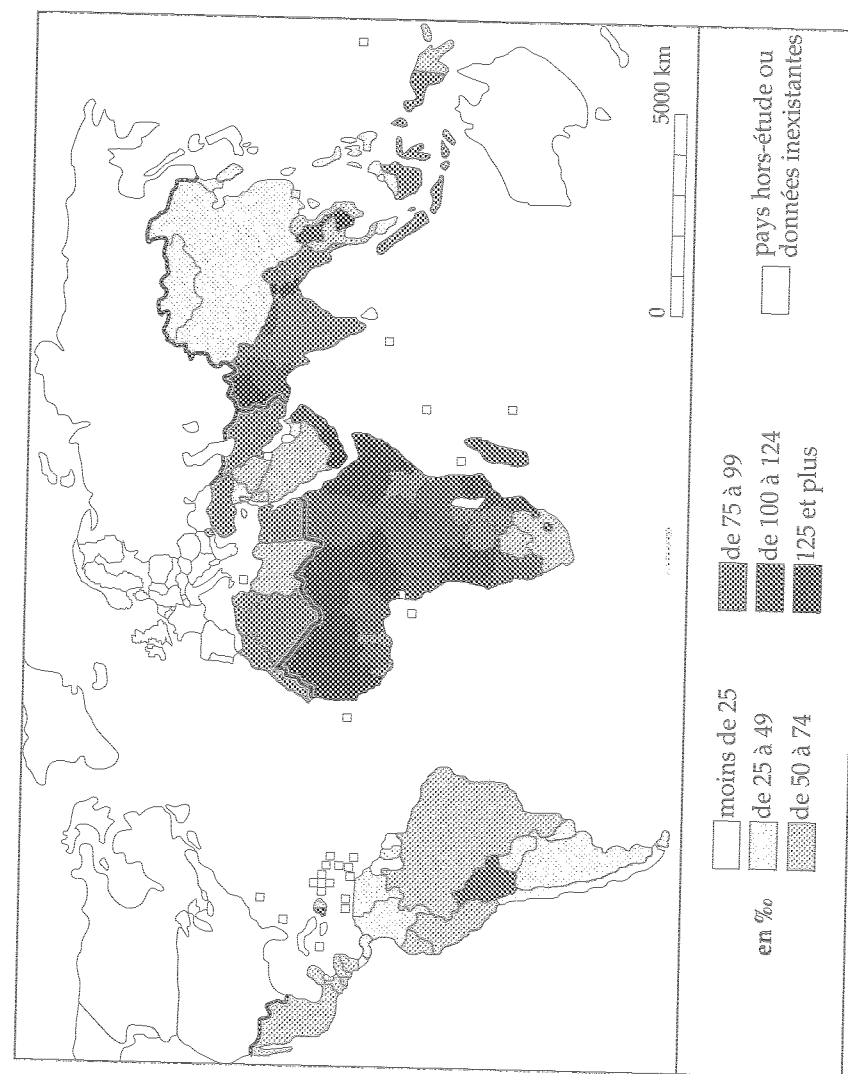
CARTE 12. — L'endettement en 1990.



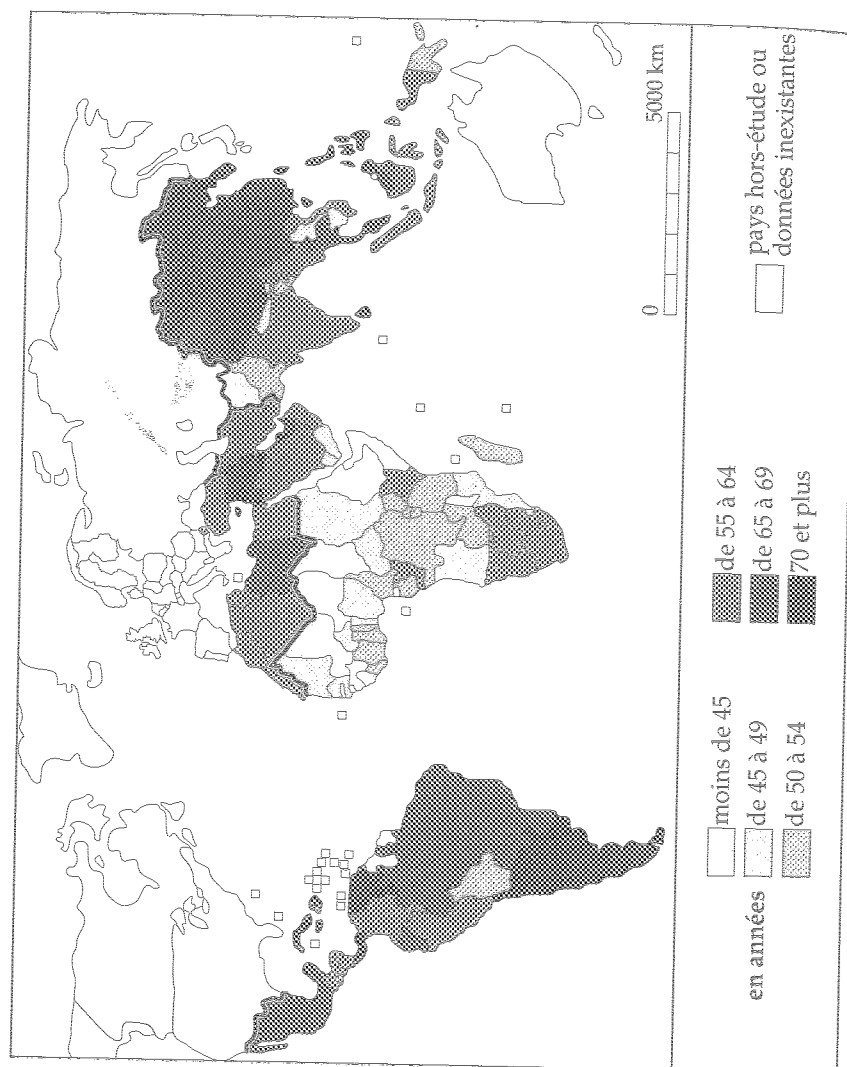
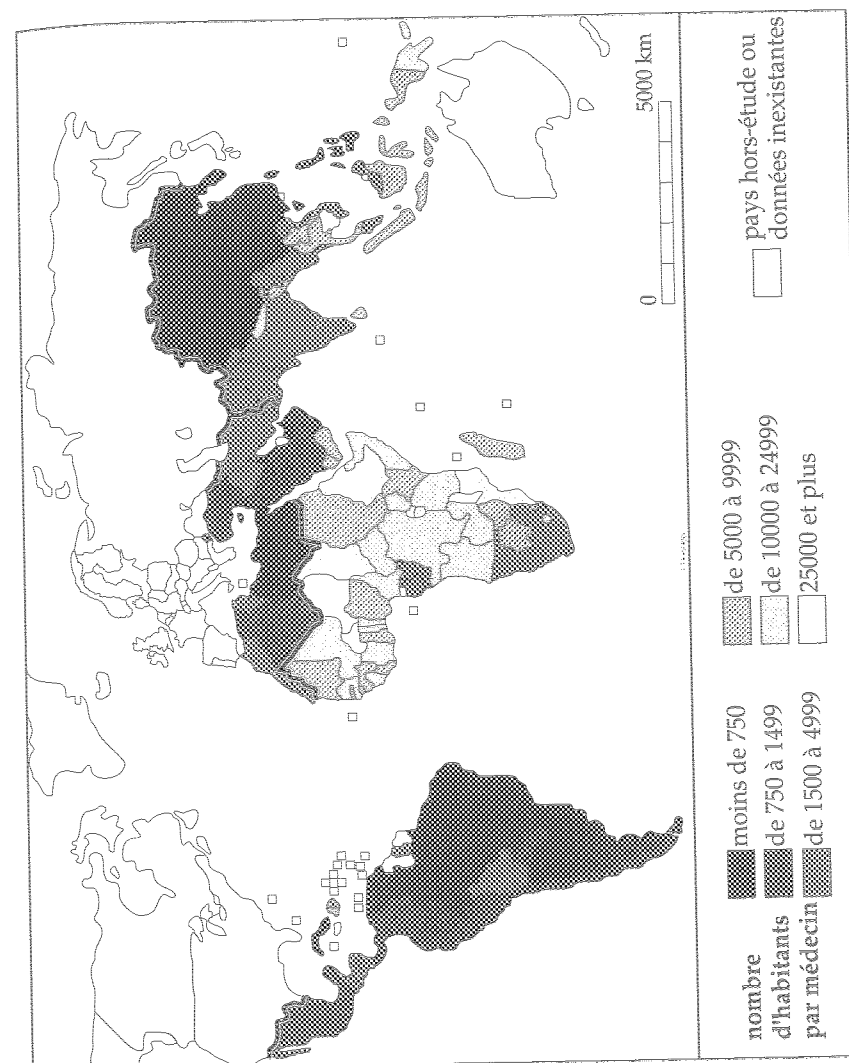
CARTE 13. — PIB réel par habitant en 1987.

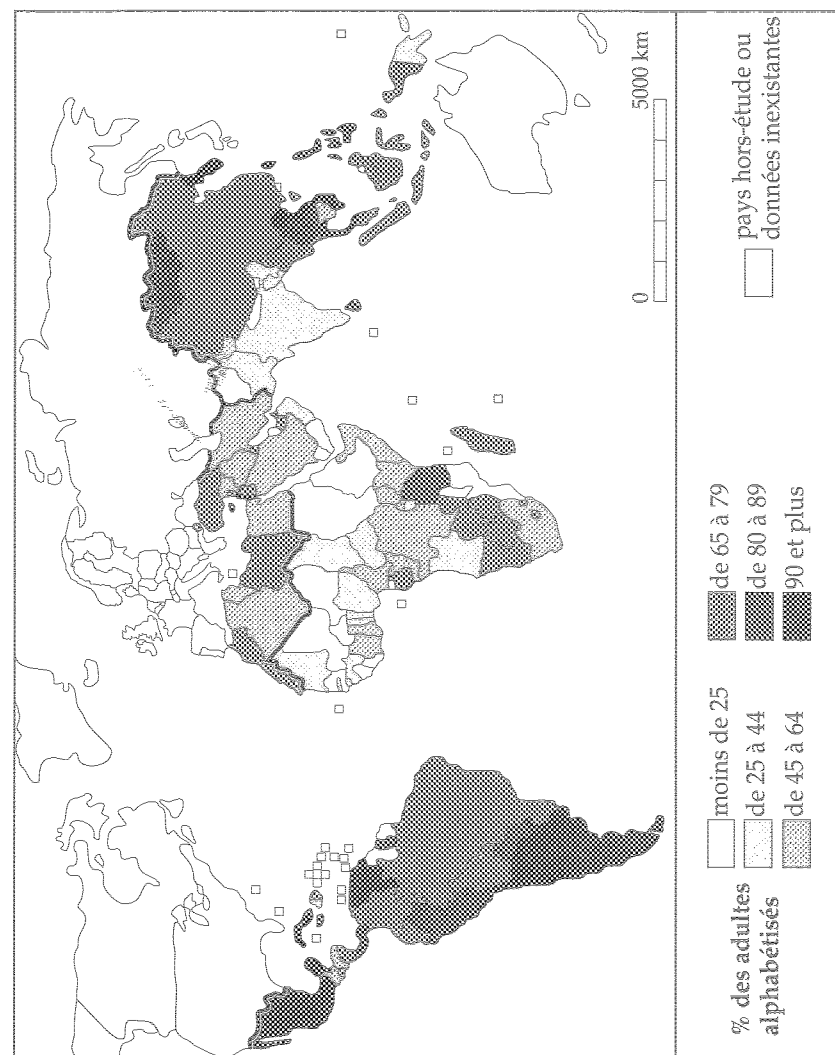


CARTE 14. — Situation alimentaire en 1990.

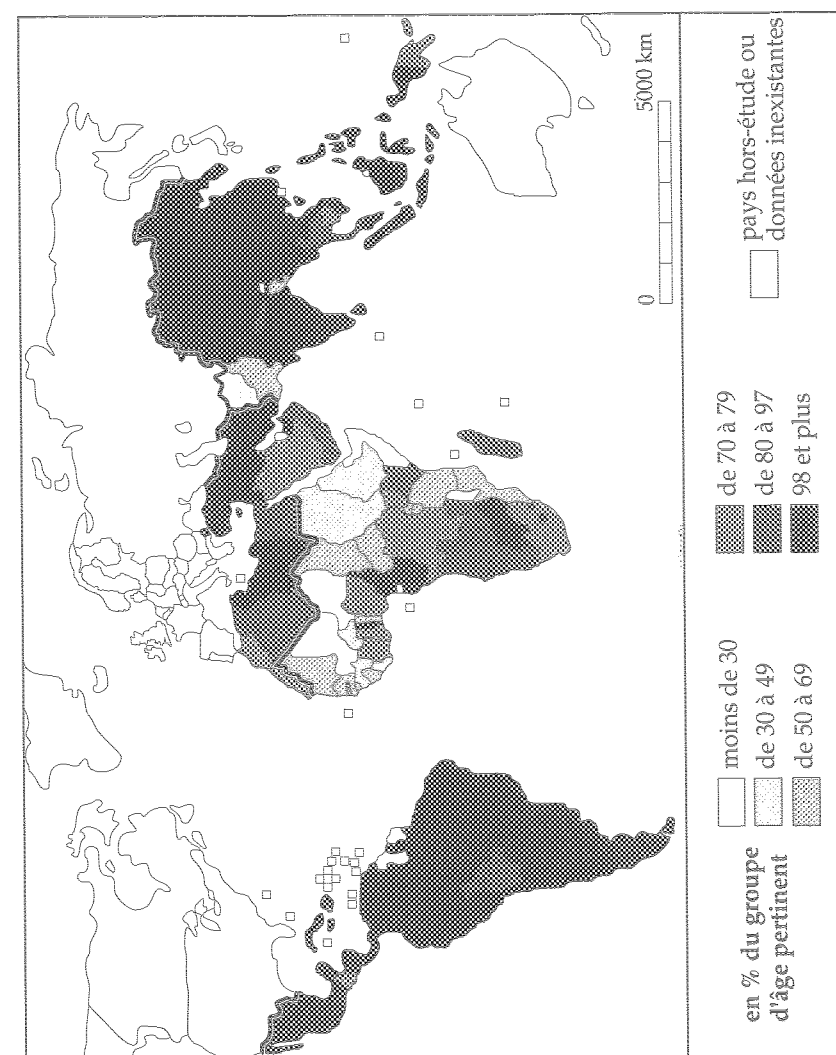


CARTE 15. — Taux de mortalité infantile en 1990.

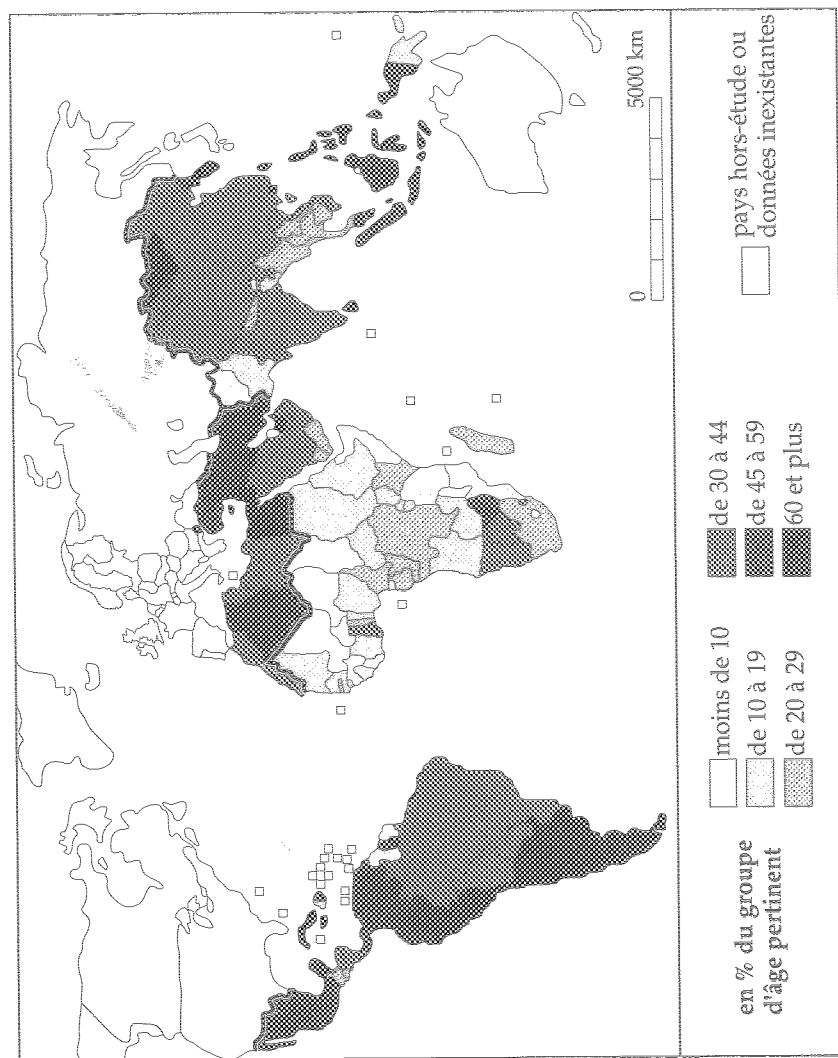
CARTE 16. — *Espérance de vie en 1990.*CARTE 17. — *Encadrement médical en 1990.*



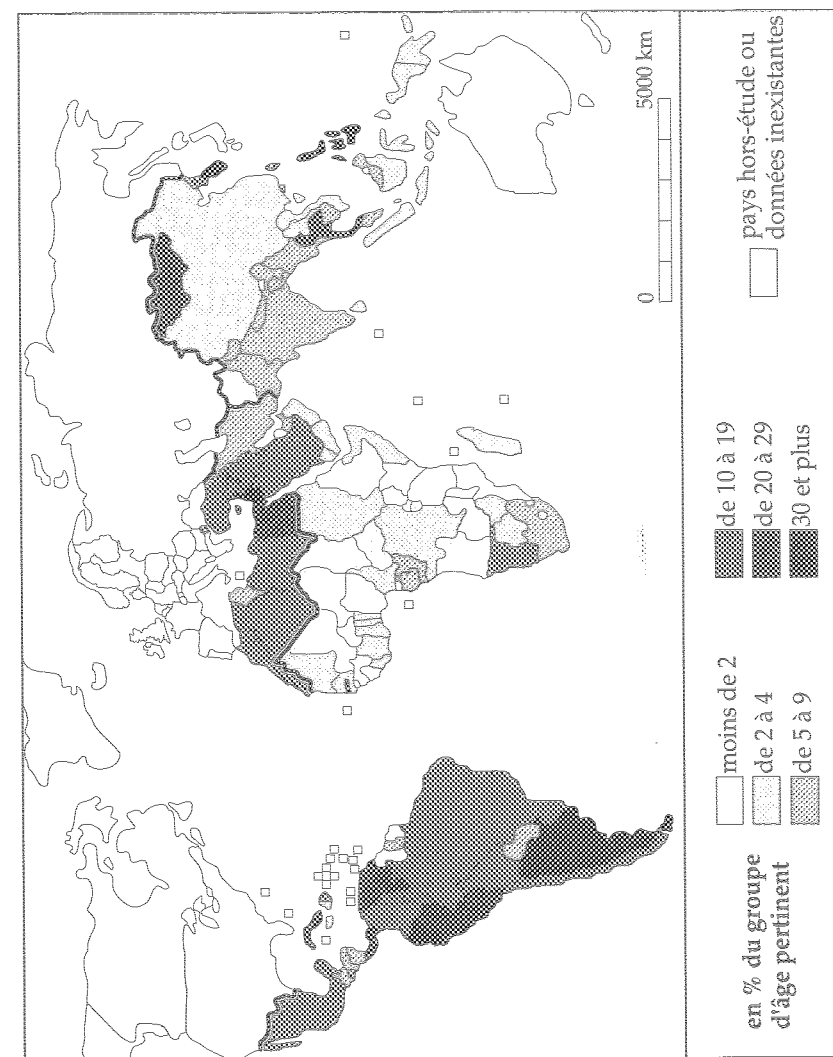
CARTE 18. — Alphabétisation en 1990.



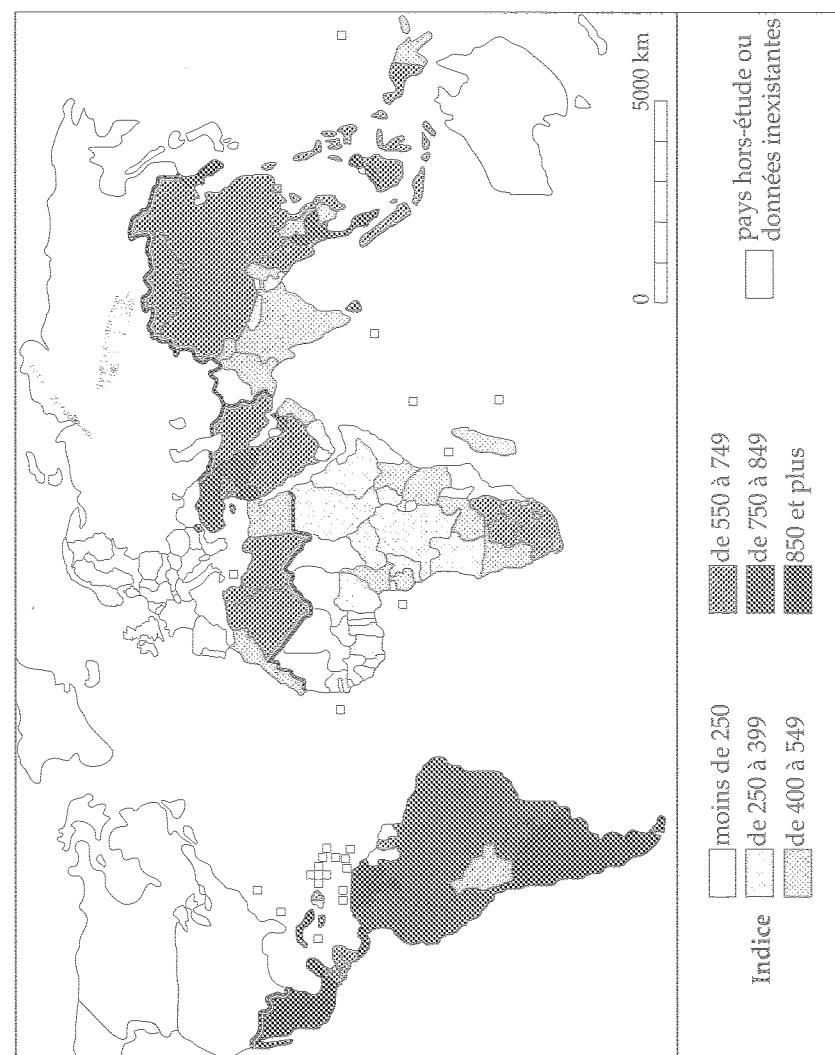
CARTE 19. — Scolarisation dans l'enseignement primaire en 1990.



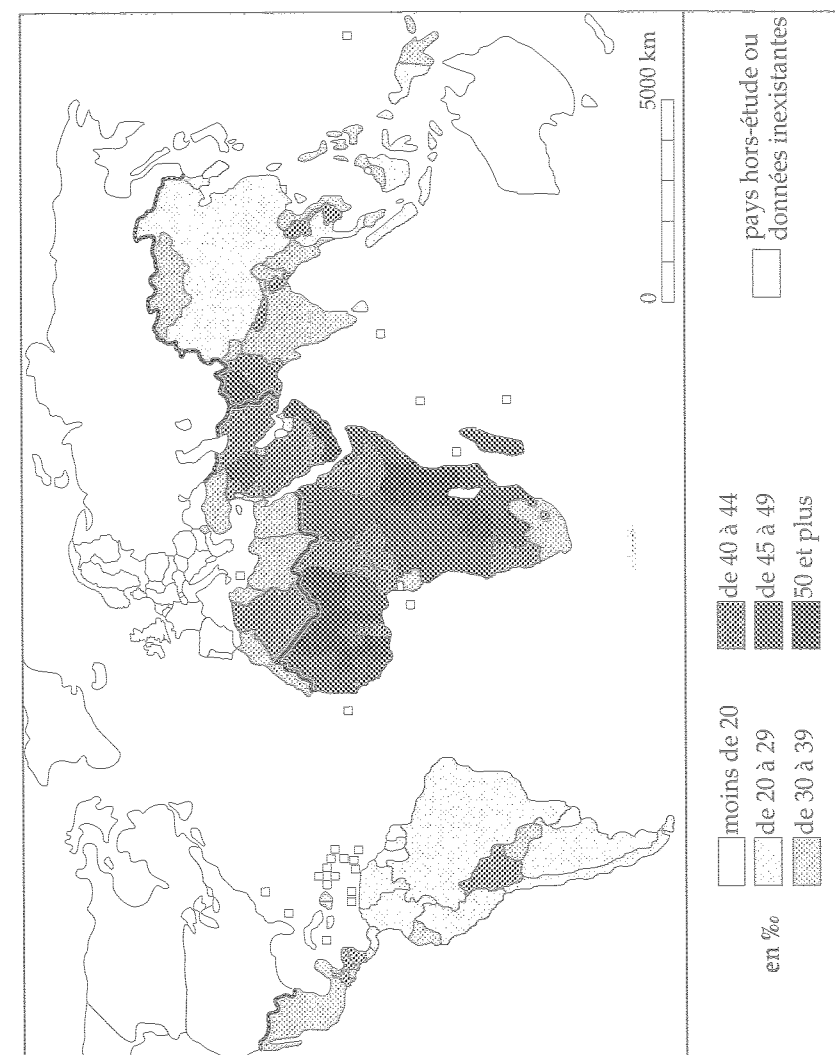
CARTE 20. — Scolarisation dans l'enseignement secondaire en 1990.



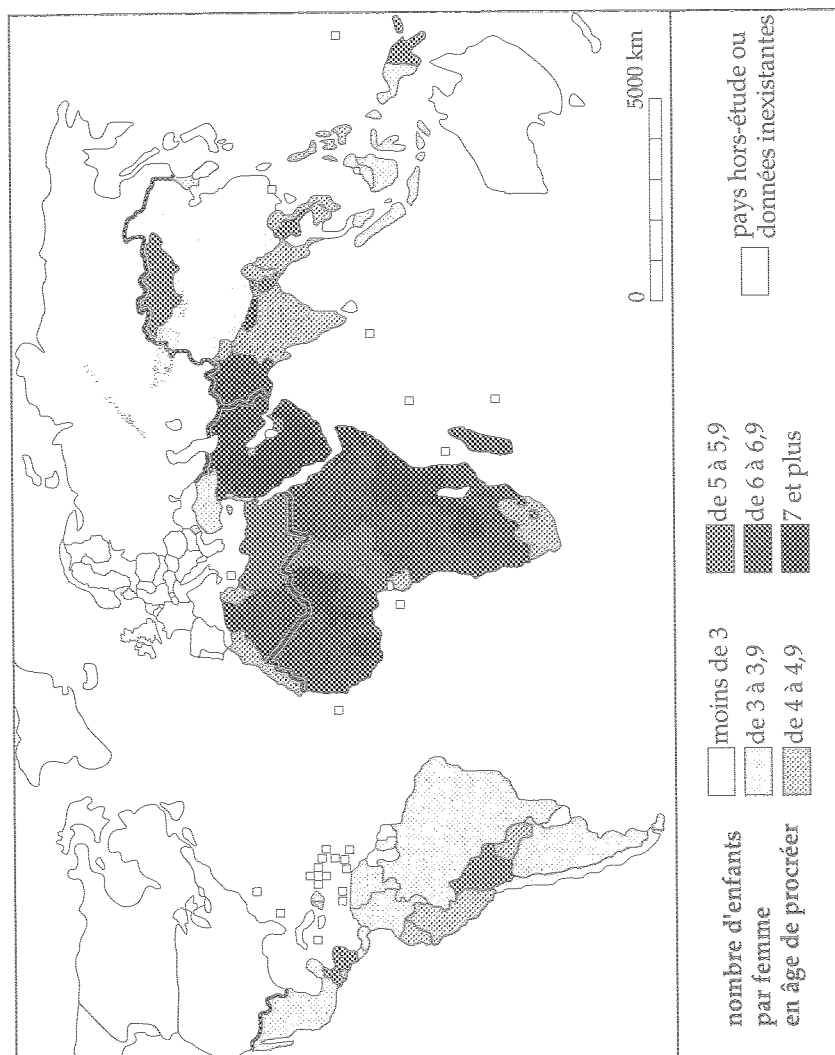
CARTE 21. — Scolarisation dans l'enseignement supérieur en 1990.



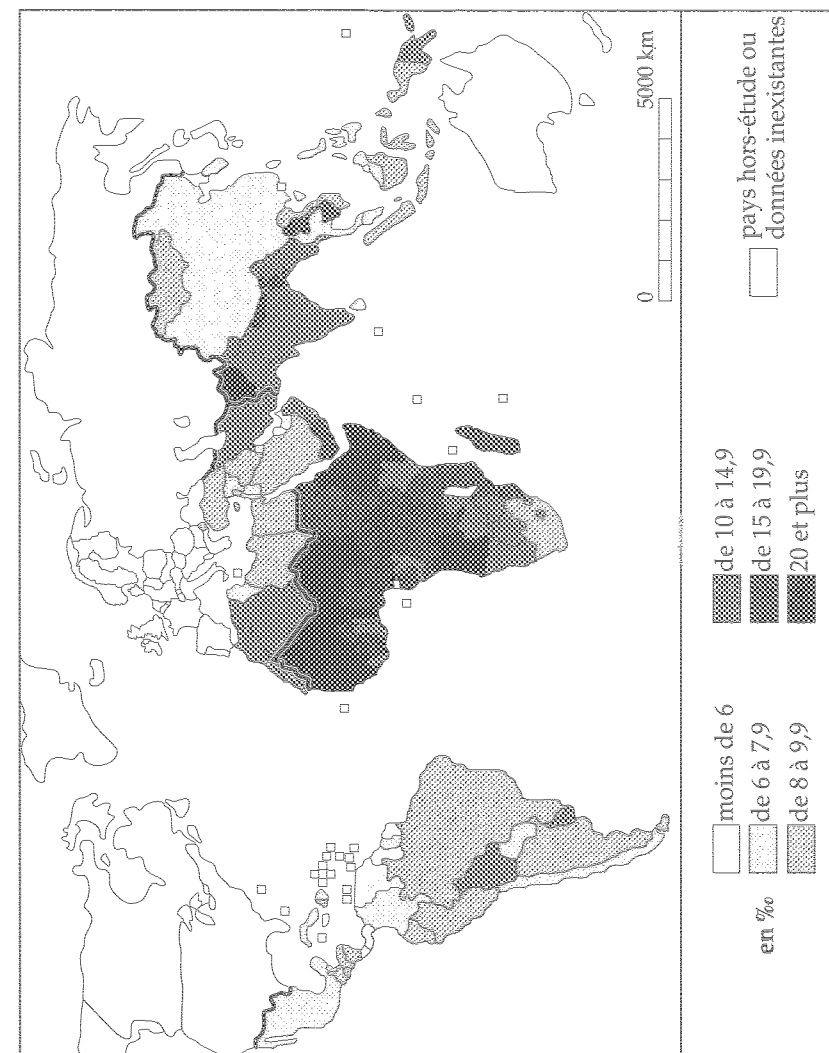
CARTE 22. — Indicateur de développement humain en 1987.



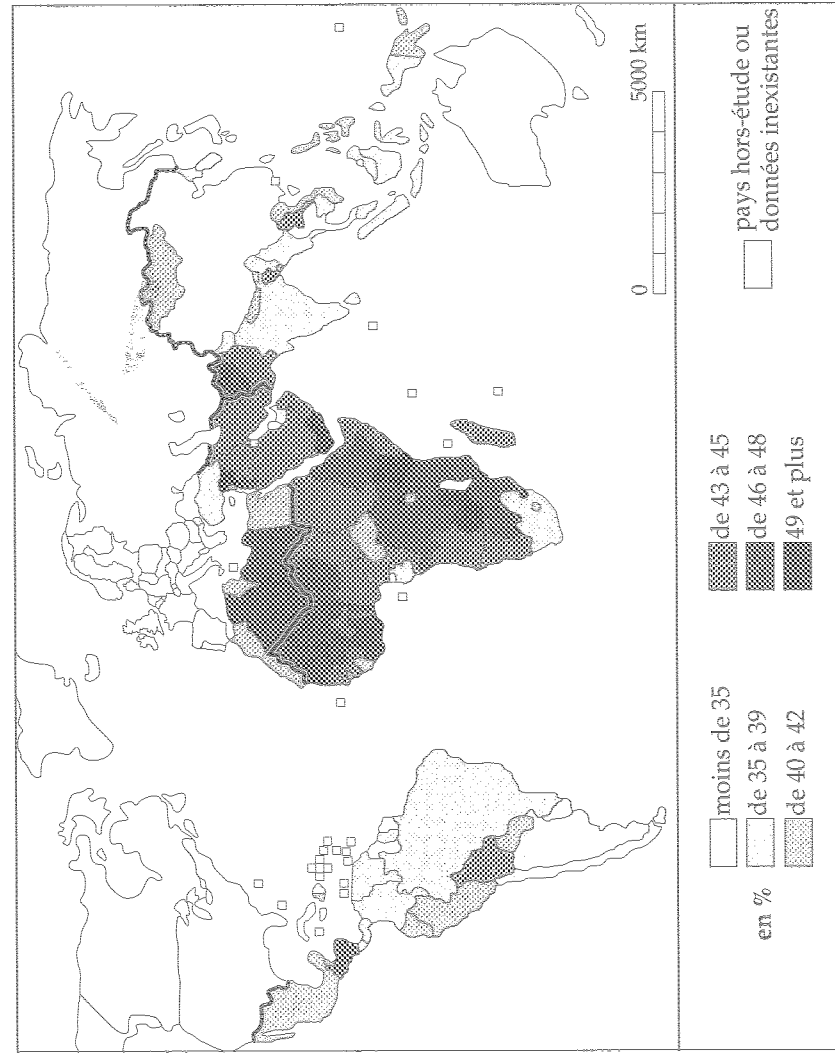
CARTE 23. — Taux de natalité en 1990.



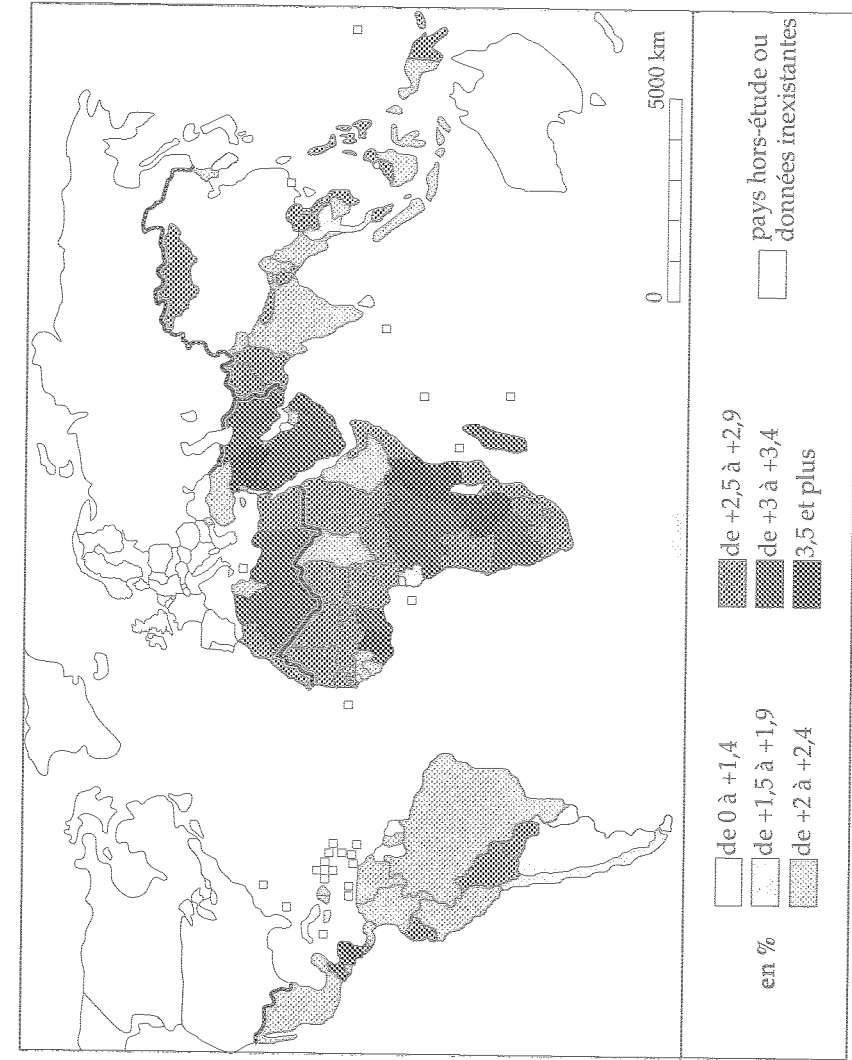
CARTE 24. — Fécondité en 1990.



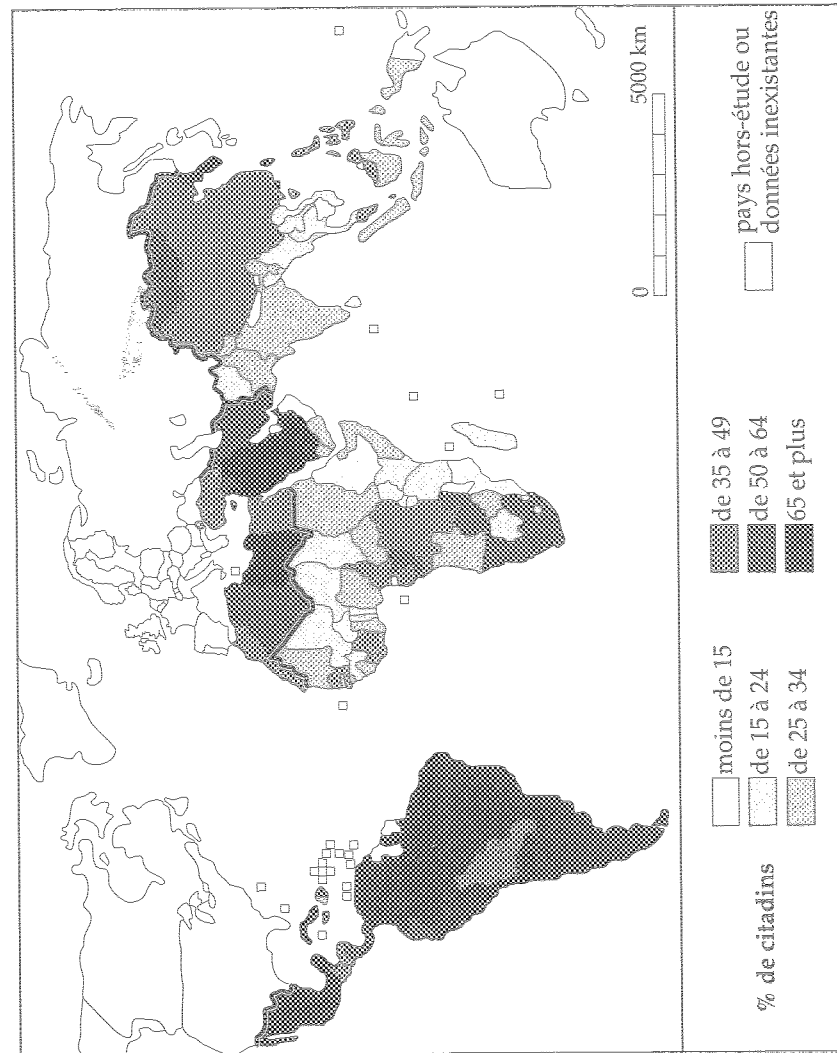
CARTE 25. — Taux de mortalité générale en 1990.



CARTE 26. — Les jeunes en 1990.



CARTE 27. — Bilan naturel en 1990.



CARTE 28. — Population urbaine en 1990.

MASSON Éditeur
120, boulevard Saint-Germain
75280 Paris Cedex 06
Dépôt légal : décembre 1993